

LE  
RÉGIME DE L'INDUSTRIE EN FRANCE  
**DE 1814 A 1830**

LES PATRONS, LES OUVRIERS ET L'ÉTAT

---

LE RÉGIME  
DE  
**L'INDUSTRIE EN FRANCE**  
DE 1814 A 1830

RECUEIL DE TEXTES

PUBLIES

POUR LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

PAR

**Georges BOURGIN**

et

**Hubert BOURGIN**

Ancien membre de l'Ecole française de Rome  
Archiviste aux Archives nationales

Docteur ès lettres  
Professeur au Lycée Louis-le-Grand

TOME I<sup>ER</sup>

MAI 1814 — MAI 1821



PARIS

ALPHONSE PICARD ET FILS

LIBRAIRES DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Rue Bonaparte, 82

BESANÇON — IMPRIMERIE JACQUES ET DEMONTROND

## EXTRAIT DU RÈGLEMENT

ART. 14. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier et choisit les personnes auxquelles il en confiera le soin.

Il nomme pour chaque ouvrage un commissaire responsable, chargé de surveiller la publication.

Le nom de l'éditeur sera placé en tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du commissaire responsable, portant que le travail lui a paru digne d'être publié par la Société.

---

*Le commissaire responsable soussigné déclare que l'ouvrage : LE RÉGIME DE L'INDUSTRIE EN FRANCE DE 1814 A 1830 lui a paru digne d'être publié par la SOCIÉTÉ D'HISTOIRE CONTEMPORAINE.*

*Fait à Paris, le 15 décembre 1911.*

*Signé : Maurice TOURNEUX.*

*Certifié :*

*Le secrétaire de la Société d'histoire contemporaine,*

B DE LACOMBE.





## AVANT-PROPOS

---

Les trois volumes que nous publions sur le *Régime de l'industrie en France de 1814 à 1830* se présentent sous un aspect particulier, déterminé par leur objet et leur contenu, et sur lequel il convient d'avertir le lecteur.

L'objet en sera amplement défini dans la troisième partie de l'*Introduction* : il suffit maintenant de dire que nous y avons groupé les documents des Archives nationales qui renseignent sur l'histoire des rapports entre les ouvriers, les patrons et l'État pendant la Restauration. Les dates de 1814 et 1830 ont été déterminées pour nous par deux séries de raisons. D'abord, nous avons supposé que les changements politiques qui se sont produits en France à ces dates ont pu entraîner des modifications dans le régime de l'industrie et dans les rapports des groupes étudiés par nous ; en tout cas, nous avons voulu délimiter un sujet d'étude bien défini. En second lieu, nous avons estimé que les travaux de la « Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution » pourraient être poussés jusqu'à l'année 1814, et, d'autre part, nous devons tenir compte du fait que les documents relatifs à notre sujet subissent, après 1830, une diminution considérable. Ainsi, la période à laquelle nous avons limité nos recherches a été déterminée, non *a priori*, mais par des raisons de méthode qui permettent d'évaluer plus sû-

rement le sens de cette période et des événements qui s'y sont accomplis.

Les documents que ces volumes renferment constituent, en effet, dans l'ensemble une série chronologique continue : chaque affaire est classée sous un numéro d'ordre (caractères gras), au nom de la localité (commune, d'ordinaire ; département, par exception) qui en est le théâtre ou de l'institution qui s'en occupe ; ce numéro d'ordre est déterminé par la date du premier document se rapportant à l'affaire. A la suite de ce premier document, et suivant une numérotation également continue (caractères arabes ordinaires), nous faisons figurer tous ceux qui s'y rattachent : chaque affaire a donc sa numérotation propre. Certaines affaires s'étendaient toutefois sur trop d'années pour qu'il ne fût pas nécessaire de les rompre, pour ainsi dire, en plusieurs tronçons, afin de suivre, pour l'ensemble de chaque volume, un ordre chronologique aussi approché que possible : l'inconvénient, tout relatif, de ce système sera corrigé par l'emploi de la *Table*.

Les documents tirés des diverses séries des Archives nationales sont donnés intégralement, en extraits où en analyse. La différence de caractère suffit à distinguer à première vue la reproduction intégrale des documents (gros texte) et leur analyse (petit texte). Nous avons signalé par des points les coupures que nous avons cru utile d'opérer, et nous avons mis entre crochets toutes les explications, tous les commentaires, nécessaires à la compréhension des affaires, mais qui étaient de notre fait. Chaque document ou chaque groupe de documents sortis d'une même source est suivi de la cote exacte des Archives nationales s'y référant.

Tous les documents sont précédés par des intitulés qui

en déterminent l'origine administrative. Nous n'avons pas eu à préciser davantage les individus et organes administratifs réguliers d'où ils émanent, car ils seront identifiés dans l'*Introduction*, en appendice ou dans la *Table*; nous l'avons fait cependant, en note, lorsqu'il s'agissait de fonctionnaires intervenant par exception dans l'instruction et la solution des affaires.

Les dates qui figurent dans les intitulés sont celles des documents eux-mêmes, la date des faits pouvant se retrouver dans les textes; il est arrivé, particulièrement en ce qui touche les *Bulletins de police*, que nous avons dû préciser la date des événements: nous ne l'avons fait qu'en employant des crochets.

L'annotation est réduite à sa plus simple expression. Les ouvrages généraux qui nous ont le plus souvent servi et que nous tenons à signaler ici sont ceux d'É. Levasseur <sup>1</sup>, de MM. E. Martin Saint-Léon <sup>2</sup> et G. Renard <sup>3</sup>, la publication de l'*Office du travail* sur *Les associations professionnelles ouvrières* <sup>4</sup> et le recueil de M. Ch. Schmidt <sup>5</sup>.

L'introduction nécessaire pour l'intelligence des textes publiés est divisée en autant de parties que la publication comporte de volumes. Ces parties se suffisent chacune à elle-même, de sorte que nous avons pu éviter de grossir démesurément le nombre de pages en tête du premier volume, et que chaque volume présente un intérêt indé-

<sup>1</sup> *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*, 2<sup>e</sup> ed., Paris, 1904, 2 vol. gr. in-8.

<sup>2</sup> *Histoire des corporations de métiers*, 2<sup>e</sup> ed., Paris, 1909, in-8.

<sup>3</sup> *Syndicats, trade-unions et corporations* (Encyclopédie scientifique), Paris, 1909, in-18.

<sup>4</sup> Paris, 1899, 1901, 1903, 1904, 4 vol. in-8 (inachevé).

<sup>5</sup> *L'Industrie Instruction, recueil de textes et notes*. Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution, Paris, 1910, in-8.

pendant de celui des textes qu'il renferme : dans le premier volume figure l'état des sources employées, qui constitue un travail d'ensemble sur la documentation historique pour l'époque de la Restauration, spécialement au point de vue économique; le deuxième contiendra une étude sur la législation et l'administration de cette époque en matière d'économie nationale <sup>1</sup>; le troisième renfermera une sorte de conclusion sur l'interprétation critique et la valeur objective des documents publiés.

C'est dans le troisième volume également qu'on trouvera un état du personnel préfectoral et la *Table* des matières, des lieux et des personnes, qui permettra des recherches faciles dans la masse des documents par nous mis au jour.

Qu'il nous soit permis en finissant de témoigner à MM. Lacombe et Tourneux notre gratitude pour l'attention et l'intérêt avec lesquels ils ont suivi cette publication

Georges et Hubert BOURGIN.

---

<sup>1</sup> En attendant, cf. G. Bourgin, *Législation et administration du travail sous la Restauration*, dans la *Revue politique et parlementaire*, 10 octobre 1910, t. LXVI, p. 116-152

# INTRODUCTION

---

## I.

### SOURCES

Les documents publiés proviennent tous des Archives nationales, où ont été dépouillées méthodiquement quatre catégories principales de documents : les papiers de la police et de l'administration départementale ; les papiers concernant les affaires commerciales et industrielles ; les papiers concernant les mines ; les papiers de la justice.

#### 1. PAPIERS DE LA POLICE ET DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE

Ils proviennent du ministère de la police générale et du ministère de l'intérieur et se subdivisent en plusieurs groupes <sup>1</sup> :

##### A. BULLETINS DE POLICE GÉNÉRAUX

F<sup>7</sup> 3732-3745, minutes, janv. 1814-déc. 1821 <sup>2</sup> ;  
— 3782-3798, bulletins, janv. 1814-déc. 1829 <sup>3</sup>.

1. On ne trouve rien à ce sujet dans Ch. Schmidt, *Le fonds de la police générale aux Archives nationales*, dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. IV, 1902-03, p. 313-327.

2. Dans F<sup>7</sup> 3742, les journées des 2-8 septembre et 23-31 décembre 1818 font défaut. — On trouve dans F<sup>7</sup> 3147-3152 l'analyse des principales pièces de la correspondance, janv. 1815-mars 1818 (fin du ministère de la police générale) : cette analyse servait au travail des bureaux et n'était pas mise sous les yeux du ministre.

3. Dans F<sup>7</sup> 3783, avril, mai et juin 1814 manquent ; dans F<sup>7</sup> 3785, les 7-

Ces bulletins sont, à quelques différences près <sup>1</sup>, rédigés sur un type uniforme. Ils contiennent le sommaire des affaires dont la connaissance parvenait aux services compétents soit par les rapports préfectoraux groupés dans la série des *Affaires administratives* <sup>2</sup>, soit par les rapports de gendarmerie <sup>3</sup>, soit par les rapports d'agents spéciaux, soit enfin par les lettres des particuliers : la nature même de leur documentation nous a dispensés de dépouiller par le menu les deux premières de leurs sources, et, du reste, les quelques vérifications que nous avons faites nous ont permis de constater que tout ce qui se trouvait dans les rapports départementaux avait passé dans les bulletins. Mis sous les yeux du ministre,

21 mars 1815, dans F<sup>7</sup> 3786, les 24-31 juillet, 11-16 octobre, 24-27 octobre et novembre-décembre 1815, sauf les 25-27 novembre et le 9 décembre, l'année 1816, dans F<sup>7</sup> 3787, est très incomplète, mai-déc 1817 et janvier 1818, dans F<sup>7</sup> 3789, de même; octobre-décembre 1818, dans F<sup>7</sup> 3790, de même, dans F<sup>7</sup> 3798, l'année 1827 et les bulletins 1<sup>er</sup> janv -21 juill 1828 font défaut, août et septembre sont en minute. Le dernier bulletin est du 4 septembre 1829

1. A la différence des bulletins de l'Empire, les bulletins de la première Restauration donnent la liste des personnes qui y sont mentionnées et non plus le sommaire des sujets, ils concernent surtout Paris. Après la seconde Restauration, le système impérial est suivi quelque temps, puis on rédige de grands bulletins sans sommaires, auxquels est annexé régulièrement un court bulletin pour Paris; ce bulletin parisien disparaît avec l'année 1816, où l'on trouve parfois pour le bulletin général trois états de rédaction. A partir de 1817, l'aspect du bulletin est beaucoup plus régulier, mais il n'y en a plus pour chaque jour, et, en 1821, il fournit quelques renseignements sur Paris, en particulier sur les cours de la Bourse; il porte une date, mais vaut pour plusieurs jours, et les dates secondaires qui y figurent ont trait soit aux faits, soit aux rapports qui relatent les faits. Les derniers bulletins spécifient les services d'où ils proviennent et où ils ont été rédigés (direction de l'administration départementale et de la police, direction de la police, cabinet).

2. Ces rapports forment une masse imposante de documents :

F<sup>7</sup> 8970-9301. Dossiers classés par départements, et, dans chaque département, dans l'ordre de numérotation, pour 1814-1818, enregistrés dans F<sup>7</sup> 3068-3069, pour 1814-1817.

F<sup>7</sup> 9340-9441 (série A) Dossiers dans l'ordre numérique pour 1819-1823.

F<sup>7</sup> 9442-9586 (série A<sup>2</sup>) Pour 1824-1830, classés comme les premiers.

F<sup>7</sup> 9627-9712 Situation des départements pour 1815-1830

3 Masse considérable de documents classés sous la cote F<sup>7</sup> 3900-4215<sup>1</sup> (an IX-1859) et F<sup>7</sup> 9906-9908 (1815-1817)

ceux-ci pouvaient déterminer une bonne partie de la pratique administrative, et nous leur avons fait une large place, soit qu'ils nous aient fourni des faits, soit qu'ils nous aient renseignés sur la façon même dont les bureaux interprétaient ou désiraient qu'on interprêtât les faits.

### B. BULLETINS DE POLICE POUR PARIS

Les événements qui se produisent dans la capitale, centre du gouvernement, ont une répercussion immédiate sur lui : de là, la rédaction de bulletins ou rapports spéciaux, auxquels nous avons recouru plutôt qu'aux bulletins parisiens annexés aux bulletins généraux ou aux mentions concernant Paris fournies par les bulletins généraux.

#### a) F<sup>7</sup> 3836-3837.

On trouve sous ces cotes des bulletins de la préfecture de police pour juillet-septembre, octobre-novembre 1814 ; les rapports du commandant de la garde royale <sup>1</sup> pour les 9-26 juillet 1815 ; les bulletins de police de Paris, presque tous en minute, pour novembre 1816-octobre 1817. Ces derniers bulletins, dont un grand nombre manquent <sup>2</sup>, valent pour une journée, ou deux au plus ; ils sont très détaillés, écrits dans un style amusant, de façon à piquer la curiosité du ministre, peut-être celle du roi.

#### - b) F<sup>7</sup> 6861, dossier 4737.

En l'absence de tout bulletin pour la plus grande partie de 1815 et pour la période 2 octobre 1817-1<sup>er</sup> janvier 1819, où commence une série signalée ci-dessous, on peut se reporter aux rapports du préfet de police au ministre, pour janvier-décembre 1818, classés dans ce carton des *Affaires politiques*, et contenant d'ailleurs bien peu de choses.

#### c) F<sup>7</sup> 3874-3884.

On trouve sous cette cote des *Bulletins de Paris*, rapports

<sup>1</sup> Le comte de Villatte

<sup>2</sup> En particulier, on constate un déficit pour les mois de mai (à partir du 5), juin et septembre 1817, et le bulletin du 1<sup>er</sup> octobre 1817 embrasse deux mois, ceux d'août et de septembre 1817



journaliers signés par le préfet de police <sup>1</sup>, et allant du 1<sup>er</sup> janvier 1819 au 26 juillet 1830 <sup>2</sup>. Rédigés sans aucun goût, sous des rubriques à peu près régulières (ouvriers <sup>3</sup>, surveillance générale, événements, halles, arrestations, bourse, théâtres), ils renferment beaucoup de renseignements qui ont été utilisés, sauf lorsque leur imprécision et leur vague interdisaient de les employer <sup>4</sup>. Leur emploi a permis de négliger les « Bulletins sommaires à S. E. le ministre secrétaire d'État de la police générale », très courts, dont on trouve des exemplaires dans les premiers cartons de ce groupe, et les rapports des officiers de paix et commissaires de police, avec lesquels ils ont certainement été rédigés <sup>5</sup>.

*d) F<sup>7</sup> 3858-3865.*

Ces rapports de la préfecture de police, rédigés au secrétariat de cette administration et adressés chaque jour au directeur de la police, puis au ministre de la police <sup>6</sup>, fournissent, pour les années 1815-1818, des renseignements statistiques sur les permis de séjour, les maisons garnies, les cartes de sûreté, les passeports, les arrestations, l'état des prisons et la délivrance des livrets ouvriers. Ces rapports n'existent plus pour les années 1819-1824, pour lesquelles il faut se reporter au groupe précédent.

*e) F<sup>7</sup> 3866-3873.*

Mêmes rapports de la préfecture de police, adressés désormais au ministre de l'intérieur pour les années 1825-1827.

<sup>1</sup> Les lacunes que nous avons pu constater portent sur les 28 mai-13 juin 1820 et les 12 sept-4 oct 1824.

<sup>2</sup> Ce dernier bulletin porte « La tranquillité la plus parfaite continue de régner sur tous les points de la capitale. Aucun événement digne de fixer l'attention n'est consigné dans les rapports qui sont parvenus » — Ils reprennent ensuite, à partir du 12 août 1830.

<sup>3</sup> Il s'agit du placement des ouvriers du bâtiment.

<sup>4</sup> En ce qui touche particulièrement l'activité et la stagnation de l'industrie et du commerce.

<sup>5</sup> F<sup>7</sup> 3838-3839, extraits de ces rapports pour octobre 1815-10 mars 1820.

<sup>6</sup> C'est à partir du 20 mars 1815 que ces rapports sont adressés au ministre (F<sup>7</sup> 3858), et ils le sont encore en décembre 1818 (F<sup>7</sup> 3865), quoique le ministère de la police générale ait disparu le 29 septembre de cette année.

## C. AFFAIRES POLITIQUES

Les dossiers de ces affaires ont été constitués au ministère de la police, puis de l'intérieur. On en trouve peu qui intéressent notre sujet; les carnets de fiches <sup>1</sup> et les inventaires ne nous ont fourni d'indications que sur ceux qui concernent la circulation des ouvriers français et étrangers sur le territoire :

F<sup>7</sup> 6921, d<sup>r</sup> 8752 (1823);  
— 6960, d<sup>r</sup> 12029 (1824).

## D. AFFAIRES ADMINISTRATIVES

La distinction entre les affaires politiques et les affaires administratives n'est pas très précise; il paraît cependant qu'on entendait par police administrative, au ministère de la police et au ministère de l'intérieur, tout ce qui concernait l'application des lois et des règlements. Les dossiers des affaires administratives ont été répartis en deux groupes :

a) *Affaires départementales.*

Nous avons signalé plus haut, p. XII, les documents qui s'y rapportent et dont la substance a passé dans les *Bulletins de police* généraux.

b) *Objets généraux* (O. G.).

Ce groupe comprend plusieurs subdivisions :

I. F<sup>7</sup> 9302-9339.

Les affaires y sont classées par catégories et se rapportent au gouvernement de la Restauration et de Juillet;

II. F<sup>7</sup> 9747-9806.

Même observation pour le classement, mais les dossiers se rapportent seulement à la Restauration. C'est cette subdivision qui, de tout F<sup>7</sup>, a fourni le plus de textes importants;

III. F<sup>7</sup> 9807-9823.

Les dossiers sont classés dans leur ordre numérique, pour 1814-1830.

1. Cotes F<sup>7</sup> 2161-2200<sup>32</sup>

## E. STATISTIQUE PERSONNELLE ET MORALE

Nous signalons seulement pour mémoire cette série (F<sup>7</sup> 3647-3700), classée dans l'ordre alphabétique des départements, qui part de l'année 1790 et qui contient quelques documents jusqu'à 1820, mais d'un intérêt à peu près exclusivement politique. Le carton F<sup>7</sup> 3688<sup>35</sup>, qui concerne Paris, ne contient que la correspondance entre le préfet de police et le ministre de la police générale.

## 2° PAPIERS CONCERNANT LES AFFAIRES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

Ce sont ceux qui émanent du ministère de l'intérieur et du ministère du commerce et des manufactures, et qui sont aujourd'hui classés dans la sous-série F<sup>12</sup>, où ils constituent plusieurs groupes :

## A. ANCIEN FONDS

En dehors des registres des Conseils, sur lesquels nous allons revenir, on y trouve très peu de documents pour la Restauration <sup>1</sup>, et il est même curieux d'y constater l'absence des papiers concernant l'activité propre du ministère du commerce et des manufactures. L'inventaire détaillé en cours de M. Ch. Schmidt nous a permis d'utiliser les cotes suivantes <sup>2</sup> :

F <sup>12</sup> 502	F <sup>12</sup> 518
— 504-505 (un carton)	— 519
— 509-510 (un carton)	— 520 A, B, C
— 512	— 523
— 514	— 524-526 (un carton)

1. On n'est pas parvenu à retrouver une pétition d'un joaillier à Louis XVIII pour le rétablissement des corporations, signalée par É. Levasseur comme faisant partie du carton F<sup>12</sup> 508

2. Les cartons F<sup>12</sup> 932 933, concernant la juridiction consulaire de 1806 à 1827, n'ont rien donné, à l'exception de F<sup>12</sup> 933, qui contient non seule-

## B. VERSEMENT DU 3 JUIN 1890

\*Une partie seule des documents alors versés par le ministère du commerce, de l'industrie et des colonies <sup>1</sup>, concernait notre sujet : ce sont les liasses F<sup>12</sup> 95045-95346, constituées à des époques assez variées, renfermant des documents d'origines et de dates diverses, et intéressant la technique industrielle et la police ouvrière <sup>2</sup>. Nous avons spécialement utilisé les suivantes, au moyen de l'inventaire sommaire sur fiches :

F <sup>12</sup> 95045	F <sup>12</sup> 95136	F <sup>12</sup> 95232
— 95113	— 95140	— 95267
— 95135	— 95159	— 95270

## C. VERSEMENT DU 29 JANVIER 1906

Même observation que pour le précédent versement. Une partie des documents qu'il contient émanent du ministère du commerce et des manufactures. En dehors des documents concernant les Conseils, nous avons pu, en prenant comme point de départ le bordereau de versement <sup>3</sup>, utiliser les liasses suivantes :

F <sup>12</sup> 124195	F <sup>12</sup> 124346 <sup>b</sup>	F <sup>12</sup> 124380
— 124221	— 124375	— 124396
— 124281		

## D. PAPIERS DES CONSEILS DIVERS

Nous avons cru bon de grouper d'après leurs origines les documents épars dans les diverses subdivisions de la série F<sup>12</sup> et qui concernent les organes délibératifs de la Restauration :

ment les états numériques des affaires traitées par le conseil des prud'hommes de Tours, mais les résumés précis des affaires elles-mêmes. Toutefois, comme il s'agissait d'une source exceptionnelle, nous n'en avons utilisé les données qu'en dehors du cadre de la publication : elles figureront en appendice au t. II

<sup>1</sup> F<sup>12</sup> 95045-95991.

<sup>2</sup> Les liasses F<sup>12</sup> 95135 et 95140, signalées par É. Levasseur, ne contiennent pas les textes qu'il assure y avoir vus

<sup>3</sup> La liasse 300 du bordereau n'a pas été versée. Elle contenait des documents sur l'organisation corporative des pêcheurs de Marseille (1817-1818)

1° *Conseil des fabriques et manufactures* <sup>1</sup> :

- F<sup>12\*</sup> 194, procès-verbaux, 18 mai 1814-9 janv. 1817 ;  
 F<sup>12</sup> 110090, pr.-verb., minutes, 26 mai 1814-7 juin 1821 ;  
 F<sup>12\*</sup> 195, procès-verbaux, 16 janv. 1817-30 déc. 1818 ;  
 — 196, — 7 janv. 1819-27 sept. 1821 ;  
 — 196 *bis*, — 11 oct. 1821-10 juill. 1829 ;

2° *Conseil du commerce* <sup>2</sup> :

- F<sup>12</sup> 110088, pr.-verb., minutes, 14 févr. 1812-20 déc. 1816 ;  
 F<sup>12\*</sup> 192 *bis*, procès-verbaux, 12 janv. 1816-5 févr. 1819 ;  
 — 193, — 30 août 1819-15 févr. 1821 ;  
 F<sup>12</sup> 524-526, — minutes, 30 août 1819-13 déc. 1822 ;  
 F<sup>12\*</sup> 193 *bis*, — 17 févr. 1821-18 mars 1825 ;  
 — 193 *ter*, — 5 sept. 1825-21 mars 1833 ;

3° *Fonctionnement commun et projet de réorganisation  
commune* :

- |                                  |                        |
|----------------------------------|------------------------|
| F <sup>12</sup> 124195           | F <sup>12</sup> 124375 |
| — 124346 <i>bis</i> <sup>3</sup> | — 124380               |

4° *Conseil supérieur du commerce et des colonies* <sup>4</sup> :

- F<sup>12\*</sup> 110085, procès-verbaux, 30 avril 1824-4 févr. 1826 <sup>5</sup> ;  
 F<sup>12</sup> 124375 } textes divers concernant son fonctionnement.  
 — 124380 }

1. Ses procès-verbaux ont été utilisés très sporadiquement par É. Levasseur, *op. cit.*, t. I, p. 542, 545, 567, 568, 573, 578, 589, 725-740 (où les séances des 14 juillet 1814 et 12 juin 1827 ont été publiées)

2. Ses procès-verbaux ont été employés une seule fois par É. Levasseur, *op. cit.*, t. I, p. 567.

3. Contenant les minutes, en mauvais état et avec de nombreuses lacunes, des procès-verbaux du Conseil des manufactures (1818, 1821, 1822, 1825, 1826, 1828, 1829) et du Conseil du commerce (1817, 1819-1825, 1827)

4. Ses procès-verbaux ont été employés une seule fois par É. Levasseur, *op. cit.*, t. I, p. 577.

5. Aujourd'hui F<sup>12</sup> 1934.

## 5° Bureau du commerce et des colonies :

F<sup>12\*</sup> 110086, procès-verbaux, 26 avril 1824-15 mai 1826 1 ;F<sup>12</sup> 124195

— 124211

— 124375

— 124380

} textes divers concernant son fonctionnement.

## 6° Conseil des mines

(Voyez ci-dessous, p. xx.)

## 3° PAPIERS CONCERNANT LES MINES

Ces papiers, versés à des dates diverses par les ministères de l'intérieur et des travaux publics, constituent un grand nombre de groupes <sup>2</sup>, parmi lesquels ont été dépouillés les suivants :

## A. RAPPORTS ENTRE LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES

Les affaires traitées par la direction des ponts et chaussées et des mines pouvaient l'être de façon complètement autonome. Lorsqu'elles devaient intéresser le ministère de l'intérieur, elles donnaient lieu à des échanges de vues dont les éléments se trouvent dans un petit groupe de la sous-série F<sup>2</sup> 1 que nous avons utilisé <sup>3</sup> :

F<sup>2</sup> 1 1216-1281.1. Aujourd'hui F<sup>12</sup> 193<sup>5</sup>.

2 Versement du 5 mars 1883 (Registre manuscrit des nouveaux versements, t. III, fol. 225 sq.), du 8 mai 1897 (t. VII, fol. 48-47), de 1909 (Inventaire manuscrit de M. Ch. Schmidt). Nous avons négligé délibérément le dépouillement des dossiers de concession, qui ne nous auraient fourni que des renseignements d'ordre technique. Notons seulement que, dans les ordonnances de concession, on trouve généralement un article où il est dit, au sujet des concessionnaires, qu'ils « seront tenus d'exploiter de manière à ne point compromettre la sûreté publique, celle des ouvriers, la conservation des mines et les besoins des consommateurs ».

3. Administration départementale. — Cette série ne comporte que six cartons, les numéros F<sup>2</sup> 1 1221-82 formant un seul article

## B. FEUILLES DE TRAVAIL DU BUREAU DES MINES

Ces feuilles ne contiennent en somme que l'enregistrement des affaires suivies par le bureau des mines, et les mentions en sont trop courtes pour qu'elles soient utilisables (accidents dans les mines, police des verreries, carrières, mines et minières, usines métallurgiques). Des articles F 10332-103347, nous avons tiré cependant quelques précisions.

## C. ACCIDENTS DANS LES MINES

Ce groupe, qui fait partie du versement du 8 mai 1897, contient quelques dossiers pour la Restauration (F 103278-296) :

F 103281	Gard	(1826-1856)
— 103284	Loire	(1827-1856)
— 103290	Nord	(1822-1860)

## D. CONSEIL DES MINES

Un groupe de documents, concernant l'activité du conseil des mines au début du XIX<sup>e</sup> siècle, a fourni quelques documents :

F<sup>14</sup> 1301-1316.

4<sup>e</sup> PAPIERS DE LA JUSTICE

Ces papiers sont groupés, aux Archives nationales, dans la série BB, et deux subdivisions de cette série ont été utilisées :

## A. DIVISION CRIMINELLE

Cette subdivision, cotée BB<sup>18</sup>, a été dépouillée au moyen des carnets de fiches qui s'y rapportent <sup>1</sup>. Ont fourni des documents ou des indications particulièrement les liasses suivantes :

BB <sup>18</sup> 990-995	BB <sup>18</sup> 1008	BB <sup>18</sup> 1087
— 1004	— 1010	— 1089
— 1005	— 1011	— 1104

## B. VERSEMENT DU 10 MAI 1905

Les documents qui y sont renfermés sont de nature très diverse. L'inventaire dû à M. P. Caron nous a permis de retrouver dans la correspondance du cabinet quelques textes, en très petit nombre d'ailleurs, intéressant les ouvriers de l'Est et du Nord.

5<sup>e</sup> SÉRIE DIVERSES

Les autres séries ou sous-séries des Archives nationales ont pu fournir certains suppléments d'informations ; nous les signalons sans plus insister :

F<sup>1A</sup> 31-38, contenant des circulaires qui ont permis de combler les lacunes des publications officielles <sup>1</sup> ;

F<sup>1B</sup> 1 1-15, concernant le personnel du ministère de l'intérieur et l'organisation des bureaux et conseils ;

AD XI 65, renfermant des pièces imprimées sur les communautés d'arts et métiers ;

• AD XIX <sup>1</sup>, imprimés concernant le ministère de l'intérieur, et AD XIX <sup>5</sup>, imprimés concernant la préfecture de police.

D'autres séries, sous-séries ou subdivisions de séries ont été explorées, telles que F<sup>1</sup> préliminaires <sup>2</sup>, les registres de F<sup>7</sup>, les ordonnances de police <sup>3</sup>, la série statistique F<sup>20</sup> 4 : elles n'ont rien fourni <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> *Recueil des circulaires et instructions émanées du minist. de l'intérieur de 1790 à 1830*, t. II-III, Paris, 1851, in-8 ; *Recueil des lettres circulaires, discours et autres actes publics*, t. XIV et suiv.

<sup>2</sup> Le registre F<sup>1</sup> prélimin. 3740 contient l'enregistrement de la correspondance en matière de *statistique industrielle* pour la Restauration, déc. 1815-21 août 1823.

<sup>3</sup> Les liasses F<sup>7</sup> 12160 62 renferment les ordonnances de police pour le premier empire.

<sup>4</sup> Les tableaux et la correspondance renfermés dans F<sup>20</sup> 712-715 ne fournissent rien d'intéressant pour la Restauration.

<sup>5</sup> Nous avions espéré que les archives de la marine moderne, en dépôt aux Archives nationales, nous donneraient quelques textes sur la condition des ouvriers des arsenaux maritimes. Il n'en a rien été.





# LES PATRONS, LES OUVRIERS ET L'ÉTAT

---

## LE RÉGIME DE L'INDUSTRIE EN FRANCE DE 1814 A 1830

---

### 1. CONSEIL DES MANUFACTURES. — 18 mai 1814.

Note sur le plan de travail à proposer au ministre.

Des abus enracinés pendant nos orages révolutionnaires ont désorganisé nos manufactures, où des ouvriers infidèles exercent des vols ruineux pour le fabricant honnête. Mais, en vain, le Conseil a demandé à ce sujet un règlement protecteur : on s'est obstiné à confondre les règlements de police avec les règlements absurdes qui, précédemment, enchaînaient l'industrie et qui, longtemps avant la Révolution, étaient justement tombés en désuétude. Tout le travail du Conseil général, à cet égard, a été rendu inutile.

F12° 194

### 2. CONSEIL DES MANUFACTURES. — 22 septembre 1814.

Le secrétaire [Descroizilles] met sur le bureau un mémoire qui lui a été envoyé de Rouen et qui a pour rédacteur le secrétaire du conseil des prud'hommes. Cet

écrit est principalement relatif aux abus qui se sont introduits chez les porteurs ou commissionnaires qui se chargent de distribuer dans les campagnes voisines de cette ville les fils qui doivent être employés par les ouvriers tisserands. On s'y plaint aussi que ces derniers manquent souvent de livret, parce que plusieurs maires disent ne pas connaître la loi y relative <sup>1</sup>, ou parce qu'ils veulent assujettir les simples ouvriers au droit de patente. Ces diverses questions font sentir la nécessité de s'occuper d'un règlement général pour la police des manufactures. Le Conseil forme, en conséquence, une commission qui a pour membres MM. Ternaux, Decrétot, Schlumberger, Albert et le secrétaire.

F<sup>12</sup>\* 194

### 3. Paris.

#### 1. BULLETIN DE POLICE. — 8 octobre 1814.

On rapporte les propos d'un ouvrier au faubourg Saint-Antoine : les ouvriers sont tous occupés, mais leur esprit reste mauvais, parce que la police est mal organisé.

#### 2. BULLETIN DE POLICE. — 11 novembre 1814.

On fait savoir à la Direction générale de la police que les ouvriers du Louvre ont été prévenus que les travaux cesseraient demain vendredi et qu'ils recevraient leur paye pour la dernière fois <sup>2</sup>. Les maçons ne se plaignent pas. ils se disposent à retourner dans leurs foyers ; il n'en est pas de même des tailleurs de pierre, qui murmurent, qui menacent même de faire des rassemble-

<sup>1</sup> Loi du 22 germinal an XI (Schmidt, *op cit*, n° 150)

<sup>2</sup> Sur les mesures prises, au printemps de 1814, sur les ordres du comte d'Artois, pour donner de l'ouvrage aux ouvriers de Paris, on trouvera quelques détails dans Arch. nat., F<sup>13</sup> 738.

ments. On pense qu'avec quelque surveillance et des mesures de précaution, on détournera facilement cette espèce d'orage qui pourrait troubler un moment la tranquillité publique <sup>1</sup>.

3. BULLETIN DE POLICE. — 8 décembre 1814.

Les approches du jour de l'an, en donnant de l'activité à tous les ateliers de la capitale, ont détruit l'esprit d'inquiétude et de mécontentement qui fermentait parmi les ouvriers <sup>2</sup>.

Fr 3784

4. CONSEIL DES MANUFACTURES. — 8 décembre 1814

Le secrétaire [Descroizilles] lit une pétition des fabricants de papiers peints de Paris, qui demandent le rétablissement des maîtrises et sur laquelle M. le directeur général [de l'agriculture, du commerce et des arts et manufactures] désire avoir l'avis du Conseil général, qui se prononce fortement contre l'objet de la pétition.

Un membre dit qu'il serait important que l'opinion du Conseil général fût bien connue, afin de lui éviter le désagrément d'avoir souvent à repousser ces sortes de demandes inconsidérées. Il faudrait, en conséquence, examiner, sous tous les points de vue, la proposition du rétablissement des maîtrises, afin qu'un avis bien motivé et bien manifesté eût l'effet d'écarter, pour toujours, une question qui a été résolue négativement par la grande majorité des personnes instruites.

On fait cependant observer que, sans rétablir les maîtrises, il pourrait être utile que des syndics fussent nom-

<sup>1</sup> Note On a transmis la note à M. l'inspecteur général.

<sup>2</sup> On ne possède pas pour cette année, comme plus tard, d'indications sur le nombre des ouvriers du bâtiment embauchés à Paris chaque matin.

més dans les grandes corporations d'artistes manufacturiers, à Paris, pour y exercer les fonctions du conseil des prud'hommes dont cette capitale est privée.

Plusieurs autres membres sont tour à tour entendus sur cette question, ou plutôt sur celles qui en dérivent, c'est-à-dire sur les réglemens pour la police des manufactures, pour la répression des contrefaçons en fait de brevets d'invention ou de fausses dénominations. Les contrefaçons, dit un membre, sont souvent des améliorations....

Un membre rappelant, en peu de mots, la pétition dont il a été question, propose qu'une commission prononce fortement l'opinion du Conseil général, afin de faire cesser des réclamations tendant au rétablissement des anciens abus plutôt qu'à la répression de ceux qu'on observe présentement.

M. le directeur général propose de renvoyer à la même commission toutes les questions qui concernent la police des manufactures. Cette police ne doit plus être relative à l'exécution des réglemens pour diriger la fabrication, qui s'est grandement perfectionnée depuis qu'elle a été débarrassée de ses entraves; mais elle doit veiller au maintien et même au rétablissement de la bonne réputation de nos manufactures, et spécialement de celles destinées à l'approvisionnement des Échelles du Levant.

F<sup>12</sup> 194

## 5. Paris.

### 1. BULLETIN DE POLICE. — 11 janvier 1815.

Au faubourg Saint-Antoine, agitation causée par le renchérissement des denrées, et entretenue par le faïencier Menesier et l'épinglier Renaud.

## 2. BULLETIN DE POLICE. — 24 janvier 1815.

« On s'aperçoit depuis quelques jours qu'un sourd mécontentement mine et se propage dans les faubourgs. Le bruit se répand chez les marchands de vin et dans les estaminets que le défaut de travail commence à exciter, parmi les ouvriers. des propos et des murmures. On a en outre observé que le nombre de ceux qui vont, le matin, attendre de l'ouvrage sur les places de la Bastille, du Châtelet et de la Grève est bien plus considérable qu'il ne l'était il y a quelque temps <sup>1</sup>. On voit parfois des individus mêlés dans les groupes s'apitoyer sur le sort des ouvriers et faire des comparaisons fâcheuses sur les ressources qu'offrait le dernier gouvernement d'avec celles que le malheureux trouve auprès de celui actuel. Hier, on a entendu deux femmes à la Halle qui, après avoir péroré sur la cherté des vivres et fait des commentaires sur la misère qui était le partage de la basse classe, finirent par dire : « Ces imbéciles d'hommes n'osent rien faire. Eh ! bien, il faut que les femmes s'en mêlent ; c'est à nous de commencer le branle, et puis les c ... d'hommes nous imiteront. »

C'est à ces causes, sans doute, que l'on doit attribuer le grand nombre de pauvres que l'on voit circuler dans Paris depuis une quinzaine de jours, et dont on est assailli de manière à n'éviter leur ténacité et leur impertinence qu'en leur faisant l'aumône.

Des ordres sont donnés pour surveiller strictement et soigneusement les faubourgs, pour vérifier les faits articulés dans le présent rapport et pour connaître les meneurs, s'il en existe.

1. Sur le placement dans le bâtiment, voy. plus bas, p 29, note.

3. BULLETIN DE POLICE. — 27 janvier 1815.

Le précédent rapport est démenti

Les manufactures et les principaux ateliers des faubourgs (Saint-Antoine et Saint-Marceau) sont en pleine activité et fournissent abondamment de l'ouvrage. Le salaire est moins fort, dit-on, mais les ouvriers s'en contentent, et l'on s'aperçoit qu'ils fréquentent beaucoup moins les cabarets.

Quelques plaintes sur la cherté des denrées de première nécessité ne doivent donner aucune inquiétude : elles sont rares et n'ont point un caractère alarmant.

4. BULLETIN DE POLICE. — 30 janvier 1815.

.... On rend compte aujourd'hui, en confirmant ce qui a été dit précédemment, que les maçons, manœuvres et tailleurs de pierre sont les seuls qui n'aient point ou qui aient très peu d'ouvrage. Mais les manufactures de coton, d'indienne, de papiers peints, les ébénistes, corroyeurs, bijoutiers, tailleurs et cordonniers ne manquent point de travail. Si quelques ouvriers montraient du mécontentement, ce ne seraient que les maçons, etc., qui viennent d'être signalés ; mais, jusqu'à ce jour, ils sont restés fort tranquilles.

5. BULLETIN DE POLICE. — 2 février 1815.

Quelques individus de mauvaise mine du faubourg Saint-Antoine se réunissent chez Masson, marchand de vin, rue de la Roquette.

6. BULLETIN DE POLICE. — 10 février 1815.

Les fabriques des faubourgs sont actives, particulièrement les bonneteries de Saint-Marceau. L'esprit est bon ; le carnaval a été très gai.

## 7. BULLETIN DE POLICE. — 11 février 1815.

Les filatures de coton et les manufactures de glaces sont actives. On manifeste de la reconnaissance pour les « actes de bienfaisance » de la duchesse d'Angoulême.

En général, il n'y a pas un atelier de fermé dans la capitale : les maçons seuls et les gens de rivière sont sans travail, ce qui arrive toujours en cette saison.

F<sup>1</sup> 3784.

## 8. BULLETIN DE POLICE. — 17 juillet 1815.

Les rassemblements d'ouvriers sont fréquents. Le 16, ils étaient moins nombreux que les jours précédents. Ils se plaignent généralement de manquer d'ouvrage, mais il n'y a point d'agitation entre eux. Des mesures ont été prises pour les occuper. On commence à en employer un grand nombre. Le préfet de la Seine a pourvu à ce qu'ils fussent payés avec exactitude.

## 9. BULLETIN DE POLICE. — 20 août 1815.

Les ouvriers, sans cesser d'être résignés, appellent plus que jamais la surveillance de la police sur leur conduite. Leur situation s'aggrave par la durée, et des soldats sont venus grossir leurs rangs. Il a fallu arrêter quelques individus qui ont fait entendre des plaintes séditieuses.

## 10. BULLETIN DE POLICE. — 27 août 1815.

Les ouvriers qui assiègent la place de Grève et les quais sont toujours nombreux. Il ne suffisait pas de se convaincre par une surveillance non interrompue que leurs dispositions n'avaient rien d'alarmant, il était bon de connaître les ressources qui soutiennent l'existence d'une classe vouée, pour vivre, au travail et désormais sans occupation. Presque tous sont mariés, et leurs femmes



vont vendre des fruits et des légumes autour des camps des alliés.

## II. BULLETIN DE POLICE. — 1<sup>er</sup> septembre 1815.

Toujours beaucoup d'ouvriers sans occupation ; mais toujours de la surveillance d'une part et de la résignation de l'autre. Le bruit d'un prochain renchérissement du pain répand de l'inquiétude et un nouveau découragement dans cette classe. C'est à tort qu'on attribue à la malveillance des tentatives pour mettre à profit sa pénible situation.

F<sup>7</sup> 3786.

## 6. CONSEIL DES MANUFACTURES — 16 février 1815.

.... On lit une autre lettre de M. le directeur général, par laquelle il demande l'avis du Conseil sur celle de M. le président du tribunal de commerce du Puy au département de la Haute-Loire, relativement à des abus qui ont lieu dans la vente des dentelles et aussi dans le défaut de police pour les ouvrières de ce genre.

.... Cette lecture donne occasion de discuter s'il serait utile d'établir une police réglementaire des manufactures et du commerce ; plusieurs membres parlent alternativement pour et contre cette proposition, d'autres rappellent qu'elle a déjà été discutée bien des fois dans le Conseil général et notamment au commencement des années 1810 et 1811 <sup>1</sup>. Le registre des délibérations ayant été consulté, on y trouve entre autres celle du (sic) <sup>2</sup>

1. Le Conseil des manufactures ayant été établi par le décret du 26 juin 1810, il n'a pas tenu de séance avant le 24 août. En revanche, il s'est occupé de la réglementation du travail dans ses séances des 10, 14 et 17 janvier, et surtout du 14 février 1811, à propos d'une demande de la chambre consultative de Louviers (Arch. nat., F<sup>12\*</sup> 194)

2. Il s'agit sans doute de la séance du 2 juillet 1812

dont la lecture a été entendue avec un grand intérêt. Elle offre un résumé très lumineux dans lequel on a reconnu le style de M. Bertrand, remplissant alors les fonctions de secrétaire des deux Conseils généraux du commerce et des manufactures. La question au reste a paru assez importante pour devoir être encore discutée, et en conséquence elle a été renvoyée à la séance prochaine <sup>1</sup>.

F<sup>12</sup>\* 194

## 7. Thiers.

### I. LA CHAMBRE CONSULTATIVE DES MANUFACTURES, ARTS ET MÉTIERS DE THIERS <sup>2</sup> AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 9 mars 1815.

Elle demande qu'on publie une ordonnance qui abroge l'article 9 de la loi du 23 nivôse an II <sup>3</sup>, et qui fixe les frais à payer par l'ouvrier papetier, au profit des ouvriers de son atelier, à 5 fr. pour l'apprentissage, 3 fr. 50 pour le titre de compagnon, 4 fr. pour celui de leueur, 5 fr. pour celui d'ouvrier, de salerant, de coucheur et de gouverneur. Cette demande est précédée de l'exposé suivant <sup>4</sup> :

Les ouvriers papetiers, s'étayant de cette loi qu'ils interprètent et exécutent à leur manière, distinguent, parmi les apprentis, ceux qui sont fils d'ouvriers papetiers et ceux qui ne le sont pas. Quant aux premiers, ils ne réclament d'eux ou de leurs parents que les légères rétribu-

<sup>1</sup> La question ne revint pas en fait à la séance suivante

<sup>2</sup> Darrot-Dulac, président; G. Henry, secrétaire; Bergeot, G.-G. Malmeyde, Ledin-Lhines(?), A. Jacqueton, membres

<sup>3</sup> Schmidt, *op. cit.*, n° 55. Cet article affirme la liberté des « entrepreneurs de papeterie » de prendre les apprentis qu'ils veulent et limite au maximum de 50 l. « les dépenses d'apprentissage. .. aux frais des parents. .. au profit des ouvriers »

<sup>4</sup> La chambre de Thiers avait déjà exposé ses doléances au Conseil des manufactures. un premier mémoire d'elle fut lu à la séance du 18 juillet 1812 (F<sup>12</sup>\* 194) On trouvera des renseignements assez précis sur l'évolution de la condition des papetiers auvergnats dans H. Gazel, *Les anciens ouvriers papetiers d'Auvergne*, Clermont-Ferrand, 1910, in-8.

tions fixées par les réglemens. Mais à l'égard des apprentis qui ne sont point fils d'ouvriers papetiers, et qu'ils désignent sous le nom de *paysans*, ils exigent d'eux ou de leurs parents, outre les anciennes rétributions, une somme de 150 fr. qu'ils ont tarifée pour tout cas. Ainsi, soit que l'apprenti, ce qui arrive fréquemment, se trouve appelé à l'emploi de compagnon, de leveur ou de coucheur, au bout de six mois, d'un an ou de deux ans, ils n'en demandent pas moins 150 fr. pour droit d'apprentissage.

Ce qui rend cet abus criant et intolérable, c'est premièrement que les ouvriers exigent cette somme de 150 fr. sans égard aux sommes que l'apprenti a déjà payées dans les différentes fabriques où il a travaillé; c'est secondement que les élèves ou apprentis, tirés des classes les plus malheureuses de la société, et le plus souvent même des hôpitaux, sont obligés de renoncer à un métier pour lequel ils ont infructueusement sacrifié plusieurs années de leur vie; c'est enfin que cette somme est employée en débauches ou orgies qui donnent lieu, pendant plusieurs jours, à la désertion de l'atelier, à de grands préjudices pour le fabricant et au scandale du public.

La Chambre attribue à ces usages la diminution du nombre des apprentis, rappelle les taxes antérieures à la loi de l'an II, proposées plus haut, et précise la situation des maîtres.

Les maîtres fabricants ne peuvent intervenir en faveur de l'apprenti sans s'exposer à l'interdiction de leurs fabriques, ou au moins à la désertion des ateliers, et l'apprenti ne peut s'exposer, en réclamant, à la haine et aux tracasseries de ceux dont il va dépendre. Le prix de l'apprentissage appartient, ordinairement, au maître, comme un juste dédommagement du tort qu'il peut éprou-

ver par l'inexpérience et la maladresse d'un commençant; à quel titre des ouvriers, qui ne fournissent pas la matière, auraient-ils droit à une rétribution de 150 fr.? Les maîtres fabricants ne réclament jamais rien pour frais d'apprentissage; pourquoi les ouvriers seraient ils plus exigeants? Les ouvriers qui ne sortent point de leur tâche, qui, d'ailleurs, laissent toujours au maître le soin d'employer et de diriger l'apprenti, ne peuvent donc réclamer une rétribution quelconque qu'à titre de bienvenue; et certes, celle qu'ils ont portée tout d'un coup à 150 fr. paraît, sous tous les rapports, exagérée, surtout lorsqu'on envisage que le malheureux apprenti est toujours forcé de payer 5 fr. à son entrée, lorsqu'il a été remplacé dans le cas d'absence, de maladie ou de changement d'atelier....

[La demande précédente fut transmise, le 13 décembre, par le ministre de l'intérieur au Conseil des manufactures.]

## 2 CONSEIL DES MANUFACTURES. — 14 décembre 1815.

.... Le Conseil général des manufactures, approuvant le fond de cette demande, se voit forcé d'y indiquer une modification : elle consisterait à faire abroger, par une loi nouvelle, l'article 9 de la loi du 23 nivôse an II, qui ne peut être abrogé par une ordonnance.

Le Conseil général saisit cette occasion de remontrer à S. E. le ministre de l'intérieur que des abus de ce genre ont lieu à l'égard des mouleurs et forgerons, dans les grosses forges; à l'égard aussi des chapeliers, des imprimeurs en indiennes, émouleurs de forces pour la tonte des draps, etc. Quoique consacré par un long laps de temps, ce n'est pas moins un abus, subversif du droit de propriété, que l'usage de faire payer, au profit des ouvriers d'un atelier, le prix d'un apprentissage qui ne de-

vrait être que le dédommagement du tort que l'entrepreneur peut éprouver par la maladresse d'un commençant.

Une loi qui ordonnerait la suppression de tous les droits d'apprentissage, dans toutes les manufactures où ils sont levés au profit des ouvriers, remédierait à cet abus <sup>1</sup>.

[La délibération précédente fut transmise, le 22 décembre 1815, par le secrétaire du Conseil des manufactures au ministre de l'intérieur.]

3. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DU PUY-DE-DÔME. — 5 janvier 1816.

Il l'invite à donner connaissance à la chambre consultative de Thiers de l'arrêté du 16 fructidor an IV <sup>2</sup>, dont les dispositions répondront suffisamment à ses *desiderata*. Cet arrêté sera affiché, sur les ordres du préfet, dans l'intérieur des ateliers de papeterie.

4. LE PRÉFET DU PUY-DE-DÔME AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 1<sup>er</sup> mars 1816

Après avoir rappelé la demande de la chambre consultative, il ajoute :

Je ne vois, dans la proposition de la Chambre, qu'une certitude de rétablir l'ordre, dès qu'il existera une nouvelle règle qui ne permettra plus aux ouvriers de suivre des errements qui ne tendaient qu'à leur offrir un moyen légal de se soustraire à la discipline du maître, et, souvent, de causer sa ruine.

1. Cf Arch. nat., F<sup>12</sup> 194<sup>o</sup>, pour l'original de cette délibération.

2. Schmidt, *op. cit* , n° 100, p. 114-118

5. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU COMITÉ CONSULTATIF  
DES ARTS ET MANUFACTURES. — 28 mars 1816.

Demande son avis sur l'opportunité de régler par une ordonnance royale la situation respective des ouvriers et des patrons papetiers en ce qui touche l'apprentissage.

6. LE COMITÉ CONSULTATIF DES ARTS ET MANUFACTURES  
AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 11 avril 1816.

Nous avons apporté la plus sérieuse attention à l'examen de la question que vous nous avez fait l'honneur de nous soumettre par votre lettre du 28 mars dernier, qu'accompagnaient les diverses pièces relatives à l'indiscipline manifestée par les ouvriers des papeteries de la ville de Thiers, qui interprètent, à leur manière, l'article 9 de la loi du 23 nivôse an II, concernant la rétribution à payer par les apprentis.

Les fabriques de papiers, dans la ci-devant Auvergne, paraissent avoir attiré sur elles, depuis près de deux siècles, les regards du gouvernement. Les arrêts du Conseil d'État, de 1631, de 1688, de 1727 et de 1732<sup>1</sup> attestent l'importance qu'il attachait à ce que la police fût bien observée dans les fabriques; à la vérité, ces règlements particuliers sont, en même temps, une preuve des difficultés qu'y rencontrait leur parfaite exécution. On voit, en les compulsant, que ce n'est guère qu'en 1688 que la rétribution exigée des apprentis a été considérée par l'autorité comme un droit que chaque particulier ou fils de compagnon devait payer. Ce droit d'apprentissage était déjà fixé à 30 l. Il y a toutefois apparence que le

1. Arrêts du Conseil spéciaux à l'Auvergne et analysés par H. Gazel, *op. cit.*, d'après les Archives du Puy-de-Dôme. L'arrêt du 23 décembre 1732a avait été précédé par une ordonnance du 1<sup>er</sup> septembre 1732a (Arch. nat., F<sup>12</sup> 1473-1474).

produit n'en était pas réparti d'une manière légale, puisque, d'après l'arrêt du Conseil de 1727 <sup>1</sup>, il fut distribué dans les proportions suivantes : les deux tiers entre les divers compagnons, l'autre tiers aux frais de la confrérie des fabricants et ouvriers, et le surplus, si surplus il y a, dit l'article 5 de cette loi, sera distribué aux compagnons nécessaires. Cette dernière clause semblerait annoncer que le droit d'apprentissage, fixé à 30 l., avait reçu antérieurement une extension que l'article précité avait pour but de régulariser. Il faut croire, cependant, que les abus qui s'ensuivirent firent reconnaître ce qu'il y avait de vicieux dans cette disposition, puisque le dernier règlement de 1732, particulier aux papeteries d'Auvergne, s'est tu sur ce droit. On est d'autant plus porté à interpréter de la sorte ce silence que le règlement général pour les papeteries de la France, rendu le 27 janvier 1739 <sup>2</sup>, lequel est basé sur celui de Colbert, du 21 juillet 1671 <sup>3</sup>, bien loin de consacrer aucun article relatif à un droit d'apprentissage, s'oppose formellement à l'exigence d'aucune rétribution de ce genre, sous peine d'amende.

On voit par là qu'il y a erreur dans la note soulignée qui se trouve à la fin du deuxième paragraphe de l'article 12 de l'arrêté du Directoire exécutif du 16 fructidor an IV, contenant règlement pour la police des papeteries, note de laquelle on pourrait inférer que la teneur dudit article, en ce qui regarde les 50 l. à payer, par an, de la part des apprentis, pour frais d'apprentissage, est conforme et à l'article 53 dudit règlement du 27 janvier

1. Arrêt du 30 décembre 1727, art 16, dans l'*Encyclopédie méthodique*, Arts et métiers mécaniques, t V (Paris, 1788, in-4), p 540.

2. Arrêt général du Conseil connu sous le nom de « Code de la papeterie » (Arch. nat., AD<sup>+</sup> 801).

3 Arrêt général du Conseil (Arch. nat., AD<sup>+</sup> 421).

1739 et à l'article 9 de la loi du 23 nivôse an II, tandis que cette dernière loi est la seule qui, par suite des circonstances où elle a été promulguée <sup>1</sup>, a établi généralement un droit d'apprentissage rejeté par le règlement qu'on vient de citer.

Non seulement le règlement de 1739 s'opposait, comme on vient de le voir, au paiement d'aucune rétribution pour frais d'apprentissage sous peine d'amende, etc., mais encore il donnait aux maîtres fabricants le pouvoir d'attacher à telle ou telle fonction ceux de leurs compagnons ou apprentis qu'ils jugeaient à propos, et ce aussi sous peine d'amende contre les contrevenants. On trouve ces dispositions dans l'article 47.

En rendant cette loi, le gouvernement, qui en avait senti la nécessité, ne s'était pas moins pénétré de l'importance d'en surveiller et maintenir la stricte exécution. Entre autres arrêts du Conseil d'État, survenus relativement aux diverses contraventions qu'elle énumérait, il nous suffira de citer l'arrêt du 26 février 1777 <sup>2</sup>, qui, pour violation des articles ci-dessus, condamna le propriétaire de la papeterie Lamotte, près Verberie, à 300 l. d'amende et chacun des ouvriers contrevenants à 100 l., et de plus à un emprisonnement.

Telle était (*sic*), avant 1789, et la législation concernant les papeteries du royaume, et l'effet de la surveillance qui y était apportée. Mais le relâchement général opéré par la Révolution fit bientôt renaître, dans quelques provinces, tous les anciens abus, avec les anciennes prétentions des

1. Allusion à l'état de réquisition où se trouvaient la plupart des papeteries de France, à l'époque de la Convention, pour la fabrication du papier d'assignats.

2. Arrêts du Conseil portant diverses condamnations contre des ouvriers de la papeterie de la Motte (Arch. nat., AD 21 40)



ouvriers. La loi du 17 juin 1791 parut <sup>1</sup>; elle s'efforça en vain de les réprimer; elle fut suivie de celle du 23 nivôse an II, qui, en les proscrivant à son tour, eut néanmoins la faiblesse de condescendre à un droit d'apprentissage; mais qui ne voit que cette concession est un effet du besoin et de l'empire des circonstances?

Bien qu'il soit statué que les maîtres fabricants de papier pourront prendre, dans leurs moulins, les fils d'ouvriers et autres pour apprentis, que ces ouvriers ne pourront, sous aucun prétexte, se dispenser de leur montrer leur métier, et que les dépenses d'apprentissage, aux frais des parents, des élèves ou apprentis et au profit des ouvriers, ne pourront excéder 50 l. par an, les ouvriers se sont permis d'étendre le sens de la loi, et de distinguer deux classes d'ouvriers, savoir : ceux qu'ils appellent fils d'ouvriers et dont ils perçoivent, par droit d'apprentissage, les légères rétributions fixées par les anciens règlements, et ceux qu'ils désignent sous le nom des *paysans*, en tant qu'étrangers ou non fils d'ouvriers, et auxquels ils demandent, pour semblable droit, la somme de 150 l., etc.

Si l'on remonte à l'origine de cette espèce d'imposition, bien loin d'y voir un droit d'apprentissage, droit que le maître seul devrait prélever et auquel toutefois il renonce, on n'y voit, réellement, que ce qu'on nomme, dans tous les ateliers, une *bienvenue* de la part de l'apprenti, bienvenue dont la quotité devrait nécessairement être très modique, puisque l'aspirant est sans travail et sans gain. Cette dépense, d'ailleurs, qui est censée volontaire et réglée de gré à gré par les ouvriers, ne saurait faire l'objet d'une loi; elle doit être absolument étrangère au

gouvernement, qui ne saurait intervenir que par la voie des tribunaux, dans le cas où la tranquillité publique ou celle de la papeterie serait troublée ou menacée de l'être. Le règlement général déjà cité, le dernier qui ait paru avant la Révolution, et qui corrige ou plutôt annule les règlements particuliers ou locaux, l'avait tellement présenté qu'il avait gardé le silence à ce sujet, et si la loi du 23 nivôse an II contient une disposition expresse sur ce point, pour peu qu'on se reporte au temps et aux circonstances qui l'ont vue naître, on est bientôt convaincu que le droit dont il est question n'a eu sa source que dans le besoin urgent qu'on avait alors d'ouvriers pour le service des fabriques d'assignats. Que représentait d'ailleurs, à cette époque de la publication de la loi, la somme de 50 l. ? Tout au plus celle de 5 fr. *numéraire*, laquelle devint bientôt une valeur idéale ou à peu près ; d'où il résulte que ce prétendu droit, créé avec une certaine solennité, n'était qu'un moyen de l'autorité d'alors pour composer avec l'ouvrier dont elle ne pouvait se passer, ou plutôt un prétexte qu'elle se donnait pour en disposer plus sûrement.

En s'appuyant donc sur les principes qui viennent d'être développés, on se trouve bien conduit au règlement général du 27 janvier 1739, et dès lors à l'exécution des mesures qu'il prescrit. Or, il est reconnu qu'il se taisait absolument sur le prétendu droit d'apprentissage. L'article 9 de la loi du 23 nivôse, qui en est un extrait, doit donc, sur ce point, être corrigé : c'est le vœu de la chambre consultative elle-même. Il nous semble, d'ailleurs, qu'on doit d'autant plus y avoir égard qu'elle déclare qu'avant l'émanation de cette loi les papeteries de Thiers n'avaient jamais manqué d'apprentis et qu'elles en fournissaient même aux manufactures voisines. Cepen-

dant, avant cette même époque du 23 nivôse, les règlements en vigueur ne fixaient point de droits d'apprentissage; les apprentis, sans distinction de fils d'ouvriers ou autres, passaient, de gré à gré, une bienvenue d'usage entre eux, et dont l'autorité ne se mêlait pas et ne devait pas plus connaître que celles usitées dans les autres manufactures. Si donc il est reconnu que l'article 9 de cette loi contient, en ce qui concerne l'apprentissage, un élément de troubles nuisibles aux papeteries, troubles qui souvent, compromettent la tranquillité publique, ainsi que l'atteste la chambre consultative, pourquoi ne pas l'annuler par une interprétation motivée et fondée sur ce que l'exigence de la somme qui constitue ce droit éloigne les apprentis, et qu'il est, au contraire, de la sagesse du gouvernement de donner aux maîtres de papeteries le plus de facilité possible pour se procurer des élèves, et à ceux-ci plus de moyens de s'instruire dans un art qu'il importe d'autant plus de protéger que l'importation (*sic*) de la moitié environ de ses produits forme l'une des principales branches de notre commerce extérieur ?

Afin d'avoir une opinion fixe à ce sujet, nous nous sommes empressés de consulter plusieurs fabricants de papiers qui, en ce moment, sont à Paris. Ils se sont accordés à dire que la disette d'apprentis était telle qu'ils étaient maîtrisés par leurs ouvriers, au point d'être obligés d'en passer en quelque sorte par leur volonté, sous peine de désertion partielle, ou d'une *damnation*, ce qui alors causerait la perte de leurs établissements. A cette occasion, ils nous ont dit que c'est une cause semblable qui a occasionné la ruine de M. Didot, propriétaire de la fabrique d'Essonnes, et celle peut-être de beaucoup d'autres disséminées sur le sol de la France. C'est cette cause qui a fait supporter aux entrepreneurs des pape-

teries de Buges et de Montargis un surhaussement de prix dans le salaire de leurs ouvriers (il est d'un tiers en sus de celui que paient les autres fabricants). Les mêmes fabricants nous ont ajouté que beaucoup de maîtres, pour ne pas s'exposer à chômer, se voyaient dans la dure nécessité de ne pas suivre la loi sur les livrets, et, attendu qu'ils n'ont pas la liberté du choix, de prendre de mauvais sujets, lesquels (chose à remarquer) se trouvent être presque tous du département du Puy-de-Dôme.

Dans cet état de choses qui ne pourrait cesser que par l'établissement des machines à fabriquer le papier pour suppléer aux bras des ouvriers indociles <sup>1</sup>, considérant le danger de ruine le plus ou moins prochain auquel sont exposées les papeteries françaises par le vice de l'article 9 de la loi du 23 nivôse an II, nous croyons devoir proposer à V. E., non de modifier ce même article, ainsi que le conseille la chambre consultative de Thiers, ce qui serait sortir d'un cercle vicieux pour rentrer dans un autre, mais de le supprimer totalement, de le remplacer par l'article 53 du règlement de 1739 que nous avons rapporté plus haut <sup>2</sup>, de substituer ce dernier à l'article 12 de l'arrêté du 16 fructidor an IV et d'abroger partiellement celui-ci.

Au moyen de cette disposition qui, comme nous pensons l'avoir démontré, n'a dû son changement qu'à la difficulté des temps, et que la considération de l'intérêt de l'État et des usines doit faire rétablir, nous sommes

1. C'est à Essonnes qu'en 1799 l'ouvrier Louis Robert inventa une machine à fabriquer le papier en grande dimension et par mouvement continu (H Stein, *La papeterie d'Essonnes*, Paris, 1895, in-8, extrait des *Annales de la Société du Gâtinais*) Cette invention ne fut exploitée d'abord qu'en Angleterre et ne revint en France qu'en 1815, il y eut du papier mécanique à l'exposition de 1819 (Levasseur, *op. cit.*, t. II, p 616; *Musee retrospectif de la classe 88* [à l'Exposition de 1900], grav. 46)

2. Il punit de 20 l d'amende toute gêne apportée par les compagnons au recrutement des apprentis et toute levee de contribution sur eux.

portés à croire que le sort des papeteries françaises pourra s'améliorer, pourvu que ladite loi et ledit arrêté, modifiés d'après notre opinion, soient exécutés strictement.

Nous ferons observer, à ce sujet, à V. E. que, dans les ci-devant provinces de Normandie, de l'Alsace, de la Picardie, de l'Artois, de la Flandre, du Vivarais, du Languedoc, etc., on ne connaît point ces impositions d'ouvriers à ouvriers, dont on se plaint partout ailleurs, et qui, en faisant le tourment des fabricants de papier, donnent de l'inquiétude aux citoyens. Pourquoi le gouvernement ne chercherait-il pas à généraliser le bienfait du régime observé dans les fabriques des pays que nous venons de mentionner? La mesure que nous proposons nous paraît susceptible d'atteindre promptement le double but de l'uniformité dans l'administration de la police des papeteries et du rétablissement de la tranquillité; elle atteindra, disons-nous, ce but d'autant plus facilement que les entrepreneurs, instruits par une malheureuse expérience, seront plus disposés à y concourir; on peut s'en rapporter, à cet égard, à l'opinion des fabricants que nous avons consultés <sup>1</sup>.

F<sup>12</sup> 95136.

## 8. Brest

BULLETIN DE POLICE. — 23-24 septembre 1815.

Cris et chants séditieux parmi les ouvriers de l'artillerie et de la marine <sup>2</sup>.

F<sup>7</sup> 3786.

<sup>1</sup> Cf. Levasseur, *op. cit.*, t. I, p. 549, qui donne un résumé un peu vague de l'affaire.

<sup>2</sup> La correspondance du préfet maritime de Brest ne dit rien à ce sujet (Arch. de la marine moderne, BB<sup>2</sup> 421)

## 9. Versailles.

• BULLETIN DE POLICE. — 28 septembre 1815.

Cris séditieux de deux ouvriers de la manufacture d'armes<sup>1</sup>, cinq ont été déjà arrêtés pour le même motif.

F<sup>7</sup> 3786

## 10. Paris.

LE PRÉFET DE POLICE AU MINISTRE DE LA POLICE GÉNÉRALE. — Novembre 1815.

S. E. a désiré que je lui présentasse un rapport sur la demande formée par le sieur Villiaume, tendant à obtenir l'autorisation d'établir :

1<sup>o</sup> Un bureau central et unique pour le placement des domestiques des deux sexes, des commis, régisseurs et gens à gages de toute espèce;

2<sup>o</sup> Un bureau pareil pour le placement des ouvriers de toutes les classes;

3<sup>o</sup> Enfin, un autre bureau semblable pour le placement aussi des ouvriers de tous genres dans les départements, sur les demandes qui en seraient faites, soit par voie de correspondance, soit immédiatement.

Après avoir examiné le mémoire présenté à ce sujet par le sieur Villiaume, j'ai remarqué d'abord qu'un bureau central et unique de placement pour les ouvriers de toutes classes, à Paris, serait dangereux, et que, d'ailleurs, sa gestion offrirait les plus grandes difficultés.

J'ai démontré ce danger et ces obstacles au sieur

1. Établie au Grand-Commun, en exécution de l'article 5 du décret du 23 août 1793, ouverte le 7 octobre 1793, cette manufacture fut extrêmement active sous la Révolution (fabrication des fusils; cf rapport de Guyton, 14 pluviôse an III, Arch. nat., AD 11 40) et sous l'Empire (fabrication des armes de luxe) Elle fut transférée, en 1814, à l'hôtel de Noailles et détruite par les Prussiens en 1815 (Le Roi, *Histoire de Versailles*, s. d., in-8, t II, p. 152-155)

royaume, la confidente et la prompte interprète des besoins des ouvriers de tous genres et des domestiques des deux sexes; qui offrirait à tous des moyens de placement plus économiques et plus sûrs; une entreprise dont la principale intention serait de donner plus d'activité au commerce, aux arts, à l'industrie et aux manufactures; une entreprise qui, dans des circonstances essentielles, faciliterait le transport des ouvriers d'un département à un autre, et qui, bien loin d'épuiser *par anticipation et sans garantie* le denier économisé par le travail, n'exigerait au contraire une légère indemnité de ses soins *qu'après qu'ils auraient été couronnés du succès* : cette entreprise ne vous paraîtrait-elle pas propre à atteindre le but où tendent les vœux de tout homme de bien, c'est-à-dire l'avantage de la classe ouvrière et sous le rapport de l'ordre public (*sic*)?

Tel est le plan que nous avons soumis à LL. EE. les ministres de l'intérieur et de la police générale et à S. E. le ministre d'État préfet de police, et auquel elles ont

cursales dans l'Allier, à Moulins, ou elle se fait représenter par un escroc du nom de Girard; dans les Bouches-du-Rhône, avec les agents Sauvan et Borrelli à Marseille, dans l'Eure, à Évreux, mais en 1818 et après la déconfiture de la société; dans la Haute-Garonne, avec l'agent Corne à Toulouse, dans la Nièvre, avec l'agent Balandreau; dans la Gironde, à Bordeaux, où son agent, Monie, fait encore des escroqueries: dans le Puy-de-Dôme, à Clermont, où l'agent fait de même. dans le Bas-Rhin, avec l'agent Étienne à Strasbourg; dans le Haut-Rhin, à Colmar, où l'agent, Mouret, chevalier de la Légion d'honneur, est un individu sans moralité et défavorablement noté, dans la Seine-Inférieure, où un praticien est escroque à Dieppe. — C'est alors, le 3 mars 1818, qu'une circulaire, adressée à tous les préfets et aux commissaires de police, signale la disparition de Kerampont, qui a escroqué les cautionnements des agents subalternes, et la fuite de plusieurs directeurs d'agences départementales (réponses négatives : Ain, Hautes-Alpes, Ardennes, Aube, Calvados, Cantal, Charente, Cher, Corse, Côtes-du-Nord, Doubs, Drôme, Gard, Gers, Ille-et-Vilaine, Isère, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Loire-Inférieure, Lot, Lozère, Manche, Mayenne, Meuse, Nord, Basses-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Sarthe, Tarn, Var, Vaucluse, Vosges)

daigné applaudir et que nous nous proposons de suivre avec constance.

Nous ne nous dissimulons pas qu'outre la protection des lois et du gouvernement qui nous est garantie, nous avons encore besoin de l'assentiment général, du secours de l'opinion publique et du concours simultané de MM. les propriétaires et manufacturiers. L'invitation que nous leur faisons d'adresser (*franc de port*) à nos bureaux leurs demandes, leurs renseignements et leurs réclamations, de n'admettre que des individus munis de nos billets, et d'écrire aux bureaux qui les ont placés les motifs du départ ou du renvoi, tend à établir entre eux et l'entreprise générale des rapports dont ils finiront par retirer des avantages inappréciables et dont la société doit nécessairement se ressentir.

A la suite, offres de service pour instituteurs, maîtres de toute espèce, employés, dames de confiance, de compagnie ou de charge, apprentis, artistes lyriques.

Il y a une direction particulière dans chaque chef-lieu de département et dans les différents ports de mer....

Les renseignements concernant les ouvriers et les hommes à gages seront aussi étendus qu'il sera possible de les obtenir pour l'avantage de chacun d'eux, auquel on communiquera de suite toutes les demandes analogues à ses besoins. On le mettra, sur-le-champ, à même de se concerter directement avec le maître ou le manufacturier qui réclame son travail ; et pour assurer la prompte exécution du présent article, chaque directeur particulier entretiendra une correspondance journalière avec l'entreprise centrale ; s'il arrivait que dans l'une des divisions on eût besoin d'un ouvrier ou d'un domestique qui serait en réclamation dans une autre, l'entreprise, sur le vu de



l'état de situation des deux divisions, prescrira à la seconde d'envoyer à la première la personne à placer ; au moyen de ce mouvement de décentralisation dont on s'occupera sans cesse pour l'utilité de tous, chaque ouvrier ou domestique obtiendra son placement dans le moindre délai, et le but sera rempli à la satisfaction de tout le monde.

D'après une correspondance aussi régulière et aussi active, les besoins mutuels sont mis immédiatement en rapport les uns avec les autres, et les renseignements parvenus des départements, avec la même exactitude, rétablissent, presque chaque semaine, la balance entre les besoins et les ressources.

L'indemnité attribuée à l'entreprise générale, en considération de ses soins, de ses frais et de ses avances, est portée à *trois francs* pour chaque placement de simple ouvrier et de domestique.

Le Directeur general,  
**PASSART DE KÉRAMPONT,**  
*Ancien officier de marine*

**2. LE PRÉFET DE POLICE AU MINISTRE DE LA POLICE GÉNÉRALE. — 8 août 1816.**

Analyse le projet de Kérampont.

.... En supposant qu'un plan aussi vaste et qui réunirait dans un seul point tant de demandes et tant d'objets divers pût être exécuté, il est aisé d'apercevoir que le but qu'on se propose ne saurait être atteint qu'autant :

1<sup>o</sup> Que l'agence générale dont il est question aurait un privilège exclusif;

2<sup>o</sup> Que son entremise serait forcée pour le placement des ouvriers et des domestiques.

Sans ces deux conditions, dont le projet de règlement

ne parle pas d'une manière explicite, mais qui résulte implicitement des termes impératifs qui y sont employés, il ne peut pas être douteux que les avantages qu'on se promet ne sont que des illusions, puisque, bien loin de recourir à ces bureaux malgré les avantages qu'ils pourraient présenter, une grande partie des ouvriers, et surtout ceux qui ont des motifs de craindre la surveillance de la police, se garderaient de s'y faire inscrire.

Le privilège exclusif, quoique contraire aux principes actuels de la législation, pourrait peut-être être accordé, à raison des avantages d'ordre public qui en résulteraient. Il n'y aurait à examiner que la question de savoir si cette concession pourrait être un acte de gouvernement, ou devrait s'opérer avec le concours de la puissance législative.

Mais l'obligation imposée aux maîtres, ainsi qu'aux ouvriers et domestiques, de ne se procurer des ouvriers et serviteurs ou de ne se placer que par l'intermédiaire de ces bureaux, et en payant une rétribution, serait un impôt levé sur les ouvriers, et ne pourrait l'être que par un acte de la puissance législative. La pénalité contre ceux qui ne se conformeraient pas à cette obligation ne pourra être établie qu'avec le concours de cette même puissance, et cette pénalité entre certainement dans les projets de l'auteur du plan proposé, puisqu'il compte parmi les avantages de ce plan celui que les dispositions pénales tourneraient au profit des ouvriers économes.

Après avoir écarté ces deux obstacles, ne faudrait-il pas considérer s'il serait possible d'exiger cette intervention forcée dans les départements, quand il n'existerait un bureau que dans le chef-lieu, et pourrait-on admettre qu'un habitant ou un manufacturier de Cette ou de Narbonne, par exemple, ne pourrait y prendre un domestique

ou un ouvrier que par l'intermédiaire des bureaux de placement de Montpellier ou de Carcassonne?....

J'ajouterai à ces observations que si les bureaux de placement établis à Paris, soit pour les domestiques, soit pour les classes d'ouvriers distinctes et séparées <sup>1</sup>, pouvaient utilement correspondre avec ceux qui le seraient dans différentes villes de département, ce ne pourrait être sans les plus graves inconvénients par l'effet d'une agence unique telle que la propose l'auteur du projet, parce que l'effet de cet établissement serait de soustraire ces divers bureaux à l'action directe et journalière que doit exercer sur eux l'autorité, et de créer une espèce d'administration séparée dans l'administration de la police; car, enfin, quelle serait dans les départements l'action de l'autorité locale sur des bureaux de placement dépendants d'une agence générale établie à Paris, gérés par des agents envoyés de Paris et inconnus à ces autorités, qui s'en prétendraient indépendants, qui entretiendraient une correspondance particulière et secrète avec l'agence de Paris, correspondance qui peut, dans telle supposition que la permanence des choses et le changement des personnes ne rend pas impossible, devenir dangereuse?

Ces bureaux, dira-t-on, sont sous la surveillance du magistrat de la ville où ils sont établis. Mais cette surveillance ne serait rien, s'ils n'étaient pas sous son autorité, si, pour faire fermer l'un de ces bureaux, qui, loin de seconder l'action de la police, arriverait jusqu'à lui nuire, il fallait avoir recours soit à l'agence de Paris, soit à l'autorité de V. E.

Je terminerai enfin mes observations en faisant observer à V. E. qu'il est une classe d'ouvriers auxquels il est

impossible d'appliquer non seulement les dispositions du projet proposé, mais encore aucune de celles qui pourraient concerner des bureaux de placement. Cette classe, très nombreuse à Paris, est celle des maçons, peintres en bâtiments et autres manœuvres que les entrepreneurs louent souvent pour vingt-quatre heures, rarement pour plus de huit jours, qui, après avoir terminé leur journée, se rendent le lendemain matin au quai de Gesvres ou ailleurs pour en chercher un autre, et qu'on ne peut en aucune manière soumettre au régime des bureaux de placement, tel qu'il puisse être <sup>1</sup>.

Je pense donc :

1° Que l'établissement d'un bureau unique de placement pour les domestiques serait à Paris une chose très utile et désirable ;

2° Que de pareils établissements, également distincts et pour chaque classe d'ouvriers qui en est susceptible, le seraient également ;

3° Qu'il serait encore à désirer que de pareils établissements existassent dans les principales villes du royaume,

1 On trouve, sur le placement des ouvriers du bâtiment, des renseignements numériques dans les Bulletins de police de Paris depuis 1819 (avec des lacunes pour l'année 1827) Les maçons et journaliers venus des départements s'assemblaient place de Greve de six à sept heures l'hiver, à cinq heures, et même trois heures, l'été; au quai de Gesvres, c'étaient surtout les peintres, vitriers et serruriers, qui se réunissaient également le dimanche, à midi, à la place du Temple, puis rue Montgolfier (F<sup>7</sup> 3876, 1<sup>er</sup> decembre 1819); en 1826, on ordonna à ces derniers de se réunir place du Châtelet (F<sup>7</sup> 3880, 1<sup>er</sup> mai). Le samedi, le rassemblement était peu important; le dimanche, on venait pour se faire embaucher pour le lundi; les ouvriers embauchés précédemment venaient au lieu de rassemblement pour s'informer des salaires. Les rassemblements étaient souvent marqués par des rixes entre vieux compagnons et maçons arrivés récemment du pays. La pluie les dispersait, et, les jours de mauvais temps, comme le dimanche et le lundi, les ouvriers allaient au cabaret, surtout dans les guinguettes hors des barrières, où ils payaient le vin moins cher qu'en ville (F<sup>7</sup> 3874-3884, *passim*).

mais sous l'autorité directe et immédiate des magistrats chargés de la police locale. On pourrait s'en rapporter à l'intérêt de ceux qui formeraient ces établissements du soin d'établir une correspondance dont les avantages sont évidents.

Mais je pense que le projet sur lequel V. E. m'a demandé mon avis est inadmissible s'il doit comporter un privilège exclusif et l'obligation de se servir de son intermédiaire, que, dans tous les cas, il est inexécutable, et que tenter de l'exécuter donnerait lieu à de graves inconvénients et rendrait plus difficiles les mesures d'amélioration dont cette partie peut être susceptible <sup>1</sup>.

3 LE PRÉFET DE POLICE AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
14 février 1817.

Le 21 novembre 1816, j'ai pris un arrêté pour faire rentrer l'établissement de MM. de la Pérelle et de Kérampont sous l'empire des ordonnances qui régissent à Paris le placement des ouvriers <sup>2</sup>, et, sur leurs réclamations, je leur ai accordé, par un autre arrêté du 11 décembre suivant, la permission de former à Paris un bureau central de placement et des bureaux divisionnaires dans chacun des arrondissements municipaux. Ce dernier arrêté, dont l'usage était circonscrit dans les limites du ressort de la préfecture de police, portait défense aux sieurs de Kérampont et de la Pérelle de placer les ouvriers pour lesquels

1. Le préfet de police revint sur ces points dans une autre lettre confidentielle au ministre de la police, du 8 octobre 1816, donc postérieure à la lettre que le ministre avait envoyée le 25 septembre à M. Jube de la Pérelle.

2. L'ordonnance initiale est celle du 20 pluviôse an XII, prise en exécution de la loi du 22 germinal an XII, publiée dans *Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France*, publication de l'Office du travail, Paris, 1893. in-8, p. 74 sqq. En 1816, cette ordonnance était, en principe, toujours en vigueur

des bureaux de placement avaient été spécialement établis<sup>1</sup>, de désigner leur établissement sous le titre d'entreprise générale et de la présenter comme spécialement autorisée. J'ai, dans le temps, rendu compte de toutes ces mesures à V. E.

MM. de Kérampont et de la Pérelle n'ont pas craint depuis de se mettre en opposition avec l'autorité. Ils ont fait placarder dans Paris des affiches par lesquelles ils annonçaient se charger du placement des ouvriers sans restrictions. Les mêmes subterfuges ont été employés par eux dans les départements, et V. E., en m'informant, par sa lettre du 19 juin dernier, des craintes que leurs spéculations avaient inspirées à quelques-uns de MM. les préfets, m'a transmis elle-même des affiches et des prospectus dans lesquels MM. de Kérampont et de la Pérelle cherchaient à faire croire à un privilège particulier en annonçant des encouragements qu'ils n'avaient point obtenus, et présentaient comme s'étendant à toute la France

1 En vertu d'ordonnances prises, entre le 12 germinal an XII et le 20 août 1814, à l'égard de dix-sept corporations perruquiers; marchands de vin; distillateurs, orfèvres, cordonniers, serruriers; tailleurs; tapissiers; selliers; industries du livre; textiles; décoration; passementiers; bouchers, épiciers; boulangers; cotons (*Le placement, loc. cit.*), le placement des domestiques, qui avait été réglé par le décret du 3 octobre 1810, redevenant libre sous la Restauration, en vertu des circulaires du 21 février 1825 et du 1<sup>er</sup> juillet 1829 (*ibid.*, p. 90), qui concernaient également le placement des employés. La Préfecture de police revint également sur le placement des ouvriers boulangers, qui fut surveillé de très près, par application des ordonnances des 13 avril 1819 et 27 mai 1827 (*ibid.*, p. 88). Elle avait l'œil également ouvert sur les abus du placement libre dénoncés dès 1816 (Arch. nat., F<sup>7</sup> 3688<sup>25</sup>), et prit, dans le dessein de les reprimer, une intéressante circulaire, le 1<sup>er</sup> juillet 1829 (*Le placement*, p. 90-91). Pour les ouvriers des halles, ports et marchés, les charbonniers, commissionnaires, colporteurs, afficheurs, brocanteurs, cochers de fiacre et allumeurs de lanternes, elle procédait elle-même au placement par l'institution de la médaille préfectorale, créée par l'ordonnance du 21 décembre 1816 (*ibid.*, p. 87). Pour les professeurs et répétiteurs, il y avait, en 1817, rue Montmartre, une agence, non reconnue par la commission de l'instruction publique (*Moniteur universel*, 19 juin 1817, p. 672).

une autorisation qui ne leur avait été accordée que pour le ressort de la Préfecture de police.

Le bureau central de l'établissement n'existait plus rue de Clichy ; le sieur de Kérampont, qui le dirigeait, avait pris, sans m'en donner avis, un local rue Coq-Héron, n° 12.

Les inquiétudes que m'inspirait la marche équivoque des directeurs de l'entreprise me déterminèrent à prescrire une enquête, tant dans leur bureau central que dans les bureaux divisionnaires, à l'effet de recueillir les plaintes qui seraient portées contre l'entreprise, soit par les personnes qui s'y seraient présentées pour être placées, soit par celles qui s'y trouvaient attachées et qui auraient fourni des cautionnements.

Le résultat de cette enquête m'apprit que le sieur Passart de Kérampont était logé en hôtel garni, qu'il ne tenait plus son bureau central, et qu'il attendait, pour le rétablir, une somme de 15.000 fr. dont il était déjà débiteur.

Les informations recueillies dans les bureaux divisionnaires, sans donner prise contre le sieur de Kérampont, en ce qui concerne le placement des ouvriers, laissaient assez entrevoir qu'il ne respectait pas la défense qui lui avait été faite à cet égard. Elles me firent connaître que ses agents avaient généralement à se plaindre de lui, soit à raison de son peu d'exactitude à acquitter leurs traitements, soit sous le rapport des cautionnements qu'il avait exigés d'eux et dont ils ne pouvaient obtenir le remboursement aux termes de leurs engagements.

Le sieur de Kérampont m'a écrit depuis pour se justifier des inculpations élevées contre lui. Tout en avouant que l'extension prématurée qu'il avait donnée à son établissement lui avait fait éprouver un moment de gêne, il

m'annonça que, pour assurer désormais le remboursement des cautionnements, il avait passé un acte d'association avec un sieur Payen de Verneuil, acte dont il m'adresse un double, et par lequel celui-ci consentait qu'il fût pris sur ses propriétés une hypothèque de 100.000 fr. pour la garantie des sommes à verser, à titre de cautionnements, par les agents de l'entreprise. Par le même acte, le sieur Payen de Verneuil s'obligeait en outre de payer dans le délai de trois mois les sommes suffisantes et montant par aperçu à 15.000 fr., pour le remboursement des cautionnements versés jusqu'alors.

Fortifié de cet appui, le sieur de Kérampont manifesta l'intention de rouvrir son bureau et me demanda l'autorisation de le transporter rue Saint-Marc, n° 25.

Les choses en étaient là, lorsque le sieur Sauvaud [de Bordeaux] me fit parvenir sa réclamation. Je prescrivis sur-le-champ des informations pour m'assurer de la vérité, et je viens d'apprendre que le sieur de Kérampont a quitté l'hôtel Coq-Héron, où il a laissé pour 645 fr. de dettes, en disant qu'il allait établir son bureau rue Saint-Marc, en société avec le sieur Payen. Des recherches ont vainement été faites à cette dernière adresse, le sieur de Kérampont y est entièrement inconnu, ainsi que son nouvel associé, et je n'ai pu jusqu'à présent découvrir leur retraite....

F<sup>7</sup> 9817.

### 13. Mézières.

BULLETIN DE POLICE. — 3 octobre 1816.

Les fabriques sont dans la plus grande activité. Elles emploient un nombre considérable d'ouvriers <sup>1</sup>. Il en ré-

<sup>1</sup> Mézières possédait alors plusieurs manufactures de drap



34 LE RÉGIME DE L'INDUSTRIE DE 1814 A 1830.

sulte qu'on s'aperçoit peu de la cherté excessive des blés (le pain est à 8 s. la livre).

F<sup>1</sup> 3787.

14. Vierzon.

BULLETINS DE POLICE. — 9, 10, 13 octobre 1816.

La cherté du blé a causé des émeutes, dirigées surtout par les mariniers <sup>1</sup>.

F<sup>1</sup> 3787

15. Arras.

BULLETIN DE POLICE. — 17 octobre 1816.

Inquiétudes concernant les subsistances, surtout à Dunkerque, où les ouvriers manquent d'ouvrage; le blé est à 50 fr. 2.

F<sup>1</sup> 3787

16. Carcassonne.

I. LE COMMISSAIRE SPÉCIAL DE POLICE DE PERPIGNAN AU MINISTRE DE LA POLICE. — 18 octobre 1816.

Conformément aux indications d'un précédent Bulletin 3, par lequel il annonçait que des mécaniques pour la fabrication des draps avaient été embarquées clandestinement sur la plage de la Salanque pour la Catalogne, il y a à Carcassonne et à Limoux un dépôt de ces mécaniques, transportées d'Anvers à Bordeaux, puis à Carcassonne; on en a monté plusieurs dans l'Aude. 25, à 12.000 fr. pièce, auraient été commandées pour une fabrique franco-espagnole à Manresa 4. L'Espagne n'achète plus de draps dans l'Aude. Le commissaire a arrêté un convoi de quatre charrettes transportant par Caudiès[de-

1. Il s'agit des mariniers du canal du Berry.

2 L'année 1816 a été marquée par un grand nombre de délits de subsistances (Arch nat, BB<sup>3</sup> 119, F<sup>11</sup> 721-727), dont on trouve l'écho dans le Bulletin de police Le gouvernement pensa remédier à cette crise du blé en autorisant, à la fin de l'année, la libre circulation des grains (circulaire du 4 novembre 1816, *Moniteur universel*, 16 novembre 1816, p. 1286). Une crise analogue sévit encore en 1817 : voy. plus bas, p. 42.

3 Nous n'avons pas retrouvé ce Bulletin.

4 Province de Barcelone

Mont-Louis] des mécaniques pour Prades, mais bien plus vraisemblablement pour l'Espagne ; il fera également arrêter deux autres convois. On embauche aussi des ouvriers <sup>1</sup>.

2. LE MÊME AU MÊME. — 21 octobre 1816.

Les charretiers ont avoué la destination vraie de leur chargement, qui fut opéré à Carcassonne chez le sieur Sarran, par l'intermédiaire du sieur Bertrand, de Montlouis.

3. LE MÊME AU MÊME. — 22 octobre 1816.

Transmet une lettre du consul de France à Barcelone <sup>2</sup>, du 18, d'où il appert qu'il y a en Catalogne une cinquantaine de Français employés dans les manufactures, particulièrement à Manresa et à Tarrasa <sup>3</sup>.

4. LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE L'INTÉRIEUR AU MINISTRE DE LA POLICE. — 9 novembre 1816.

On ne peut rien faire.

La saisie a eu lieu avant que l'envoi ne fût parvenu dans la ligne des douanes, et par conséquent il n'y a ni délit ni contravention ; l'aveu même ne constitue qu'une tentative, et les tentatives de délit ne sont considérées comme délits que dans les cas spéciaux que la loi a distingués, ce qui manque ici. Il est même remarquable que les articles 417 et 418 du Code pénal, qui punissent celui qui, au préjudice de l'industrie française, livre des secrets ou fait sortir des ouvriers de nos manufactures, ne parlent point de la sortie des machines. La répression de leur exportation frauduleuse a donc été laissée sous la loi commune des douanes, et l'action de celle-ci ne commence qu'à la ligne tracée au-devant de la frontière.

1. Le *Moniteur universel* de 1816 a signalé à plusieurs reprises l'activité des manufactures de drap de Lodeve et de Castres fabriquant pour l'Espagne et le Levant (12 mai et 30 juin)

<sup>2</sup> De Gasville (*Almanach royal*, 1816, p. 126).

<sup>3</sup> Province de Barcelone

36 LE RÉGIME DE L'INDUSTRIE DE 1814 A 1830.

Il faudra donc restituer à leurs propriétaires les objets saisis, s'ils sont réclamés <sup>1</sup>.

5 LE MÊME AU MÊME. — 30 novembre 1816.

Les renseignements fournis par le consul de Barcelone indiquent une émigration d'ouvriers : c'est un délit qu'on peut poursuivre.

6. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES — 13 décembre 1816.

Instructions dans le sens du rapport du sous-secrétaire d'État à l'intérieur.

7. LE PRÉFET DE L'AUDE AU MINISTRE DE LA POLICE. — 25 janvier 1817.

Rapport d'ensemble, d'où il ressort que six ouvriers seulement sont passés en Espagne.

8. LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU MÊME. — 26 février 1817.

L'entreprise continue, puisqu'on ne cesse de saisir des caisses d'ustensiles propres à la filature des laines et à la fabrication des draps.

9. LE MÊME AU MÊME. — 24 mars 1817.

Annonce la saisie de deux charrettes de mécaniques pour la fabrication des draps, allant de Chalabre à Prades sans passavant.

10. LE PRÉFET DE L'AUDE AU MÊME. — 22 avril 1817.

Les mécaniques en question étaient bien à destination de Prades.

<sup>1</sup> Le même avis se retrouve dans une lettre du ministre des finances, du 1<sup>er</sup> décembre 1816. De fait, un Bulletin de police du 4 avril 1817 (Arch nat, F<sup>7</sup> 3787) apprend que la restitution fut faite, les machines en question étant destinées à un nouvel établissement de filature de Prades

II. LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU MÊME. —  
20 juin 1817.

Signale l'arrestation, retour d'Espagne, de Placide Guéri-teau <sup>1</sup>, prévenu d'avoir, « dans plusieurs manufactures de ce département, fait des tentatives pour embaucher des ouvriers pour le compte des fabriques de draps qui se forment en Catalogne au détriment de nos propres établissements <sup>2</sup> ».

F<sup>7</sup> 9796

## 17. La Ferté-sous-Jouarre.

BULLETIN DE POLICE. — 25 octobre 1816.

Trois cents ouvriers...., occupés à extraire des meules dans les carrières, ont formé le projet de se porter ensemble au premier marché de la Ferté et de faire diminuer par force le prix des blés. Le maire, en ayant été informé, s'est rendu aux carrières [le 17 octobre], escorté du lieutenant de gendarmerie et de sept gendarmes. Il a déclaré aux ouvriers qu'il était instruit de leur complot et qu'il saurait en empêcher l'exécution. Cet acte de fermeté a suffi pour contenir ces rebelles. Aucun d'eux n'a entrepris de troubler l'ordre au marché.

F<sup>7</sup> 3787

## 18. Paris

BULLETIN DE POLICE. — 3-4 novembre 1816.

L'autorité avait été informée que de divers points de la haute et basse Normandie un grand nombre d'ouvriers cordonniers se rendaient à Paris, et que le désir d'exécuter quelque projet contraire à la prospérité de la manufacture de souliers sans couture, récemment établie

1. Le préfet de l'Aude avait signalé les agissements de cet individu des le 15 avril 1817 (Arch. nat., F<sup>7</sup> 9796)

2. Cf. un rapport analogue du préfet de l'Aude du 24 juin 1817 (F<sup>7</sup> 9796)

dans cette ville <sup>1</sup>, pouvait être le principal but de leur voyage.

Il résulte de la surveillance qu'on s'est empressé d'exercer à cet égard qu'il arrive, en effet, de toutes les parties du royaume, dans la capitale, des artisans de cette profession <sup>2</sup>; mais ils [ne] sont amenés que par l'espoir d'y trouver plus de ressources, et, lorsqu'ils sont trompés dans leur attente, ils dirigent ailleurs leur course, ou retournent dans leur pays. Rien n'est venu confirmer les soupçons dont ils paraissaient être l'objet. Plusieurs d'entre eux ont trouvé de l'occupation dans cette même manufacture qu'on les accusait de vouloir détruire. On ne brise pas les métiers en France comme en Angleterre <sup>3</sup>. On ne saurait trop remarquer quelles différences se prononcent plus que jamais entre les goûts, les mœurs, les systèmes et jusques entre les excès des deux peuples.

F<sup>7</sup> 3837.

## 19. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 9-10 novembre 1816 <sup>4</sup>.

Ceux des ouvriers qui ne peuvent être employés à Paris

<sup>1</sup> Nous ne savons rien sur cette manufacture. Il faut noter que, dès 1812, un botteur d'origine lyonnaise, Vivion, avait pris un brevet pour la fabrication de chaussures sans couture (Arch. nat., F<sup>12</sup> 1021 4)

<sup>2</sup> Depuis 1811, Paris était la ville directrice du compagnonnage fondé à Angoulême en 1809 (*Associations professionnelles*, t. II, p. 11-12). La première mutuelle de cordonniers y fut fondée le 5 avril 1816 (*Ibid.*, p. 12-14)

<sup>3</sup> Sur les efforts de la classe ouvrière anglaise, au même temps, pour s'opposer à l'emploi des machines, on trouvera des renseignements dans P. Mantoux, *La révolution industrielle au XVIII<sup>e</sup> siècle, Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre*, Paris, 1906, in-8, et W. Smart, *Economic annals of the nineteenth century, 1801-1821*, Londres, 1910, in-8, qui signale, p. 493, une recrudescence du mouvement luddite en 1816

<sup>4</sup> Antérieurement à cette date, les Bulletins de police ne fournissent rien sur la situation des ouvriers de Paris. Une lettre du préfet de police au ministre de la police, du 1<sup>er</sup> avril 1816, signale pourtant la stagnation du commerce et la diminution du nombre des ouvriers employés (F<sup>7</sup> 9787, 20).

trouvent dans les travaux qui viennent de s'ouvrir à Vincennes <sup>1</sup> une ressource bien précieuse; ils bénissent la sollicitude du gouvernement, dont ils se montrent généralement dignes par leur résignation dans le malheur et leur reconnaissance quand leur subsistance est assurée.

C'est à la grande concurrence des ouvriers qu'il faut attribuer la réduction des salaires et l'inaction d'une quantité considérable d'individus <sup>2</sup>. Les hommes attachés aux ateliers que la paix a dû fermer cherchent aujourd'hui à être occupés à la journée. Il y a surcroît de bras et diminution d'ouvrage. Mais que la sagesse des Chambres et leur union franche avec le gouvernement affermissent la confiance qui déjà renaît de toutes parts, et notre commerce, nos manufactures verront reflourir leur antique prospérité et feront partout circuler l'abondance et la vie.

F<sup>7</sup> 383j.

## 20. Paris.

### I. BULLETIN DE POLICE. — 14 novembre 1816.

Fidèles à un usage ruineux et immoral, les ouvriers d'une manufacture d'un de nos faubourgs avaient célébré le lundi dans les cabarets les plus renommés; le lendemain, ils se présentent à leurs ateliers, ils les trouvent fermés, ils frappent. Leur chef paraît et leur dit : « Mes bons amis, hier vous avez cru ne devoir songer qu'à vos plaisirs, et moi j'ai résolu de consacrer ce jour tout entier à des affaires personnelles; à demain ! » Les bonnes gens murmurèrent d'abord, se résignèrent bientôt, puis ils se promirent bien de profiter de la leçon. En effet, depuis ce

1. Travaux exécutés au château et dans le bois, à la suite de l'occupation par les troupes étrangères.

2. Au 31 décembre 1816, on n'embauche, dans le bâtiment, que 200 ouvriers sur les 600 qui se présentent (F<sup>7</sup> 383j) C'est pour la première fois que le Bulletin de police donne une indication numérique précise.

temps, ils se bornent à fêter le dimanche, et s'ils bénissent l'avis paternel que leur maître leur a donné, leurs femmes, leurs enfants le bénissent encore davantage.

2. BULLETIN DE POLICE. — 22 novembre 1816.

Les ouvriers se sont portés en petit nombre aux lieux ordinaires de réunion; peu d'entre eux ont trouvé de l'emploi. Trente à peu près s'étaient rassemblés dans un cabaret voisin; ils dissertaient sur les subsistances, peut-être même sur le budget. Ces politiques en veste avaient leurs orateurs, et les discours de ces derniers ont paru de nature à les rendre l'objet d'une surveillance qui fera connaître s'ils parlent de leur propre mouvement, ou s'ils cèdent à quelque influence ennemie de la tranquillité.

3. BULLETIN DE POLICE. — 27 novembre 1816.

Les ouvriers réunis sur les places ont été plus occupés que de coutume. Leur esprit est toujours le même. Trop souvent sans emploi, ils sont soumis; plus heureux, ils seraient dévoués.

4 BULLETIN DE POLICE. — 2 décembre 1816.

Peu d'ouvriers se sont rassemblés aujourd'hui aux lieux de réunion. Quelques-uns ont été embauchés, mais seulement pour de faibles corvées. Ils n'ont point fréquenté les cabarets; ils exhalaient, en discours peu mesurés, leur humeur contre les marchands de blé et contre les Anglais, qu'ils accusent d'être les principaux auteurs de la rareté du pain. « Que le roi dise un mot, ajoutaient-ils, et nous nous levons tous pour payer les étrangers à coups de fusil. »

## 21. Firminy.

BULLETIN DE POLICE. — 30 novembre 1816.

Le marquis d'Osmond a obtenu du roi la concession des mines de houille de Firminy, arrondissement de Saint-Étienne <sup>1</sup>.

Le 13 de ce mois, les ouvriers se sont rassemblés et ont demandé du pain, du travail et l'exploitation des mines. L'administration a pris des mesures pour garantir M. d'Osmond de tout trouble; mais elle éprouve de grandes difficultés pour procurer d'autres moyens d'existence aux ouvriers qui étaient employés à ces mines avant cette concession.

F<sup>7</sup> 3787

## 22. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 13 décembre 1816.

La classe ouvrière est triste; les travaux des manufactures se ralentissent encore, et les travaux publics n'offrent point de ressources suffisantes aux artisans sans ouvrage. Plusieurs chefs de manufactures donnent l'exemple d'un patriotisme actif en retardant la fermeture de leurs ateliers, qui serait assurément justifiée par la stagnation où le commerce se trouve plongé. Les salons accusent, le peuple se tait, et, pourtant, c'est dans son sein qu'est la véritable souffrance; il ne demande que du travail. L'am-

1. Cette concession remontait en réalité à l'année 1767 faite alors en faveur du duc de Charost, elle fut subrogée au marquis d'Osmond en 1786 (Arch. nat., F<sup>14</sup> bis 7744). A peu près abandonnée par ce dernier, elle fut revendiquée, sous l'Empire, par divers personnages, puis reconnue à nouveau au marquis d'Osmond par l'ordonnance du 19 octobre 1814 (*Bulletin des lois*, 56, n° 480, p. 448), révoquée par le décret impérial du 11 mai 1815 (*Ibid.*, 32, n° 198, p. 242), enfin mise définitivement en vigueur par l'arrêté préfectoral du 24 août 1816 (F<sup>14</sup> bis 7748, F<sup>2</sup> 1219).



bition lui est étrangère, les chimères sanglantes de la Révolution sont loin de lui.

F<sup>7</sup> 3837

### 23. Vienne-Voiron.

BULLETIN DE POLICE. — 18 décembre 1816.

M. de Bastard a écrit, le 7, que les manufactures de Vienne (Isère) <sup>1</sup> étaient dans la plus grande activité, qu'elles occupaient 8.000 ouvriers, qu'il en résultait une aisance et une satisfaction générales; par suite, tranquillité, ordre et soumission entière au gouvernement....

Même rapport sur la ville de Voiron. 6.000 ouvriers, formant la plus grande partie de la population, sont employés aux fabriques de toiles <sup>2</sup>.

F<sup>7</sup> 3787

### 24. Évreux.

BULLETIN DE POLICE. — 10 janvier 1817.

Le commerce et les fabriques languissent [8 janvier 1817]. Les manufacturiers emploient moins d'ouvriers et diminuent d'un tiers le salaire de ceux qu'ils conservent, ce qui leur rend plus pénible le renchérissement progressif des blés <sup>3</sup>.

F<sup>7</sup> 3788.

<sup>1</sup> Vienne était alors renommée par ses tissages de drap, dont les ouvriers allaient s'organiser en mutuelle, en 1819, et lutter contre l'introduction des machines (P. Blanc, *La draperie à Vienne*, Vienne, 1839, in-8; *Associations professionnelles*, t. II, p. 367-368)

<sup>2</sup> Outre des fabriques de toiles, établies à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Voiron possédait des tissages de soie et des papeteries, utilisant pour toutes ces industries l'eau de la Morge.

<sup>3</sup> La crise des subsistances fut très grave en 1817 et suscita des émeutes en plusieurs endroits (Arch. nat., F<sup>11</sup> 721-727). À Paris, l'administration dépensa 24 millions en indemnités pour empêcher que le pain ne dépassât 1 fr 25 les 2 kilos, et le préfet de police interdit la sortie du pain que les paysans de la banlieue venaient chercher. En Picardie et en Bourgogne, le pain atteignit 4 à 5 fr. les 4 livres (Levasseur, *op. cit.*, t. II, p. 666). Par-

## 25. Paris.

## 1. BULLETIN DE POLICE. — 11-12 janvier 1817.

Le 10 et le 11, plus d'ouvriers ont trouvé de l'emploi. Il était temps ; la plupart d'entre eux avaient à peine été occupés deux jours dans les deux semaines précédentes.

Cette classe si nombreuse, où se retrouvent pourtant encore trop de traces de l'ivresse révolutionnaire, continue à donner l'exemple d'une soumission dont la Révolution l'avait d'abord affranchie, et à laquelle le despotisme l'a ramenée au profit d'une monarchie paternelle.

## 2. BULLETIN DE POLICE. — 13-14 janvier 1817.

600 ouvriers s'étaient rassemblés aux lieux ordinaires. 200 à peine ont été employés. Les autres, parmi lesquels on comptait des domestiques sans place ou des soldats licenciés qu'on ne saurait entourer de trop de surveillance, se sont plaints modérément de la rigueur de leur position ; mais on voyait que la crainte de l'autorité leur inspirait seule une réserve dont ils savaient qu'il n'eût point été prudent de s'affranchir <sup>1</sup>.

F<sup>7</sup> 3788.

## 26. Essonne.

## BULLETIN DE POLICE. — 16 janvier 1817.

La manufacture d'Essonne, qui occupe environ 800 ouvriers, presque tous étrangers, vient [10 janvier] de ré-

tout, on distribua des secours ; dans plusieurs villes, — Boulogne, Mâcon, — on souscrivit des emprunts spécialement destinés à venir en aide aux indigents ; à Besançon, on organisa une manutention urbaine (*Monteur universel*, passim). Enfin le roi accorda différentes sommes aux départements ayant le plus souffert (*Ibid.*, 9 mai, p. 510, 5 juin, p. 614 ; 11 juin, p. 638 et 639 ; 13 juin, p. 647 ; 14 juin, p. 650 ; 15 juin, p. 655 ; 18 juin, p. 666-667, etc.

1. Cf. Arch. nat., F<sup>7</sup> 3837.

duire les journées à deux tiers, tant pour les travaux<sup>1</sup> que pour les salaires. Cette mesure a causé quelques murmures, mais point de troubles. L'administration locale a fourni des secours à ceux qui paraissaient dans le besoin.

F<sup>7</sup> 3788.

## 27. Rive-de-Gier.

### 1. LE PRÉFET DE LA LOIRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 22 janvier 1817.

A la suite d'accidents répétés aux mines, et dont l'un, survenu le 8 janvier, a blessé grièvement huit ouvriers, dont six mariés et pères de neuf enfants, il a proposé, le 7, au directeur général des mines, l'établissement d'une caisse de secours pour les mineurs, leurs veuves et enfants<sup>2</sup>.

### 2. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES AU PRÉFET DE LA LOIRE. — 29 janvier 1817.

Les raisons invoquées sont très fortes : mais il y a des objections également très fortes.

Sans doute, les exploitants peuvent imposer à leurs ouvriers l'obligation de supporter sur leurs salaires une retenue quelconque destinée à la formation d'une caisse de secours et en faire en quelque sorte une condition

1. Un Bulletin de police du 6 novembre 1816 porte que les ouvriers sortaient à neuf heures du soir (F<sup>7</sup> 3787). Il s'agit de la grande papeterie des Didot, puis Darblay.

2. En réalité, dès 1815, on avait fait à Rive-de-Gier une expérience dans le même sens, imaginée par les entrepreneurs au moyen de prélèvements sur les ouvriers et sur eux-mêmes. A la fin de 1816, l'institution était reprise par la municipalité, d'ailleurs très hostile à toute réglementation législative de l'institution (lettre au directeur de l'école de Saint-Étienne, 28 décembre 1816); à cette date, les fonds de la caisse étaient constitués par un prélèvement de 0 fr 50 sur le salaire de quinzaine des mille mineurs employés, et le versement de 0 fr 50 par les entrepreneurs, faisant en tout 25 000 fr. par an, les administrateurs de la caisse pensent que les ouvriers doivent « toujours demeurer dans un certain degré de dépendance » et que « leur situation vis-à-vis de l'administration de la caisse soit la même que celle d'enfants vis-à-vis le père de famille » (F<sup>2</sup> 1219).

d'admission dans les travaux ; mais il faut encore y apporter une circonspection et une réserve que commande la cherté du pain et des choses de première nécessité. Quant aux exploitants et aux propriétaires, ce serait évidemment porter atteinte au droit de propriété que de les forcer à renoncer à une partie du produit de leurs mines. Il est indispensable qu'ils y donnent leur consentement exprès. Le décret du 26 mai 1813 relatif à la société de prévoyance créée en faveur des ouvriers houilleurs du département de l'Ourthe me paraît avoir envisagé la question sous son véritable jour <sup>1</sup>. Il est certainement convenable que le gouvernement autorise les ouvriers, les exploitants, les propriétaires des mines de Rive-de-Gier à former une association dont l'utilité est bien démontrée, mais il ne doit que sanctionner les dispositions arrêtées et convenues entre les parties intéressées.

3. LE MÊME AUX MEMBRES DE LA COMMISSION DE LA  
CAISSE D'ÉPARGNE <sup>2</sup>. — 29 janvier 1817.

Demande que toutes les dispositions arrêtées lui soient communiquées « afin de lever tous les obstacles qui retarderaient l'exécution d'un projet auquel le gouvernement ne peut trop applaudir ».

1. Cf. Arch. nat., AF iv, plaq. 6196, contenant un rapport sur le décret imprimé dans le *Bulletin des lois* (504, n° 9255, p. 719-722). Le décret, dans son article 6, comporte, pour l'établissement du fonds de secours, « le produit de la retenue de 2 % sur les salaires de tous les ouvriers et autres employés sociétaires » et « le produit de 1/2 % calculé sur le montant des salaires des ouvriers et employés sociétaires, que les propriétaires des exploitations se sont soumis ou se soumettront à payer à titre de secours particuliers et sans préjudice des dispositions portées dans notre décret du 3 janvier 1813 » ; la retenue était faite par les propriétaires eux-mêmes, et le produit versé mensuellement avec le produit de 1/2 % (art. 8). Le rapport explique que, bien qu'il soit nécessaire d'assister « la classe infortunée » des mineurs, on ne peut rendre l'institution de la caisse obligatoire ; sa bonne administration, toutefois, devra assurer son extension.

2. Fleur de Lys, jeune, maire, et Fleury Donzel.

4. LE MÊME AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 21 février 1817.

Le projet de la Loire « contient des dispositions obligatoires et coercitives auxquelles les exploitants refusent de souscrire ». Il convient de s'assurer le consentement des propriétaires et des exploitants pour l'établissement d'une caisse, à l'organisation de laquelle les ingénieurs des mines, en vertu d'instructions de juillet 1816, ont déjà travaillé.

5. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES. — 13 mars 1817.

Approuve les principes invoqués.

Cependant les malheurs auxquels les ouvriers des mines sont exposés arrivent si souvent que la sollicitude du gouvernement doit s'étendre (?) sur cette classe intéressante, et dans le cas où les exploitants n'adhéreraient pas aux propositions que, d'après votre lettre, M. le préfet doit leur faire, j'agrerais les vues que vous jugeriez utile de leur présenter en faveur de ces ouvriers dans toutes les mines du royaume. J'appelle votre attention sur cet objet important, et je vous prie de ne pas le perdre de vue dans l'intérêt de l'humanité et de l'industrie française.

6. RAPPORT DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU ROI. — S. D. 1.

Expose les principes qui ont présidé à l'élaboration du projet d'ordonnance joint 2.

.... Les articles 3 et 4 admettent concurremment à alimenter la caisse et à participer à son administration les concessionnaires, les exploitants, les propriétaires de mines et les ouvriers.

1. Il avait été précédé de rapports au ministre par le directeur général des ponts et chaussées et des mines, des 30 mai et 11 juin, qui manquent.

2. Il manque également : mais le projet a été expédié tel quel.

Les principes de notre législation s'opposent à ce qu'on se serve de moyens coercitifs pour contraindre les concessionnaires, les exploitants, les propriétaires à une contribution spéciale pour la caisse projetée. Les mêmes principes ne permettent pas non plus d'assujettir par voie administrative les ouvriers houilleurs à supporter une retenue sur leurs salaires. Les concessionnaires et exploitants pourraient seuls user de ce droit, parce qu'ils peuvent imposer à ceux qu'ils reçoivent dans leurs travaux telles conditions d'admission qu'ils jugent convenables; encore faudrait-il n'y recourir qu'avec beaucoup de circonspection.

On ménagera tous les intérêts en formant une espèce d'association, d'une part entre les concessionnaires, les exploitants et les propriétaires, et, d'autre part, entre les ouvriers. Les uns et les autres sont (*sic*) entraînés à y concourir par l'exemple des sacrifices que leur donne le gouvernement. Si les premiers, comme on doit raisonnablement le croire, d'après les dispositions favorables qu'ils ont manifestées, consentent à verser annuellement à la caisse une modique rétribution, les ouvriers, de leur côté, ne pourront s'empêcher d'y contribuer par une légère retenue sur leurs salaires, qui ne peut s'élever à plus de 0 fr. 25 par semaine. Chacun fournira ainsi, et de son plein gré, sa quote-part, et l'on verra éclore une institution que réclament à la fois l'humanité et l'intérêt public.

[A la suite de ce rapport fut prise l'ordonnance royale du 25 juin 1817 : pour l'établissement d'une caisse de prévoyance à Rive-de-Gier, transmise le 9 juillet à la direction des mines. Mais cette caisse ne devait fonctionner qu'après l'organisation par son comité d'administration (le préfet, l'ingénieur en chef, le maire, le plus ancien curé, un officier de santé ou

un pharmacien désigné par le préfet, de membres amovibles pris parmi les concessionnaires ou exploitants, les propriétaires de surface et les ouvriers mineurs) d'un règlement, qui fut élaboré plus tard. En attendant, on distribua des secours aux victimes des accidents de mines des arrondissements houillers de Saint-Étienne et de Rive-de-Gier, qui, depuis le 10 octobre 1816 au 8 août 1817, s'élevaient à trente-neuf, dont vingt mortels <sup>1</sup>. 1.400 francs furent distribués auxquels on ajouta 2.332 francs provenant du décime par franc imposé en sus des redevances des mines <sup>2</sup>. Il faut, d'autre part, noter que le règlement excluait la participation financière des ouvriers à la caisse, pourtant prévue par l'ordonnance.]

7. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 29 octobre 1817.

Commente les principaux articles du règlement dont il adresse le texte.

.... L'article 5 crée une commission permanente composée des cinq membres amovibles du comité général. Il a paru convenable au comité, pour ôter tout prétexte de méfiance, d'éloigner de cette commission l'action directe du gouvernement, qui n'intervient que dans le comité général pour concourir à l'exacte exécution du règlement et pour connaître les résultats obtenus qui doivent être portés à sa connaissance.

L'article 6 présente une question très délicate, c'est l'admission des ouvriers dans la société. Le comité n'a pas cru devoir leur donner une participation directe à l'établissement, et il a pensé à cet égard qu'il convenait, sans s'écarter de la lettre de l'ordonnance, d'en modifier l'esprit. En conséquence, les ouvriers ne sont appelés à

<sup>1</sup> Le directeur des ponts et chaussées et des mines au ministre de l'intérieur, 8 août 1819 (Arch. nat., F<sup>2</sup> 1 1219)

<sup>2</sup> En vertu de l'article 36 de la loi du 21 avril 1810 sur les mines.

verser aucun contingent, et leur cotisation se trouve implicitement comprise dans le centime fourni par les extrac-teurs. On a remarqué, avec raison, qu'il serait impossible d'obtenir l'assentiment unanime des ouvriers; que leur intervention serait une source interminable de difficultés, qui auraient pour effet inévitable de diminuer le nombre des souscripteurs; qu'une compagnie exploitante ne voudrait point entrer dans l'association si la totalité de ses ouvriers ne consentait à se soumettre aux conditions d'une retenue; qu'en second lieu, l'ouvrier souscripteur, appelé par circonstance à passer dans une exploitation qui ne ferait pas partie de la société, ne manquerait pas de réclamer le produit de son versement, et, quoique l'on fût fondé à le refuser, on ne l'en mécontenterait pas moins. Le comité a considéré qu'une disposition qui appelait l'ouvrier à recevoir, sans l'assujettir à l'obligation de donner, agrandirait à ses yeux le bienfait de l'institution, que l'ouvrier donnerait nécessairement la préférence aux exploitants qui concourraient à la formation de la caisse, et que ceux-ci conserveraient sur les hommes qu'ils emploient un empire beaucoup plus fort; qu'enfin, ceux des exploitants qui ne feraient point partie de l'association seraient plus puissamment sollicités à se réunir à elle. Cependant, pour se conformer au vœu de l'ordonnance, il a été arrêté, dans l'article 6 du règlement, que les ouvriers auraient part à l'administration. Leur participation a été limitée et proportionnée au degré de leurs connaissances : ils ne font point nominativement partie du comité, mais chaque fois qu'il y a lieu à distribuer un secours, trois premiers ouvriers sont appelés à la séance; ils n'ont point voix délibérative, mais leurs observations peuvent être inscrites sur le registre.

.... V. E. remarquera peut-être que le tarif de secours



est peu élevé, mais je crois que dans les essais d'un établissement de cette nature et dans l'incertitude du produit des versements, il convenait, avant tout, de ne pas exposer l'association à contracter des obligations qu'elle ne pourrait point remplir. D'ailleurs, les secours pourront être augmentés à proportion des améliorations de la caisse....

### RÈGLEMENT

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont admis à faire partie de la société, conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 25 juin 1817, tout concessionnaire ou exploitant, tant pour lui que pour les ouvriers qu'il emploie, et tout propriétaire de surface percevant une rente en nature sur le produit de l'extraction, qui aura souscrit l'engagement de se conformer aux obligations ci-après énoncées.

Art. 2. — Les fonds de la société se composent :

1<sup>o</sup> De ceux obtenus de la munificence royale, en vertu de l'article 2 de l'ordonnance précitée ;

2<sup>o</sup> D'un versement fait par les extracteurs d'un centime par hectolitre de houille extraite dans leur exploitation, déduction faite du nombre des hectolitres livrés à titre de redevance aux propriétaires de la surface ;

3<sup>o</sup> Du versement fait par les propriétaires de la surface de 0 fr. 02 par hectolitre de houille à eux livré à titre de redevance ;

4<sup>o</sup> Des dons volontaires inférieurs à cette quotité qui pourront être offerts par les propriétaires ou tous autres, sans néanmoins leur donner le droit de faire partie de la société.

Art. 3. — L'administration de la caisse de prévoyance est gratuite ; elle est confiée à un comité général et à une commission permanente.

Art. 4. — Le comité général est composé de M. le préfet, président, et, en son absence, de M. le sous-préfet, de l'ingénieur en chef des mines de l'arrondissement, et, en son absence, de l'ingénieur ordinaire, du maire, du curé de Rive-de-Gier, de l'officier de santé désigné par M. le préfet et de cinq membres amovibles, pris parmi les concessionnaires ou exploitants et les propriétaires de surface faisant partie de l'association.

Art. 5. — La commission permanente est composée de membres amovibles du comité général qui, au besoin, appelleront auprès d'eux l'officier de santé, membre du comité général; le président de la commission permanente sera toujours le plus âgé de ses membres; en cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

Art. 6. — Les ouvriers prendront part à l'administration ainsi qu'il suit. Ils ne feront point nominativement partie du comité, mais chaque fois qu'il y aura lieu à distribuer des secours, le gouverneur, un piqueur et un traîneur de l'exploitation où l'accident aura eu lieu seront appelés à la séance de la commission; ils n'auront pas voix délibérative; mais ils auront le droit de faire consigner leur avis sur le procès-verbal; le choix des ouvriers, piqueur ou traîneur, se fera en prenant les plus anciens de l'atelier.

Art. 7. — Les membres amovibles seront renouvelés tous les ans de la manière suivante : dans chaque exploitation, la compagnie désignera un syndic et son suppléant; les syndics seront divisés par série par la voie du sort et fourniront, chaque année, en suivant l'ordre des numéros, les quatre premiers membres amovibles, de manière à ce que tous les syndics soient successivement d'année en année appelés à participer à l'administration. Les suppléants sont destinés à remplacer, en cas d'absence, le syndic de la compagnie exploitante à laquelle ils appar-

tiennent; le cinquième membre amovible sera élu par les propriétaires de surface sociétaires, qui le prendront dans leur sein; ils lui désigneront aussi un suppléant <sup>1</sup>.

.... Art. 9. — La commission permanente prononcera sur les demandes en admission dans la société; elle déterminera la quotité des secours à accorder, vérifiera et arrêtera tous les trois mois l'état de la caisse, elle rédigera ses comptes et le rapport de ses opérations dans le courant du premier trimestre de chaque année, de manière à les présenter au comité général qui s'assemblera annuellement au premier du mois de mai, terme assigné à l'exercice annuel et époque du renouvellement des membres de la commission permanente <sup>2</sup>.

.... Art. 11. — Il ne sera accordé, sous aucun prétexte, des secours aux ouvriers, veuves ou enfants d'ouvriers appartenant à des exploitations qui ne font point partie de la société; ils seront exclusivement réservés aux ouvriers de tous genres, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des exploitations soumissionnaires, sans distinction d'âge ni de quotité de salaire. Les ouvriers employés au creusement de nouveaux puits auront également part aux secours, même avant l'extraction de la houille, si les entrepreneurs se sont soumis à faire partie de la société.

Art. 12. — Aucun secours ne pourra être accordé à un ouvrier, à sa veuve ou ses enfants, s'il n'a été, pendant la durée de son travail, muni d'un livret conformément à la loi du 3 janvier 1813.

Art. 13. — L'ouvrier blessé ou malade par suite de travaux dans les mines recevra chaque jour 0 fr. 50 jusqu'à parfaite guérison constatée par le médecin chirurgien qui

1. Suit un article sur la nomination et les fonctions du caissier

2. Suit un article sur l'admission de sociétaires après le 1<sup>er</sup> janvier 1819.

lui aura donné des soins. Il pourra lui être alloué, selon les besoins de sa famille, pendant le même temps, o fr. 25 pour sa femme et pareille somme pour chacun de ses enfants incapables de travailler.

Art. 14. — Tout vieillard de soixante ans et au-dessus, qui sera reconnu hors d'état de pouvoir travailler et qui justifiera de trente ans de travaux dans les mines, jouira d'une retraite ou pension viagère de o fr. 75 par jour; néanmoins ces pensions ne commenceront à avoir lieu à être payées que dans cinq ans, à partir de l'époque de l'approbation du présent par S. E. le ministre de l'intérieur.

Art. 15. — Il sera accordé aux veuves et enfants des ouvriers tués dans les travaux ou morts à la suite des travaux une pension qui se composera, savoir : pour une veuve, de o fr. 50 par jour; pour chacun de ses enfants au-dessous de dix ans, de o fr. 25; pour chaque orphelin aussi au-dessous de dix ans, de o fr. 50.

Art. 16. — Les veuves des ouvriers morts dans l'indigence et sans accidents extraordinaires pourront, ainsi que leurs enfants, recevoir de la commission des secours qu'elle modifiera d'après leur position.

Art. 17. — Indépendamment du secours accordé dans l'article 13 à l'ouvrier blessé, la commission entrera jusqu'à la concurrence de 15 fr. dans les frais occasionnés par le traitement et pansement d'un membre fracturé ou d'une brûlure causée par le gaz hydrogène. Elle entrera pour une somme de 5 fr. dans les frais de traitement d'une luxation. Ces sommes seront payées aux médecins et chirurgiens que les ouvriers choisiront à leur gré, et pourront être augmentées en cas de complication d'accident extraordinaire dûment constatée.

Art. 18. — L'ouvrier qui perdra entièrement l'usage

d'un bras ou d'une jambe jouira de suite d'une pension égale à celle assignée aux vieillards par l'article 14, et ses enfants seront traités comme ceux des veuves.

Art. 19. — Tous les cas non prévus par le présent règlement seront réglés sur la proposition de la commission permanente par le comité général, qui sera chargé en même temps d'interpréter les articles qui en seront susceptibles <sup>1</sup>.

.... Art. 22 (et dernier). — Toute délibération du comité général qui tendrait à modifier les dispositions du présent règlement sera soumise à l'approbation du ministre secrétaire d'État de l'intérieur.

8. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES PONTS ET CHAUSSEES — 8 novembre 1817.

Approuve le règlement, en regrettant qu'il écarte la retenue sur les salaires des ouvriers, qui aurait pu augmenter le fonds disponible.

[L'approbation fut notifiée le 19 novembre 1817 au préfet de la Loire.]

F<sup>2</sup> 1 1219.

28. Lyon.

BULLETIN DE POLICE. — 24 janvier 1817.

Aucun moyen n'a été négligé de la part de l'administration pour venir au secours de la classe indigente, plus nombreuse à Lyon que partout ailleurs, à cause de la stagnation du commerce, qui réduit à la misère une grande quantité d'ouvriers, devenus oisifs, ou dont le travail, faiblement payé, ne peut suffire à leur subsistance<sup>1</sup> et à celle de leur famille<sup>2</sup>. Quoiqu'il y ait, en ce moment

<sup>1</sup> Suivent deux articles sur la reddition de comptes.

<sup>2</sup> Cf. P. Truchon, *La vie intérieure de la fabrique lyonnaise sous la Restauration*, extr. de la *Revue d'histoire de Lyon*, 1911, in-8

[18 janvier 1817], six à sept mille métiers en activité, une grande partie n'est occupée que trois ou quatre jours de la semaine, et les salaires se trouvent diminués, parce que le fabricant <sup>1</sup> est forcé de les modérer d'après les commandes qui lui sont faites et le haut prix des soies. C'est principalement dans la fabrication des étoffes unies que cette réduction est plus sensible. Les sommes accordées par le gouvernement <sup>2</sup> paraissent devoir être employées en fabrication d'étoffes riches, pour l'ornement des palais royaux. Il en résulte que ce secours sera exclusivement réservé aux ouvriers qui ont été jusqu'ici le plus occupés, et qui gagnent d'ailleurs 5 à 6 fr. par jour.

Ceux qui travaillent à la fabrication de l'uni, à la chapperie, etc., sont les plus malheureux; c'est sur eux que se porte la sollicitude de l'autorité.

Parmi les ressources offertes à cette classe nombreuse, on peut placer en première ligne les travaux de la préfecture, qui occupent, depuis trois mois, environ 150 ouvriers par jour. Ces travaux se soutiendront pendant tout l'hiver, et à dater du 1<sup>er</sup> avril, le département aura obtenu, sur le prix du loyer des bâtiments destinés à la préfecture, une diminution de 8.000 fr. produite par une dépense qu'on

<sup>1</sup> Dans le sens d'entrepreneur ou de commissionnaire, chargés de prendre les commandes et de les faire exécuter par les « chefs d'ateliers ». Cf. A. Blanqui, *Les classes ouvrières en France pendant l'année 1848*, Paris, 1849, in-18, p. 121-123

<sup>2</sup> S'il s'agit de primes à la fabrication, nous ne voyons pas qu'il en ait été fixé en 1816. C'est plutôt une allusion à la mission donnée par Louis XVIII au baron de Ville-d'Avray, intendant du garde-meuble, chargé de commander des tentures pour l'ameublement des palais royaux, et de donner à la municipalité lyonnaise 8.000 fr., principalement pour l'établissement de soupes économiques à la Rumfort (*Moniteur universel*, 3 mars 1817, p. 255). La crise durait encore en avril, où le roi autorisa le préfet du Rhône à disposer d'une somme de 4 000 fr. pour la délivrance gratuite de tous les gages de 5 fr. et au-dessous, et, au-dessus, des objets utiles à la fabrication, au Mont-de-piété de Lyon (*Ibid.*, 8 mai 1817, p. 506). Cf. des mesures analogues en faveur des ouvriers en soie de Toulouse (*Ibid.*, p. 507)

évalue de 30.000 à 35.000 fr. Au mois de juillet, le logement provisoire du préfet y sera établi, ce qui amènera une nouvelle diminution annuelle de 6.500 fr.

D'autres travaux seront exécutés cet hiver, entre autres sur la route de Tarare, pour laquelle on a obtenu 40.000 fr. Une somme de 12.000 fr. a été affectée au déblai du rocher de Pierrecise <sup>1</sup>.

Suivent des indications sur les mesures d'assistance prises par la ville : distribution de secours à domicile, quête, représentation théâtrale; pas d'argent pour organiser des ateliers de travaux, comme ceux de 1812, ouverts par les frères Perache, et qui donnèrent des craintes de sédition.

F<sup>1</sup> 3788.

## 29. Paris.

LE PRÉFET DE POLICE AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
29 janvier 1817.

Au sujet du passage en Espagne d'un ouvrier de Paris, sur lequel le ministre demande des renseignements :

Quelques-uns [des fabricants] pensent que le manque de travail et par conséquent le prix excessivement bas qu'ils sont obligés de mettre à la main-d'œuvre sont les seuls motifs qui puissent engager les ouvriers à porter leur industrie dans les pays étrangers, sans qu'il y ait dans ces sortes de déterminations aucun projet de leur part réellement formé d'avance. Il paraît donc que ces individus se mettent en route pour chercher du travail, et qu'ils continuent de voyager jusqu'à ce qu'ils en trouvent.

F<sup>1</sup> 9796.

<sup>1</sup> Une circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets, du 26 septembre 1816, prévoyait cette forme d'assistance par les ateliers de travaux publics (*Moniteur universel*, 25 octobre 1816, p. 1203).

**30. Lille.**

BULLETIN DE POLICE. — 3 février 1817.

Les ouvriers en filature de coton se sont réunis à Lille pour rédiger une pétition tendant à obtenir la suppression des machines mécaniques. On a dissous ce rassemblement et prescrit des mesures pour qu'il ne puisse se renouveler.

F<sup>7</sup> 3788.

**31. Paris.**

BULLETIN DE POLICE. — 3-4 février 1817.

Trois cents ouvriers réunis aux lieux ordinaires ont été plus heureux que pendant le cours de la dernière semaine. A peine un quart d'entre eux sont-ils restés sans emploi.

F<sup>7</sup> 3788.

**32. Sedan.**

BULLETIN DE POLICE. — 8 février 1817.

Le 3 de ce mois, fête de Saint-Blaise, les ouvriers des fabriques de Sedan <sup>1</sup> devaient, suivant l'usage, offrir un pain bénit à la messe. Douze d'entre eux s'en sont chargés, et ont confié au nommé Mouroux le soin de l'exécution.

Avant de faire porter le pain à l'église, on l'a déposé chez les chefs de la manufacture de M. de Neuflize <sup>2</sup>. Là, il a été orné de rubans aux trois couleurs et surmonté d'une cocarde tricolore. On l'a porté dans cet état à l'église où la cérémonie devait avoir lieu. Le prêtre, qui devait officier, en a été prévenu. Il a enlevé la cocarde et l'a retirée en son pouvoir.

1. Fabriques de draps

2. Importante fabrique Poupert de Neuflize, remontant au XVIII<sup>e</sup> siècle (Bonnassieux, *Conseil de commerce*, Paris, 1900, in-4, à la table).



Mouroux, principal auteur de cet acte séditionnaire, en a craint les suites. Il s'est rendu chez le prêtre et lui a fait des excuses en ces termes : « Notre intention n'était pas mauvaise ; nous savons que nous ne devons pas nous mêler des affaires du gouvernement ; mais nous *sommes les enfants de la Révolution*. »

Il paraît que l'intention des ouvriers était de se présenter, après la messe, chez le sieur Robert, fabricant, distingué par son dévouement à la famille royale, et de lui offrir, par dérision, la cocarde et les rubans qui auraient été bénits.

Mouroux est arrêté ; l'affaire se suit, tant contre cet enfant de la Révolution que contre ses complices.

F<sup>1</sup> 3788

### 33. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 1<sup>er</sup> mars 1817.

Le bulletin a déjà parlé de la situation satisfaisante des fabriques d'objets de luxe. Les filatures de coton ont repris presque aussitôt une heureuse activité. Beaucoup d'artisans se sont empressés de quitter les ateliers du sieur Richard <sup>1</sup> pour passer dans ceux de plusieurs manufacturiers qui ont fixé le prix des journées à un taux plus élevé. Il n'en est point de même, il est vrai, de tous les autres travaux ; les réunions des ouvriers sur les places où ils viennent attendre de l'emploi sont la plupart du temps infructueuses ; cependant, la saison rigoureuse s'achève, et avec le printemps semble renaître le sentiment de l'espérance, qui est pour les malheureux un véritable aliment ; s'il ne les fortifie, du moins il les soutient.

F<sup>1</sup> 3788

1. Il s'agit de Richard-Lenoir, dont la situation commerciale fut en effet fort critique en 1817. Voy. Arch. nat., F<sup>1</sup> 6862, dossier 3478.

**34. Perpignan.**

BULLETIN DE POLICE. — 7 mars 1817.

Le transport en Espagne des machines propres à la fabrication des draps se continue, malgré les mesures prescrites par l'administration pour l'empêcher. On sait que deux voitures, chargées de ces machines, viennent encore de passer à Narbonne, venant de Carcassonne.

Les conducteurs ont annoncé qu'elles seraient suivies de plusieurs autres. De nouveaux ordres sont donnés pour la surveillance sur tous les points <sup>1</sup>

F<sup>7</sup> 3788.

**35. Bar-le-Duc.**

BULLETIN DE POLICE. — 8 mars 1817.

Les fabriques sont dans la plus grande activité, surtout depuis un mois ; mais la main-d'œuvre est au plus bas prix. On ne paye que les ouvriers qu'on emploie. Ceux qu'on renvoie ou qui cessent de travailler, quel qu'en soit le motif, ne reçoivent ni indemnité, ni secours des fabricants qu'ils ont servis, et rentrent dans la classe des indigents, dont le nombre s'accroît chaque jour. C'est le principal objet de la sollicitude de l'administration.

F<sup>7</sup> 3788.

**36. Paris.**

BULLETIN DE POLICE — 8-9 mars 1817.

Voici le moment où les provinces versent sur Paris une partie de leur population de la classe la plus laborieuse et aussi de la plus fainéante. Ceux qui viennent chercher de l'ouvrage entrent en concurrence avec des artisans et des ouvriers qui sont loin d'être tous occupés. Les autres ne

<sup>1</sup> Ne figure que dans la minute.

peuvent qu'accroître le nombre des mendiants <sup>1</sup> ou des hommes dangereux. On a recommandé aux préfets plus de réserve et plus de sobriété dans l'expédition des passeports. A Paris, le pain est moins cher <sup>2</sup>; c'est un attrait de plus, mais c'est au prix de sacrifices qui deviennent de plus en plus onéreux. Paris a ses ressources, les campagnes ont les leurs; l'équilibre dans la répartition des charges est bien difficile à garder. L'abondance pourvoirait à tout, et la politique n'aurait pas de plus utile auxiliaire; mais, après dix-huit mois de pluies, les orages de mars attristent; on ne voit plus de terme aux inondations, et l'on craint en raison de ce que l'on souffre. L'ouvrier qui a passé sa journée sur les quais, sans voir arriver l'heure du travail, commence à murmurer; il fait entendre des plaintes discrètes encore et comme étouffées. Ceux qui sont employés parlent d'augmentation dans le prix de la journée; les observateurs remarquent, depuis quelque temps, plus d'agitation dans cette classe, qui jamais

1 D'après les *Recherches statistiques sur la ville de Paris et le département de la Seine* et les *Comptes généraux des hôpitaux, hospices, asiles, secours à domicile* de la ville de Paris, analysés par Fr Simand et H Bourgin, article *Pauperisme* de la *Grande Encyclopédie*, t XXVI, p. 132, il y avait en 1813, à Paris, 102.806 indigents secourus à domicile par les bureaux de charité; en 1817, il y avait 88 283 individus secourus par les bureaux de bienfaisance, 40 993 dans les hôpitaux, 16 780 dans les hospices, soit en tout 146 056

2. Nous n'avons pas de mercuriales pour cette date. D'après la situation envoyée par le préfet de police, le 8 mars 1817, au ministre de l'intérieur, le cours des farines de première qualité est de 124 à 128 fr.; tout au début du mois, il est de 126 à 130 fr. (Arch. nat., F<sup>11</sup> 1311). Les *Recherches statistiques*, t II, tableau 73, indiquent que le prix moyen des deux kilos est de 96 centimes, 41 en 1817 (82,25 en 1816 et 77, 78 en 1818). Cette crise des farines, en 1817, n'est pas encore connue dans le détail. Sur la nécessité de baisser le prix du pain, le préfet de police rédigea un mémoire important, daté du 31 octobre 1817 (F<sup>7</sup> 3688<sup>12</sup>). Des farines furent commandées en Amérique (F<sup>11</sup> 1415); la Commission des subsistances, créée en 1807, s'occupa d'assurer l'approvisionnement des hôpitaux et le maintien du stock de la réserve, d'accord avec la caisse syndicale des boulangers parisiens (F<sup>11</sup> 1420-25, 1430-34). Cf. le rapport général de Laine au roi dans le *Moniteur universel*, 7 février 1818, p. 165-172.

n'échappe à la surveillance de la police, et que les bienfaits et les secours prévoyants du gouvernement arrachent souvent au désespoir. Toutefois, on en voit dépenser au cabaret le peu d'argent qui leur reste ; ils n'ont plus assez pour acheter le pain de leurs familles, ils ont assez pour s'enivrer.

F<sup>1</sup> 3837.

### 37. Angers.

ARRÊTÉ DU MAIRE <sup>1</sup> SUR LE PLACEMENT DES OUVRIERS. —  
10 mars 1817.

Le maire de la ville d'Angers, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, après avoir pris l'avis de ses adjoints, conformément à l'arrêté du gouvernement du 2 pluviôse an IX <sup>2</sup> ; vu deux arrêtés de M. le préfet de Maine-et-Loire, l'un du 18 thermidor an XII <sup>3</sup>, relatif au placement des ouvriers, garçons ou compagnons, de quelque profession qu'ils soient. et l'autre du 8 de ce mois, portant nomination du sieur Paul Verron, ex-gendarme de la marine, en qualité de préposé audit placement dans cette ville, en remplacement du sieur Guillaume-Laurent Simon, arrête :

ART. 1<sup>er</sup>. — Le sieur Paul Verron, préposé au placement desdits ouvriers, tiendra deux registres à colonnes qui seront cotés et paraphés par le maire.

ART. 2. — Le premier contiendra un numéro d'ordre, la date de la demande des maîtres, leurs noms, leur demeure, leur profession, la date d'entrée des compagnons dans leurs ateliers, leurs noms et prénoms et la date de leur sortie.

1. De Villanorge.

2. Arrêté qui détermine les fonctions des maires relativement aux conseils municipaux (*Bulletin des lois*, 64, n° 404, p. 251-252), art. 7.

3. Cet arrêté ne paraît pas avoir été soumis à l'approbation du gouvernement

ART. 3. — Le second se composera d'un numéro d'ordre, des noms et prénoms des compagnons, du lieu de leur naissance, de leur profession, de l'an de leur sortie, du nom des maîtres qu'ils quittent, de la date de leur présentation, de celle de leur entrée en boutique et du dépôt de leurs livrets et passeports, du nom des maîtres qui les reçoivent, enfin de la date de leur sortie de la ville et de la remise de leurs livrets et passeports.

ART. 4. — Une colonne d'observations restera à chaque registre pour inscrire celles qui seront jugées nécessaires.

ART. 5. — Il inscrira sur ces registres, date par date, et sans aucuns blancs, tous les maîtres qui se présenteront pour obtenir des ouvriers et tous les compagnons qui demanderont des ateliers.

ART. 6. — Il placera les ouvriers par ordre de numéro d'inscription, sans pouvoir l'intervertir, sous quelque prétexte que ce soit ; cependant, il ne pourra jamais placer ceux qui ne seront pas porteurs d'un livret.

ART. 7. — La rétribution pour le placement de chaque ouvrier ou compagnon est fixée à un franc et le préposé ne pourra pour aucune cause recevoir une plus forte rétribution à peine de destitution et même d'être poursuivi comme concussionnaire.

ART. 8. — Le mode de placement consistera dans un bulletin qui sera délivré au compagnon, contenant la date de son entrée, le nom et la demande du maître qui retiendra ledit bulletin pour sa garantie et devra le représenter aux commissaires de police à leur réquisition.

ART. 9. — Lorsqu'un ouvrier ou compagnon voudra quitter la ville et à cet effet obtenir un passeport ou faire viser le sien, son livret devra être signé non seulement par les maîtres chez lesquels il aura travaillé, mais encore par le préposé, qui ne pourra donner son visa

qu'à ceux qui auront été se faire inscrire à son bureau, conformément à l'article V du présent, et d'après celui des maîtres chez lesquels il les aura placés.

ART. 10. — Personne autre que le sieur Verron n'ayant le droit de placer les ouvriers ou compagnons, ceux qui s'immisceront dans le placement, au mépris de l'arrêté de M. le préfet précité et du présent, seront poursuivis suivant toute la rigueur des lois.

ART. 11. — Il est également défendu, sous les mêmes peines, à toutes personnes exerçant un métier ou profession quelconque, de se pourvoir d'ouvriers ou compagnons qui ne seraient pas porteurs d'un bulletin de placement signé par le préposé.

ART. 12. — Ce dernier ne pourra en délivrer qu'aux ouvriers ou compagnons qui seront munis d'un livret.

ART. 13. — Défenses sont faites à tous cabaretiers, aubergistes, logeurs en chambres garnies et toute autre personne, de se dire ou qualifier de *mère de compagnons* et de les recevoir en cette qualité <sup>1</sup>.

ART. 14. — Il est pareillement défendu à tous artisans, compagnons et gens de métier de s'associer, de s'assembler ou de se qualifier de compagnons *du devoir*, *de gavots* ou de toute autre dénomination que ce soit, ni de s'immiscer en aucun cas de placer des ouvriers ou compagnons chez les maîtres, de défendre aucune boutique, de faire aucune conduite et d'exiger des ouvriers, garçons et compagnons aucun droit sous le titre d'embauchage ou sous tout autre prétexte.

ART. 15. — Tous les maîtres, chefs d'ateliers, et tous les ouvriers et compagnons qui se trouvent en cette commune sont tenus de se conformer aux dispositions ci-

<sup>1</sup> Sur le placement compagnonnique, voy E. Martin Saint-Leon, *Le compagnonnage*, p. 54 sqq., 239 sqq.

dessus, dans huit jours pour tout délai, à partir de la publication du présent arrêté.

ART. 16. — Le préposé au placement des ouvriers donnera sur-le-champ au maire le signalement de l'ouvrier qui se sera présenté sans livret, comme aussi il lui fera connaître sans délai les infractions au présent arrêté.

ART. 17. — Il rendra compte par écrit une fois par semaine au maire de la conduite des ouvriers, du succès qu'obtiendront les mesures ci-dessus prescrites ou les difficultés qu'il rencontrera dans leur exécution.

ART. 18. — Le présent arrêté sera préalablement soumis à l'approbation de M. le préfet<sup>1</sup> et ensuite inséré dans les affiches, publié et placardé partout où besoin sera.

[Un arrêté complémentaire du 13 août 1817, approuvé le 23, porte que la rétribution de 1 fr. sera versée par l'ouvrier la première fois qu'il sera placé, et qu'il n'y aura pas lieu de la verser une seconde fois quand un ouvrier aura travaillé en ville sans interruption pendant douze mois; dans ce cas, on lui délivrera un second bulletin moyennant 10 centimes 2.]

F<sup>1</sup> 9817.

### 38. Saint-Omer.

BULLETIN DE POLICE. — 15 mars 1817.

Le sieur Fiolet, tenant une manufacture de pipes à laquelle il emploie habituellement 400 ouvriers, vient d'en renvoyer 200 à son retour de Paris [11 mars]. Avant son voyage, il avait manifesté le projet d'augmenter sa fabrique par diverses constructions, ce qui faisait espérer qu'il occuperait un plus grand nombre d'ouvriers. Son frère, faisant le même commerce, en a aussi congédié

1 Approbation du 14 mars 1817

2. Ces deux arrêtes sont joints a une note de 1825, publiée a sa date. Un arrêté du 10 janvier 1820 nomme preposé, à la place de M Verron, démissionnaire, l'adjoinct au commissaire de police du 3<sup>e</sup> arrondissement, M. Delalaune.

plusieurs. Ces fabricants et leur père s'étant montrés partisans zélés de la Révolution, quelques personnes ont pensé qu'ils ne renvoyaient leurs ouvriers que pour augmenter le nombre des indigents et fomenter des troubles. L'administration fait distribuer des secours à domicile et ne néglige rien de ce qui peut concourir au maintien de l'ordre.

F<sup>7</sup> 3788

### 39. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 25-28 mars 1817.

Dans les faubourgs Saint-Marcel et Saint-Antoine, on ignore encore le nom de Germanicus <sup>1</sup>. Il n'y est pas plus question de sa brillante et courte apparition sur la scène que de sa destinée dans l'histoire. On sait que des rubans blancs noués ont paru quelques moments dans les promenades publiques ; mais le peuple n'est plus révolutionnaire : il se garde bien de suivre des indications factieuses ; les prétentions, l'esprit de domination, les haines actives, les menaces et les actes furieux, tout cela maintenant est loin de lui. Il ne lui faut plus que du pain et du travail. Malheureusement, le premier de ces faubourgs voit, chaque jour, ses ressources diminuer, la misère s'accroître. 300 ouvriers d'une filature qui subsistait encore viennent successivement d'être obligés de renoncer à leurs travaux et à l'espoir de nourrir leurs familles. Des enfants nouveau-nés sont déposés la nuit à la porte de la maison des orphelins. Les environs du Jardin du Roi sont peuplés de petits artisans inoccupés et souffrants. Dans le quartier Montorgueil, on remarque le

1. Allusion à des troubles qui eurent lieu au Théâtre-Français, à l'occasion de la représentation, le 22 mars 1817, de *Germanicus*, tragédie en cinq actes, par Antoine-Vincent Arnault, pendant l'exil de l'auteur.



même dénuement; le Mont-de-piété recèle jusqu'aux derniers effets de ces malheureux. Aussi, les cabarets sont-ils bien moins fréquentés; l'augmentation des entrées du vin va rendre encore la vente en détail moins avantageuse. Ces temps de privation auront contribué à détruire de funestes habitudes : l'humanité souffre de la rigueur des circonstances, mais le moral aura à se réjouir des résultats.

F<sup>7</sup> 3837

#### 40. Bordeaux <sup>1</sup>.

##### 1. LE PRÉFET DE LA GIRONDE AU MINISTRE DE LA POLICE. — 9 avril 1817

Le 7 avril, à neuf heures du soir, rixe entre des compagnons de divers métiers et des ouvriers cordonniers.

##### 2. LE MÊME AU MÊME — 12 mai 1817.

Par jugement du 17 avril, condamnation de cinq inculpés à 16 fr. d'amende, un mois d'emprisonnement, 60 fr de dommages et intérêts, et aux frais.

F<sup>7</sup> 9786 20

#### 41. Nancy.

##### BULLETIN DE POLICE. — 17 avril 1817.

Le 10 de ce mois, les bouchers de Nancy n'ont fait aucun achat de bestiaux au marché et se sont abstenus de vendre.

C'était l'effet d'une coalition entre eux pour se soustraire à l'exécution du règlement de l'octroi, qui les oblige à faire marquer tous les bestiaux qu'ils achètent.

Le 11, on a commencé une information contre les chefs de cette coupable manœuvre. Ils en ont craint les

1. Déjà, le 15 janvier 1816, il y avait eu à Bordeaux une coalition de 70 ouvriers tailleurs, qui est signalée dans le *Moniteur universel* du 24 janvier

suites. Tous se sont soumis, et la boucherie a été approvisionnée comme auparavant. Cet événement a prouvé que tout cède à l'autorité, dès qu'elle agit avec fermeté.

F<sup>r</sup> 3788

#### 42. Savy-Berlette.

I BULLETIN DE POLICE. — 18 avril 1817.

Le 15 de ce mois, l'ordre a été troublé par les ouvriers employés aux filatures de Savy, près Ham, arrondissement de Péronne. Ils ont demandé une augmentation de paye, et sur le refus qu'ils ont éprouvé, ils ont brisé les métiers. On a envoyé dans ce village un détachement de la gendarmerie et de la garde nationale de Ham pour assurer l'exécution des mesures qui seront prises contre les coupables <sup>1</sup>.

2. BULLETIN DE POLICE. — 21 avril 1817.

Le calme est rétabli.

F<sup>r</sup> 3788

#### 43. Frières [Faillouel] <sup>2</sup>.

BULLETIN DE POLICE. — 19 avril 1817

Le général Despinois a écrit [au ministre de la guerre] qu'il y avait eu dans le département de l'Aisne, près Saint-Quentin, un rassemblement d'environ 800 ouvriers, qui demandaient une augmentation de salaires. On en avait arrêté trois, mais la gendarmerie locale étant insuffisante, on y avait envoyé 20 autres gendarmes, et un détachement de la garde royale devait s'y porter, de Soissons, si cela était indispensable.

F<sup>r</sup> 3788

<sup>1</sup> Cf le Bulletin du 19 avril, relatant le même fait, et assurant « que tout ce désordre a été provoqué par les contremaîtres des manufactures ».

<sup>2</sup> Le lieu et la date sont donnés au Bulletin du 21 avril

## 44. Paris.

LE PRÉFET DE POLICE AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
24 avril 1817 1.

Tous les ans, vers cette époque, des ouvriers de toute espèce, et ceux spécialement dont les travaux ont pour objet les constructions, affluent à Paris, où ils espèrent trouver de l'ouvrage. La situation malheureuse de plusieurs parties de la France, sous le rapport des subsistances, et l'avantage que les sacrifices du gouvernement assurent à cet égard à la capitale ont augmenté encore cette année l'émigration des départements vers Paris. Il s'y trouve en ce moment, et il y arrive, chaque jour, une grande quantité d'ouvriers qui se réunissent aux lieux qui leur sont fixés pour attendre qu'on les emploie; mais, quoique la saison soit assez avancée, les travaux commencés ne sont en aucune proportion avec le nombre de ceux qui se proposent pour les faire 2. L'état de gêne qu'éprouvent la plupart des propriétaires ne permet pas de croire qu'ils fassent, avant l'année prochaine, ni des constructions importantes, ni des réparations considérables. Il paraîtrait bien nécessaire que le gouvernement y suppléât par des travaux publics qui occuperaient beaucoup d'ouvriers. Si l'ordre a été maintenu parmi eux jusqu'ici, on doit craindre qu'une plus longue oisiveté et que la misère qui en résulterait pour ces individus ne les portât à des excès difficiles à réprimer. Cet objet se lie trop étroitement au maintien de la tranquillité publique pour que je

1. En marge : « Le roi en conseil a arrêté qu'on s'occuperait des travaux de terrassement de Chaillot, 8 mai. » Des le début de mars, on avait employé des hommes et des femmes à des travaux au bois de Boulogne (*Moniteur universel*, 11 mars 1817, p. 287).

2 On ne possède pas à cet égard de données numériques, les renseignements du Bulletin de police s'arrêtant à février 1817.

ne me fasse pas un devoir d'en entretenir V. E. ; elle croira sans doute utile d'appeler, sur un pareil état de choses, l'attention du Conseil des ministres.

Parmi les travaux que le gouvernement pourrait mettre en activité, afin de donner à une classe nombreuse de l'occupation et des moyens d'existence, ceux qui auraient pour objet de continuer le canal de l'Ourcq me sembleraient présenter un double avantage, en fixant hors de Paris une partie des ouvriers qui s'y trouvent réunis. Dans l'intérieur de la ville, des travaux de construction importants ne seraient pas d'une moins grande utilité pour le maintien de l'ordre et l'amélioration de l'opinion. V. E. sait quel prix les habitants de Paris attachent au soin que prend l'autorité d'achever tout ce qui peut contribuer à l'embellissement et à la salubrité de la capitale. Ce moyen a été mis constamment en usage par le dernier gouvernement, dans les circonstances même les plus critiques, et celles où la cherté des vivres nous place en ce moment me paraissent en réclamer l'emploi au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> août. A cette époque, les travaux de la campagne pourront occuper des bras actuellement sans ouvrage ; mais les mois de mai et de juin seront surtout difficiles à passer.

*P.-S.* — Il me semble avoir entendu dire à M. de Riche-lieu qu'il pourrait affecter à la continuation de l'Hôtel des relations extérieures, commencé sur le quai d'Orsay, une somme de 300.000 fr. 1.

Les négociants de Paris ont proposé de faire, dans le voisinage du Champ-de-Mars, une gare pour contenir mille bateaux et des magasins d'entrepôt tout autour. Ce serait un bel établissement, surtout très utile dans un moment où le commerce de la basse Seine, interrompu par

1. En marge : « Le fait est inexact. »

la guerre maritime, va prendre une nouvelle activité. Pourquoi n'aurait-on pas recours, en France, à ce qui se pratique avantageusement en Angleterre, et n'essayerait-on pas de faire faire de grands travaux publics par des compagnies et des corporations ?

Il y a désir de faire dans toutes les classes; on ne demande que l'impulsion et la mise en œuvre de cette activité, pourvu qu'on échappât au despotisme des architectes et des ingénieurs. On dit que M. Bruyère <sup>2</sup> s'oppose aux travaux de la gare, parce que cela contrarie ses anciens plans et projets d'embellissement de Paris.

On observe qu'on ne fait plus rien à la Bourse, rue des Filles Saint-Thomas <sup>3</sup>; que les négociants qui ont fait des fonds se plaignent qu'ils ont été employés à une autre destination <sup>4</sup>; que le Louvre paraît abandonné, bien qu'il y ait tant de choses à faire en menuiserie, en serrurerie, en maçonnerie et en peinture <sup>5</sup>.

Si la ville ne peut terminer les abattoirs <sup>6</sup>, il faudrait traiter avec une compagnie, à laquelle on abandonnerait les droits, pendant un certain nombre d'années, pour se payer de ses avances en capital et intérêts. En ne changeant pas ce marché, on laissera pendant huit ans les ca-

1. En marge : « Cette gare ne serait pas avantageuse, assure M. Pasquier »

2 Directeur des travaux de la ville de Paris depuis 1811, où la fonction fut créée, il eut pour successeurs Hely d'Oïssel, puis Hericart de Thury, jusqu'en 1830.

3 Sur les règlements des travaux exécutés à la Bourse, 1818-1825, voy Arch. nat., F<sup>13</sup> 525. Les bâtiments ne furent inaugurés que le 23 novembre 1826.

4 En marge « Le ministre de l'intérieur assure que les négociants n'ont rien donné : vérifier »

5. Des travaux au Louvre furent ordonnés au début de mai pour le rendre habitable (*Moniteur universel*, 20 mai 1817, p. 555).

6. En marge « La ville fait un emprunt de 3 000 000 fr. pour les achever. » Sur le règlement des travaux, 1818-1825, voy. Arch. nat., F<sup>13</sup> 525, 1025, 1026.

pitaux entassés dans les abattoirs sans produit <sup>1</sup>. Il y aurait aussi des travaux de terrassement à faire pour achever la rampe qui doit conduire sur les hauteurs de Chaillot, en face du pont de l'École militaire.

(Que) le commerce du charbon de bois par eau, qui fait des pertes si considérables sur la rivière, ferait des sacrifices, concurremment avec d'autres commerces, pour établir une gare dans les fossés de l'Arsenal <sup>2</sup>.

(Que) la continuation du canal de l'Oureq ouvrirait de nouvelles sources de prospérité publique; enfin, (qu')en faisant personnellement peu de sacrifices, le gouvernement pourrait faire beaucoup de bien, s'enrichir, enrichir le commerce et détourner les esprits de cette malheureuse tendance qu'ils ont à s'occuper de politique.

Je ne saurais trop insister pour donner du mouvement à cette multitude d'ouvriers et pour sortir de cet état de langueur qui agit d'une manière aussi nuisible à l'égard du gouvernement qu'elle cause de souffrance aux individus <sup>3</sup>.

F<sup>1</sup> 7978.

#### 45. Paris.

I. M. LEFEBVRE AU MINISTRE DE LA POLICE GÉNÉRALE. —  
18 juin 1817.

Monseigneur, c'est sous les auspices du gouvernement et avec sa protection spéciale que j'ai établi, rue de Cha-

1. En marge : « Sur quels fonds cela porte-t-il ? »

2 En marge : « S'entendre pour cet objet avec le préfet et M de Pradel »

3 Au début de juin, on affichait l'avis suivant : « Travaux ouverts pour les ouvriers sans ouvrage — Les ouvriers indigents qui désirent être employés dans les travaux ouverts par le gouvernement pour venir à leur secours peuvent se présenter de suite chez MM. les commissaires de bienfaisance de leurs quartiers, qui ont reçu avis de les diriger présentement sur le canal de l'Oureq, le canal Saint-Denis, et incessamment sur Chaillot et le pont de Sevres, pour ouverture de routes, et qui leur indiqueront les endroits désignés à cet effet — Turgot, président; Rampant, secrétaire » (*Moniteur universel*, 8 juin 1817, p. 627).

renton, n° 22, une machine de mon invention, propre refendre en feuillets de placage les bois d'ébénisterie de la plus grande dimension, produits que ne peuvent procurer ni les scieurs à la presse, ni les autres scies à mécanique, et qui surpassent, soit pour les moyens, soit pour l'exécution, tout ce que les Anglais ont pu inventer jusqu'à ce jour; en effet, les premiers frais de cet établissement ont été faits avec des fonds qui m'ont été accordés titre d'encouragement, sur le rapport de M. Mollard, par S. E. le ministre des manufactures et du commerce, ainsi qu'il résulte de la lettre de S. E. du 4 décembre 1812 relativement à une première machine également inventée et exécutée par moi pour scier le placage de moyenne dimension <sup>1</sup>.

Je suis informé que les scieurs de long et les scieurs à la presse, qui, depuis plus de dix ans, ont vu, sans se plaindre, se former des établissements dans le genre du mien *parce qu'ils sentent l'impuissance où ils sont d'en remplacer les produits ni pour la qualité ni pour la quantité*, viennent de se coaliser et ont présenté aux autorités une réclamation tendant à obtenir la destruction de toutes les mécaniques de sciage, et principalement de la mienne et, ce que j'avais peine à croire, cette levée de bouclier est appuyée par le commissaire de police et par un de ses confrères. Enfin, le bruit court dans le faubourg Saint Antoine que ces hommes menacent de se faire eux-mêmes ce qu'ils appellent justice, si les autorités rejettent leurs prétentions, c'est-à-dire de briser les mécaniques et d'en massacrer les propriétaires.

1. Nous n'avons pas retrouvé, dans les dossiers de F<sup>12</sup>, la preuve que Lefebvre ait pris à cette date un brevet d'invention, on trouve bien des brevets en matière de scierie pour 1810, 1811 et 1814, mais pas à son nom (Arch. nat., F<sup>12</sup> 10174, 1018, 1023).

Je pense, Monseigneur, qu'en ce qui regarde personnellement mes confrères et moi, il suffirait de déférer de pareilles menaces à M. le préfet de police, pour assurer notre tranquillité; mais, dans la circonstance où, *après dix ans de silence et de résignation*, la conduite actuelle de ces hommes a une si grande connexité avec celle des Luddites anglais qu'un pareil noyau peut faire craindre des résultats fâcheux dans lesquels se trouveraient compromis des fonctionnaires publics chargés eux-mêmes de prévenir ou de réprimer de pareils mouvements, c'est moins dans notre intérêt particulier que dans celui de la chose publique que je prends la liberté de donner à V. E. avis de ce qui se passe, afin qu'il vous plaise, Monseigneur, prendre cet avis en considération et donner, en outre, les ordres nécessaires pour garantir la conservation des machines à scier, l'existence de leurs propriétaires et *la subsistance des pères de famille qui sont employés dans leurs établissements et principalement dans le mien.*

2. LE MINISTRE DE LA POLICE AU PRÉFET DE POLICE. —  
26 juin 1817.

Le ministre transmet la pétition des scieurs de bois au préfet de police, et, en demandant qu'on protège M. Lefebvre, il formule une vive critique des fonctionnaires qui ont soutenu les réclamations des scieurs de bois.

3. LE PRÉFET DE POLICE AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
14 juillet 1817.

Les fonctionnaires ont été admonestés, et toutes les mesures prises pour le maintien de l'ordre.



## 46. Aignes-Vives et Congeniès.

I [ANONYME] AU PRÉFET DU GARD. — 3 juillet 1817.

Monsieur le préfet,

Par suite des ordres dont vous m'avez honoré, je fus hier à Aignes-Vives passant par Congeniès. Les avis que j'avais reçus de ce qui s'était passé dans ce pays le 2 au soir étaient exacts.

Des garçons du devoir s'étaient, le 1<sup>er</sup> juillet, attaqués à Congeniès; les dévorants, m'a-t-on dit, surpris et les plus faibles, cédèrent aux loups et se retirèrent.

Les dévorants appelèrent de suite tous les leurs à leur secours et le 2 au soir, réunis au nombre de quatre-vingts à cent, divisés en bande, armés de bâtons faits exprès, de pierres, vinrent envelopper Aignes-Vives. Un habitant a la hardiesse de saisir au collet l'un des assaillants, il en est vigoureusement repoussé. Le peuple, les femmes, les enfants se mettent en mouvement. Ces dévorants vont à la maison de l'adjoint maître-maçon, chez qui travaillaient des loups. L'adjoint les repousse, il en est maltraité. Bientôt, le maire averti se présente, leur parle, il en est méconnu. Il court prendre son écharpe, revient au-devant de cette bande et leur ordonne de quitter de suite la commune. Ici les assaillants radoucis font des excuses, avouent leurs torts, et paraissent se retirer, par division, sur Lunel, d'où l'on m'a assuré que M. le maire de cette ville les avait repoussés plus loin.

Quelques-uns, avant de quitter Aignes-Vives, burent dans un cabaret, sans tapage, et payèrent ce qu'on leur avait donné.

Dans tous ces mouvements, il n'y eut rien de relatif au gouvernement, pas un seul cri séditieux sous ce rapport; c'était tout simplement une querelle entre les diverses

corporations que l'on appelle devoirs, animosité entre eux qui subsiste depuis des siècles. Seulement, il me paraît bien étonnant de voir un si grand nombre de ces gens réunis dans un point de ce département, d'aussi peu d'importance. Le plus grand nombre étaient étrangers, et parlant français <sup>1</sup>.

M. Lainé y arriva à cinq heures, vit le maire, entendit l'adjoint et quelques maçons, prit les noms de guerre <sup>2</sup> des plus mutins des assaillants et se retira le soir, m'a-t-on dit, sur Vergèze. Le maire d'Aigues-Vives m'a paru un fort brave homme, ferme, courageux et idolâtré dans sa commune, dont les habitants se feraient écharper à la moindre de sa volonté. Ils sont tous protestants, tranquilles, parlant bien du roi sans l'aimer peut-être ... Le maire désire ardemment qu'il lui soit permis d'organiser une garde nationale, dont, quelle que soit la composition quant au culte, il garantit sur sa tête l'obéissance et la conduite. Il me disait : « Si j'avais eu seulement dix hommes armés, j'aurais fait arrêter cette armée de garçons du devoir, mais n'ayant que mes appariteurs, je ne voulus compromettre mes habitants, qui, une fois lâchés, auraient peut-être poussé trop loin la résistance. »

## 2. LE PRÉFET DU GARD AU MINISTRE DE LA POLICE. —

4 juillet 1817.

Envoi au ministre de la lettre précédente. La bande, repoussée de Lunel, s'est en partie dispersée ; le reste s'est dirigé vers Sommières : on y arrêtera, si l'on peut, le chef de ces attroupements, malheureusement connus sous leurs seuls noms de guerre (Exterminateur des dévorants ; Réjouissance de Castries ; Sans-façon ; Crève-cœur).

1. Par allusion au patois provençal.

2. C'est-à-dire les noms de compagnonnage.

Si la justice ne trouve pas matière à poursuivre, elle pourra du moins tenir quelques jours en prison ces ouvriers turbulents, et cette leçon leur sera utile.

3. LE MÊME AU MÊME. — 1<sup>er</sup> août 1817.

Aucune poursuite n'a pu être exercée; les perturbateurs ont quitté le département.

F<sup>7</sup> 9786. 19.

47. Amiens.

BULLETIN DE POLICE. — 10-11 août 1817.

Embauchages, le 6 août, d'ouvriers des manufactures de coton pour l'Angleterre.

F<sup>7</sup> 9786.

48. Rancié 1.

LE PRÉFET DE L'ARIÈGE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
20 août 1817.

Rapport sur l'état financier et l'exploitation des mines.

Il réside à Vicdessos un élève ingénieur qui surveille les travaux de percement et même ceux ordinaires, et

1. L'histoire ancienne des mines de Rancié, qui remontent au XIII<sup>e</sup> siècle, a été faite par A. Rouzaud, *Histoire d'une mine au mineur, La mine de Rancié (comté de Foix) depuis le moyen âge jusqu'à la Révolution*, Toulouse, 1908, in-8. Pour la suite, voy Arch. nat., F<sup>14</sup> bis 7926-27. En 1807, la compagnie Tourmer avait demandé la concession à son profit, sous prétexte que l'exploitation de la mine par les mineurs était désastreuse et la surveillance des « jurats » insuffisante. L'administration reçut la pétition adverse des mineurs, des maires de la vallée de Vicdessos et des maîtres de forges. En 1813, les maires demandèrent la limitation et la confirmation de la concession, une longue procédure administrative s'ensuivit, qui aboutit d'abord à un arrêté préfectoral du 11 mars 1819, spécifiant que rien ne serait « innové .. quant au mode de posséder, jouir et user de la mine qui reste exploitée pour l'avantage réciproque des habitants de la vallée, des mineurs exploitants et des maîtres de forges », puis, après quelques hésitations de la préfecture de l'Ariège, de la direction des ponts et chaussées et des mines et du Conseil d'État, à la suite des troubles de 1819 même, à l'ordonnance de 19 septembre 1821, signalée plus bas à sa date (Arch. nat., F<sup>2</sup> 1216)

comme il est de la plus haute importance d'amener les mineurs à une discipline quelconque, sa présence nous aide beaucoup dans l'exécution des règlements et arrêtés pris pour établir cette discipline, inconnus jusqu'à ces dernières années depuis près de vingt siècles.

F<sup>2</sup> : 1216.

#### 49. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 1<sup>er</sup> octobre 1817 <sup>1</sup>.

Classe ouvrière. — Elle se compose de milliers d'individus dont la portion la plus industrielle trouve assez constamment de l'ouvrage dans les entreprises, mais dont les rebuts forment une masse vague de quelques centaines d'ouvriers de toutes professions, à qui le défaut d'emploi fait chercher ressource soit dans les travaux casuels qui résultent des entreprises individuelles, soit dans celles qui naissent ou des besoins ou des calculs de bienfaisance du gouvernement.

Cette classe manouvrière ne présente guère que trois à quatre centaines d'individus, et il est rare que les deux tiers au moins ne s'en trouvent pas constamment employés.

Cette sorte de gens, dont on s'attache à observer l'esprit, n'a d'opinion que celle qui résulte du sentiment de ses besoins, et toute sa politique est dans la sécurité ou l'inquiétude qu'elle conçoit sur sa subsistance.

Du reste, elle supporte avec assez de résignation le malaise. Le temps n'est plus où l'on pouvait avoir à redouter d'elle de criminelles tentatives. A peine se permet-elle quelques propos, et si ces propos dépassent la mesure de quelques plaisanteries qui tiennent aux habitudes de

1. Ce Bulletin vaut pour les mois de juillet et d'août

la Révolution et de la vie militaire, celui qui se les permettrait serait pris pour un agent de la police. La populace a appris à avoir peur, et il y a plus de réserve sur les quais que dans les salons.

F<sup>7</sup> 3837

## 50. CONSEIL DES MANUFACTURES.

1. 2 octobre 1817.

Un membre dépose sur le bureau quelques exemplaires d'une requête adressée à S. M. le 16 septembre dernier, et d'un mémoire sur la nécessité de rétablir les corps des marchands et les communautés des arts et métiers, lesquels requête et mémoire imprimés sont annoncés comme étant présentés par les marchands et artisans de la ville de Paris, assistés de M. Levacher-Duplessis, leur conseil, avocat à la Cour royale, au nom de trente-quatre professions commerciales et industrielles qui ont concouru à la signature de cette réclamation <sup>1</sup>. Le Conseil

<sup>1</sup> Les *Requête au roi et memoire sur la necessite de rétablir les corps des marchands et les communautés des arts et metiers, présentes à Sa Majesté le 16 septembre 1817 par les marchands et artisans de la ville de Paris, assistés de M. Levacher-Duplessis, leur conseil, avocat en la cour royale, commissaire du roi auprès de la Compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie et chevalier de l'ordre royal de la Legion d'honneur* (l'auteur et J. Smith) [Paris], 1817, petit in-4, 68 p., plus un appendice de 16 pages, contiennent — 1° Une requête au roi des représentants de trente-quatre professions commerciales et industrielles, qui n'ont pas signé, et demandant le rétablissement des corporations, qui remédiera aux maux dont souffrent le commerce et l'industrie depuis leur suppression. « Depuis cette époque, Sire, les professions industrielles et commerciales ont été livrées à la plus honteuse licence; on ne connaît plus ni règle, ni frein, ni police; l'insubordination dans les ateliers, la mauvaise foi la plus insigne dans le commerce en détail ont pris la place de l'ordre et de la probité. Dans la capitale, Sire, le mal est arrivé à son comble; les moyens les plus scandaleux sont employés tous les jours pour tromper le public et abuser de son inexpérience. Enhardis par la liberté de confondre ou de cumuler les professions souvent les plus opposées, des hommes, la honte du commerce, se livrent impunément aux manœuvres les plus humiliantes, la délicatesse et la prudence sont bannies des affaires, les banqueroutes succèdent aux banque-

arrête la mention de cet hommage au présent procès-verbal.

routes, et la confiance est perdue sans retour. Dans les arts et métiers, d'autres désordres se manifestent, l'autorité domestique des maîtres est détruite, et l'indiscipline des simples ouvriers ne connaît plus de frein. L'apprentissage, si nécessaire à la propagation et au perfectionnement des arts mécaniques, est presque abandonné, parce que les règlements qui en déterminaient les conditions et la durée ne sont plus exécutés. Sans habileté dans son art, sans capitaux pour faire les premières avances, le compagnon se hâte de s'établir maître. L'ignorance s'introduit ainsi tous les jours dans les ateliers, la main-d'œuvre s'altère, et le commerce est inondé d'ouvrages mal fabriqués, qui déshonorent l'industrie française » (p. 5-6); — 2° un mémoire de Levacher-Duplessis, divisé en cinq chapitres : I. *De l'origine des corporations*, où est rappelée avant tout l'œuvre de Turgot, et où sont analysées les intentions des édits royaux (paix sociale, moralité commerciale et industrielle, émulation); II. *Des effets qui ont suivi la suppression des corporations et de son influence sur le commerce et l'industrie*, depuis mars 1791 : destruction de la discipline et fraudes patronales, amenant la nécessité des lois de police de 1799, 1803, 1806, 1809, d'ailleurs très mal appliquées aussi bien dans les villes que, par le colportage, dans les campagnes, et n'empêchant pas la surproduction des marchandises mal manufacturées; III. *Des objections élevées contre le système des corporations*, tirées des arguments de la liberté, qui viole le privilège exclusif des communautaires, de la concurrence, du progrès industriel; IV. *Des corporations considérées sous le rapport de l'impôt*, où l'on montre que les patentes continueront d'être payées, mais de façon égalitaire, par la suppression de la disposition qui donne la faculté d'exercer diverses professions et de former plusieurs établissements en payant la patente de la profession qui donne lieu au plus fort droit, et où l'on affecte les droits d'entrée à des caisses de secours, ayant pour objet de venir au secours du commerce, en constituant des banques fort utiles à ses opérations; V. *Considérations générales*, rattachant « le système des corporations aux principes d'une monarchie tempérée », et constatant qu'un certain nombre de professions sont déjà groupées en corps; plus une *Conclusion*; — 3° un *Appendice* sur les conditions d'admission dans les corporations : âge (vingt et un ans), apprentissage, moralité, paiement d'un droit. — A la page 10 de l'*Appendice*, en note, Levacher-Duplessis nous apprend que les courtiers de commerce ont donné leur assentiment à son mémoire, qu'ils l'ont consigné dans un rapport imprimé fait, au nom de leur chambre syndicale, par Victor Cassas, un de leurs syndics, dans leur assemblée générale du 13 décembre 1817. On trouvera un exemplaire du mémoire dans Arch. nat., AD XI 63. Levacher-Duplessis revint encore à la charge en 1821. — Sur les tentatives faites, sous la Restauration, pour rétablir les corporations, cf. Levasseur, *op. cit.*, t. I, p. 540-546, Martin Saint-Léon, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> édit., p. 630-634. La seule tentative législative dans ce sens eut, le 6 mars 1816, comme auteur Feuillant, qui, dans le programme des réformes nécessaires, faisait figurer le rétablissement des corporations (*Monteur*

2. 9 octobre 1817.

Un autre membre demande, à l'occasion du mémoire offert au Conseil dans la dernière séance sur le rétablissement des maîtrises et corporations, comment cette demande est parvenue et si son objet a été discuté. A cet égard, il est répondu que ce mémoire a été simplement apporté au Conseil par un de ses membres qui l'avait directement reçu de l'auteur et que la question qui y est traitée n'a donné lieu à aucune discussion.

Plusieurs observations sont faites sur la manière dont cette demande est formée. Le même membre qui a le premier obtenu la parole à ce sujet trouve peu convenable que les rédacteurs ou signataires du mémoire semblent se regarder comme les mandataires de tous les marchands et artisans de Paris, tandis qu'un grand nombre d'entre eux est très certainement resté étranger à cette pétition. Suivant lui, les signatures en ont été recueillies à domicile, puisque les professions commerciales et industrielles qui y figurent n'ont pu, d'après les lois et règlements actuels, se réunir en assemblées publiques pour délibérer et exprimer leur vœu. Il pense donc que ce vœu ne doit pas être considéré comme celui de la majorité des marchands et artisans de la capitale et qu'il conviendrait que la chambre de commerce de Paris et les Conseils généraux du commerce et des manufactures, défenseurs naturels des intérêts commerciaux et industriels de la capitale, fussent officiellement appelés à examiner et discuter une question aussi importante sous tous ses rapports.

*universel*, mars 1816, p. 271), tentative sans succès, comme la pétition renvoyée à la Chambre le 22 avril suivant (*Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, t. XVII, p. 339). En 1816 également parut le *Projet de loi pour l'établissement de nouvelles corporations*, de Monniot, s. l. n. d.

Cette observation, qui paraît au Conseil conforme aux vrais principes, lui donne lieu de croire que cette marche sera suivie dans l'examen de cette pétition, qui, ayant été remise à S. M., sera sans doute renvoyée par elle à son ministre de l'intérieur, pour y donner la suite jugée convenable.

3. 16 octobre 1817.

Un membre demande d'abord que, dans le paragraphe relatif à la discussion incidente élevée sur la requête et le mémoire présentés à S. M. pour le rétablissement des maîtrises et corporations, le procès-verbal rapporte plus exactement l'intitulé de la requête et du mémoire, dont les rédacteurs ne se sont point annoncés, ainsi qu'on semble le leur reprocher, comme mandataires de tout le commerce de Paris, mais ont réclamé au nom des marchands et artisans de la capitale. Cette demande juste, quant à la forme, est accueillie par le Conseil, seulement pour la rectification de rédaction, qui est effectuée sur-le-champ, mais sans détruire l'observation faite sur le peu de convenance de parler au nom de tous les marchands qui n'ont pu être consultés et émettre un vœu collectif, quoiqu'il ait été annoncé au Conseil par le membre qui vient de réclamer que des réunions particulières et assez nombreuses avaient eu lieu à ce sujet et que la requête avait été revêtue de trois mille signatures environ. Le même membre saisit cette occasion d'entretenir le Conseil de l'insertion dans plusieurs journaux d'un extrait des délibérations de la chambre de commerce de Paris, qui semble se plaindre de l'irrégularité de la marche adoptée par les pétitionnaires. Suivant lui, ces plaintes de la chambre sont tout aussi irrégulières, puisque, d'après une décision administrative qu'il ne croit pas encore rappor-



tée, il est interdit aux chambres de commerce de rendre leurs opinions publiques par la voie de l'impression <sup>1</sup>. Une discussion assez animée s'élève à ce sujet entre plusieurs membres, soit sur le fond de la question du rétablissement des maîtrises, soit sur la forme dans laquelle elle paraît devoir être traitée; mais cette discussion se termine par l'observation qu'en tout état de cause et quel que soit le plus ou moins de fondement des motifs de défense ou d'attaque dans la question élevée, le Conseil n'est appelé ni à s'en occuper en ce moment, ni à approuver ou censurer la conduite des auteurs du mémoire ou celle de la chambre de commerce, que l'autorité administrative saura bien rappeler à leurs devoirs, si elle juge qu'ils s'en soient écartés.

#### 4. 30 octobre 1817 <sup>2</sup>.

.... La seconde lettre de M. le comte Chabrol, dont il est fait lecture, a pour objet de communiquer au Conseil diverses pièces concernant la question relative au rétablissement des corporations et de lui demander son opinion à ce sujet. Ces pièces sont : 1<sup>o</sup> une pétition adressée à S. E. le ministre de l'intérieur et signée de douze marchands ou fabricants de Paris se disant les délégués des marchands et artisans de la ville de Paris, signataires de la requête et du mémoire présentés à S. M.; 2<sup>o</sup> un extrait du procès-verbal des séances de la chambre de commerce de Paris, en date du 8 octobre 1817; 3<sup>o</sup> un exemplaire du rapport sur les jurandes et maîtrises, imprimé et publié en 1805 par cette chambre <sup>3</sup>.

1. Circulaire du ministre de l'intérieur aux chambres de commerce, 31 mars 1806 (*Circulaires de l'intérieur*, 1790-1813, in-8, p. 251).

2 Cf. Levasseur, *op. cit.*, t. I, p. 542

3. Le rapport de la chambre de commerce de Paris (Cf. *Moniteur univer-*

Après cette lecture, un membre propose de nommer sur-le-champ une commission composée de sept membres, laquelle sera chargée d'examiner cette question et d'en faire le rapport au Conseil. Un autre membre, en appuyant la proposition, demande qu'en même temps le Conseil réclame la communication, de la part des pétitionnaires, d'un projet présentant les bases du rétablissement sollicité par eux des corporations et des maîtrises. A ce sujet, il fait observer que le mémoire et la requête n'offrant aucun moyen d'exécution de ce rétablissement, il serait à désirer que les auteurs du projet fissent connaître, d'une manière positive, l'application qu'ils prétendent donner à leur nouveau système.

Cette observation est combattue par plusieurs autres membres qui pensent, d'une part, que ce serait en quelque sorte préjuger la question que de demander un projet, et, d'autre part, que d'après les termes mêmes de la lettre de M. le sous-secrétaire d'État, l'autorité, en confiant au Conseil l'examen de cette question importante, semble lui laisser la latitude nécessaire, soit pour présenter les moyens d'exécution, si le rétablissement des corporations est par lui jugé utile, soit pour indiquer les dispositions nouvelles qu'il pourrait paraître convenable d'y ajouter

*sel*, 16 octobre, p. 1817) est critiqué dans l'*Appendice* au *Mémoire* de Leva-cher-Duplessis (p. 10-13). Il le fut également par Soufflot de Mérey, dans ses *Considérations sur le rétablissement des jurandes et maîtrises* (Paris, 1805, in-8) Tout en repoussant les jurandes et maîtrises, la chambre de commerce demandait la confection d'un *Code industriel*. Le rapport dont il est ici question est celui qui est dû à Vital Roux. Cf. Levasseur, *op. cit.*, t. I, p. 310, Martin Saint-Léon, *op. cit.*, p. 628-629. L'état d'esprit de la majorité des commerçants parisiens, en ce qui touche les corporations, est bien caractérisé par Costaz dans sa brochure de 1821, *Corps de marchands et communautés d'arts et métiers*, p. 22. Néanmoins, ils savaient être hostiles, à l'occasion, à la liberté tant prônée, témoin leur pétition au préfet de police contre les marchands étalagistes mobiles (*Moniteur universel*, 9 octobre 1816, p. 1139-1140).

seulement à la législation qui régit actuellement l'exercice des professions commerciales et industrielles.

Ces dernières considérations étant accueillies par le Conseil, il est procédé de suite à un scrutin de liste pour la nomination des sept membres de la commission. Le dépouillement du scrutin donne la majorité absolue des suffrages à MM. Ternaux, Bellangé, Jubié, Debray, Defontenay, Salleron et Guénissey de Savonnières, qui se trouvant présents à la séance, à l'exception d'un seul, conviennent de se réunir chez M. Ternaux, l'un d'eux, lundi prochain, 3 du courant, à huit heures précises du soir.

5. 20 novembre 1817. `

.... L'ordre du jour appelle ensuite la lecture du rapport de la commission nommée dans la séance du 30 octobre dernier pour examiner les différentes questions qui ont été soumises à la discussion du Conseil par M. le sous-secrétaire d'État au département de l'intérieur, sur le rétablissement des *Corps de marchands et des communautés d'arts et métiers*.

Le secrétaire donne lecture de ce rapport, après lequel un des membres de la commission demande la parole d'abord sur la rédaction, ensuite sur le fond de la question. Un autre membre observe que, relativement à la rédaction, ce serait à la commission elle-même et non au Conseil à la modifier, et il propose en conséquence le renvoi à la commission pour juger les motifs des changements qui pourraient être faits au rapport. M. le président, tout en reconnaissant la justesse de cette dernière observation et sa conformité aux principes suivis ordinairement en pareil cas dans les assemblées délibérantes, croit néanmoins que, puisque la commission qui s'était

réunie pour cet objet, avant l'heure de la séance du Conseil, ne paraît pas avoir eu tout le temps nécessaire pour terminer cette discussion sur la rédaction, il n'y a pas d'inconvénient à ce que, pour abréger les lenteurs, cette même discussion s'établisse entre les membres de la commission au sein même du Conseil. Cette réflexion étant accueillie, la parole est laissée au membre qui le premier l'a réclamée.

Sa première remarque porte sur ce que le rapport semble indiquer la lecture entière par un membre de la commission d'un projet de rétablissement des corporations, tandis que, dans le fait, il n'a été lu dans son entier qu'un projet d'ordonnance rédigé dans cette supposition et faisant suite à des considérations beaucoup plus développées à l'appui de ce plan, mais dont la commission n'a entendu que quelques paragraphes. L'assertion ci-dessus étant reconnue exacte par les membres de la commission, la rectification qui en est la conséquence est immédiatement faite au rapport.

Un second changement est aussi demandé et fait à la partie de ce rapport où se trouve émise l'opinion *qu'il ne pourrait exister de corporation là où le nombre des individus d'une même profession n'était pas limité*. L'addition réclamée sur ce point consiste à consigner au rapport qu'à l'obligation qui précède il avait été répondu que la limitation n'était plus cependant obligatoire depuis l'époque à laquelle les corporations furent rétablies en août 1776 <sup>1</sup>, quelques mois après leur suppression <sup>2</sup>.

1. Édit portant modification de l'édit de février 1776 sur la suppression des jurandes (Isambert, *Recueil general des anciennes lois françaises*, t. XXIV, p. 74-89)

2. Édit portant suppression des jurandes et communautés de commerce, arts et métiers (Isambert, *op. cit.*, t. XXIII, p. 370-386)

Le troisième objet des observations du même membre est relatif à l'opinion avancée dans le rapport sur le rétablissement des corporations qui y est présenté comme étant dû à la chute du ministère éclairé qui les avait détruites <sup>1</sup>.

L'opinant craint, si on laisse subsister cette phrase, qu'on n'en induise la conséquence du défaut de lumière dans les ministères antérieurs ou postérieurs à cette époque, qui avaient maintenu ou recréé ces institutions. Beaucoup d'autres membres, bien éloignés de partager cette crainte, insistent pour le maintien de la rédaction. Ils s'appuient principalement sur ce que l'on ne peut, sans injuste prévention, contester au ministère cité un mérite éminent en administration. Une discussion assez vive s'engage et se serait beaucoup plus prolongée, si M. le président n'eût fait observer, avec raison, que, le sentiment exprimé dans le rapport de la commission paraissant être celui de la majorité de ses membres, c'en était assez pour qu'il en fût fait mention, sans cependant que cette opinion ou celle contraire, si elle eût été énoncée, pussent en définitif être regardées comme des brevets de capacité ou d'incapacité.

D'après cette considération, la demande d'une rectification sur ce point est abandonnée par son auteur.

Passant ensuite à un quatrième objet, il croit devoir réclamer sur ce que le rapport n'énonce point que les voix aient été recueillies dans la commission sur la question de savoir si l'état actuel des choses, en ce qui concerne l'exercice des professions industrielles et commerciales, devait continuer d'exister, ou si l'on jugeait utile d'y adapter quelques mesures nouvelles.

1 Ministère de Turgot

La réponse à cette objection semble à plusieurs membres se trouver d'abord implicitement comprise dans la partie du rapport où il s'agit des différentes mesures successivement présentées, soit comme pouvant donner plus de force à notre législation actuelle en ce genre, soit comme dispositions nouvelles à y ajouter. Il est observé en outre que si la commission ne s'est pas prononcée par oui ou par non sur cette question, c'est parce qu'elle s'est trouvée, comme l'indique le rapport, arrêtée dans le choix de ses moyens par l'ignorance où elle est des règlements de quelques professions déjà corporées<sup>1</sup>, règlements qui lui ont été cités comme exemple, et dont l'examen ultérieur peut seul motiver son jugement.

En résumant les diverses opinions émises à ce sujet, M. le président fait sentir que, dans l'état des choses, la commission ne pouvait en effet décider si l'on devait s'en tenir à ce qui existe ou se déterminer à des changements, avant d'avoir épuisé la discussion sur les moyens proposés, puisqu'il pouvait résulter de cette même discussion une détermination positive contraire à toute espèce d'innovations.

Les débats se trouvant terminés sur la rédaction, le même membre conserve la parole sur le fond de la ques-

<sup>1</sup> Sur les professions organisées, voy. Levasseur, *op cit*, t. I, p. 551-552; G. Renard, *op cit*, p. 150-151, et notre *Introduction*. D'autre part, en 1817, on voit des groupements corporatifs se constituer pour former des fonds de secours pour les indigents bouchers, chandeliers, charcutiers, marchands de charbon de bois par eau, marchands de vin, brasseurs, épiciers, etc (*Moniteur universel*, 1817, p. 132, 209, 319, 356, 389). Des groupements étaient, à Paris, représentés auprès du préfet de police par des « syndics » et « délégués » (*Almanach royal*, 1817, p. 801-804) boulangers, bouchers, charcutiers, épiciers, chandeliers, commerce du bois neuf, des bois flottés, du charbon de bois par eau, du charbon de bois par terre, du charbon de terre, marchands de vin, piqueurs de vin, brasseurs, charpentiers, entrepreneurs de maçonnerie, joailliers, commis de voitures, chapeliers, paveurs, fabricants de papiers peints, marchands ferrants, perruquiers.

tion et demande, pour présenter ses idées avec plus d'ordre, à lire un travail écrit préparé dans cette intention. Cette lecture est en conséquence entamée. Mais M. le président fait observer que si chacun ou seulement plusieurs membres du Conseil écrivaient sur la question, on ne pourrait réellement la discuter qu'après avoir épuisé toutes ces lectures, ce qui pourrait entraîner une perte de temps considérable. Il exprime donc le désir que la discussion s'établisse verbalement, afin qu'elle puisse présenter toutes les lumières qui doivent jaillir du choc des opinions et de la vivacité des objections et des répliques. Ce mode lui semble préférable dans une matière qui, comme celle mise en délibération, prête autant au conflit des opinions [qu'] à la divergence des sentiments et qui est d'autant plus susceptible d'une controverse que celle-ci peut s'appuyer, de part et d'autre, de toute la force d'une conviction intime. Par ces considérations, il engage le membre qui a commencé la lecture à l'interrompre, ou, du moins, à se résumer.

Le Conseil se range à cet avis. Un membre demande alors et obtient la parole pour présenter quelques réflexions. Il rappelle que, depuis plus de dix ans, le Conseil a été plusieurs fois consulté sur la question dont il s'agit et qu'il a constamment et presque unanimement voté pour la négative <sup>1</sup>. Cette circonstance, bien connue du seul membre qui ait été d'un avis contraire, aurait dû lui ôter l'espoir de faire triompher son sentiment, et l'opinant trouve extraordinaire que l'on puisse se flatter de convaincre aujourd'hui le Conseil, lorsqu'il s'est prononcé si fortement dans un sens opposé à tant de reprises différentes. L'opinion du Conseil lui semble formée d'une

<sup>1</sup> Voy plus haut, p. 3-4.

manière invariable sur la question, et les tentatives pour le faire changer n'auraient d'autre effet que de lui faire employer inutilement beaucoup de temps à entendre reproduire des raisonnements qui lui sont déjà bien connus et qui ne le persuaderaient pas plus maintenant que dans toutes les occasions où ils ont été manifestés.

Cette observation réunissant la grande majorité des suffrages, M. le président trouve dès lors qu'il devient inutile de prolonger la discussion, puisque la presque totalité des membres la regardent comme étant superflue et ne pouvant les faire changer d'avis. En conséquence, il propose de mettre aux voix les deux questions présentées par la commission et de la manière suivante :

1<sup>o</sup> Le rétablissement des corps de marchands et de commerçants d'arts et métiers, tels qu'ils existaient avant la Révolution, est-il jugé utile aux intérêts du commerce et de l'industrie? — Les voix recueillies par M. le président sur cette première question sont unanimes pour la négative.

2<sup>o</sup> Ce rétablissement est-il jugé utile avec des modifications? — Cette seconde question est aussi résolue négativement par le Conseil, à l'unanimité des voix moins une.

A l'égard de la troisième proposition faite par la commission sur l'examen des diverses mesures qui pourraient être adoptées pour régulariser l'exercice des professions industrielles ou commerciales, M. le président pense que la nécessité de quelques dispositions est généralement sentie et désirée. Il cite comme exemple notre commerce du Levant, dont l'ancienne splendeur lui paraissait tenir à la fixité des règles prescrites pour la fabrication des draps, règles qui offraient une garantie matérielle au caractère défiant des Levantins, et dont l'abandon a fait obtenir par les étrangers la préférence qui nous était autrefois acquise.



Ce sentiment, toutefois, n'est pas partagé par plusieurs membres, qui se fondent principalement sur ce que les fabrications étrangères qui nous ont enlevé cet important débouché, n'étant pas produites dans des manufactures assujetties à des règlements, on ne pourrait pas conclure contre nous de la liberté actuelle de notre industrie. Un des opinants estime que les pertes éprouvées en ce genre doivent donc tenir à d'autres causes, étrangères à la désuétude des règlements, telles que les atteintes portées par la Révolution à la liberté et à la propriété, la dispersion des manufacturiers et des ouvriers, la taxation des marchandises au maximum, la rareté des capitaux, le perfectionnement des fabrications étrangères analogues, et enfin d'autres circonstances politiques qui ont dû, dans le même temps, nous faire perdre notre ancienne prépondérance dans les marchés du Levant.

Suivant un autre membre, l'effet naturel des règlements de fabrication est non seulement d'arrêter l'essor de l'industrie, mais encore de faire naître l'intention de les éluder, parce que, d'un côté, le manufacturier honnête ne peut rien innover et que celui qui est peu délicat n'entrevoit d'autre moyen d'élever ses bénéfices au-dessus de ceux de ses concurrents qu'en trompant sur les qualités de la marchandise qu'il fabrique.

Quoi qu'il en soit au surplus de ces différentes manières d'envisager la question, M. le président fait remarquer que ce ne peut être ici le moment de l'approfondir et d'entrer dans tous ses développements. Ils pourront trouver leur place dans la discussion que le Conseil ouvrira sur l'examen des dispositions qu'il serait jugé convenable d'ajouter à celles déjà existantes. Il veut bien à ce sujet promettre au Conseil de demander et de lui communiquer, suivant ses désirs, toutes les informations qui pour-

ront être recueillies sur les statuts ou règlements qui ont été appliqués à plusieurs professions dans Paris.

Avant que la séance soit levée, un membre demande à faire une proposition : il croit qu'il serait utile que le Conseil exprimât, dans son avis négatif sur le rétablissement des corporations, les différentes considérations qui l'ont déterminé, afin que son opinion devînt en quelque sorte la réfutation de la requête et du mémoire imprimés qui provoquent ce rétablissement.

Cette proposition n'offrant aucun inconvénient, M. le président laisse au Conseil ou à sa commission le soin d'apprécier ou d'accueillir ce vœu lorsqu'il s'agira de présenter le travail définitif et le résultat d'une délibération complète sur la matière

L'heure étant avancée, M. le président lève la séance.

F<sup>12\*</sup> 195

## 51. Perpignan.

BULLETIN DE POLICE. — 10 octobre 1817.

Arrestation, le 26 septembre, de deux tondeurs de draps qui voulaient, sans passeport, passer en Espagne, où ils étaient embauchés, avec une prime d'encouragement, pour une fabrique de draps de Manresa.

F<sup>7</sup> 9786

## 52 Lyon.

I ORDONNANCE DE POLICE SUR L'EXERCICE DE LA CHAPELLERIE <sup>1</sup>. — 22 octobre 1817

Nous, maire de la ville de Lyon <sup>2</sup>,

Vu les réclamations qui nous ont été présentées, soit par les maîtres fabricants chapeliers, soit par leurs ou-

<sup>1</sup> Transmise le 3 novembre 1817, par le lieutenant de police de Lyon, au ministre de la police, après avoir été approuvée, le 25 octobre, par le préfet du Rhône

<sup>2</sup> Comte de Fargues, mort en 1818

vriers, en raison des difficultés qui se sont élevées entre eux sur le prix des façons, et relativement aux abus qui se sont introduits dans la fabrique de la chapellerie ;

Considérant que la source de prospérité de cette ville est tout entière dans ses manufactures, dont la conservation est un objet sur lequel nous devons porter toute notre attention ;

Considérant que les établissements qui sont formés et se forment encore journellement hors la ville trouvent, dans la différence du prix de la main-d'œuvre, l'avantage de diminuer les frais généraux de la fabrication ;

Considérant que cette différence dans le prix de la main-d'œuvre provient de l'abus introduit par les ouvriers chapeliers de Lyon de limiter le travail dans les ateliers de la ville, tandis que dans les communes environnantes, ainsi que dans quelques fabriques, qui ne sont point ce qu'on appelle, par un abus coupable, *fabrique en règle*, où le travail n'est point limité, un ouvrier fait beaucoup plus d'ouvrage qu'à Lyon, gagne une plus forte journée, quoique le prix des façons soit moins élevé ; que les manufactures du dehors, faisant par là des économies sur les frais généraux de fabrication, se trouvent à même d'offrir au commerce leurs marchandises à des prix plus modérés, ce qui établit nécessairement une concurrence que les fabriques de la ville ont intérêt à soutenir, soit en cherchant à faire les mêmes économies, soit en provoquant la destruction des abus qui s'y opposent ;

Considérant que tous les articles de la fabrique de Lyon ont depuis quelques années éprouvé des diminutions sur le prix des façons ; que ceux de la chapellerie seule, depuis 1807, ont été payés aux ouvriers sans aucun rabais, en sorte que les maîtres chapeliers trouvent plus convenable à leurs intérêts de faire fabriquer, au dehors, les articles

sur lesquels les ouvriers de la ville ne consentaient à aucune diminution, et qu'ainsi nous voyons avec peine transporter chaque jour hors de cette cité les différentes branches d'industrie qui jadis la rendaient si florissante ;

Considérant que les abus introduits par les ouvriers dans les ateliers de chapellerie sont une des principales causes qui s'opposent à ce que les fabriques de la ville soutiennent la concurrence avec celles du dehors ;

Considérant que les ouvriers chapeliers de cette ville ont établi entre eux des usages contraires aux lois et règlements sur les manufactures ; qu'ils se permettent de frapper d'interdiction les fabriques et les ouvriers qui ne se soumettent pas à ces usages ; prononcent des amendes et des défenses contre ceux qui font, par semaine, un plus grand nombre de chapeaux que celui qu'ils ont fixé ; imposent des rétributions arbitraires sur les compagnons et apprentis ; qu'enfin, ils s'arrogent le droit de n'admettre dans les ateliers que les ouvriers qui sont présentés par eux aux maîtres fabricants ;

Considérant qu'il importe de faire cesser des abus aussi préjudiciables aux intérêts du commerce de la chapellerie, en rappelant aux ouvriers les dispositions pénales qui existent contre le genre de coalition qu'ils ont formée pour mettre dans leur dépendance les maîtres fabricants, et en fixant, par un tarif, les prétentions des uns et des autres, relativement aux prix des façons ;

Après avoir réuni près de nous et avoir entendu les principaux maîtres et ouvriers chapeliers, sur l'objet de leurs réclamations respectives ;

Et en suite de la lettre qui nous a été adressée, le 21 octobre courant, par M. le président du conseil général des prud'hommes, en nous envoyant un extrait des délibérations de leur séance, du 20 du même mois, qui établit un

tarif du *minimum* des prix des façons des diverses qualités et grandeurs de chapeaux qui doivent être payés aux ouvriers ;

Ordonnons :

ART. 1<sup>er</sup>. — A dater de la publication de la présente ordonnance, le *minimum* du prix de façon des chapeaux sera payé conformément au tarif qui a été arrêté par le conseil général des prud'hommes ; lequel tarif sera imprimé et annexé à la présente.

ART. 2. — Chaque fabricant sera libre de peser à ses ouvriers le nombre de chapeaux que ceux-ci pourront faire chaque jour.

ART. 3. — Défenses expresses sont faites aux ouvriers fumeurs, approprieurs, teinturiers et autres de fixer le travail journalier, et de s'opposer à ce que les ouvriers diligents fassent par jour un plus grand nombre de chapeaux que les autres.

ART. 4. — Les ouvriers qui se feront présenter dans les fabriques par leurs camarades n'y seront point admis ; chaque ouvrier devra se présenter seul, muni de son livret, au maître fabricant.

ART. 5. — Il est expressément défendu aux ouvriers chapeliers de toutes les classes d'exiger aucune rétribution des apprentis et ouvriers ; de prononcer des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes proscriptions sous le nom de *damnations*, et sous quelque qualification que ce puisse être, soit contre les chefs d'ateliers et maîtres fabricants, soit les uns contre les autres, sous peine d'être traduits devant les tribunaux, pour être punis conformément aux dispositions des articles 415 et 416 du Code pénal....

ART. 6. — Toute association ou bourse commune est interdite aux ouvriers chapeliers, si ce n'est celle autori-

sée par les lois, sous le nom de *Société de bienfaisance* <sup>1</sup>, et pour laquelle il ne peut être exigé des sociétaires que la rétribution modique déterminée par un règlement arrêté par nous, et approuvé par le préfet.

ART. 7. — Les maîtres fabricants sont tenus de réformer les abus qui existent dans leurs fabriques, et notamment celui que les ouvriers ont introduit sous la dénomination de *fabrique en règle*. Ils sont particulièrement chargés de surveiller l'exécution de la présente, de nous dénoncer les infractions qui seront à leur connaissance; à défaut de ce, les rendre responsables des suites de leur silence. Ils sont également tenus d'avoir constamment un exemplaire de la présente ordonnance affiché dans leurs ateliers.

ART. 8. — Toute infraction aux dispositions ci-dessus sera poursuivie devant les tribunaux, conformément aux articles du Code pénal....

ART. 9. — Et sera la présente ordonnance soumise à l'approbation de M. le préfet; elle sera ensuite imprimée et affichée aux lieux accoutumés de cette ville.

MM. les commissaires de police tiendront sévèrement la main à l'exécution de notre présente ordonnance.

1. En 1804 avait été fondée, à Lyon, une société de secours mutuels des ouvriers approprieurs-chapeliers, qui ne fut autorisée qu'en 1824; et, le 1<sup>er</sup> mai 1811, fut organisée, sur des bases identiques, une société de secours mutuels des ouvriers chapeliers-fouleurs (*Associations professionnelles ouvrières*, t II, p 537-540) Mais ce n'est que le 6 novembre 1823 qu'une ordonnance municipale régla minutieusement le fonctionnement des mutuelles lyonnaises (*Ibid.*, t. I, p. 197-199)

## 2. EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL DES PRUD'HOMMES DE LA VILLE DE LYON : TARIF I.

*Première qualité. — Chapeaux composés d'un quart, d'un tiers ou moitié en poil et le surplus en longue étoffe, dits « Mamelucks ».*

Cintrés et mi-ballons, pour enfants. . . . .	0,70
Cintrés et mi-ballons, jeunes hommes ou hommes. . . . .	0,80
Moyens ronds, 6 pouces $3/4$ , et cavaliers, 7 pouces $1/4$ , ronds . . . . .	0,90
Grands ronds, 7 pouces $3/4$ , et très grands ronds, 8 pouces $1/4$ . . . . .	1 »
8 pouces, $3/4$ déjetés . . . . .	1,10
9 — — . . . . .	1,20
10 — — . . . . .	1,30
11 — — . . . . .	1,40
12 — — . . . . .	1,50
13 — — . . . . .	1,60

La dorure en chameau posée au bassin ou à la foule, dessus et dessous, sera payée en sus. . . . . 0,10

*Deuxième qualité. — Chapeaux composés de deux tiers poil et un tiers longue étoffe, ou trois-quarts poil et un quart longue étoffe, dits « Marcassins bâtards ».*

Cintrés et mi-ballons, pour enfants. . . . .	0,90
Cintrés et mi-ballons, jeunes hommes et hommes. . . . .	1 »
Moyens ronds, 6 pouces $3/4$ , et cavaliers ronds, 7 pouces $1/4$ . . . . .	1,10
Grands ronds, 7 pouces $3/4$ , et très grands ronds, 8 pouces $1/4$ . . . . .	1,20

1. Signé par le président J.-H. Guérin, annexe à l'ordonnance municipale du 22 octobre et à l'approbation préfectorale du 25.

8	pouces	$3/4$ , déjetés	. . . . .	1,30
9	—	—	. . . . .	1,40
10	—	—	. . . . .	1,50
11	—	—	. . . . .	1,60
12	—	—	. . . . .	1,70
13	—	—	. . . . .	1,80

La dorure en poil, soit en roux de lièvre ou dos de lièvre, en castorine ou rat musqué, appliquée dessus et dessous au bassin, et tirée au carlet, sera payée en sus . . . . . 0,20

*Troisième qualité. — Chapeaux, dits « Marcassins », tout poil et unus.*

Cintrés et mi-ballons, pour enfants.	. . . . .	1 »
Cintrés et mi-ballons, jeunes hommes et hommes.	. . . . .	1,10
Moyens ronds, 6 pouces $3/4$ , et cavaliers ronds,		
7 pouces $1/4$ .	. . . . .	1,20
8 pouces $3/4$ , déjetés	. . . . .	1,40
9 — —	. . . . .	1,50
10 — —	. . . . .	1,60
11 — —	. . . . .	1,70
12 — —	. . . . .	1,80
13 — —	. . . . .	1,90

La dorure en poil, soit lièvre ou castorin, ou rat musqué, posée au grand bassin, dessus et dessous, tirée au carlet, sera payée en sus . . . . . 0,20

*Quatrième qualité. — Chapeaux mi-poils posés à la foule, dits à une foule, posés et tirés au carlet, et « Flamands », sans être cardés, tirés au carlet.*

Cintrés et mi-ballons, pour enfants.	. . . . .	1,30
Cintrés et mi-ballons, jeunes hommes et hommes.	. . . . .	1,40
Moyens ronds, 6 pouces $3/4$ , et cavaliers ronds,		
7 pouces $1/4$ .	. . . . .	1,50



Grands ronds, 7 pouces  $3/4$ , et très grands ronds,

7	pouces $1/4$ .	. . . . .	1,60
8	pouces $3/4$ , déjetés	. . . . .	1,70
9	— —	. . . . .	1,80
10	— —	. . . . .	1,90
11	— —	. . . . .	2 »
12	— —	. . . . .	2,10
13	— —	. . . . .	2,20

Les flamants qui seront brossés à la foule seront  
payés en sus . . . . . 0,10

*Diverses qualités. — 1° Chapeaux à poils à deux panses, posés à la foule dessus et dessous, foulés à chaud, tirés au carlet, ou une panse au bassin et l'autre à la foule, dessus et dessous, aussi foulés à chaud et tirés au carlet.*

Cintrés ou mi-ballons, pour enfants . . . . . 1,40  
Cintrés ou mi-ballons, jeunes hommes ou hommes 1,50

*2° Chapeaux mi-oursons à double panse dessus et dessous, foulés à chaud à chacune des deux panses, et sansouillés pour faire tomber la jarretière.*

Cintrés ou mi-ballons, pour enfants . . . . . 1,50  
Cintrés ou mi-ballons, jeunes hommes ou hommes 1,60

*3° Chapeaux à plumets dessus ou à bordure dessus et dessous*

10	pouces $3/4$ , déjetés	. . . . .	2,50
11	— —	. . . . .	2,75
12	— —	. . . . .	3 »
13	— —	. . . . .	3,25

Chaque pouce en plus ou en moins que les tailles  
ci-dessus augmentera ou diminuera la façon de 0,25

*4° Chapeaux à oursons*

Cintrés et mi-ballons, pour enfants. . . . . 1,75

Cintrés et mi-ballons, jeunes hommes et hommes	2 »
10 pouces 3/4, déjetés . . . . .	2,75
11 — — . . . . .	3 »
12 — — . . . . .	3,25
13 — — . . . . .	3,50

Chaque pouce en plus ou en moins que les tailles ci-dessus augmentera ou diminuera la façon de. . 0,25

NOTA. — Toute dorure en vrai castor pur, appliquée dessus et dessous au bassin ou à la foule, sera payée en sus. . . . . 0,35

Les chapeaux plus grands ronds, au-dessus des tailles désignées dans le présent tarif, seront payés à proportion des grands déjetés. Toute contestation entre les maîtres-fabricants et les ouvriers, pour la fixation de ladite proportion, sera soumise au conseil des prud'hommes, qui statuera.

### 3. LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MINISTRE DE LA POLICE. — 3 novembre 1817.

Il transmet la précédente ordonnance. Elle a causé le départ immédiat d'un peu moins de cent ouvriers, qui, par groupes de 3, 6, 10 et 20, se rendent surtout à Bourg <sup>1</sup>.

### 4. ORDONNANCE DE POLICE SUR LES OUVRIERS CHAPELIERS <sup>2</sup>. — 3 novembre 1817.

Le maire de la ville de Lyon,

Vu son ordonnance de police du 22 octobre dernier, approuvée par M. le préfet, le 25 du même mois, portant fixation du *minimum* du prix des façons des diverses qualités et grandeurs de chapeaux fabriqués à Lyon ;

1. Une lettre du préfet du Rhône, du 4, donne les mêmes détails

2 Transmise le 6 novembre 1817 par le préfet du Rhône au ministre de la police.

Considérant que la désertion au même moment des ouvriers chapeliers de tous les ateliers de cette ville annonce évidemment, entre lesdits ouvriers, une coalition que l'article 415 du Code pénal punit d'un emprisonnement d'un mois au moins, et de trois mois au plus, pour les simples ouvriers, et de deux à cinq ans, pour les chefs et moteurs ;

Considérant qu'à la forme de la loi du 22 germinal an XI et de l'arrêté du gouvernement du 9 frimaire an XII <sup>1</sup>, tout ouvrier, quel qu'il soit, ne peut quitter l'atelier où il travaille sans avoir retiré son livret et fait insérer, sur icelui, le congé du maître de chez qui il sort ;

Que l'article 6 du susdit arrêté du gouvernement prévoit le cas où la personne qui a occupé l'ouvrier refuserait, sans motif, de rendre le livret ou de délivrer le congé et ordonne alors qu'il sera prononcé, sans appel, par les maires ou adjoints, sauf le renvoi devant les tribunaux de police correctionnelle ou criminelle, suivant la gravité du délit ;

Considérant qu'il est instant de prendre des mesures pour faire cesser l'état de contravention dans lequel se trouvent les ouvriers chapeliers avec les lois et arrêtés du gouvernement, ci-dessus rapportés, puisqu'ils ont quitté leurs ateliers sans avoir retiré leurs livrets visés par leurs maîtres, ou, au refus de ces derniers, par les fonctionnaires que la loi désigne à cet effet ;

Ordonnons :

ART. 1<sup>er</sup>. — Dans les vingt-quatre heures de la publication de la présente ordonnance, les maîtres chapeliers de cette ville, qui sont dépositaires des livrets des ouvriers qui ont quitté leurs ateliers, sont tenus d'en faire le dépôt

1. Cf. Schmidt, *op cit*, n° 150 et 154.

au bureau de police de la mairie, à l'Hôtel-de-Ville, et d'y donner les motifs sur lesquels ils se fondent pour refuser de les rendre ou de les acquitter, à l'effet d'être prononcé par nous ce qu'il appartiendra, après avoir entendu les parties, conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi du 22 germinal an XI, et de l'article 6 de l'arrêté du gouvernement du 9 frimaire an XII.

ART. 2. — Après le délai de vingt-quatre heures ci-dessus fixé, les ouvriers chapeliers qui ne travaillent pas seront tenus de se présenter, en personne, à l'Hôtel-de-Ville, au bureau de police de la mairie, pour exhiber leurs livrets, s'ils sont entre leurs mains, ou les retirer de la mairie, s'ils y ont été déposés par les maîtres qui les occupaient précédemment; savoir :

Les ouvriers de l'arrondissement du Palais-Royal se présenteront, *le jeudi 6 du courant, à neuf heures du matin;*

Ceux de l'arrondissement de l'Hôtel-Dieu, *le même jour, à l'heure de midi;*

Ceux du Port-du-Temple, *le même jour, à trois heures de l'après-midi;*

Ceux de la Halle-aux-Blés, *le vendredi 7 courant, à neuf heures du matin;*

Ceux du Palais des Arts, *le même jour, à l'heure de midi;*

Ceux de l'Hôtel-de-Ville, *le même jour, à trois heures de l'après-midi;*

Ceux du Jardin des plantes, *le samedi 8 courant, à neuf heures du matin;*

Ceux de Pierre-Scize, *le même jour, à l'heure de midi;*

Ceux de la métropole et de l'ancienne ville, *le même jour, à trois heures de l'après-midi;*

Lesdits ouvriers feront en même temps et individuelle-

ment, à notre dit bureau de police, la déclaration s'ils entendent ou non reprendre du travail dans les ateliers de chapellerie de cette ville; dans le cas de la négative, et s'ils sont étrangers, leurs livrets seront immédiatement visés par nous, avec injonction de se retirer dans leurs communes, sous un délai déterminé, à l'expiration duquel ils y seront, au besoin, reconduits.

A défaut d'obtempérer aux ordres qu'ils auront reçus, lesdits ouvriers seront, conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi du 22 germinal an XI <sup>1</sup>, mis en détention provisoire, à la disposition de M. le procureur du roi, comme chefs, moteurs ou complices de la coalition existant entre les ouvriers, et ayant pour objet de faire cesser en même temps le travail dans les différents ateliers de chapellerie de cette ville.

Quant aux ouvriers qui, étant de Lyon, ne reprendraient pas de travail dans les ateliers, leurs livrets ne leur seront visés et acquittés qu'autant qu'ils justifieront de leurs moyens d'existence, et sur l'attestation et garantie d'une personne domiciliée en cette ville.

ART. 3. — Tout ouvrier chapelier non travaillant qui, après les délais fixés en l'article 2, ne se serait pas présenté à la mairie pour y remplir les dispositions prescrites ci-dessus, sera arrêté et mis à la disposition de M. le procureur du roi, comme faisant partie de la coalition, à l'effet d'être puni des peines prononcées par les articles 415 et 416 du Code pénal.

ART. 4. — Et sera la présente ordonnance soumise à l'approbation de M. le préfet du département du Rhône.

1. « Toutes les affaires de simple police entre les ouvriers ou apprentis, les manufacturiers, fabricants et artisans, seront portées, à Paris, devant le préfet de police, devant les commissaires généraux de police dans les villes où il y en a d'établis, et, dans les autres lieux, devant le maire ou un des adjoints » (Schmidt, *op cit*, p. 194)

Elle sera ensuite publiée et affichée aux lieux accoutumés de cette ville.

MM. les commissaires de police tiendront sévèrement la main à sa stricte exécution.

[Suit l'approbation préfectorale, en date du 4 novembre 1817.]

5. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
4 novembre 1817

Le 3, ont été débauchés les ouvriers chapeliers des maisons Rivoiron et Froissard, et sont partis beaucoup d'ouvriers des boutiques de teinturiers en chapeaux. On arrêtera les meneurs. La cause du départ des ouvriers est, outre l'ordonnance du maire, une entente des teinturiers en soie et en chapeaux pour la diminution des salaires. Les approprieurs et fouteurs ont quitté plusieurs boutiques, les premiers sans raison, les seconds prétextant une diminution de salaire.

6. LE MÊME AU MÊME. — 4 novembre 1817.

Il s'occupe de faire reviser l'ordonnance du maire, peu opportune, mais qu'il approuve, car on ne peut céder à la coalition.

7. LE MÊME AU MÊME. — 6 novembre 1817.

En transmettant l'ordonnance du 3, affichée le 5, il informe que plusieurs ouvriers sont rentrés, que les autres cherchent à composer.

8. LE LIEUTENANT DE POLICE AU MÊME. — 7 novembre 1817.

Il a fait traduire devant le procureur du roi trois ouvriers. Les ouvriers continuent de rentrer, mais « il paraît évident que la dernière réduction est trop forte ». On a entendu les patrons ; « il me paraît juste, convenable et nécessaire d'entendre les ouvriers ».

9. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MÊME. — 7 novembre 1817.

36 ouvriers seulement ont déclaré ne pas vouloir travailler ; 4 ou 5 seront arrêtés ; les autres vont rentrer.

10 LE PRÉFET DU RHÔNE AU MÊME. — 9 novembre 1817.

Sur 42 ouvriers appelés hier à la mairie, 39 ont maintenu leur refus : 22 sont étrangers, donc en état de vagabondage ; on leur a intimé l'ordre de rentrer dans le pays de leur naissance dans les cinq jours. On ne statuera sur les réclamations des ouvriers que quand ils seront rentrés. On maintient une arrestation 1.

11. ORDONNANCE MUNICIPALE DE POLICE SUR LA CHAPEL-  
LERIE 2. — 12 novembre 1817.

Nous, maire de la ville de Lyon,

Vu les ordonnances de police, en date du 22 octobre dernier et 3 novembre présent mois, approuvées par M. le préfet, relatives à l'exercice de la chapellerie ;

Après en avoir conféré de nouveau avec MM. les membres du conseil des prud'hommes, et acceptant avec empressement l'offre qui nous a été faite par les principaux fabricants de chapeaux de cette ville de consentir *provisoirement*, en raison des circonstances, en raison de la cherté des objets de première nécessité et en considération surtout de l'approche de la saison rigoureuse, à accorder aux ouvriers chapeliers fumeurs les prix des façons portées au tarif de 1807 3,

Avons arrêté :

ART. 1<sup>er</sup>. — Notre ordonnance du 22 octobre dernier est modifiée en ce qui concerne SEULEMENT le tarif qui y

1. Cf. le Bulletin de police du 14 novembre 1817, F<sup>7</sup> 3789.

2. Transmise le 15 novembre 1817 par le lieutenant de police au ministre de la police. Elle est citée dans les *Associations professionnelles*, t. I, p. 200, où les précédentes (n<sup>os</sup> 1 et 4) ne sont pas signalées.

3. Le tarif de 1807 avait été obtenu à la suite de toute une campagne des chapeliers lyonnais, qui, en 1806, avaient agi contre les bureaux officiels de placement institués par le commissaire général de police le 12 floréal an XIII (*Associations professionnelles*, t. II, p. 537-540).

est annexé, et auquel sera substitué celui ci-après, arrêté en 1807.

*Première qualité de chapeaux, composés d'un tiers ou moitié poil, le reste à longues étoffes*

Ballons . . . . .	1,10
Moyens et cavaliers . . . . .	1,20
Grands et très grands . . . . .	1,30
Les 8 pouces $\frac{3}{4}$ déjetés . . . . .	1,40
9 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,50
10 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,60
11 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,70
12 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,80
13 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,90

*Deuxième qualité, composée de deux tiers poil et d'un tiers longues étoffes*

Ballons . . . . .	1,20
Moyens et cavaliers . . . . .	1,30
Grands et très grands . . . . .	1,40
Les 8 pouces $\frac{3}{4}$ déjetés . . . . .	1,50
9 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,60
10 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,70
11 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,80
12 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,90
13 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	2 »

*Troisième qualité, composée de deux tiers poil et d'un tiers longues étoffes*

Ballons . . . . .	1,30
Moyens et cavaliers . . . . .	1,40
Grands et très grands . . . . .	1,50
Les 8 pouces $\frac{3}{4}$ déjetés . . . . .	1,60
9 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,70



Les 10 pouces $\frac{3}{4}$ déjetés . . . . .	1,80
11 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,90
12 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	2 »
13 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	2,10

*Quatrième qualité, composée tout poil, sans dorure,  
poncés*

Ballons . . . . .	1,40
Moyens et cavaliers . . . . .	1,50
Grands et très grands . . . . .	1,60
Les 8 pouces $\frac{3}{4}$ déjetés . . . . .	1,70
9 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,80
10 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,90
11 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	2 »
12 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	2,10
13 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	2,20

*Cinquième qualité, composée tout poil, dorés de lièvre*

Ballons . . . . .	1,50
Moyens et cavaliers . . . . .	1,60
Grands et très grands . . . . .	1,70
Les 8 pouces $\frac{3}{4}$ déjetés . . . . .	1,80
9 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	1,90
10 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	2 »
11 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	2,10
12 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	2,20
13 — $\frac{3}{4}$ — . . . . .	2,30
Ballons mi-poil sur fond commun . . . . .	1,50
Ballons mi-poil, fins . . . . .	1,60
Ballons tout poil, dorés et brossés . . . . .	1,60
Ballons tout poil, dorés et castor. . . . .	1,75
Ballons mi-oursons . . . . .	1,75
Ballons oursons . . . . .	2,35

Plumets, de la plus grande taille . . . . .	3,25
Bordés dessus et dessous, grande taille . . . . .	3,50
Plumets, dessus et bordés, grande taille . . . . .	3,75
Oursons . . . . .	4 »

Le prix des casquettes et des chapeaux pour enfants sera traité de gré à gré.

ART. 2. — Toutes les autres dispositions de notre susdite ordonnance, du 22 octobre dernier, SONT EXPRESSÉMENT MAINTENUES, et seront exécutées suivant leur forme et teneur.

ART. 3. — Les ouvriers chapeliers qui, dans les vingt-quatre heures, NE SERONT PAS RENTRÉS DANS LES ATELIERS, seront, conformément à notre ordonnance du 3 novembre présent mois, et en exécution des articles 415 et 416 du Code pénal, arrêtés et mis à la disposition du procureur du roi près le tribunal de première instance, comme étant évidemment chefs, moteurs ou complices de la coalition qui a eu pour objet de faire cesser en même temps le travail dans la généralité des ateliers de chapellerie de cette ville.

A l'égard des ouvriers étrangers QUI REFUSERAIENT DE REPRENDRE DU TRAVAIL, ils seront tenus, dans le même délai de vingt-quatre heures, de se présenter à *la mairie, bureau de police*, pour y reprendre leurs livrets, lesquels auront été visés par nous ; ils quitteront la ville dans les quarante-huit heures suivantes, et devront se rendre dans leurs communes respectives, sans pouvoir s'écarter de leur route.

Les ouvriers chapeliers étrangers qui, après le délai ci-dessus fixé, n'auraient pas repris du travail et seraient trouvés dans la ville, seront considérés comme *vagabonds* et *gens sans aveu*, et conduits de brigade en brigade

dans leurs communes, pour leur être fait l'application des articles 269, 270, 271, 272 et 273 du Code pénal sur le vagabondage.

Les mesures annoncées au présent article ne seront pas applicables aux ouvriers chapeliers qui justifieraient, à la mairie, que c'est par des causes indépendantes de leur volonté qu'ils ne peuvent rentrer dans leurs ateliers.

ART. 4. — Les ouvriers chapeliers *qui rentreront immédiatement dans le devoir* obtiendront de nous la faculté de se former en sociétés de bienfaisance, pour venir au secours de leurs confrères malades, ou qui se trouveraient légitimement empêchés de travailler <sup>1</sup>.

Il y aura trois sortes de sociétés :

1<sup>o</sup> Société d'ouvriers fumeurs ;

2<sup>o</sup> Société d'ouvriers approprieurs ;

3<sup>o</sup> Société d'ouvriers teinturiers de chapeaux.

Pour la formation première de ces sociétés, il sera tenu, à l'Hôtel-de-Ville, aux jours que nous indiquerons, et sous notre présidence ou celle de telle personne que nous délèguerons, une assemblée des ouvriers de chaque arrondissement RENTRÉS DANS LES ATELIERS ; chaque assemblée nommera un commissaire, lequel ensuite se réunira à ceux des huit autres arrondissements, pour former, toujours sous la présidence de la personne que nous aurons déléguée, un bureau central composé de neuf ouvriers ; ce bureau rédigera les projets de règlements qui détermineront l'organisation des sociétés, les cas où il sera payé une rétribution et le montant de cette rétribution et celui des secours à distribuer.

Ces règlements nous seront présentés pour être vérifiés

<sup>1</sup> On espérait ainsi briser la société occulte de la « Bonne commune ». Sur les caisses de résistance dans la chapellerie à Paris et à Lyon, cf. *Associations professionnelles*, t. I, p. 200-201.

et examinés par nous, et soumis à l'approbation de M. le préfet.

ART. 5. — Et sera la présente ordonnance adressée à M. le préfet, pour ensuite être affichée aux lieux accoutumés de cette ville.

Les commissaires de police sont spécialement requis de veiller à sa stricte exécution.

[Suit l'approbation préfectorale, en date du 13 novembre 1817. L'ordonnance fut transmise le 15 novembre par le lieutenant de police au ministre de la police ]

12. LE LIEUTENANT DE POLICE AU MINISTRE DE LA POLICE.  
— 13 novembre 1817.

Le 12, 12 ouvriers se sont présentés devant le commissaire de police de l'arrondissement de Pierre-Scize, disant qu'ils avaient été repoussés des fabriques Colin-Bonjour et Dubois-Motteville : c'est une sorte de coalition patronale.

13. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MÊME. — 13 novembre 1817.

Il rend compte d'une réunion, présidée par le maire, de prud'hommes, de fabricants et d'ouvriers, pour débattre des modifications à l'ordonnance du 22 octobre. Il va en sortir une ordonnance qui fait revivre le tarif de 1807, maintient le salaire aux pièces et constitue en associations régulières les sociétés de compagnonnage.

14. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
16 novembre 1817.

Tout est rentré dans l'ordre.

15. LE LIEUTENANT DE POLICE AU MÊME. — 19 novembre  
1817.

Le maire lui a demandé comme gage de paix de surseoir aux poursuites engagées contre 3 ouvriers arrêtés. Il ne peut rien, la justice étant saisie.

16. BULLETIN DE POLICE. — 2 décembre 1817.

La mutinerie des ouvriers chapeliers s'est apaisée [le 27 novembre] à la satisfaction générale <sup>1</sup>.

F<sup>r</sup> 3789.

53. Nîmes et Redessan.

1. LE PRÉFET DU GARD AU MINISTRE DE LA POLICE. — 17 novembre 1817.

Le 16, des compagnons du devoir de Redessan viennent à Nîmes pour chercher du secours contre d'autres compagnons ; 40 se mettent aussitôt en route. La police informée, on envoie, à dix heures un quart du soir, la gendarmerie à cheval à leur poursuite. 25 sont arrêtés et déférés au procureur du roi.

2. LE MÊME AU MÊME. — 24 novembre 1817.

Tous sont condamnés à trois jours d'emprisonnement, avec réprimande du procureur du roi.

F<sup>r</sup> 9786 19.

54. Paris.

1. LES DÉLÉGUÉS DES MARCHANDS DE PARIS <sup>2</sup> AU SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE L'INTÉRIEUR. — 25 novembre 1817.

Se défilant du Conseil général des manufactures, auquel a été renvoyée leur pétition, et dans lequel ne figure aucun représentant de leurs professions, ils sollicitent pour six d'entre eux et pour leur conseil Levacher-Duplessis une audience,

1. Toute cette affaire a été résumée dans les *Associations professionnelles*, t. II, p. 540-542, et Deffrennes, *La coalition ouvrière et le droit de grève*, Paris, 1903, in-8, p. 120 Cf le *Moniteur universel*, 3 décembre 1817, p. 1330, annonçant la fin du conflit.

2. Pellon, marchand clinquilleur ; Adam, marchand linge ; Grangout, coutelier du roi ; Hum, entrepreneur de bâtiment ; Haudin, tabletier ; Agaut (?), cordonnier ; A. Albert, fabricant de papiers peints du roi ; Gollier, passementier ; Deschars, marchand bonnetier ; Chapon-Lépine (?), horloger du roi ; Coquelin, miroitier ; Menier ; Cahier, orfèvre du roi.

dans laquelle ils pourront préciser leurs vues devant le ministre.

2. LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE L'INTÉRIEUR AUX DÉLÉGUÉS DES MARCHANDS DE PARIS. — 28 novembre 1817.

Rendez-vous leur est fixé pour le lundi suivant.

F12 512.

3. CONSEIL GÉNÉRAL DU COMMERCE. — 5 décembre 1817.

Le secrétaire met sous les yeux du Conseil la lettre et les différentes pièces transmises par M. le sous-secrétaire d'État au département de l'intérieur, relativement aux différentes questions élevées sur une requête présentée à S. M. pour demander le rétablissement des *corps de marchands et des communautés d'arts et métiers*. Le secrétaire instruit le Conseil des résultats de l'examen et de la discussion qui ont eu lieu sur cette demande, dans plusieurs séances du Conseil des manufactures qui s'est prononcé négativement sur la question de ce rétablissement, même avec des modifications <sup>1</sup>.

Plusieurs membres paraissent partager cette opinion, mais M. le président, sans toutefois la repousser entièrement, croit néanmoins que la question est susceptible d'être envisagée sous un point de vue différent. Suivant lui, de très bons esprits, qui ne peuvent être accusés de préventions favorables au retour du régime réglementaire pour les fabriques, sentent pourtant la nécessité de quelques règles applicables surtout aux rapports entre les maîtres et les ouvriers. M. le président cite à ce sujet les plaintes élevées fréquemment dans plusieurs localités importantes par leurs fabricants, sur les désordres et les abus qui rompent tous les liens de subordination de la part

1. Voy. plus haut, n° 50.

des ouvriers, détruisent la confiance entre eux et les maîtres et portent même atteinte à la loyauté des transactions. D'un côté, les intérêts politiques, en ce qui touche nos relations commerciales avec l'étranger, où il nous importe de conserver des débouchés acquis par une réputation méritée de nos fabrications, d'un autre côté, les considérations d'ordre et de morale publique semblent se réunir pour faire désirer qu'il soit pris quelques dispositions appropriées aux circonstances actuelles et aux progrès des lumières.

Un membre demande alors à communiquer au Conseil un travail qu'il a rédigé sur cette matière, et renfermant des vues générales qui lui semblent rentrer dans le sens de l'opinion émise par M. le président.

Cette lecture interrompue, on discute la question de savoir si l'on traitera tout de suite le sujet. L'assemblée se sépare sans avoir pris de détermination.

F<sup>12\*</sup> 192 bis.

## 55. Saint-Gilles.

### 1. LE CHEF D'ESCADRON DE LA GENDARMERIE DU GARD AU MINISTRE DE LA POLICE. — 15 décembre 1817.

Sur les ordres du préfet du Gard, il a donné ordre au lieutenant de gendarmerie Delbosc de se transporter à Saint-Gilles pour dissiper l'attroupement des ouvriers du devoir qui voulaient se battre entre eux. 56 ont été arrêtés et emprisonnés à Nîmes.

### 2. LE PRÉFET DU GARD AU MÊME. — 16 décembre 1817.

La rixe est du 12, entre les compagnons de Saint-Gilles et ceux des communes environnantes. Le maire était déjà intervenu. Le préfet a envoyé des dragons. Avec le procureur du roi, il est « convaincu que, dans le cas où, d'après l'examen des faits, on ne pourrait les poursuivre correctionnellement, on les tiendrait au moins quinze jours en prison ». D'ailleurs, les

poursuites sont probables, en vertu de l'article 415 du Code pénal 1.

3. LE MÊME AU MÊME. — 31 décembre 1817.

Les ouvriers sont mis en liberté le 26, après une forte réprimande, sauf un, qui sera mis en jugement avec plusieurs autres cités à la requête du procureur.

4. LE MÊME AU MÊME. — 23 février 1818.

Par jugement du tribunal correctionnel de Nîmes, du 14 février, Canal, dit Perpignan, ouvrier maréchal, âgé de vingt et un ans, a été condamné à dix jours de prison, 16 fr. d'amende et aux frais. Il est en prison depuis le 13 décembre. Les autres prévenus ont été acquittés.

F<sup>7</sup> 9787. 19

56. LE PRÉFET DE POLICE AU MINISTRE DE LA POLICE. — 27 décembre 1817.

Les inconvénients qu'entraîne l'inexécution des lois et règlements relatifs aux ouvriers m'ont déterminé à rappeler à MM. les maires des communes rurales et aux commissaires de police à Paris les dispositions soit de la loi du 22 germinal an XI, concernant les fabriques, manufactures et ateliers, soit de l'arrêté du gouvernement du 9 frimaire an XII 2.

L'article 6, titre II, de la loi précitée porte : « Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendante à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires et suivie d'une tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'une amende de 100 fr. au moins, de 3.000 fr. au plus, et, s'il y a lieu, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder un mois. »

1. Cf le Bulletin de police des 25-26 décembre 1817, Arch. nat., F<sup>7</sup> 3789.

2. Schmidt, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 150 et 154.



Par l'article 7, il est dit : « Toute coalition de la part des ouvriers pour cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans certains ateliers, empêcher de s'y rendre, d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, sera punie, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois ».

Aux termes de l'article 12, « nul ne peut, sous peine de dommages-intérêts, recevoir un ouvrier s'il n'a un livret portant le certificat d'acquit de ses engagements, délivré par celui de chez qui il sort ».

L'article 1<sup>er</sup>, titre I<sup>er</sup>, de l'arrêté du gouvernement aussi précité veut « que tout ouvrier travaillant en qualité de compagnon ou garçon soit pourvu d'un livret ».

Suivant l'article 2, ce livret doit être visé, savoir : « à Paris par un commissaire de police, et dans les autres villes, par le maire ou un de ses adjoints ».

L'article 3 est ainsi conçu : « Indépendamment de l'exécution de la loi sur les passeports, l'ouvrier sera tenu de faire viser son dernier congé par le maire ou son adjoint, et de faire indiquer le lieu où il se propose de se rendre.

« Tout ouvrier qui voyagerait sans être muni d'un livret ainsi visé sera réputé vagabond, arrêté et poursuivi comme tel. »

La marche à suivre pour l'ouvrier qui aurait perdu son livret est tracée par l'article 13 du titre III; il peut, sur la représentation de son passeport en règle, obtenir la permission de travailler, mais sans pouvoir être autorisé à aller dans un autre lieu. et à la charge de donner à l'officier de police du lieu la preuve qu'il est libre de tout engagement, et tous les renseignements nécessaires pour

obtenir la délivrance d'un nouveau livret, sans lequel il ne pourrait partir.

Les dispositions de la loi et de l'arrêté dont il s'agit intéressent essentiellement le commerce, elles tendent aussi à maintenir le bon ordre parmi les différentes classes d'ouvriers.

J'ai recommandé qu'on exerçât, tant à Paris que dans les communes du ressort de la préfecture de police, la plus grande surveillance pour en assurer l'exécution, mais le but qu'on s'est proposé d'atteindre resterait imparfait si les autorités départementales et locales du royaume n'apportaient pas le même soin à faire exécuter rigoureusement ces dispositions; entre autres avantages, il en résultera celui bien précieux d'éloigner de la capitale une foule de gens sans aveu qui, sous prétexte de venir chercher de l'ouvrage à Paris, y arrivent en mendiant de village en village ou sur les routes, et viennent ensuite à la préfecture de police demander des passeports gratuits, dans l'espoir d'obtenir les secours accordés aux nécessiteux par la loi du 13 juin 1790 <sup>1</sup>.

Je crois devoir soumettre ces réflexions à V. E., dans la confiance où je suis qu'elles lui paraîtront mériter d'être prises en considération.

## 57. Bordeaux.

LE MAIRE DE BORDEAUX AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
8 janvier 1818.

Depuis le début de janvier, coalition des ouvriers en laine de la maison Gautier pour obtenir une augmentation de

1. Decret concernant l'extinction de la mendicité dans Paris et dans le royaume, et l'établissement d'ateliers de charité (C. Bloch, *L'assistance*, Commission de recherche et de publication de documents sur l'histoire économique de la Revolution, 1909, in-8, n° 15, p. 33-35).

salaire. Plaintes des patrons. L'enquête d'un commissaire de police prouve qu'il y a trois meneurs : ils ont été arrêtés, et le procureur du roi prié d'agir, pour éviter que les ouvriers sans travail ne se réunissent aux autres.

F<sup>7</sup> 9786. 20

## 58. Paris.

### I. CIRCULAIRE DU MINISTRE DE LA POLICE AUX PRÉFETS. — 10 janvier 1818.

Je remarque, Monsieur, que l'exécution des lois et règlements relatifs aux ouvriers n'est pas généralement surveillée avec toute l'exactitude que réclame un objet aussi important. Cette négligence est la source d'une infinité de désordres, non moins nuisibles à l'intérêt du commerce qu'au maintien de la tranquillité publique. Elle a surtout le grave inconvénient de faire affluer dans la capitale un nombre considérable d'individus sans aveu, sans moyens d'existence, qui, sous prétexte de venir chercher de l'ouvrage, y arrivent en mendiant de village en village ou sur les routes, et que l'on est ensuite forcé de renvoyer dans leurs foyers avec les secours accordés aux nécessiteux par la loi du 13 juin 1790.

C'est pour remédier à cet abus que la police de Paris vient de rappeler aux maires des communes rurales du département de la Seine et aux commissaires de police de la capitale les dispositions de la loi du 22 germinal an XI concernant les fabriques, manufactures et ateliers, et celles de l'arrêté du 9 frimaire an XII relatif au livret dont les ouvriers doivent être munis ; mais le but qu'elle s'est proposé ne saurait être atteint entièrement si, partout, les autorités départementales et locales du royaume n'apportaient le même soin à faire exécuter rigoureusement ces dispositions.

La loi du 22 germinal an XI, en ce qui concerne toute

coalition, soit entre ceux qui font travailler des ouvriers, soit de la part des ouvriers eux-mêmes, a été remplacée par les articles 414 à 416 du Code pénal de 1810; mais c'est toujours dans cette loi et dans l'arrêté du 9 frimaire an XII que se trouve la règle des obligations des ouvriers et de ceux qui les emploient.

La circulaire rappelle les textes cités par le préfet de police.

Vous connaissez trop, Monsieur, l'importance de ces dispositions pour que j'aie besoin d'insister sur la nécessité d'en recommander et d'en surveiller la stricte exécution sur tous les points de votre département. Je compte, à cet égard, sur votre zèle et votre vigilance, ainsi que sur l'utile coopération des fonctionnaires qui vous sont subordonnés <sup>1</sup>.

1. Lithographiée à 110 exemplaires. De cette circulaire ont accusé réception les préfets des départements suivants : Ain, 9 février 1818 (avec exemplaire d'une instruction aux maires); — Ardennes, 24 janvier 1818; — Aude, 17 janvier 1818; — Charente, 27 janvier 1818; — Charente-Inférieure, 19 janvier 1818; — Corse, 2 février 1818, — Côtes-du-Nord, 15 janvier 1818; — Eure, 15 janvier 1818; — Gard, 22 janvier 1818, — Haute-Garonne, 17 janvier 1818, — Indre, 28 janvier 1818; — Landes, 23 janvier 1818, — Loire-Inférieure, 27 janvier 1818 (avec le n° 166 des *Actes administratifs* contenant instruction aux maires); — Loir-et-Cher, 16 janvier 1818; — Lot, 28 janvier 1818 (avec le *Recueil administratif*); — Lot-et-Garonne, 22 janvier 1818 (avec le n° 4 du *Recueil administratif* contenant instruction aux maires); — Manche, 26 janvier 1818; — Meuse, 19 janvier 1818; — Nord, 14 janvier 1818, — Oise, 4 février 1818 (avec un placard contenant les textes et un arrêté aux maires et officiers de police et de gendarmerie); — Pas-de-Calais, 20 janvier 1818; — Basses-Pyrénées, 24 janvier 1818 (le préfet a déjà refusé des passeports pour Paris à des ouvriers), — Hautes-Pyrénées, 22 janvier 1818 (instruction aux maires); — Pyrénées-Orientales, 23 janvier 1818 (« ce département est, sous ce rapport, exposé à peu d'inconvénients »); — Bas-Rhin, 17 janvier 1818; — Tarn-et-Garonne, 3 février 1818; — Var, 27 janvier 1818; — Vendée, 16 janvier 1818, — Vienne, 16 janvier 1818; — Vosges, 17 janvier 1818. — De plus, les réponses circonstanciées publiées à la suite (F<sup>7</sup> 9786)

2. LE PRÉFET DU JURA AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
14 janvier 1818.

Je reçois la circulaire que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser, le 10 du courant, relativement à la conduite que les autorités départementales et locales doivent tenir à l'égard des ouvriers. Elle contient des dispositions que je m'appliquerai à faire respecter et que je rendrai publiques par la voie de l'un des premiers numéros du mémorial de la préfecture.

J'aurai soin, cette année, comme l'année dernière, de n'accorder que dans des cas indispensables des passeports pour Paris aux individus qui, voisins de l'indigence, ne désireraient se rendre dans la capitale que dans la seule vue d'y trouver une vie plus facile; je renouvelerai, à cet effet, à MM. les sous-préfets et maires des principales villes de l'arrondissement de Lons-le-Sauvier la recommandation confidentielle de ne viser ou de n'accorder que sobrement pour Paris les livrets et passeports des ouvriers ambulants et autres individus sans aisance dont le voyage ne serait pas fondé sur des raisons plausibles. Cependant, je prierai ces fonctionnaires de ne pas laisser dégénérer cette mesure de précaution en actes de sévérité. J'ose compter sur l'approbation de V. E. dans l'adoption de ce parti, que je sou mets à sa sagesse en la priant de me faire connaître ses intentions, comme elle le fit en 1817.

3. LE PRÉFET DE L'ALLIER AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
16 janvier 1818.

V. E. m'a recommandé, par sa circulaire du 10 de ce mois, de faire surveiller généralement dans mon département l'exécution des lois et règlements concernant les ouvriers.

Je fais, à cet effet, insérer au Bulletin des actes de la préfecture les articles importants de la loi du 22 germinal an XI et de l'arrêté du 9 frimaire an XII qui y sont relatifs, et je charge MM. les maires, ainsi que MM. les sous-préfets, de faire exécuter sévèrement les dispositions de ce règlement.

Il m'a paru qu'il serait nécessaire, pour l'intérêt des familles, d'assujettir aussi les domestiques de l'un et l'autre sexe à la formalité du livret, mais j'ai remarqué que le décret du 3 octobre 1810<sup>1</sup> n'en impose l'obligation qu'aux individus qui sont ou veulent se mettre au service dans la ville de Paris.

J'ai l'honneur de prier V. E. de vouloir bien décider sur cette observation, et, si elle le juge convenable, de m'autoriser à comprendre les domestiques dans la catégorie des ouvriers, en appliquant les mesures prescrites par le décret du 3 octobre 1810 à ce département, où elles seraient fort utiles.

4. LE PRÉFET DES DEUX-SÈVRES AU MINISTRE DE LA POLICE.  
— 22 janvier 1818.

Il n'est personne qui ne sente la nécessité de repousser vers leurs sources ces torrents de vagabonds et mendiants qui inondent les villes et les campagnes sous toutes les formes.

Il n'est cependant que trop vrai que plusieurs de ces malheureux sont des ouvriers sans travail, et qui courent de province en province pour s'en procurer. Plusieurs aussi couvrent de ce prétexte leur paresse et leur vagabondage habituel. C'est surtout à ces derniers que doivent

1. Décret concernant les individus de l'un et de l'autre sexe qui sont ou qui voudront se mettre en service à Paris en qualité de domestiques (*Bulletin des lois*, 318, n° 5997, p. 294-296).

s'appliquer avec sévérité les dispositions de votre circulaire du 10 de ce mois. Je viens de les retracer à tous les maires de mon département, en leur rappelant textuellement les articles de la loi du 22 germinal an XI et ceux de l'arrêté du 9 frimaire an XII; je leur ai recommandé très instamment de tenir la main à l'exécution des mesures qui y sont prescrites, et je veillerai continuellement à ce qu'ils ne cessent pas de s'y conformer.

5. LE PRÉFET DE LA NIÈVRE AU MINISTRE DE LA POLICE.  
— 27 janvier 1818.

Le 10 janvier courant, V. E. a bien voulu m'adresser la circulaire par laquelle elle rappelle les dispositions législatives qui régissent la classe nombreuse des ouvriers. L'exécution des lois et règlements qui leur sont relatifs, ajoute V. E., n'est pas généralement surveillée avec toute l'exactitude que réclame cet objet important, et de là une foule d'inconvénients.

Dans le département dont l'administration m'est confiée, la plupart ont constamment été prévenus. Ainsi, les passeports pour Paris n'ont été et ne sont encore délivrés qu'avec une réserve extrême sous la condition expresse du *visa* du sous-préfet et du mien, et sous celle encore de preuves que des affaires urgentes ou des moyens assurés de travail appellent l'individu dans la capitale. D'autres dispositions telles que celle du livret ont également été remplies.

Aussi, dans ce département encore, les ouvriers, quoique nombreux et misérables, ont-ils été constamment maintenus et l'autorité a-t-elle eu rarement à sévir contre eux.

Ces résultats, au surplus, peuvent encore s'étendre et s'améliorer, et pour y parvenir, je vais rappeler aux autorités locales les règlements analysés dans la circu-

laire de V. E., et je la prie de croire que rien ne sera négligé pour que ses intentions soient exactement remplies.

6. LE PRÉFET DE MAINÉ-ET-LOIRE AU MINISTRE DE LA POLICE <sup>1</sup>. — 31 janvier 1818.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre circulaire du 10 de ce mois, relative à l'exécution des lois et règlements qui concernent les ouvriers. Je rappelle à MM. les maires les principales dispositions mentionnées dans la lettre de V. E. Elles me donnent lieu en même temps de lui adresser quelques observations sur le système de jurisprudence adopté par plusieurs tribunaux correctionnels sur la répression du vagabondage, et qui sûrement est bien opposé à l'article 3 du titre I<sup>er</sup> de l'arrêté du 9 frimaire an XII, que je trouve relaté dans votre circulaire. Ces tribunaux, prenant strictement pour base de leurs décisions la lettre de l'article 270 du Code pénal <sup>2</sup>, veulent, pour déclarer un individu vagabond, *qu'il n'ait pas de domicile certain ni de moyens de subsistance, et qu'il n'exerce habituellement ni métier ni profession*, c'est-à-dire qu'on puisse lui appliquer à la fois toutes ces circonstances ; ce qui est assez rare, parce que presque tous les vagabonds trouvent moyen de se procurer des passeports, qui établissent toujours un domicile quelconque : d'où il résulte qu'on ne veut pas considérer comme tels les individus qui, pendant des mois entiers, des années même, ont parcouru quelquefois quinze et vingt départements et séjourné dans plus de trois cents com-

1 En tête : « On ne voit pas ce qu'il y aurait à répondre sur ces points de législation ou de jurisprudence. Les dispositions administratives seront remplies »

2. « Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession. »



munes, sous les prétextes les plus dépourvus de fondement, et toujours aux dépens de la charité publique, ou au moyen de 3 s. par lieue qu'on leur accorde plus souvent par prudence que par intérêt.

Si de tels hommes trouvent une véritable garantie vis-à-vis les tribunaux dans les dispositions du Code pénal, comment penser qu'un ouvrier muni de passeport puisse être poursuivi judiciairement par cela seul qu'il n'aurait pas de livret ? Il peut donc y avoir surveillance, mais non répression, et assurément si nous laissions arrêter des individus dans cette position, ils seraient sur-le-champ mis en liberté par M. le procureur du roi.

D'ailleurs, Mgr, on n'a jamais assujetti à prendre des livrets que les ouvriers d'état, tels que menuisiers, maçons, serruriers, etc.

Mais dans les années de disette, il y a encore beaucoup de manouvriers qui espèrent trouver à Paris les ressources qui leur manquent pour vivre dans leur département. Les prétextes abondent, et ils paraissent presque toujours très bons aux autorités municipales, qui y voient un moyen de se débarrasser de leurs indigents. Sous ce rapport, Mgr, je donnerai tous les soins convenables pour assurer l'exécution de vos ordres, et d'ailleurs le département de Maine-et-Loire a dû avoir peu de ces habitants qui avaient été chercher fortune ailleurs, puisque les subsistances y étaient à meilleur marché que dans une grande partie des autres provinces. Mais j'ai cru devoir entretenir V. E. des obstacles réels que présente notre législation et que l'on pourrait appeler des vices, parce qu'on aurait dû peut-être laisser plus de latitude aux tribunaux.

Il est également très remarquable que la faculté accordée aux forçats libérés et aux autres hommes repris de

justice de choisir et désigner le lieu où ils veulent aller résider a de grands inconvénients, dont le plus marqué est d'en réunir un trop grand nombre sur certains points du royaume, où ils espèrent trouver des ressources que souvent ils n'y rencontrent pas.

7. LE PRÉFET DE LA SEINE-INFÉRIEURE AU MINISTRE DE LA POLICE. — 31 janvier 1818.

Vous me rappelez, par votre lettre du 10 de ce mois, les lois relatives à la police des ouvriers, et vous m'invitez à tenir la main à leur exécution dans mon département.

J'aurai l'honneur d'informer V. E. que j'ai soumis à S. E. le ministre de l'intérieur un projet de règlement rédigé par le conseil de prud'hommes séant à Rouen.

Si ce projet, qui est basé sur les lois citées par V. E., est adopté, il fera cesser beaucoup d'abus qui ont lieu maintenant dans les fabriques, du maître à l'ouvrier et *vice versa*.

Il établira surtout entre les uns et les autres cette obligation réciproque qui les lie pendant un temps donné.

Je vais, toutefois, en attendant la décision de S. E. le ministre de l'intérieur, rappeler aux autorités locales les dispositions des règlements auxquels les ouvriers sont dûment assujettis.

8. ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRIS EN EXÉCUTION DE LA CIRCULAIRE DU 10 JANVIER 1818 [AUBE] <sup>1</sup>.

Vu la lettre de S. E. le ministre de la police générale, du 10 du présent mois, par laquelle S. E. rappelle les dispositions de la loi du 22 germinal an XI, concernant les fabriques, manufactures et ateliers, et celles de l'arrêté

<sup>1</sup> Nous donnons cet arrêté (13 janvier 1818) comme type de ceux qui furent alors pris par les préfets

du 9 frimaire an XII, relatif au livret dont les ouvriers doivent être munis ;

Considérant qu'il est de l'intérêt du commerce et qu'il importe, pour la tranquillité publique et la répression du vagabondage, que l'exécution de ces lois et règlements soit strictement observée et qu'il peut résulter de graves inconvénients de leur inexécution,

Arrête :

1° Les articles 6, 7, 8 et 12 de la loi du 22 germinal an XI et l'arrêté du 9 frimaire an XII seront réimprimés à la suite du présent ;

2° Les maires, adjoints et les commissaires de police surveilleront avec soin l'exécution de ces lois et règlements ;

3° Les ouvriers voyageant dans l'intérieur du département seront tenus de représenter, sur la réquisition qui leur en sera faite, soit par les maires et adjoints, soit par les commissaires de police, la gendarmerie, ou tous autres agents de la police, outre leur passeport, le livret dont ils doivent être munis, en exécution de l'arrêté du 9 frimaire an XII ;

4° Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêt précité, les ouvriers non munis de livret seront arrêtés et mis à la disposition de MM. les procureurs du roi, pour être poursuivis et punis comme vagabonds ;

5° Le présent arrêté sera imprimé pour être publié et affiché dans toutes les communes du département.

**59. Clermont-de-l'Hérault.****I. PLACARDS ANONYMES. — Début de janvier 1818.**

Le capitaine commandant la gendarmerie de l'Hérault adresse au ministre de la police, le 21 janvier, des placards non datés affichés le 18 à Clermont, où le lieutenant de l'arrondissement de Lodève a pris les mesures nécessaires pour éviter tout mouvement :

Messieurs, l'inhumanité et la dureté de votre cœur nous met hors de nous-mêmes ; votre mépris envers des pauvres ouvriers qu'ils ont aidé à faire votre fortune. Ce voyant délaissés par vous, M<sup>rs</sup>, cela seul pourrait être dans le cas de nous obligé à faire ce que nous ne voudrions pas. Nous ne prétendons pas tenter à votre fortune, mais si vous ne faites pas en sorte de nous donner du travail, nous ne pourrions éviter que de tenter sur vous et sur les mécaniques ; ainsi vous avez huit jours pour réfléchir, au bout de ces huit jours ci vous ne retirez pas vos laines des mécaniques pour faire travailler quatre ou cinq cent personnes qu'ils sont aux portes et que vous ne daignés pas les regarder, ne soyez pas surpris si vous voyez un soulèvement pour tomber sur vous et sur les mécaniques, tant les pauvres ouvriers nous souffrons pour nous et nos pauvres enfans.

Nous espérons que vous voudrez nous épargner cette tentative quelle serait inévitable.

Messieurs les administrateurs qui êtes munis des pouvoirs supêmes, que par votre bonté ordinaire veuillés concilier Messieurs les fabriquants afin de ne pas nous couvrir de honte par une tentative à laquelle la misère nous force.

Daignez s'il vous plait ! M<sup>rs</sup> prendre cela en considera-

tion. Vous seul, pouvais tout envers les Messieurs fabricants ou notre sort dépend.

2. LE PRÉFET DE L'HÉRAULT AU MINISTRE DE LA POLICE  
— 21 janvier 1818.

Il est trop vrai que les mécaniques dans l'arrondissement de Lodève et dans celui de Saint-Pons <sup>1</sup>, tous deux assez stériles, privent de leur subsistance beaucoup de malheureux, puisqu'elles font avec dix hommes ce qu'on faisait jadis avec cent. C'est un mal inévitable et à peu près irréparable. Dans beaucoup d'endroits et particulièrement à Clermont, on donne aux malheureux tous les secours que les circonstances permettent, et on réprime-rait avec fermeté les factieux.

3. LE MÊME AU MÊME. — 22 janvier 1818.

Le 21 janvier, essai de soulèvement contre les mécaniques, organisé par « quelques ouvriers connus pour leur fainéantise et leur goût pour la bonne chère, mais d'ailleurs sans beaucoup de crédit ». Ils ont levé une contribution d'argent pour envoyer des émissaires à Lodève. Le 22, arrestation de 4 séditieux, dont un nommé Soulayrac.

Toutes les précautions sont prises <sup>2</sup>.

4. LE CAPITAINE DE GENDARMERIE AU MINISTRE DE LA  
POLICE — 23 janvier 1818.

...Il paraît certain que ces meneurs avaient même ramassé quelque argent dans le dessein d'envoyer à Lodève six émissaires et trois dans les campagnes soulever les malheureux et les porter à mettre le feu aux mécaniques servant au cardage et à la filature des laines. La propo-

1. Évidemment dans les filatures qui, nombreuses dans cette région, manutentionnaient les laines provenant des départements voisins ou importées du Maroc.

<sup>2</sup> Cf. Bulletin de police des 3-4 février 1818, Arch. nat., F<sup>7</sup> 3789

sition de la part de ces meneurs avait été faite aux ouvriers de Lodève de s'unir à eux pour effectuer ce complot, mais il paraît qu'elle a été rejetée.

5. LE MÊME AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 26 janvier 1818.

Les prévenus, dans leurs interrogatoires, disent qu'ils voulaient faire peur, sans passer à l'exécution.

6. UN GROUPE D'HABITANTS AU PRÉFET DE L'HÉRAULT. — 26 janvier 1818.

Les honnêtes gens de cette commune viennent vous faire part des événements qui se sont passés ces jours derniers, et desquels nous pensons que vous devez être instruit. Des placards incendiaires ont été affichés, portant des menaces contre les personnes et les propriétés d'autrui. Nous étions dans la plus parfaite sécurité de croire que l'administration prendrait des mesures sévères pour intimider les scélérats. Mais qu'a-t-elle fait dans un moment où elle devait déployer toute son énergie ? Elle a fait arrêter seulement quatre personnes des gens du peuple, qui sont plutôt innocents que coupables, excepté le nommé Soulairac qui fait partie et qui est un des chefs des rassemblements qui ont eu lieu, mais il n'est pas le seul. Voici ce que nous vous demandons au nom des honnêtes gens, pour rassurer la tranquillité de la commune : 1<sup>o</sup> la destitution provisoire de l'administration et principalement : d'un nommé Orniac, adjoint, homme vil et méprisable par ses bassesses, et ayant joué toutes sortes de rôles dans la Révolution ; 2<sup>o</sup> le désarmement des trois quarts de la garde nationale, où il se trouve des hommes sans aveu, sans mœurs, sans moralité et ne payant absolument aucune contribution ; 3<sup>o</sup> l'arrestation d'un nommé Paul Laotar, chef de parti de la révolte, et la nommée Rey,

épouse de Vidal Culdier, dangereuse, et se tenant dans sa maison tous les rassemblements pour porter le peuple à la révolte, et l'administration, au lieu de la surveiller, lui tient au contraire la main. Nous vous invitons à prendre toutes les mesures que vous trouverez convenables pour faire maintenir l'ordre et respecter les propriétés. Nous vous demandons aussi que les armes qui ont été enlevées et volées aux honnêtes gens leur soient remises, car il n'y a que l'administration qui est coupable et qui a provoqué le désarmement de tous les honnêtes gens.

Nous vous offrons, Monsieur le préfet, la preuve de tout ce que nous vous avançons, et si justice ne nous est rendue, nous nous adresserons au ministre, qui fera droit à nos réclamations. Si nous ne signons point cette lettre, le motif en est seulement que nous voulons faire voir à ces Messieurs de la commune que ce que nous vous disons n'est que la pure vérité, et si vos occupations ne vous empêchent point de vous rendre sur le lieu, nous vous dirons de vive voix ce que nous vous avançons.

Nous avons l'honneur d'être avec un profond respect, Monsieur le préfet.

[Signé :] Tous les honnêtes gens de la commune.

[Transmission de la copie de la lettre précédente au ministre de la police fut faite le 29 janvier 1818.]

7. LE MINISTRE DE LA POLICE AU PRÉFET DE L'HÉRAULT.  
— 9 février 1818.

Il faut vérifier la dénonciation anonyme.

8. LE PRÉFET DE L'HÉRAULT AU MINISTRE DE LA POLICE.  
— 1<sup>er</sup> juillet 1818.

Le tribunal civil de l'arrondissement de Lodève a prononcé son jugement dans l'affaire des placards. Sont condamnés,

Lugagne, instituteur, considéré comme meneur et auteur des placards, par contumace, à deux ans de prison ; Soulairac, dit Chafettes, tisserand, à deux mois ; Léotard, dit Brisque, fabricant de cartes, à un mois et demi ; Laurès, tisserand, à un mois ; Bonafé, Chebiard, Blayac, tisserands, à vingt jours, tous solidairement à 300 fr. d'amende et aux dépens <sup>1</sup>.

F<sup>7</sup> 9786 21

## 60. Rancié.

### I. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ARIÈGE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 14 janvier 1818.

Annnonce le départ du préfet aux mines, où un mouvement d'insubordination est né, à la suite de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 1817, qui fixait, pour 1818, à 0 fr 55 le prix de la charge (6 myriagr) extraite de la mine et diminuait ainsi de 0 fr. 05 le prix de l'an passé. Le 23 décembre, les ouvriers ont cessé de travailler et ont résisté à tous les efforts faits pour les ramener au travail. De là, l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1818 :

....Considérant que le prétexte allégué par les mineurs de Rancié d'une diminution du prix du minerai ne peut les autoriser à refuser de travailler auxdites mines, aux ateliers desquelles ils sont attachés par leur inscription sur la liste dressée en exécution du décret du 3 janvier 1813, nouvellement rectifiée et arrêtée le 13 décembre dernier ; que la cessation du travail met en péril celui des 40 forges à fer qui existent dans le département et de celles des départements voisins qui s'approvisionnent à Rancié ; que l'article 33 du règlement de 1805 indique le mode dont ils doivent se servir quand ils ont à réclamer sur le prix du minerai <sup>2</sup> ; que la désobéissance des mineurs aux ordres et injonctions des jurats de se rendre aux ateliers ne peut être tolérée sans le plus grand

1. Ils avaient déjà subi cinq mois de prévention.

2. Règlement particulier aux mines de Rancie, Arch. nat., F<sup>14</sup> bis 7926.



dommage pour le commerce du fer et sans compromettre l'existence d'une infinité d'individus ; qu'il importe d'y mettre une prompte fin et que, puisque nos avis réitérés n'ont pu vaincre l'obstination des mineurs, il faut prêter de suite main-forte aux agents chargés de la police de ces mines ; arrêtons :

Art. 1<sup>er</sup>. — Dès la réception du présent arrêté, les jurats ordonneront de nouveau à tout l'office des mineurs de se rendre aux chantiers et commanderont nominativement les chefs d'ateliers et leurs suppléants. En cas de désobéissance, ils dresseront procès-verbal contre les récalcitrants.

Art. 2. — Une force armée, composée de détachements de troupes de ligne, de la compagnie de réserve et de gendarmerie, se rendra à Sem pour y prêter main-forte aux jurats, aux maires de Sem et de Goulhier et à tous autres agents de police et de justice, à l'effet de traduire devant M. le procureur du roi les mineurs refusant d'obéir et principalement les chefs ou moteurs, pour être poursuivis conformément à l'art. 415 du Code pénal.

En dehors de l'arrêté, il y a des instructions portant « qu'en même temps que le corps des mineurs recevrait ordre de se rendre aux ateliers, les chefs d'ateliers, et surtout ceux qui seraient reconnus pour être les chefs ou les moteurs de la désobéissance, seraient commandés nominativement ». Les jurats n'ont pu que constater, sans désigner personne, que personne ne s'était présenté

Le préfet a dû prendre un nouvel arrêté, le 13 janvier 1818, conforme à l'article 3 de son arrêté du 12 décembre, abaissant à 0 fr. 50 le prix du minerai.

2. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET  
DES MINES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 23 janvier  
1818.

Expose les causes du conflit. L'abaissement du prix du mi-

nerai est légitimé par la baisse du prix du fer (les 40 kilos tombent de 20-24 fr. à 17).

Le préfet a envoyé 40 hommes d'infanterie et 8 gendarmes; le commandant a sommé les mineurs de se rendre à leurs travaux, et ils ont répondu qu'ils n'iraient qu'après le rapport de l'arrêté du 12 décembre.

### 3. LE PRÉFET DE L'ARIÈGE AU MÊME. — 23 janvier 1818.

Je m'applaudis d'avoir été près des mines de Rancié pour obliger les mutins à rentrer dans le devoir. J'ai dû déployer un peu de sévérité, et je serai obligé d'avoir de la constance, parce que ces ouvriers, très mal accoutumés, se croient faits pour rendre le commerce du fer tributaire de leur paresse.

Comme la présence de la force armée est nécessaire pour leur faire subir des modifications dans leur régime, j'y ai placé provisoirement une brigade de gendarmerie à pied et j'ai demandé la résidence momentanée d'un détachement de troupes de ligne. L'ingénieur en chef des mines y est, et je l'y avais laissé le 17. On fait de la mine, les forges travaillent : c'est pour l'instant ce que voulait l'autorité. On juge en cet instant quelques mutins. que je vais faire traduire : si le jugement est par trop doux, je crois qu'on rappellera. Je les ai exclus des ateliers. J'adresserai la semaine prochaine un rapport plus circonstancié à V. E., qui pourra très bien recevoir des pétitions outre celles qui parviendront peut-être à la Chambre. Mais tout cela n'empêche pas qu'il faut qu'on fasse de la mine, parce que *sans elle pas de fer, et sans fer, pas d'argent dans l'Ariège* <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Il y eut aussi un rapport de l'ingénieur des mines d'Aubuisson de Voisin, adressé le 14 avril 1818 au ministre de l'intérieur, qui manque

4. LE MÊME AU MÊME. — 24 janvier 1818.

Sur 10 ouvriers traduits, 8 ont été condamnés à 1<sup>r</sup> mois d'emprisonnement et aux frais, 2 relaxés « pour des circonstances atténuantes que j'ignore encore ».

5. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES. — 6 février 1818.

Approuve les mesures prises.

6. LE PRÉFET DE L'ARIÈGE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 22 février 1818.

Propose le maire de Vicdessos comme administrateur provisoire de Sem <sup>1</sup>.

7. LE MÊME AU MÊME. — 3 août 1818.

Demande le maintien de la brigade de gendarmerie à Rancié et l'autorisation de louer une caserne à Sem.

8. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE L'ARIÈGE. — 1<sup>er</sup> septembre 1818.

Approbation.

F<sup>2</sup> : 1216.

61. CONSEIL DES MANUFACTURES. — 29 janvier 1818.

[Le Conseil] renvoie également à la commission spéciale formée pour l'examen des questions relatives au rétablissement des communautés d'arts et métiers <sup>2</sup> une lettre de janvier dernier par laquelle M. le sous-secrétaire d'État au département de l'intérieur transmet de nouveaux documents qui lui ont été communiqués sur cet objet par S. E. le ministre d'État, préfet de police.

F<sup>12</sup> : 195.

1. Arrêté préfectoral joint, du même jour, approuvé le 5 mars 1818.

2. Voy. plus haut, n° 50

**62. Lyon.****1. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 6 mars 1818**

Le 28 février, le consul de France à Barcelone a délivré un passeport pour la France à Jean-Pierre Chara, fabricant de tulles et de métiers, qui est allé à Barcelone sans passeport et y a construit un métier qu'il n'a pu vendre. Il se pourrait que Chara fût revenu en France pour débaucher des ouvriers.

**2. LE MINISTRE DE LA POLICE AU LIEUTENANT DE POLICE DE LYON. — 18 mars 1818.**

L'informe du retour de Chara et le prie de veiller sur lui.

**3. LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MINISTRE DE LA POLICE. — 24 mars 1818.**

Chara a été entraîné par un Espagnol de Ripoll <sup>1</sup>, qui voulait y former des établissements de tulles de France, mais il a été trompé dans toutes ses espérances.

F<sup>r</sup> 9796.

**63. Bordeaux.****BULLETIN DE POLICE. — 13 mars 1818.**

On a remarqué, le 6 de ce mois, à l'enterrement d'un maçon, un nombreux cortège d'ouvriers maçons et de tailleurs de pierre, décorés de tous les attributs de l'ancien compagnonnage. Le public n'a pas vu sans étonnement ce signe précurseur du retour d'associations turbulentes, dont on ne peut attendre que le désordre. Après la cérémonie funèbre, un commissaire de police, accompagné d'un détachement de la garde nationale, est allé dissoudre cette réunion illégale : deux des principaux meneurs ont été arrêtés, ayant encore leurs chapeaux ornés de rubans. Ces individus, étant domiciliés à Bordeaux, ont été remis chez eux, mais les rubans ont été saisis, et l'affaire

1. Province de Gérone.

134 LE RÉGIME DE L'INDUSTRIE DE 1814 A 1830.

dénoncée au procureur du roi, afin d'effrayer ceux qui voudraient imiter leur exemple <sup>1</sup>.

F<sup>7</sup> 3789.

**64. Aubais.**

LE PRÉFET DU GARD AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
14 mars 1818.

Le 8 mars, rixe dans une auberge entre des compagnons du devoir étrangers.

F<sup>7</sup> 9786. 19.

**65. Sommières.**

LE PRÉFET DU GARD AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
20 mars 1818.

Le 15 mars, rixe entre des compagnons du devoir, étrangers, les uns habitant Sommières, les autres Congenies. Deux arrestations.

F<sup>7</sup> 9786. 19

**66. Vergèze.**

1. LE PRÉFET DU GARD AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
26 mars 1818.

Le 22 mars, rixe entre des compagnons du devoir. Une arrestation

2. LE MÊME AU MÊME. — 27 avril 1818.

Le prévenu condamné à un mois d'emprisonnement, 25 fr. d'amende et aux dépens.

F<sup>7</sup> 9786. 19.

**67. Aigues-Vives.**

LE PRÉFET DU GARD AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
28 mars 1818.

Le 24, rixe entre ouvriers. 5 arrestations.

F<sup>7</sup> 9786. 19.

1. Une rixe de compagnonnage, suivie de 6 arrestations, est signalée au *Moniteur universel* du 2 avril 1818, p. 407.

## 68. Paris.

## 1. UN AGENT [ANONYME] AU PRÉFET DE POLICE. — 4 avril 1818.

Les patrons chapeliers se sont coalisés pour ne payer que trois sous par façon de chapeau, sous peine de 500 fr. de dédit. Les apprêteurs, qui demandent quatre sous, refusent de travailler depuis trois semaines. Les patrons ont l'intention de renvoyer leurs ouvriers fouteurs <sup>1</sup>.

## 2. LE PRÉFET DE POLICE AU MINISTRE DE LA POLICE. — 8 avril 1818.

Dans le courant de mars, mouvement de coalition parmi les ouvriers chapeliers. Les ouvriers du sieur Caseneuve, rue des Gravilliers, au nombre de six, devaient donner le signal. En effet, ils ont quitté le travail; un seul a été arrêté, les autres n'ont pu être retrouvés. Les ouvriers des autres fabriques ont été amenés à la préfecture de police : les charges contre eux ont été insuffisantes pour qu'ils fussent retenus.

## 3. LE MINISTRE DE LA POLICE AU PRÉFET DE POLICE. — 11 avril 1818.

Approuve les mesures prises.

F<sup>7</sup> 9787.

## 69 Valence.

## 1. LE PRÉFET DE LA DRÔME AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 6 avril 1818.

Rappelle les luttes fréquentes, à propos de compagnonnage,

1. En 1817, les chapeliers-fouteurs de Paris avaient ajouté à leur Société de secours mutuels, fondée en 1808, une bourse auxiliaire pour donner aux adhérents un secours de chômage de 7 francs par semaine pendant dix-sept semaines, ou 14 francs de viatique pour ceux qui voudraient quitter Paris (*Associations professionnelles*, t. I, p. 200-201). Ils avaient fondé, en 1816, la mutuelle de Saint-Vincent de Paul, et fondèrent, en 1818, celle de Saint-Guillaume et la Société de secours mutuels et de prévoyance des approprieurs-chapeliers, en 1819, la Société d'union et de secours (*Ibid.*, t II, p. 274 sq.).

entre les cordonniers et les menuisiers : le 25 octobre 1817, jour de la Saint-Crépin, ordures jetées par les menuisiers sur les cordonniers ; le 27, rixe rue Saint-Félix ; le 1<sup>er</sup> novembre, la police apprend que les menuisiers appellent à leur secours les maçons et les tailleurs de pierre de Saint-Péray, et ils ne s'arrêtent que devant les menaces du préfet ; le 7 décembre, rixe, un blessé ; le 9 mars 1818, rixe, les vitres du cabaret des cordonniers sont brisées.

Le parquet n'a ordonné aucune instruction. L'auteur de l'attentat du 7 décembre demeure impuni et refuse de quitter la ville, sous prétexte qu'il y a fait des dettes. Certains ateliers ont été interdits « L'esprit de compagnonnage fait des progrès effrayants <sup>1</sup>. »

2. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE LA DRÔME.  
— 18 avril 1818.

Il faut appliquer les articles 414 et 415 du Code pénal.

F<sup>7</sup> 9786. 17.

70. Rive-de-Gier <sup>2</sup>.

1. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET  
DES MINES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 24 avril  
1818.

Les sommes versées pour la caisse ne s'élèvent qu'à 194 fr , faisant partie de la souscription de deux compagnies seulement, en raison de la « force d'inertie qu'opposent à cet établissement ceux mêmes qui sont le plus à portée d'en sentir l'utilité, par hostilité contre l'intervention de l'administra-

1. Cf. Bulletin de police du 14 avril « Depuis plusieurs mois les ouvriers menuisiers et cordonniers de Valence, mus par la jalousie, se livrent à des provocations réciproques, qui amènent des rixes quelquefois sanglantes. Le compagnonnage fait des progrès alarmants, et la malveillance pourrait en tirer un parti d'autant plus dangereux que l'administration ne peut que procéder avec mesure, et doit se borner à prescrire la poursuite des délits. A un genre particulier de désordre, il faudrait appliquer des remèdes particuliers » (Arch nat , F<sup>7</sup> 3789 )

2 Dans le dossier figurent un grand nombre de textes concernant des négociations, en 1818, entre les ministres de l'intérieur et des finances au sujet du versement des fonds de non-valeurs.

tion ». Une loi, d'après le préfet de la Loire, « aurait contraint au silence les petits intérêts et les rivalités de commerce qui viennent trop souvent entraver les mesures d'utilité publique » Il serait bon de verser dans la caisse les reliquats des fonds de non-valeurs non seulement de 1817, certainement modiques, mais antérieures à 1817.

2. LE CHEF DE LA 1<sup>re</sup> DIVISION DE L'INTÉRIEUR <sup>1</sup> AU SECRÉ-  
TAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE <sup>2</sup>. — 5 mai 1818.

Demande l'insertion de l'ordonnance du 25 juin dans le *Bulletin des lois*, le préfet de la Loire pensant « que la publicité de cette ordonnance provoquerait de semblables établissements dans les autres contrées houillères du royaume ».

3. NOTE DE LA 1<sup>re</sup> DIVISION DE L'INTÉRIEUR AU MINISTRE.  
— 16 mai 1818.

Reprend les assertions des textes précédents.

4. LE PRÉFET DE LA LOIRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 10 juin 1818.

Rend compte d'une tournée dans le département et expose l'état de la caisse des mineurs

....C'est ici que je n'ai eu que trop lieu de reconnaître combien l'intérêt personnel est froid et insensible à tout ce que la bienfaisance offre de plus touchant, surtout lorsqu'il se trouve éparpillé dans une foule de sociétés émules et jalouses qui sont toutes appelées à concourir à une œuvre dont toutefois, dans cette circonstance, le but ne serait pas moins utile à leur égard qu'honorable en lui-même, et qui apportent dans la discussion d'un faible contingent des calculs étroits et des préventions là où

1. Louis Maître, chargé de la division d'administration générale et départementale.

2. Le comte de l'Escarène.



jamais des idées libérales ne pourraient être mieux placées.

....C'est pour chercher à vaincre l'indifférence ou l'égoïsme, qui continuaient à paralyser tous nos efforts, que j'ai voulu aller présider moi-même l'assemblée indiquée pour le mois de mai, et je n'ai pu que me convaincre de toutes les difficultés que doit éprouver un administrateur pour amener sur un même point des intérêts épars et quelquefois opposés qui se compliquent encore de toutes les passions et de toutes les préventions individuelles, même dans des vues avouées de tous et sur lesquelles chacun, pris isolément, tomberait d'accord.... Pour faire le bien, l'autorité aura toujours plus de force que l'éloquence, et les hommes sont constitués de manière que, pour leur propre avantage, leur volonté doit être plus souvent forcée plutôt qu'invitée.

Cela explique que les sociétaires aient sollicité une loi, d'ailleurs parfaitement justifiée.

Si l'impôt est une concession faite pour subvenir aux charges publiques ou locales, il me semble qu'il ne peut pas trouver de plus nobles arguments que dans l'amélioration ou plutôt l'adoucissement d'une classe entière de citoyens, voués à des travaux périlleux dont une autre classe recueille le bénéfice, et dont il est juste qu'elle supporte aussi les charges dans les accidents, les infirmités, enfin toutes les conséquences qui en résultent et qui sont prévues, puisque le terme moyen des morts, supputés sur plusieurs années, est de quinze et d'autant pour les estropiés, ce qui mettrait chaque année trente individus dans la circulation des mendiants, des vagabonds et de tous les malheureux qui pèsent sur la société tout entière.

5. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE LA LOIRE.  
— 18 juin 1818.

Accusé de réception.

Je regrette beaucoup l'espèce d'opposition que vous rencontrez dans les sociétaires de mines.

6. LE PRÉFET DE LA LOIRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 1<sup>er</sup> juillet 1818.

Transmet copie de la délibération prise le 23 mai par le comité général de la mine, demandant que la rétribution déterminée par le règlement soit réduite de moitié et que le paiement en devienne obligatoire par l'effet d'une loi ou d'une ordonnance.

[Envoyé au directeur général des ponts et chaussées et des mines le 8 juillet.]

7. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 5 octobre 1818.

Exprime son hostilité au projet présenté par le préfet de la Loire, au nom de la liberté des exploitants, et propose une rédaction nouvelle de l'art. 2 du règlement, conformément aux propositions du comité de Rive-de-Gier.

8. LE MINISTRE AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES. 21 octobre 1818.

L'invite à rédiger un projet dans ce sens.

9. RÈGLEMENT MODIFIÉ DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE. — 5 novembre 1818.

....Art. 2. — Les fonds de la société se composent :

1<sup>o</sup> De ceux obtenus de la munificence royale en vertu de l'art. 2 de l'ordonnance précitée;

2<sup>o</sup> D'un versement fait par les extracteurs d'un demi-centime par hectolitre de houille extraite dans leur exploi-

tation, déduction faite du nombre des hectolitres livrés titre de redevance aux propriétaires de surface ;

3° Du versement fait par les propriétaires de surface d'un centime par hectolitre de houille à eux livré à titre de redevance ;

4° De dons volontaires inférieurs qui pourraient être offerts sans qu'ils puissent donner droit à faire partie de la société. Néanmoins, les propriétaires de surface qui souscriront à un taux inférieur à celui d'un centime, mais dont les versements produiront dans le cours de l'année une somme au moins de 100 francs, seront admissibles à prendre part à l'administration, suivant le mode indiqué par le règlement.

[Adressé le 5 et approuvé le 8 novembre.]

F<sup>2</sup> : 1219

#### 71 Boulogne.

BULLETIN DE POLICE. — 2-3 mai 1818.

Depuis les premiers jours d'avril, des ouvriers, maçons et terrassiers, partent en grand nombre de diverses communes de l'arrondissement de Boulogne, avec des passe-ports pour Lille, ou pour quelque autre ville frontière ; mais cette destination n'est que simulée, et ils vont travailler aux fortifications de Tournai ou d'autres places de la Belgique. Toutefois, on ne pense pas que ces émigrations, probablement temporaires, puissent nuire au pays ; car ces ouvriers, chèrement payés, y rapporteront au contraire le produit de leur travail.

F<sup>7</sup> 3789.

#### 72. Bordeaux.

BULLETIN DE POLICE. — 30-31 mai 1818.

L'administration municipale ayant appris, le 22 de ce

mois, dans la soirée, qu'il se formait sur la place Saint-Profit un attroupement de compagnons prêt à livrer combat à d'autres ouvriers, s'y est transportée aussitôt, avec la force armée, pour le dissiper et saisir quelques-uns de ceux qui en faisaient partie ; mais instruits de ce mouvement, qu'ils paraissaient redouter, ils ont regagné leurs logements. On est à la recherche des instigateurs de ce rassemblement <sup>1</sup>.

F<sup>1</sup> 3789.

### 73. Lorient.

BULLETIN DE POLICE. — 25 juin 1818.

Il s'était manifesté, depuis la fin de mai, parmi les ouvriers du port, un mécontentement, dont la cause ou le prétexte était la modicité de leurs salaires <sup>2</sup>. Des efforts inutiles avaient été faits pour les ramener au devoir, lorsqu'un des plus mutins, s'étant présenté pour faire renouveler son permis de séjour, ce qu'il avait négligé jusqu'alors, on a cru devoir profiter de cette circonstance pour le retenir en état de dépôt. Il n'a été mis en liberté, sur la réclamation des autres ouvriers, qu'après le rétablissement de l'ordre, et, le lendemain, ils ont repris leurs travaux ordinaires. Le commissaire général ordonnateur de la marine <sup>3</sup> assure que, depuis ce jour, on n'a pas entendu dans les ateliers le plus léger murmure.

F<sup>1</sup> 3790

### 74. CIRCULAIRE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AUX PRÉFETS. — 3 juillet 1818.

Dans un grand nombre de villes, l'autorité municipale a cru nécessaire, pour le bon ordre, de donner des règle-

<sup>1</sup> Pas d'indication de profession. Voy. plus haut, p. 134, n. 1.

<sup>2</sup> Rien à ce sujet dans les documents de la marine.

<sup>3</sup> Mullet des Essards

ments à certaines classes d'ouvriers et gens de peine au service du commerce et du public <sup>1</sup>. La plupart de ces professions (*celle des portefaix*, par exemple) sont exemptes du droit de patente, la loi ayant voulu les rendre accessibles à tout le monde ; mais cela même peut exiger une surveillance plus spéciale sur ceux qui s'y livrent ; de plus, l'exercice de ces professions suppose fréquemment des réunions de ceux qui s'y adonnent sur la voie publique, dont la sûreté et la liberté doivent être garanties par la police municipale. La loi du 24 août 1790 lui a donné pour attributions directes l'autorité sur ce qui intéresse la sûreté, la commodité des rues et places, le maintien du bon ordre dans les foires, marchés, lieux publics et partout où il se fait des rassemblements d'hommes, ainsi que l'inspection sur la fidélité dans le débit des denrées et sur la salubrité des comestibles exposés en vente <sup>2</sup>. L'article 29 du titre I<sup>er</sup> de la loi du 22 juillet 1791 <sup>3</sup> déclare maintenus, malgré la suppression des corporations et inspections, les règlements de sûreté publique applicables à l'exercice de certaines industries ; et l'article 46 reconnaît dans l'administration municipale « le droit soit de publier de nouveau les lois et règlements de police existants et de rappeler les citoyens à leur observation, soit d'ordonner les précautions locales sur les objets confiés à sa vigilance et à son autorité » <sup>4</sup>. Les maires, chargés de la police par l'article 13 de la loi du 28 pluviôse an VIII <sup>5</sup>, ont recueilli

1 Pour Paris, voy plus haut, p 87, n. 1

2 Décret sur l'organisation judiciaire, du 16 août 1790, sanctionne le 24, titre XI, art 3 (*Collection Baudouin*, août 1790, p 189-190).

3 Décret sur la police municipale et correctionnelle (*Collection Baudouin*, juillet 1791, p 215 sq.). Il s'agit dans cet article des règlements en matière d'or et d'argent de comestibles et médicaments, de bâtiments, de gages aux monts-de-piété (p 223).

4. L'article du décret n'est pas exactement reproduit dans sa lettre, mais il l'est dans l'esprit (*Ibid.*, p. 226).

5. *Bulletin des lois*, 17, n° 115, p. 6.

ces attributions et ces droits ; et c'est sur ces fondements qu'ils ont pu rendre des ordonnances au sujet de certaines classes d'ouvriers.

Mais plusieurs d'entre eux ont étendu cette faculté au delà de ses bornes légales : ils ont voulu rétablir, en quelque sorte, des corporations abolies par la législation de 1791 ; ils ont rendu difficile l'admission des travailleurs, ou établi des conditions arbitraires. En publiant de nouveau les anciens règlements, on n'a pas toujours distingué ceux qui sont ou directement abrogés par quelque loi survenue depuis, ou évidemment en contradiction avec la législation moderne ; souvent on a renouvelé des clauses pénales qui ne s'accordent pas avec le Code actuel ; ou l'on a prononcé de nouvelles, ce qu'aucune autorité locale n'est en droit de faire.

Ces erreurs, causées par un zèle louable dans son principe, auraient été réparées à mesure, si ces sortes de règlements avaient été mis sous les yeux de l'autorité supérieure ; mais plusieurs préfets ont supposé que des dispositions de simple police ne sortaient pas du cercle de la compétence municipale, et ils les ont approuvées ou tolérées, sans consulter et sans rendre compte. Chaque exemple, en ce genre, a servi à en autoriser un grand nombre d'autres plus ou moins analogues. Dès lors, il s'est établi, non cette variété de règles que les besoins et les habitudes de chaque pays peuvent demander ou justifier, mais une véritable confusion qui a excité de véritables plaintes. En effet, les restrictions arbitraires portent atteinte et à l'industrie, dont l'exercice, sous les conditions déterminées par les lois, doit être libre d'un bout du royaume à l'autre pour tous les Français, et au droit que chacun a de travailler dans sa propre commune et de pourvoir par là aux besoins de son existence.

Ces plaintes seules ont fait connaître un grand nombre d'ordonnances ou règlements qui auraient dû être adressés au ministère de l'intérieur et qui n'y sont jamais parvenus.

Il conviendrait cependant que ces sortes d'actes y fussent déposés, quand ce ne serait que comme des documents nécessaires pour le gouvernement, qui, devant protection aux individus et à l'industrie comme à l'ordre public, a besoin de vérifier, dans l'occasion, ce que les autorités locales ont cru pouvoir ordonner pour concilier ces intérêts.

Mais le gouvernement est obligé plus directement encore de veiller à ce que les précautions prises dans chaque localité ne contrarient pas les lois générales ; et, sous ce rapport, son examen et son autorisation sont indispensables.

Il importe de remarquer que la loi de 1791 ne voulait pas même que les actes municipaux relatifs à la police pussent porter le nom de *règlement*. Celui de *délibération* qu'elle permettait ne convient plus à une ordonnance qui émane aujourd'hui d'un maire seul ; mais cette observation suffit pour avertir que des règles permanentes limitant ou dirigeant l'industrie des citoyens ne doivent pas être imposées dans une commune sans le concours et l'approbation de l'autorité supérieure.

MM. les maires doivent remarquer en particulier que ce n'est pas à eux, mais au tribunal de police, c'est-à-dire aux juges de paix, que le Code d'instruction criminelle, article 139, défère le jugement des contraventions commises dans les communes chefs-lieux de canton <sup>1</sup>. Les règlements dans lesquels on trouve que les maires s'attri-

buent le droit de juger et de prononcer des peines, soit judiciaires, soit administratives sont donc en opposition avec la loi, et leur exécution rendrait passible des peines portées par l'article 131 du Code pénal contre l'empiétement sur l'autorité des tribunaux <sup>1</sup>.

Enfin, je n'ignore point que, dans certaines occasions, quelques autorités municipales ont cru pouvoir admettre les contrevenants à une composition, en exigeant d'eux, en faveur des pauvres ou autrement, des amendes ou aumônes prétendues volontaires ; c'est un abus d'autorité que la bonne intention évidente ne suffirait pas toujours pour empêcher de qualifier de concussion.

Je vous prie, Monsieur le préfet, de faire rechercher les ordonnances de police ou règlements des maires relatifs aux professions d'ouvriers et gens de peine qui peuvent avoir été publiés dans votre département et y être en vigueur sans avoir reçu l'approbation ministérielle. Vous voudrez bien m'en faire passer des copies à mesure qu'ils vous parviendront. Pour ceux qui auraient été autorisés par le ministère dans un temps quelconque, il suffira de m'en indiquer la date et l'objet.

Et, pour l'avenir, je vous prie de ne munir de votre approbation aucun règlement de cette nature, sans me l'avoir communiqué et sans en avoir reçu mon autorisation.

F1 A 33

## 75. Lunel.

LE PRÉFET DE L'HÉRAULT AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
9 juillet 1818.

Le 5 juillet, rixe; 10 ouvriers maçons blessés mortellement, dont 2 de Lunel-Viel. Le préfet a envoyé un corps

1. Punissable de 16 à 150 francs



de troupe de la garde nationale sur les lieux. Le maire de Lunel a retiré les passeports et livrets de tous les ouvriers étrangers, de façon à pouvoir retrouver facilement les coupables <sup>1</sup>.

## 76. Pont-de-Lunel (1e).

1. LE PRÉFET DU GARD AU MINISTRE DE LA POLICE —  
10 juillet 1818.

Rixe le 6 dans une auberge : 2 blessés.

2. LE MÊME AU MÊME. — 17 juillet 1818.

L'affaire a été plus grave qu'il ne croyait d'abord. 50 ouvriers, réunis dans une auberge pour faire la conduite d'un camarade, ont été attaqués par une bande plus nombreuse à coups de pierre et de pistolet. Un des ouvriers est mort le 10; 4 autres transportés à Sommières, Valergues, Lunel. Un mandat d'arrêt a été lancé contre Ruy et ses deux fils, tous armés d'armes à feu <sup>2</sup>.

3 LE MINISTRE DE LA POLICE AU PRÉFET DU GARD. —  
21 juillet 1818.

Quelles sont les raisons précises de l'affaire ?

4. LE PRÉFET DU GARD AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
4 août 1818.

.... Les querelles des ouvriers maçons n'ont aucun motif politique. On sait que depuis fort longtemps ces ouvriers sont divisés en deux partis, qui ont chacun pour se reconnaître des mots, des signes et des attouchements particuliers. Un parti est désigné sous le nom de compagnons passants ou *dévorants*, l'autre parti est connu sous le nom de compagnons étrangers ou *loups*. La rivalité qui existe entre des gens qui exercent les mêmes professions, qui ne

<sup>1</sup> Cf Bulletin de police du 16 juillet, F<sup>1</sup> 3790

<sup>2</sup> Cf Bulletin de police du 26 juillet, F<sup>1</sup> 3790

travaillent pas dans les mêmes ateliers et qui se regardent comme ennemis est l'unique cause des désordres dont je vous ai rendu compte. J'ai l'honneur même de vous annoncer que depuis cet événement chacun se tient dans les bornes du devoir, et dans tous les cas des mesures sont prises pour que la tranquillité publique ne soit pas impunément troublée.

F<sup>7</sup> 9786 19

### 77. Perpignan.

#### 1. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 10 juillet 1818.

On sait que deux ou trois assortiments de machines propres à carder les laines et à tisser les draps, déposés à Estagel, ont été disposés pour être chargés sur des voitures, transportés au bord de la mer et embarqués en fraude 1.

#### 2. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 17 juillet 1818.

Malgré les précautions et les moyens de surveillance dont il a été fait usage pour empêcher l'embarquement de ces machines, cette entreprise vient de s'effectuer, pendant la nuit, sous la protection d'une quarantaine d'individus, déguisés et armés, qui ont paralysé les efforts des préposés des douanes chargés de s'y opposer. Des coups de fusil ont été tirés de part et d'autre, sans que personne ait été atteint. Un des préposés, qui avait osé braver l'imminence du danger, a été pris, tenu lié et garrotté pendant tout le temps de l'expédition, et n'a reçu la liberté que lorsque les bateaux, chargés de ces machines, ont gagné la haute mer.

1. Il paraît, d'après une lettre du préfet, du 22 décembre 1818, que ces machines étaient celles qu'on avait saisies en 1816 Voy. n° 16 — Cf Bulletin de police du 28 juillet, F<sup>7</sup> 3790

Le 12, arrestation d'un de ces contrebandiers, Villards, de Torreilles.

F<sup>1</sup> 9796

## 78. Port-Mort.

1. LE SUBSTITUT DU PROCUREUR DU ROI <sup>1</sup> AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 14 juillet 1818.

Les habitants de la commune de Port-Mort, arrondissement d'Andelys, département de l'Eure, sont dans l'usage immémorial d'envoyer la population de l'une de ses trois sections au secours de tous les bateaux de transport de Rouen à Paris pour les aider à surmonter l'obstacle qu'offrent des roches dans le lit de la Seine, qu'on nomme *grandes et petites Gourdaines* <sup>2</sup>.

D'anciennes sentences de la vicomté de l'eau de Rouen <sup>3</sup>, homologatives de transactions entre les mariniers et les habitants, ont déterminé la nature du travail, les obligations des hâleurs, les bases du salaire et sa quotité.

Jadis, de 1739 à 1785, les salaires étaient fixés au taux de 2 l. 10 sols, pour chaque courbe de chevaux, de rhum <sup>4</sup> et de renfort.

L'élévation progressive du prix des choses amena, en 1785, une augmentation de salaire; elle fut consentie devant le tribunal de la vicomté de l'eau et déterminée par sentence du 30 juillet 1785 à 4 fr. par courbe, c'est-à-dire dans la proportion de 5 à 8.

Depuis 1785, les salaires sont restés sur le même pied (sauf l'époque du papier-monnaie, pendant laquelle ils étaient arbitraires).

1. Baroche.

2. Elles ne sont pas indiquées par la carte de Cassini.

3. Jurisdiction spéciale de la ville de Rouen sous l'ancien régime.

4. N. Landais, *Dictionnaire général et grammatical*, v<sup>o</sup> Rhum · chevaux qui tirent un bateau

Les habitants de Port-Mort réclament depuis quelques années, de la justice des mariniens, une nouvelle augmentation ; plusieurs d'entre eux l'ont accordée, mais le plus grand nombre résiste et prétend ne devoir s'y soumettre qu'en vertu d'un ordre supérieur.

Sans doute, il suffit d'exposer à V. E. l'état de choses pour qu'elle daigne prendre en considération la réclamation des habitants de Port-Mort. Fidèles aux engagements pris par leurs pères, ils se portent avec zèle au secours de tous les bateaux montant qui, sans leur aide, seraient en péril, quelque force, d'ailleurs, qu'ils puissent se procurer par des chevaux. Ils sont incapables de refuser leurs bras et de vouloir ainsi faire la loi aux mariniens, quelle que soit la dureté de ceux-ci ; mais ils désirent faire prononcer sur leur sort par l'autorité supérieure.

Les mariniens sont d'une injustice extrême à leur égard, quoiqu'ils n'osent en user de même avec les autres hâleurs d'autres pertuis. Au petit Andelys, par exemple, à deux lieues au-dessous de Port-Mort, les hâleurs qui ne travaillent que pendant quinze à vingt minutes seulement étaient payés à 3 fr. de la courbe, alors que Port-Mort recevait 4 fr. pour un travail de trois heures ; ces hâleurs d'Andelys ont obtenu 5 fr., c'est-à-dire une augmentation de deux tiers, et les mariniens persistent à refuser toute augmentation aux habitants de Port-Mort, dont le travail, infiniment plus considérable, n'était déjà salarié que dans une moindre proportion.

Né au village de Port-Mort, j'ose, Mgr, me rendre l'organe de ces pauvres habitants auprès de V. E., pour la supplier de donner les ordres nécessaires afin de faire régler leurs salaires de hâleurs en proportion de leur travail. En suivant les anciennes bases et prenant en considération l'augmentation progressive du prix des denrées

de première nécessité et des gains des mariniers, les habitants réclament une augmentation d'au moins un denier en sus, c'est-à-dire 6 fr. de la courbe. S'ils prenaient exemple du petit Andelys, s'ils ne se faisaient un devoir d'être extrêmement modérés dans leurs prétentions, ils auraient pu sans doute réclamer jusqu'à 7 fr., et leur temps ne serait encore qu'à peu près payé sur le pied de la journée de travail.

L'intérêt de pauvres villageois ne paraîtra point indigne à V. E. de fixer un instant son attention ; leurs bénédictions seront, Mgr, le seul prix digne du bienfait qu'une pensée de V. E. leur doit procurer....

2. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE LA SEINE-INFÉRIEURE. — 25 juillet 1818.

Lui communique la pétition de M Baroche.

3. RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF DES PONTS ET CHAUSSÉES DE L'EURE <sup>1</sup>. — 18 novembre 1819.

Reprend l'exposé de M. Baroche et ajoute :

Observations. — M. l'ingénieur d'arrondissement s'étant transporté sur les lieux pour y prendre des renseignements sur la réclamation des habitants de Port-Mort, il a été assuré à ce fonctionnaire que, lors du dernier voyage que M. Magin, commissaire général de l'approvisionnement de Paris, avait fait à Rouen, il avait été convenu avec les maîtres mariniers de cette ville qu'ils paieraient aux hâleurs de Port-Mort 5 fr. par courbe pour monter les grandes et petites Gourdaines.

Ce prix paraît assurément très raisonnable ; car ce ne sont pas tous les hâleurs de chaque section que les mari-

1. De l'Escaille

niers doivent payer, mais bien le nombre des hâleurs nécessaires pour faire monter leurs bateaux.

Les habitants de la commune de Port-Mort sont divisés en trois sections de hâleurs de soixante-dix à quatre-vingts hommes chacune ; chaque section travaille alternativement pendant une semaine, et les hommes qui la composent ne peuvent quitter le pays pendant la semaine de service.

Cependant, il a été assuré à M. l'ingénieur d'arrondissement qu'assez habituellement il ne se trouve guère que cinquante hâleurs pour monter un bateau de moyenne classe, tirée par quatre courbes, ou huit chevaux de rhum ; ainsi, en supposant que les hâleurs soient employés pendant un quart de jour environ et qu'ils soient payés à raison de 5 fr. par courbe, ils gagneront chacun pour leur quart de jour 0 fr. 40, et par conséquent 1 fr. 60 pendant la journée entière, si elle est entièrement occupée à ce travail.

Avis. — D'après les observations ci-dessus, l'ingénieur en chef estime qu'en fixant à 5 fr. par courbe de chevaux de rhum et de renfort les salaires à payer aux hâleurs de Port-Mort, pour monter les grandes et petites Gourdaines, ces salaires se trouveront portés à un taux assez élevé et que les hâleurs seront bien suffisamment payés du temps qu'ils auront employé à cet ouvrage.

[Transmis le 27 novembre par le préfet au ministre de l'intérieur.]

4. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE LA SEINE-INFÉRIEURE. — 4 décembre 1819.

.... Si, comme paraît le faire entendre le rapport qui vous a été présenté par M. l'ingénieur que vous avez chargé de l'examen de cette affaire, il y a eu accord entre

les parties intéressées sur l'objet de la réclamation, un pareil résultat n'a rien que de louable : mais si un projet de transaction avait reçu ou devait recevoir la sanction de l'autorité locale, il conviendrait que vous ne perdisiez point de vue les dispositions de ma circulaire du 3 juillet 1818 sur les règlements de police pour les ouvriers et gens de peine <sup>1</sup>, circulaire par laquelle il vous a été demandé de ne munir de votre approbation aucun règlement de cette nature sans me l'avoir communiqué et sans en avoir reçu mon approbation....

F<sup>12</sup> 124396.

#### 79. CONSEIL DES FABRIQUES. — 16 juillet 1818.

Par la première [lettre du sous-secrétaire d'État au département de l'intérieur], en date du 1<sup>er</sup> de ce mois, le Conseil est invité à examiner un mémoire adressé à S. M. par un grand nombre d'artisans de la ville de Bordeaux, à l'effet de solliciter l'adoption de mesures de police et de discipline intérieures dans chaque corps de métiers. Ce mémoire et la lettre qui l'accompagne sont renvoyés par le Conseil à la commission existante chargée déjà de donner son avis sur les différentes questions relatives aux maîtrises et corporations <sup>2</sup>.

F<sup>12</sup>\* 195

#### 80. Angers.

##### 1. LE PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 4 août 1818.

Il consulte l'administration centrale au sujet des règlements des ardoisières L'ordonnance de l'intendant de Tours, du 15 mars 1752, n'a pas été exécutée ; l'arrêté préfectoral de 1808 <sup>3</sup>

<sup>1</sup> Voy. plus haut, n° 74.

<sup>2</sup> Voy. plus haut, n° 50.

<sup>3</sup> Cet arrêté, du 6 août 1818, n'avait pas été approuvé par le gouvernement (Arch. nat., F<sup>12</sup> 95136)

non plus. Or les ouvriers « d'en haut » ont des droits contraires aux intérêts des propriétaires et de plus illégaux :

1° Les fils seuls admis à leur succéder ; exclusion des étrangers, des maris ou enfants des filles ;

2° Distribution du travail par hottées de pierre, même entre enfants mâles ne pouvant pas travailler et vieillards ne le pouvant plus ;

3° Droit de quitter l'ardoisière quand ils veulent, et d'être admis où ils veulent.

Le 10 septembre 1817, les patrons ont fait arrêter par leurs « clerks » ou chefs d'ateliers un règlement portant que les ouvriers ne pourraient partir sans permis, et que ce permis indiquerait les causes du départ, en particulier l'inconduite. De là, le départ spontané des ardoisiers d'Angers, Saint-Barthélemy et Trélazé, constatant que leur troisième prérogative est abolie pratiquement. Un arrêté préfectoral du 19 mars 1818 n'a servi à rien ; les patrons ont augmenté leurs prétentions. Sur l'intervention personnelle du préfet, les ouvriers ont commencé à rentrer les 26 et 27 mai, et les patrons lui ont soumis un projet de règlement. Mais l'administration a-t-elle à intervenir ?

BB<sup>18</sup> 992. 3/5107.

## 2. LE MÊME AU MÊME. — 2 novembre 1818.

Demande une décision sur son rapport du 4 août, concernant les discussions entre ouvriers carriers et entrepreneurs.

## 3. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE. — 16 novembre 1818.

Attend l'avis du directeur général des ponts et chaussées et des mines 1.

F<sup>21</sup> 9219.

1. Cf. la feuille de travail des ponts et chaussées du 16 novembre 1818, où est mentionné l'envoi à l'ingénieur en chef Mathieu d'un règlement sur les ardoisières (Arch. nat., F 103334)



**81. Bordeaux.**

BULLETIN DE POLICE. — 7 août 1818.

Les ouvriers menuisiers se réunirent les 25 et 26 juillet pour célébrer la fête de leur patron <sup>1</sup>. Les dispositions hostiles de cette classe d'individus paraissent s'être affaiblies depuis que l'autorité a déployé envers eux des mesures rigoureuses. Pour échapper à sa surveillance, ils avaient, cette fois, combiné leurs attaques sur divers points éloignés les uns des autres ; mais la force publique se trouva partout à la fois, et les rassemblements furent aussitôt dissipés. Quatre provocateurs ont été saisis ; quatre autres ont été arrêtés depuis, dans un nouvel attroupement. Ils ont été traduits devant les tribunaux, et l'on a lieu d'espérer à leur égard l'application des peines portées par la loi <sup>2</sup>.

F<sup>7</sup> 3790.**82. Amiens.**

1. LE PRÉFET DE LA SOMME <sup>3</sup> AU MINISTRE DE LA POLICE.  
— 7 août 1818.

Annonce le départ, pour le 9 août, de 3 ouvriers en velours de coton, dont une dépêche du 6 avait annoncé le départ pour le 8, et qui semblent embauchés pour des fabriques étrangères ; ils passeront par Paris.

2. LE MINISTRE DE LA POLICE AU PRÉFET DE POLICE. —  
10 août 1818.

Le met au courant du passage de ces ouvriers.

1. Saint Joseph

2. Il y avait à Bordeaux deux compagnonnages de menuisiers, celui du devoir et celui du devoir de liberté (*Associations professionnelles*, t. IV, p. 152)

3. Une correspondance antérieure du même préfet a trait à une affaire d'embauchage qui n'a pas été éclaircie, et où les faits concrets manquent (Arch. nat., F<sup>7</sup> 9787)

3. LE PRÉFET DE POLICE AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
22 août 1818.

Annnonce que les ouvriers en question sont arrivés à Paris le 8. Ils font partie du système d'embauchage organisé par Maquel, garde du corps de la compagnie Luxembourg, qui dirige sur l'Espagne les ouvriers qui lui sont adressés, rue Git-le-Cœur, hôtel de Toulouse. Ils ont été envoyés, avec deux autres, à Bourg-Madame <sup>1</sup>, et passeront par Toulouse; leur voyage durera quatorze jours.

4. LE MINISTRE DE LA POLICE AU PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES — 31 août 1818.

Le met au courant des renseignements donnés par la préfecture de police, et lui signale à Bourg-Madame le sieur Olivier, maire, qui pourrait bien n'être pas étranger à l'entreprise, et qui est l'oncle de Maquel.

5. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. —  
18 septembre 1818.

On n'a pas encore de nouvelles des ouvriers signalés par le ministre. Ils ont sans doute trouvé à Toulouse ou à Carcassonne des guides qui les ont conduits à destination par les montagnes <sup>2</sup>.

F<sup>r</sup> 9787.

83. Nantes.

BULLETIN DE POLICE. — 17 août 1818.

Une rixe s'est élevée à Nantes, le 27 juillet, entre des ouvriers menuisiers appartenant à deux corporations qui ont toujours été en rivalité. Treize des plus acharnés ont été remis au procureur du roi.

F<sup>r</sup> 3790

1. En vertu d'une ordonnance du 21 mars 1816, ce nom avait été donné au bourg des Ginguettes, ou la mairie de la commune d'Hix fut transportée (*Journal des débats*, 4 avril 1816).

2. Maquel démissionna, comme en fait foi une lettre du duc de Luxembourg au ministre de la police, du 7 juin 1819.

## 84. Marseille.

BULLETIN DE POLICE. — 21 août 1818.

La suppression de la corporation des portefaix eût été une mesure utile au commerce et à une portion intéressante de la population de Marseille <sup>1</sup>. Ce n'est pas le seul abus qui appelle l'œil de la réforme. L'institution des peseurs publics, dont l'esprit de routine et d'apathie, propre aux habitants du Midi, a seul perpétué l'existence jusqu'à nos jours, n'en a pas moins, comme la condition privilégiée des portefaix, le grave inconvénient de détourner les commandes étrangères. Le produit de cette taxe, dont le tarif tombé en désuétude est remplacé par la volonté arbitraire du peseur public, ne va pas à moins de 5 à 600.000 fr. par an, dont moitié, dit-on, est versé dans la caisse municipale. Aussi cette caisse a-t-elle en ce moment un fonds oisif de 1.200.000 fr.

F<sup>7</sup> 3790

## 85. Perpignan.

I. LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE L'INTÉRIEUR AU MINISTRE DE LA POLICE — 3 septembre 1818.

Analyse une dépêche du consul de Valence au ministre des affaires étrangères.

Plusieurs fabricants de drap à Alcoy <sup>2</sup> seraient partis dernièrement pour la France, avec l'intention d'en rapporter des métiers et des mécaniques, et même de ramener des ouvriers. Les individus que l'on suppose être chargés de cette opération se nomment Juan Perez, Vicente Multo, et plus positivement les frères Carbonnel.

<sup>1</sup> Cette corporation, solidement organisée, portait le nom de « syndicat » (Blanqui, *op. cit.*, p. 185-186).

<sup>2</sup> Province d'Alicante.

Avant de partir de Valence, ils auraient pris toutes les lettres de recommandation nécessaires au succès de leur entreprise ; enfin, ils seraient entrés en France par Perpignan et se seraient rendus à Bordeaux en passant par Toulouse.... Si notre législation est encore incomplète relativement à l'émigration des ouvriers, il n'en est pas de même à l'égard de ceux qui, par des manœuvres coupables, contribuent à cette émigration ; les articles 417 et 418 du Code pénal ont déterminé les peines qu'ils doivent encourir.

2. LE MINISTRE DE LA POLICE AUX PRÉFETS DES DÉPARTEMENTS : GIRONDE, TARN-ET-GARONNE, AUDE, TARN, HÉRAULT, GERS, HAUTE-GARONNE, AVEYRON, ARIÈGE, PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 16 septembre 1818.

Communique les faits contenus dans la précédente lettre 1.

F<sup>7</sup> 9796.

### 86 Congenies.

LE PRÉFET DU GARD AU MINISTRE DE LA POLICE. — 9 septembre 1818.

Le 30 août, rixe entre deux bandes de compagnons du devoir, de 40 à 50 hommes chacune ; plusieurs compagnons et plusieurs habitants de la commune blessés. 3 arrestations.

F<sup>7</sup> 9786. 19.

### 87. Vienne.

LE PRÉFET DE L'ISÈRE AU MINISTRE DE LA POLICE. — 5 octobre 1818.

Le 28 septembre, rixe entre ouvriers ferblantiers et ouvriers cordonniers. 2 arrestations.

F<sup>7</sup> 9786. 23.

1 Les accusés de réception des préfets ne furent suivis d'aucune communication sur le même sujet.

### 88. Le Creusot.

1. LE PRÉFET DE POLICE AU MINISTRE DE LA POLICE. — 8 octobre 1818.

L'informe que le maire du Creusot lui a annoncé le départ furtif de deux ouvriers de la fabrique de cristaux de Montcenis, « qui ont encore des engagements à remplir envers le chef de cet établissement » <sup>1</sup>. Ce fait paraît se rattacher à des manœuvres d'embauchage, car, le 6, 10 ouvriers verriers ont pris à la préfecture de police des passeports réguliers pour New-York.

2. LE MINISTRE DE LA POLICE AU PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE. — 20 octobre 1818.

Il le prie de s'informer du fait.

F<sup>7</sup> 9796.

### 89. Rive-de-Gier <sup>2</sup>.

1. LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'INTÉRIEUR AU MINISTRE DE LA POLICE. — 23 octobre 1818.

L'informe, en même temps que le préfet de police, des tentatives d'embauchage pour les États-Unis faites par Farge, de Decize, dans les verreries de Givors et de Rive-de-Gier; Farge a séduit deux ouvriers de la fabrique de Fleur de Lys, maire de Rive-de-Gier, et les a fait se diriger sur Paris.

2. LE MINISTRE DE LA POLICE AUX PRÉFETS DU RHÔNE ET DE LA LOIRE. — 3 novembre 1818.

Les prie de veiller sur ces tentatives.

1. Voy. sur les origines des fabriques du Creusot, qui commencèrent à prendre une certaine importance à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Arch. nat., F<sup>14</sup> 105258.

2. Les tentatives d'embauchage à Rive-de-Gier et à Givors sont à rapprocher de celles signalées ci-dessus au Creusot.

3. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MINISTRE DE LA POLICE. —  
26 novembre 1818.

Farge a réalisé en effet des embauchages pour l'Amérique. L'un des ouvriers embauchés, qui n'a pas encore satisfait à la loi du recrutement <sup>1</sup>, est encore à Nantes, où l'on pourra le faire arrêter.

4. LE MÊME AU MÊME. — 30 novembre 1818.

Plusieurs ouvriers embauchés par Farge sont actuellement au Havre.

F<sup>7</sup> 9796.

90. Givors <sup>2</sup>.

1. LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU MINISTRE DE LA POLICE <sup>3</sup>. — 28 octobre 1818.

D'un interrogatoire subi à Perpignan, le 26, par 7 ouvriers de Givors qui voulaient passer en Espagne <sup>4</sup>, il appert qu'ils ont été embauchés par Grasselli, négociant italien de Barcelone, qui a récemment fait perdre au commerce lyonnais 150.000 fr. Leurs passeports leur ont été retirés, par l'intermédiaire de Lionel, de Saint-Étienne, et d'un graveur sur verre de Givors.

2. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 6 novembre 1818.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2, trois individus sont partis de l'auberge où étaient logés les 7 ouvriers signalés pour l'Espagne, sous la conduite du fils de l'aubergiste, qui est mal

1. Loi du 10 mars 1818 (*Bulletin des lois*, 200, n° 3695, p. 121-133).

2 Il est question d'autres localités dans la série des documents qui suivent, mais la plupart se rapportent à Givors.

3 Le ministère de l'intérieur fut également prévenu à ce sujet (lettres des deux ministères des 14 et 21 novembre 1818).

4. Cet interrogatoire est joint.

famé. Ce sont peut-être trois des ouvriers en question, qui avaient pourtant pris l'engagement de revenir dans leurs foyers. Le consul de France à Barcelone est prévenu.

3. LE MINISTRE DE LA POLICE AU PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 16 novembre 1818.

Remerciements et félicitations.

4. LE MÊME AU PRÉFET DE LA LOIRE. — 16 novembre 1818.

L'informe du fait et lui transmet l'interrogatoire précité.

5. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MINISTRE DE LA POLICE. — 17 novembre 1818.

Plainte est portée contre les embaucheurs signalés dans l'interrogatoire précité.

6. LE MÊME AU MÊME. — 26 novembre 1818.

Confirmation des renseignements précédents ; l'instruction commencée prend tournure. A Givors, les nommés Spigre père et fils font des embauchages pour l'Italie ; on signale deux ouvriers, qui reviendront au printemps par Livourne et Marseille.

7. LE MINISTRE DE LA POLICE AU PRÉFET DU RHÔNE. — 4 décembre 1818.

Grasselli est à Lyon, où il continuera vraisemblablement des embauchages d'ouvriers verriers ; il commandera sans doute aussi des mécaniques propres à la fabrication des draps.

8. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MINISTRE DE LA POLICE. — 10 décembre 1818.

Grasselli est arrivé à Lyon le 26 novembre, et est parti pour Rive-de-Gier, d'où il reviendra incessamment. Le préfet de la Loire est prévenu de ses démarches.

## 9. LE MÊME AU MÊME. — 20 décembre 1818.

Grasselli, interrogé le 9, a répondu de façon assez satisfaisante : il ne possède pas de verrerie et ne fait à Barcelone que le commerce des soieries et des draps. Néanmoins, le maire de Givors a informé le préfet que les manœuvres d'embauchage continuent à Givors et à Rive-de-Gier : les ouvriers sont envoyés à Lyon, chez des marchands d'éventails, Bernard et Colombet, qui les dirigent sur Narbonne et de là en Espagne. En post-scriptum, le préfet annonce que Grasselli a fait partir le 12 quatre ouvriers sur Cette.

10. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. --  
2 janvier 1819.

Grasselli est repassé en Espagne clandestinement avec un ouvrier-architecte de Givors.

Il a embauché de nouveaux ouvriers des verreries de Givors. Ces derniers sont arrivés immédiatement après lui, quelques-uns étant accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants, et ont déjà franchi la frontière à l'aide d'un guide qui avait été les rejoindre aux frontières du département de l'Aude, à quelques lieues en deçà de Narbonne.... J'ignore de quelles mesures il a été l'objet. Toujours est-il vrai qu'il paraît n'avoir rencontré aucun obstacle dans ses desseins.

11. LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MINISTRE DE  
L'INTÉRIEUR. — 12 janvier 1819.

A l'affaire Grasselli se rattache le délit d'embauchage relevé contre Nicolas Rerly<sup>1</sup>, directeur de la verrerie dite de la Monta.

Il est convenu d'avoir reçu une somme de 700 fr., qui lui a été comptée par les sieurs Colombet et Bernard,

1. Nous avons unifié l'orthographe, fort variable, de ce nom propre.



négociants en cette ville, rue Menière, pour le compte des sieurs Grasselli et fils, de Barcelone, et il a été reconnu qu'il avait partagé cette somme avec six ouvriers de la verrerie de la Monta qu'il avait amenés avec lui à Lyon et avec lesquels il se disposait à se rendre en Espagne.

Rerly a été arrêté, et des poursuites seront sans doute intentées contre Colombet et Bernard <sup>1</sup>.

12. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. —  
13 janvier 1819.

Les ouvriers embauchés se rendent en Catalogne par les ports de Cette, Agde et Marseille.

F<sup>r</sup> 9796, 18.

13. BULLETIN DE POLICE. — 23 janvier 1819.

Un nommé Rerly a été arrêté [le 18] comme prévenu d'embauchage d'ouvriers pour l'étranger. Il a été livré à la justice.

F<sup>r</sup> 3791.

14. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU LIEUTENANT DE POLICE  
DE LYON. — 28 janvier 1819.

Accusé de réception. Félicitations.

15. LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MINISTRE DE  
L'INTÉRIEUR. — 4 février 1819.

Rerly a été acquitté le 2, « attendu qu'il n'est pas constant qu'il ait agi avec l'intention de nuire à l'industrie française ». Le ministère public interjettera sans doute appel du jugement correctionnel.

16. LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU MINISTRE DE  
L'INTÉRIEUR. — 8 mars 1819.

Communique une déclaration faite le 6 par l'ouvrier Cate-

1. Renseignements analogues dans une lettre du préfet du Rhône du 18 janvier 1819. Une lettre du même, du 22, signale la saisie de quatre conventions passées par Rerly avec des ouvriers verriers.

rin, retour de Catalogne, et précisant les renseignements réunis sur les embauchages de Grasselli 1.

17. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MÊME. — 13 mars 1819.

La cour d'assises a condamné Rerly à six mois de prison et 50 fr. d'amende 2.

18. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 19 mars 1819.

La femme de Miller, employé par Grasselli, a été arrêtée à Perpignan sans passeport. On lui en a donné un, avec retour obligatoire, pour Givors, où elle était employée avec son mari.

19. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE L'HÉRAULT. — 6 avril 1819.

La déclaration de Caterin accuse Barret, de Cette, de fournir des guides et de l'argent aux ouvriers embauchés. Qu'en est-il ?

20. LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 10 avril 1819.

A été acquitté par le tribunal correctionnel, puis condamné en appel le nommé Rerly, accusé d'avoir fait passer à l'étranger des ouvriers verriers des fabriques de Lyon.

21. LE PRÉFET DE L'HÉRAULT AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 13 avril 1819.

A la suite de la dénonciation du préfet du Rhône contre Barret, commissionnaire-chargeur à Cette, comme favorisant l'embauchage d'ouvriers pour la verrerie de Grasselli à Reusdel-Mar 3 près Barcelone, on a fait des recherches qui n'ont

1. Renseignements analogues furent communiqués par le préfet du Rhône, le 29 mars 1819; des allegations contre le sieur Barret, de Cette, agent de Grasselli, disait-on, y étaient contenues. — Caterin reçut un passeport avec itinéraire obligé pour Saint-Étienne, en même temps que le nommé Jean-Pierre (lettre du préfet des Pyrénées-Orientales, 2 juin 1819).

2. Cf. la lettre du lieutenant de police de Lyon, 18 mars 1819.

3. Ville manufacturière de la province de Barcelone.

rien établi contre Barret. Cependant, le 10, le commissaire de police de Cette a dressé un procès-verbal <sup>1</sup>, « à l'occasion de l'arrivée dans cette ville du nommé Jean-Antoine Mabernat, ouvrier de la verrerie de Saint-Étienne, qui réclamait auprès du sieur Barret 1 fr par lieue pour se rendre à la verrerie du sieur Grasselli, d'après l'engagement qu'il avait contracté avec le sieur Rerly, ex-directeur de la verrerie de Saint-Étienne ». Mabernat, conduit devant le préfet, a été écroué à la maison d'arrêt de Montpellier.

**22. LE CONSUL DE FRANCE A BARCELONE <sup>2</sup> AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES <sup>3</sup>. — 19 mai 1819.**

Il confirme toutes les manœuvres de Grasselli, contre lequel il ne peut rien ; on ne peut que l'arrêter en France ; sa détention ruinera sa fabrique.

[A cette lettre est jointe une déclaration de divers ouvriers employés par Grasselli, qui demandent des passeports pour rentrer en France ; il en ressort que ces ouvriers ont été à peu près séquestrés depuis qu'ils sont en Espagne, qu'ils ont subi de mauvais traitements et qu'on n'a pas tenu les promesses qu'on leur avait faites 4.]

**23 LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DU RHÔNE. — 5 juillet 1819.**

Lui transmet les renseignements précités, qui pourront servir aux poursuites.

**24. LE MÊME AU PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 5 juillet 1819.**

L'engage à faire tout son possible pour arrêter Grasselli, dont le signalement est envoyé.

1. Ce procès-verbal est joint. Il a été envoyé également, le 18 avril, par le préfet du Rhône

2. De Gasville

3 Lettre communiquée par ce ministre au ministre de l'intérieur a une date indéterminée

4. Voy. dans ce sens une déclaration des ouvriers Vidart et Decize devant le préfet des Pyrénées-Orientales (cf. lettres des préfets du Rhône et de la Nièvre, 16 février et 18 mai 1819).

25. LE MÊME AU PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE. —  
5 juillet 1819.

L'invite à poursuivre Trim, agent de Grasselli, qui s'est rendu à Marseille pour faire des embauchages.

26. LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU MINISTRE  
DE L'INTÉRIEUR — 13 juillet 1819.

Il n'y a guère de chance que Grasselli revienne pour le moment en France, car il est sous le coup d'une contrainte par corps consécutive à diverses condamnations par le tribunal de commerce de Perpignan à l'occasion de lettres de change.

27. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. —  
16 juillet 1819

Signale le retour des ouvriers Reynaud père et fils et Bruneau, embauchés par Grasselli, dont la fabrique est en train de tomber. Ils vont à Saint-Étienne.

28. LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU MINISTRE  
DE L'INTÉRIEUR. — 13 septembre 1819.

Signale le retour de l'ouvrier Miller, de Givors.

29. LE MÊME AU MÊME. — 29 décembre 1819

Annonce le retour des ouvriers Folant et Félix. La fabrique Grasselli prospérerait, mais le fabricant renvoie les ouvriers français.

30. LE MÊME AU MÊME. — 27 janvier 1820.

Signale le retour des ouvriers Sidwert, J-B. Rappe et J.-I. Rappe, Paour, employés par Grasselli, se rendant les premiers à Lyon, le dernier à Rive-de-Gier.

31. LE MÊME AU MÊME. — 29 janvier 1820

Annonce le retour des ouvriers verriers Bresson, Py et Jala-  
bert, les deux premiers se rendant à Rive-de-Gier, le troi-

sième à Oullins. Ils sont fort contents de leur séjour en Espagne. « Les ouvriers sont en général fort inconstants. L'exemple de ceux-ci, les récits qu'ils ne manqueront pas de faire en entraîneront d'autres. » Tous ont un conte différent à débiter en rentrant en France. Le préfet du Rhône sera mis au courant.

### 32. LE MÊME AU MÊME. — 4 février 1820.

Signale le retour de l'ouvrier Griner, de la Haute-Saône, qui assure que ses camarades de la fabrique Grasselli n'attendent que d'avoir touché leur dû pour rentrer en France.

### 33. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MÊME. — 22 février 1820.

Jalabert, interrogé par le maire d'Oullins, a dit qu'il avait l'intention de retourner en Espagne, où il gagne le double de ce qu'il gagne en France. Il a fait connaître la façon dont les ouvriers passent en Espagne : ils ont un passeport jusqu'à Arles, prennent la voiture publique jusqu'à Bellegarde, où on les laisse passer sans passeport, sur la déclaration qu'ils sont scieurs de long.

### 34. LE MÊME AU DIRECTEUR DE LA POLICE. — 7 mars 1820.

D'après la déclaration d'ouvriers verriers rentrés en France, Grasselli a envoyé à Lyon un de ses commis nommé Laurent, pour leur payer ce qui leur était dû et les engager à accomplir leurs promesses, car ils n'ont pu obtenir la faculté de revenir en France qu'en disant qu'ils allaient chercher leurs femmes et leurs enfants et qu'ils repasseraient ensuite en Catalogne.

Laurent a remis 3.000 fr. en traites sur Marseille à ces ouvriers, et il a quitté Lyon, il y a un mois environ. Les ouvriers en question ont promis de ne pas retourner en Catalogne. On les surveillera cependant.

### 35. LE MÊME AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 30 mai 1820.

Grasselli a fait faillite et sa fabrique a été vendue au compte de ses créanciers.

36. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. —  
7 juillet 1820.

Signale le passage d'un ouvrier maçon, qui a été employé à la construction d'un four à la fabrique de Grasselli, aujourd'hui tombée.

37. LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU MINISTRE  
DE L'INTÉRIEUR. — 17 juillet 1820.

Annonce le retour de l'ouvrier Roor, à destination de Châlons

38. LE MÊME AU MÊME. 19 juillet 1820.

Annonce le retour de Viler, à destination de Givors.

- 39 BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. —  
21 juillet 1820.

Signale le passage de deux ouvriers de la fabrique Grasselli, retournant à Givors.

S'il faut en croire certains bruits, Rerly, directeur d'une verrerie dans le Lyonnais, condamné comme embaucheur et parvenu ensuite auprès de Grasselli, dont il avait toute la confiance, aurait reçu une forte somme de quelques propriétaires de verreries françaises pour faire échouer cette nouvelle entreprise.

40. LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU DIRECTEUR  
GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. —  
22 janvier 1821.

Signale le retour de l'ouvrier Silvar, à destination de Saint-Étienne. L'établissement Grasselli chôme depuis la faillite du fabricant. Néanmoins Rerly touche toujours un traitement de directeur.

41. LE MÊME AU MÊME. — 3 mai 1821.

Signale le retour de l'ouvrier Bertrand, à destination de Givors.

42 LE MÊME AU MÊME. — 26 mai 1821.

Malgré les déclarations des ouvriers revenus en France, la fabrique Grasselli est toujours en activité, mais d'une façon presque insignifiante <sup>1</sup>.

F<sup>7</sup> 9798. 18.

## 91. Amiens.

I BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES - ORIENTALES. —  
30 octobre 1818.

Il existait à Ripoll, sur la frontière d'Espagne, une grande filature de coton. Cet établissement vient d'être considérablement augmenté. On y fabrique aujourd'hui des tissus de coton et des velours. Des ouvriers, attirés à grands frais du département de la Somme, sont employés à ce travail. Ils parviennent à cet établissement en traversant les montagnes de l'Aude et de l'Ariège. Aucun d'eux n'est dirigé sur ce département. C'est ordinairement à Toulouse qu'ils sont avertis de la route qu'ils doivent suivre. S'il fallait en croire les propriétaires de cet établissement, qui, la plupart, sont Français, ils n'auraient fait cette entreprise que pour pouvoir débiter, comme étant de fabrication espagnole, des étoffes qu'ils feraient venir de nos manufactures, et que, se trouvant à l'extrême frontière, il leur serait facile d'introduire en Espagne <sup>2</sup>. Ils ajoutent que la main-d'œuvre leur coûtera toujours trop

1. Il est encore question de Grasselli, dans le même dossier, en 1827, où il obtint une passe pour Lyon. Le préfet du Rhône fut prévenu, le 16 mars, que cet individu était à surveiller, l'autorité constata qu'il n'avait paru ni à Lyon ni à Givors (lettre du 3 mai 1827).

2 Renseignement qui s'accorde avec une lettre, du 21 juin 1819, de l'inculpé Ollivier (voy. ci-dessous), et un autre Bulletin, du 31 décembre 1819, concernant une procédure instruite en Espagne contre Barrera, prévenu d'avoir « fait importer en Espagne des tissus français qui y sont prohibés, et les y avoir mis ensuite dans le commerce comme provenant de la fabrique de cette sorte d'étoffes qu'il a établie à Ripoll ».

cher pour faire rivaliser leurs prix avec ceux de nos fabriques. Cependant, si l'on considère les frais énormes qui ont été faits pour agrandir cet établissement, si l'on examine surtout les efforts qu'on ne cesse de faire en Catalogne, afin d'y organiser des fabriques en tout genre, à l'instar de celles qui existent en France, on ne peut s'empêcher de leur supposer des intentions bien différentes, et, sous ce rapport, il serait à désirer que nos lois relatives à l'embauchage des ouvriers fussent plus sévères.

2. CIRCULAIRE DU MINISTRE DE LA POLICE AUX PRÉFETS :  
PYRÉNÉES-ORIENTALES, AUDE, ARIÈGE, HAUTE-GARONNE,  
SOMME. — 19 novembre 1818.

Les invite à surveiller les expatriements des ouvriers.

F<sup>7</sup> 9796. 18.

92. Vienne.

1. BULLETIN DE POLICE <sup>1</sup>. -- 17 novembre 1818.

Les compagnons ouvriers ont encore fait du bruit à Vienne, dans la soirée du 8 de ce mois. Ils ont insulté la garde nationale. Un garde, dans l'intention de les effrayer, a tiré un coup de fusil en l'air. Sept d'entre eux ont été arrêtés. La gendarmerie et la garde nationale ont fait patrouille jusqu'à deux heures du matin. Des ordres sont donnés par le préfet afin qu'on empêche, à moins de circonstances urgentes, les gardes nationaux de charger leurs armes et de faire d'eux-mêmes des démonstrations qui pourraient entraîner de graves inconvénients.

2. BULLETIN DE POLICE. — 22 novembre 1818.

.... Les sept individus [arrêtés] ont été renvoyés après deux jours de prison; le procureur du roi a cru devoir se

<sup>1</sup> D'après une lettre du préfet de l'Isère, du 12 novembre Cf Arch nat., F<sup>7</sup> 9786, 23



borner à leur adresser une sévère réprimande. Le salaire assez élevé dont jouissent les ouvriers drapiers, joint au bas prix des denrées et du vin, est la seule cause des excès auxquels ils s'étaient livrés, mais qui n'ont eu aucune suite fâcheuse.

F<sup>7</sup> 3790.

### 93. Pla et Perpignan.

#### 1. BULLETINS DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 13-27 novembre 1818-8 janvier 1819.

Annoncent la séquestration à Pla, village de la Cerdagne française, de plusieurs caisses pleines de rouages, et à Perpignan de huit caisses déposées dans un magasin du faubourg, dont l'envoi devait être fait à Grasselli de Narbonne, » à l'aide d'un attroupement armé ».

#### 2. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 26 décembre 1818.

Un ouvrier en drap et teinturier d'Aix est passé en Espagne avec un passeport régulier pour le département. On dit qu'il y importera des « procédés secrets ».

F<sup>7</sup> 9796 18

### 94. Perpignan.

#### BULLETIN DE POLICE. — 18 janvier 1819.

Plusieurs rixes ont eu lieu depuis quelques jours entre les ouvriers de deux paroisses de Perpignan. Des réunions se formaient à l'entrée de la nuit, et deux ou trois fois ceux qui les composaient en sont venus aux mains et ont échangé des coups de bâton. Une chanson catalane, d'un style grossier, paraît avoir été le prétexte de ces querelles, auxquelles on a voulu donner la couleur de l'esprit de parti. La vérité est qu'il existait autrefois, entre ces deux paroisses, des divisions que la Révolution semblait avoir éteintes; elles étaient produites par des jalousies de

métier. Des mesures ont été prises pour rechercher les instigateurs de ces désordres et en prévenir le retour.

F<sup>7</sup> 3791.

## 95. Vienne 1.

### 1. LES MAÎTRES-TONDEURS AU MAIRE. — 18 janvier 1819.

Ils protestent contre l'établissement d'une grande tondeuse <sup>2</sup> sous la direction des sieurs Gentin, Odoard et C<sup>ie</sup>. « Elle offre le *pernicieux* moyen de tondre, lustrer et broser mille aunes de draps par douze heures, étant conduite par quatre hommes seulement. » Elle ruinera les patrons, empêchera les ouvriers de travailler, l'État de recouvrer ses impôts. Ils demandent que le maire obtienne la renonciation des patrons à l'entreprise.

### 2. LE PRÉFET DE L'ISÈRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 22 janvier 1819.

Le 18, rassemblement de 200 ouvriers hors de la ville; ils sont rentrés en criant : « A bas la tondeuse ! vive le roi ! » et ont exposé au maire les motifs de leur rassemblement. Ils se sont dispersés sans incident. On a défendu aux aubergistes, cabaretiers et cafetiers de tolérer aucune réunion. « Des agents secrets placés parmi les ouvriers chercheront à découvrir leurs desseins <sup>3</sup>. »

### 3. LE MÊME AU COMMISSAIRE DE POLICE DE VIENNE ET AU SOUS-PRÉFET. — 23 janvier 1819.

Approbation des mesures prises.

### 4. LE MÊME AU SOUS-PRÉFET DE VIENNE. — 25 janvier 1819.

Approbation des mesures prises. Il faut demander aux fabricants acheteurs de la mécanique d'en retarder l'arrivée.

1 Sur ces événements, voy Ch Schmidt, dans la *Révolution française*, 1903, p 551-561; *Associations professionnelles*, t. II, p. 367-368. C'est en cette même année 1819 qu'une société de secours mutuels avait été organisée par les ouvriers drapiers.

2. Il s'agissait d'une tondeuse à lames hélicoïdales

3. Cf Bulletin de police du 28 au 31 janvier, F<sup>7</sup> 3791.

## 5. LE MÊME AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 25 janvier 1819.

Nouveau rassemblement le 21, dissipé sans incident. L'arrivée de la tondeuse est redoutée, « sa mise en activité va priver de tous moyens d'existence 65 maîtres-tondeurs qui occupaient chacun, l'un dans l'autre, 4 ouvriers pères de famille ». Le préfet a engagé le sous-préfet à persuader aux fabricants qui font venir la mécanique d'en retarder l'arrivée. Le calme apparent cache de la fermentation. Ainsi, l'an passé, le préfet lui-même a cessé de prôner les avantages de la machine Christian pour la préparation du chanvre, qui fait, avec un ouvrier, l'ouvrage de 30, et qui aurait supprimé « l'unique ressource des habitants pauvres de la campagne et des faubourgs de la ville pendant l'hiver ».

## 6. LE MÊME AU SOUS-PRÉFET DE VIENNE. — 29 janvier 1819.

Dans le temps, l'introduction des nouvelles machines a alarmé la classe ouvrière, et l'expérience a prouvé que les procédés économiques ont au contraire amélioré son existence, en ce que les fabricants obtenant des produits plus considérables et pouvant les livrer à des prix plus modérés, ils salariaient leurs ouvriers en raison de ces produits, et n'étaient jamais forcés de ralentir ou même interrompre l'ouvrage. Il y a donc avantage pour le bien des ouvriers employés. Vos ouvriers paraissent craindre que le procédé de la machine à tondre les draps ne rende oisifs les bras aujourd'hui occupés de cette opération par les moyens en usage. Mais ces nouveaux procédés ne s'introduisent que petit à petit, la fabrique augmente progressivement par la raison qu'elle a plus de bras, il se fait un nouveau classement du travail, et jamais on n'a vu rester oisif l'ouvrier qui avait le désir de travailler.

Il n'est pas question ici d'une nouvelle méthode particulière à la ville de Vienne. Cette machine est déjà employée dans un grand nombre de manufactures, et bientôt

le sera dans toutes ; c'est ainsi que les fabriques de Sedan et de Louviers, ne pouvant plus soutenir la concurrence, furent obligées d'adopter les machines employées à Verriers, sous peine de fermer les ateliers. Ces fabriques ont prospéré, et les ouvriers de toute espèce, au lieu de manquer d'ouvrage, ont vu leur existence s'améliorer.

Il en sera de même indubitablement de la ville de Vienne. Présentez les choses aux ouvriers de cette fabrique sous leur véritable point de vue, rassurez-les, dites-leur que le gouvernement paternel du roi a les yeux sur leurs besoins, dites-leur aussi que si, contre l'attente de l'autorité, ils se livraient à des désordres, elle saura déployer contre eux une sévérité qui, loin d'améliorer leur existence, la rendrait encore plus pénible. Les chefs, les menants sont connus, ils deviennent responsables de toutes les démarches répréhensibles qui seront faites.

Je vous recommande, Monsieur le sous-préfet, d'agir avec prudence et fermeté, de vous entourer de tous les moyens de force qui sont en votre pouvoir, d'user d'une surveillance active, et, si vous aperceviez des instigateurs de troubles, ne balancez pas à faire informer contre eux et à les livrer aux tribunaux.

Je vous prie de donner communication de cette lettre à M. le maire de Vienne.

7. LE MÊME AU MÊME. — 6 février 1819.

Il faut agir maintenant avec fermeté, prévenir les maîtres-tondeurs et les instigateurs qu'ils seront déclarés responsables de tout trouble, les faire arrêter, s'ils persistent, comme prévenus de complot.

8 LE MÊME AU PROCUREUR GÉNÉRAL. — 6 février 1819.

Il le met au courant, et lui demande de faire transférer à Grenoble les arrêtés éventuels.

9. LE SOUS-PRÉFET DE VIENNE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 6 février 1819.

Récit des événements et des efforts faits pour persuader les ouvriers. Mais la fermentation a continué, et le sous-préfet a requis le colonel des dragons de Vienne de tenir prête sa cavalerie. Il serait bon que la machine n'arrivât qu'après le carnaval, qui surexcite toujours « la populace ». Les ouvriers du pays ne sont pas dangereux, « mais il existe un certain nombre d'ouvriers étrangers, audacieux parce qu'ils sont sans famille et n'ont rien à perdre ».

10. LES SIEURS GENTIN FILS ET ODOARD A POUPART DE NEUFLIZE ET C<sup>ie</sup>. — 9 février 1819.

Ils se plaignent des mesures prises : « jusqu'ici aucun agitateur n'a été puni, les menaces et les attroupements continuent ». La machine est à Lyon, et l'autorité a demandé de ne la faire arriver qu'après le 25.

11. A. DE NEUFLIZE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — [Après le 9 février 1819.]

Communique la lettre précédente et demande que les dragons de Vienne soient chargés du service.

12. LE PRÉFET DE L'ISÈRE AU MÊME. — 13 février 1819.

Rapport résumant les précédents documents.

13. LE MÊME AU MÊME. — 24 février 1819.

Le calme continue. On a pris chez les tondeurs les nom, prénoms, âge et lieu de naissance de tous les ouvriers, dont 3 ont déclaré vouloir toujours détruire la machine : ces 3 seront poursuivis avec 8 autres reconnus dans une réunion.

14. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE L'ISÈRE. — 25 février 1819.

Approbation des mesures prises. Il faut s'entendre avec le commandant de la division et le capitaine de gendarmerie.

Vous reconnaîtrez sans doute combien il est important dans cette circonstance que l'administration manifeste la plus énergique fermeté, si son attente est trompée, si l'aveuglement rend inutiles les précautions dictées par la sagesse. Il ne s'est encore manifesté dans le royaume aucun trouble du genre dont il est question <sup>1</sup>; mais si les perturbateurs venaient à bout de ce qu'ils projettent, si un premier exemple d'insurbordination n'était pas puni avec la plus grande sévérité, les conséquences en pourraient être extrêmement fâcheuses, et nous verrions peut-être se renouveler chez nous les excès qui ont désolé l'Angleterre.

L'intérêt de la société est ici compromis sous beaucoup de rapports, mais particulièrement sous celui de l'industrie nationale et des avantages d'une fabrication économique pour chaque consommateur.

15. LE LIEUTENANT DE GENDARMERIE AU COMMANDANT DE  
LA 18<sup>e</sup> LÉGION. — 26 février 1819.

La gendarmerie a escorté la charrette qui portait la mécanique. Mais comme on a mis du temps à la décharger, les ouvriers se sont réunis, ont lancé des pierres sur les gendarmes et essayé de se jeter sur la mécanique. La tranquillité ne s'est rétablie qu'après l'arrivée des dragons. Plusieurs caisses ont été jetées dans la rivière, plusieurs gendarmes et dragons blessés. Le sous-préfet a requis les brigades de Saint-Symphorien [d'Ozon] et de Saint-Laurent [de Mure], et demandé 800 hommes d'infanterie à Lyon.

16. PROCÈS-VERBAL DU PROCUREUR DU ROI <sup>2</sup>. — 26 février  
1819.

Nous, procureur du roi près le tribunal de première

<sup>1</sup> Cette appréciation est contredite par les documents concernant les différents mouvements des luddites en France avant cette date.

<sup>2</sup>. Badin.

instance de Vienne, département de l'Isère, sur l'information que nous recevons à l'instant que ce jourd'hui 26 février 1819, à une heure et demie de relevée, la nouvelle machine à tondre les draps, appartenant aux sieurs Gentin et Odoard, vient d'arriver sur le bord de la rivière de Gère auprès du local destiné à la recevoir, qu'un concours innombrable d'ouvriers s'est précipité vers cet endroit en criant : « *A bas la tondeuse* » ; que des coups de carabine ont été entendus, et qu'enfin tout annonce, de la part de cette réunion d'ouvriers, la volonté ou l'action de se livrer à force ouverte au pillage d'une propriété mobilière, nous nous sommes immédiatement transporté sur les lieux, où étant, MM. le sous-préfet, maire et commissaire de police se sont joints à nous pour autoriser l'action de la force armée, et successivement constater le corps du délit, son état, l'état des lieux et ouïr avec nous les déclarations des personnes qui auraient des renseignements à donner.

Arrivés près du seuil de l'atelier des sieurs Odoard et Gentin, sur la rive droite de la rivière, nous avons aperçu au courant de l'eau, à une distance de quinze pieds environ, une voiture sans chevaux, les brancards en l'air, chargée de quatre ou cinq caisses dont une visiblement fracturée, et à trois ou quatre pas de distance dans l'eau, un instrument en fer ou autre métal de la même dimension que la caisse, quant à sa longueur ; divers postes de cavalerie et de gendarmerie à pied et à cheval, placés à diverses distances sur les deux rives de la Gère et sur les hauteurs, gardant toutes les avenues ; les fenêtres donnant sur la rivière étant en partie fermées.

M. Desprémenil, lieutenant-colonel des dragons, commandant de la place, nous a déclaré que quelques minutes avant notre arrivée, lorsque la force armée n'avait pu encore parvenir à dissiper le rassemblement de la rive

droite, plusieurs individus à vestes courtes qu'il ne connaît pas, mais qu'il présume être des ouvriers, se sont jetés à l'eau et précipités sur la voiture, armés de barres de bois et d'un instrument tranchant en fer appelé force à tondre les draps; qu'ils ont brisé la première caisse qui leur est tombée sous la main et jeté à l'eau un des instruments qu'elle contenait; qu'ils allaient continuer, lorsque MM. d'Augereauville, adjudant-major des dragons de la Gironde, de Verville, commandant de la gendarmerie, et successivement des brigadiers, dragons et gendarmes sont venus la dégager et mettre en fuite les assaillants, malgré une grêle de pierres partant des fenêtres et des deux rives de la Gère. Il nous a particulièrement désigné les fenêtres les plus rapprochées du lieu où nous nous trouvions, celles du sieur Tachet. M. d'Augereauville, qui est survenu à l'instant, nous a fait la même désignation en nous montrant sa joue ensanglantée d'un coup de pierre. Successivement se sont présentés les sieurs Clément, commissaire de police; Chassin, agent de police; Guillot, commis de la maison Gentin et Odoard; Pierre Allard, le fils Chanerin cadet, Charreton, fabricant, maison Becourdau; le fils Charreton, épicier; les deux fils Rousset, l'un fabricant de draps et l'autre fileur chez son frère, et Bizet fils, qui nous ont donné les renseignements ci-après.

Edlon Montal (Jean ou Pierre), de Grenoble ou de Beaurepaire, qui a fait son apprentissage de tondeur de draps chez Bomières cadet, à Vienne, et travaillait au chemin neuf, est celui qui se servait d'une moitié de force à tondre pour briser les caisses.

Pontet dit Simon, ouvrier chez les sieurs Donnat et Boussut, était à la tête des ouvriers, porteur d'un bâton pour briser la mécanique. Il monta sur la voiture un des



premiers avec le nommé Hubert Richard, qui travaille chez Jean-François Ozier, tondeur à Vienne.

Jacques Ruffe, tondeur chez son cousin Dufieux, était sur la voiture, brisant et jetant les caisses à l'eau.

Imbert Claude, travaillant chez Darrieux, au chemin neuf, était aussi sur la voiture, ainsi que Labre, demeurant à l'ambulance, et Jean-Pierre Plasson, travaillant chez Dufieux.

La fille de Claude Tonnerieux, boucher, jetait des pierres aux dragons et excitait les ouvriers par ses cris : « *Cassons, brisons, hardi, etc.* » La femme Lacroix, n'ayant qu'un œil, tenait également des propos.

Marguerite Dupont, fileuse chez le sieur Frémy, a traité M. le lieutenant-colonel de dragons de brigand.

Pierre Dejean de Saint-Priest, travaillant chez Velay Pourret, tondeur, a parcouru les boutiques dans la journée d'hier en invitant les ouvriers tondeurs à se réunir sur la place.

Jacques Boullé, ouvrier verrier, a été remarqué criant parmi les premiers ouvriers qui descendaient le pont Saint-Martin.

Basset, tisseur, a dit : « *On trouvera bien la mécanique* », et Rousset, demeurant à l'ambulance, s'est exprimé ainsi : « *On attrapera bien Gentin* (l'un des propriétaires de la machine). *Ce n'est pas la mécanique qu'il faut f... à bas.* »

Un des fils Linossier, dit Flandre, a été vu à l'entrée de l'escalier qui descend à la rivière, excitant ses camarades en leur disant : « *Allons donc, descendons.* »

Jean-Baptiste Gros, travaillant chez Ozier aîné, a lancé une pierre dont a été atteint son cousin qui est dans les dragons.

La femme Garauda criait : « *Il faut casser la tondeuse.* »

La femme Mange et une de ses sœurs se sont également fait remarquer par leurs cris et par leurs observations.

N'ayant pu obtenir d'autres renseignements, nous avons invité le sieur Clément, commissaire de police, de nous faire parvenir tous ceux qu'il pourra ultérieurement recueillir, et usant de la faculté que nous donne l'article 40 du Code d'instruction criminelle, nous déclarons, en l'état, décerner un mandat d'amener contre les dix-neuf individus ci-dessus nommés et signalés, et chargeons M. le commandant de la gendarmerie, que nous faisons prévenir à cet effet, d'en ordonner l'exécution et de veiller à ce qu'à fur et à mesure d'arrestation chaque individu soit déposé dans la maison d'arrêt, pour être laissé à notre disposition et à celle de M. le juge d'instruction, que nous allons requérir d'informer sur tous les faits contenus au présent procès-verbal conformément à la loi.

Et attendu que nos opérations sont terminées, et que sous nos yeux les barres de bois, la moitié de force à tondre et autres pièces de conviction trouvées sur les lieux ont été recueillies et portées au greffe, nous nous sommes retirés dans un des appartements du Cercle du commerce, sur la place de la Futerie, où nous avons rédigé le présent procès-verbal qui a été signé à chaque feuillet par nous et nos assistants, expliquant qu'en conformité des dispositions de l'article 32 du Code d'instruction criminelle, nous avons, avant de nous rendre sur les lieux, donné avis de notre transport à M. le juge d'instruction, occupé alors dans la chambre criminelle à prendre les réponses de divers prévenus.

Ainsi fait et clos à Vienne les jour, mois et an que dessus, à onze heures du soir.

17. LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 27 février 1819.

La mécanique est partie de Lyon sans encombre, escortée de six gendarmes.

18. LE SOUS-PRÉFET DE VIENNE AU MÊME. — 27 février 1819.

Rapport sur l'affaire du 26. Il a reçu en renfort 100 hommes de cavalerie et la légion de la Corrèze, placés dans le quartier le plus bruyant des ouvriers, afin de permettre l'arrestation des séditieux.

19. LE MÊME AU MÊME. — 28 février 1819.

L'effervescence est tombée, parmi les 7.000 ouvriers en tous genres de Vienne. Mais elle pourrait reprendre à l'arrivée d'une nouvelle machine. Il serait bon d'établir à Vienne une garnison de deux à trois cents hommes. On a arrêté Bailli, ouvrier verrier, la femme Mange et sa sœur. La mécanique fonctionnera le 29.

20. LE CHEF D'ESCADRON COMMANDANT LA 18<sup>e</sup> LÉGION AU MÊME. — 28 février 1819.

Communique le rapport du lieutenant, du 26 février. La responsabilité des événements remonte au sous-préfet et au procureur du roi : « l'un et l'autre appartiennent à des familles du pays, dont les relations de commerce multiplient les intérêts et les considérations les plus difficiles à concilier avec des mesures rigoureuses ».

21. LE MÊME AU MÊME. — 1<sup>er</sup> mars 1819.

Annonce l'arrivée à Vienne d'un fort détachement de chasseurs à cheval, de 800 fantassins de Lyon; on annonce celle du maréchal de camp Guiot.

22. LE PRÉFET DE L'ISÈRE AU MÊME. — 2 mars 1819.

Il a blâmé le sous-préfet :

1<sup>o</sup> Sur ce que l'arrivée de la machine n'avait pas été

déterminée pour une heure fixe ; 2° sur ce que l'on n'avait pas pris d'avance des mesures pour réunir la garde nationale ; 3° sur ce que l'on n'avait pas fait arrêter et traduire à Grenoble, plusieurs jours avant l'arrivée de la machine, les ouvriers qui avaient déclaré persister dans l'intention de la briser ; procès-verbal avait été dressé de cette déclaration, et rien ne prouvait mieux, ce me semble, l'existence d'un complot contre la tranquillité publique ; 4° d'avoir jeté une espèce d'effroi dans la ville de Lyon, en requérant l'envoi de troupes d'une division étrangère.

On commence à renvoyer ces troupes, et à informer contre les perturbateurs.

23. LE SOUS-PRÉFET DE VIENNE AU MÊME. — 3 mars 1819.

La tondeuse est en activité. Les ouvriers sont calmes. 3 nouveaux prévenus sont arrêtés.

24. LE PRÉFET DE L'ISÈRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 4 mars 1819.

Il regrette le choix fait par le procureur général de deux membres de la cour royale, choix qui a porté sur le président Duboys et M. de Luppé, appartenant à des opinions « exagérées » <sup>1</sup>.

25. LE MÊME AU MÊME. — 5 mars 1819.

Réquisitoire contre le maire et surtout le sous-préfet de Vienne. Il demande le changement de ce dernier <sup>2</sup>.

26. LE CHEF D'ESCADRON COMMANDANT LA 18<sup>e</sup> LÉGION AU  
MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 6 mars 1819.

Transmet des rapports du lieutenant de gendarmerie, du 4, et du maréchal des logis de la brigade de Vienne, non daté,

1. Communique au ministère de la justice le 12 mars

2. Cf. un rapport analogue du lieutenant général Ledru des Essarts au ministre de la guerre, 6 mars ; communique le 11 à l'intérieur.

et justifie la gendarmerie des reproches avancés par le sous-préfet.

27. LE PRÉFET DE L'ISÈRE AU MÊME. — 9 mars 1819.

12 arrestations ont été opérées ; les perquisitions continuent ; beaucoup d'ouvriers se sont enfuis de l'autre côté du Rhône, avec la complicité des maîtres tondeurs ; les ouvriers ont l'idée de présenter une pétition au roi pour demander leur pardon.

28. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE L'ISÈRE.  
— 10 mars 1819.

Approbation des mesures prises.

29. NOTE DU CABINET PARTICULIER DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — 10 mars 1819.

Visite de M. de Neuflize.

Ce qu'il dit s'accorde avec les conclusions du préfet de l'Isère : le sous-préfet de Vienne a été peu prévoyant et s'est trop alarmé, mais de bonne foi ; il n'en est peut-être pas de même du maire. M. de Neuflize aurait voulu que les journaux gardassent le silence. La chose eût été difficile, puisqu'on a copié en partie le *Journal de Lyon*.

30. LE PRÉFET DE L'ISÈRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 11 mars 1819.

Les ouvriers avaient commencé à se cotiser pour leur pétition au roi. Devant l'insuccès probable de leur démarche, ils ont envoyé la petite somme ramassée à leurs camarades arrêtés. D'après les déclarations d'un ouvrier au commissaire de police, les maîtres tondeurs auraient manqué de prudence 1.

1 La plupart des pièces postérieures du dossier sont relatives à la responsabilité des fonctionnaires, elles sont, pour cette raison, entièrement laissées de côté

31. LE RECTEUR DE LA SUCCURSALE DE SAINT-MARTIN  
\* DE VIENNE AU MÊME. — 17 mars 1819.

Demande le pardon pour les ouvriers de Vienne.

32. LE PRÉFET DE L'ISÈRE AU MÊME. — 22 mars 1819.

Annonce une nouvelle arrestation. Les arrestations sont difficiles, beaucoup d'ouvriers s'étant réfugiés dans les fabriques de drap des alentours.

33. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU RECTEUR DE SAINT-MARTIN. — 26 mars 1819.

.... Il est difficile de pouvoir, dans cette circonstance, concilier l'indulgence avec l'intérêt de la société. Le gouvernement, au surplus, ne peut, d'après nos lois, arrêter ni suspendre la marche de la justice.

34. LE PRÉFET DE L'ISÈRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 6 avril 1819.

29 prévenus ; 7 mis en accusation par arrêt de la chambre des mises en accusation du 3 avril, 7 en liberté, 9 contumaces mis en accusation, 6 en liberté.

35. LE MINISTRE DE LA JUSTICE AU MÊME. — 7 avril 1819.

.... Le procureur général espère pouvoir réunir des preuves assez fortes pour amener à une condamnation contre trois ou quatre des plus coupables, ce qui suffira pour l'exemple.

36. LE PRÉFET DE L'ISÈRE AU MÊME. — 10 mai 1819.

Le jugement aura lieu le 13. Il est impatiemment attendu par les ouvriers, qui disent « que, s'ils n'avaient pas écouté les maîtres tondeurs, l'insurrection du 26 février n'aurait pas eu lieu ».

37. LE MÊME AU MÊME. — 15 mai 1819.

Tous les prévenus ont été acquittés la veille par les assises.

Ce résultat est dû à la mollesse des poursuites : les grands coupables se promènent à Vienne, le procureur général ayant défendu de les inquiéter. Le sous-préfet de Vienne est parent et protégé du premier président, ce qui explique tout.

38. LE MÊME AU MÊME. — 18 mai 1819.

Grande joie à Vienne de l'acquittement.

Une grand'messe a été célébrée en cette occasion, elle a été entendue avec le plus grand recueillement par les ouvriers de toutes les classes, qui remplissaient l'église.

39. LES OUVRIERS DE VIENNE AU PRÉFET DE L'ISÈRE <sup>1</sup>. — 20 mai 1819.

Longue adresse pour remercier le préfet de sa condescendance, de ses bienfaits aux familles des indociles, et pour lui promettre l'obéissance aux ordres du gouvernement.

40. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE L'ISÈRE. — 27 mai 1819.

Simple accusé de réception de ses rapports des 15 et 18 mai <sup>2</sup>.

41. LE PRÉFET DE L'ISÈRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 28 juin 1819

La cour a mis en accusation 6 tondeurs de drap, 1 tisseur et 2 femmes, tous « principaux auteurs du désordre ». 5 sont constitués prisonniers.

42. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE L'ISÈRE. — 9 juillet 1819.

.... Cette seconde procédure fournira probablement l'occasion de donner un exemple de sévérité, qui paraît

1. Communiquée par le préfet au ministre le 25 mai 1819

2. Cf Bulletin de police, 7 mars-16 mai, Arch nat, F<sup>7</sup> 3791

nécessaire pour prévenir de nouveaux désordres de cette nature....

F<sup>7</sup> 9786. 24.

## 96. Sorel.

1. LE PRÉFET D'EURE-ET-LOIR AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 19 janvier 1819.

L'informe des efforts faits par un Espagnol, du nom de San Cristoval, pour débaucher le principal serrurier de la fabrique de papier de Grevenick, à Sorel et Saussay, moyennant les frais de voyage jusqu'à Madrid, 7 fr. par jour et 300 fr. de pot-de-vin à l'arrivée. Il est parti à Paris.

2. LE MÊME AU PRÉFET DE POLICE. — 29 janvier 1819.  
Le met au courant de l'arrivée à Paris de San Cristoval.

3. LE PRÉFET DE POLICE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
20 février 1819.

San Cristoval, pensionné du gouvernement espagnol, est retourné à Madrid avec un passeport de l'ambassadeur d'Espagne.

F<sup>7</sup> 9796.

## 97. Lyon.

1. LE LIEUTENANT DE POLICE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 23 janvier 1819.

Coalition de garçons boulangers.

- 2 LE MÊME AU MÊME. — 15 février 1819.

Il y a eu des cotisations versées. Un commissaire de police a séquestré 63 fr. entre les mains de celui qui les avait reçus des ouvriers. 33 ouvriers ont signé une pétition présentée au maire par 7 d'entre eux. « Ils ont été renvoyés au lendemain pour recevoir décision ; le lendemain, ils se sont présentés au nombre de 12. On les a admis un à un à l'audience, et, d'après les questions qui leur ont été faites et les réponses, on a découvert les chefs ; ils étaient quatre, et ont été sur-le-champ



mis à la salle provisoire de l'Hôtel-de-Ville. » Le but de la coalition était de faire augmenter les salaires. Finalement, les 4 détenus ont été mis en liberté, à condition d'abandonner aux pauvres les 5 fr. versés par eux à la caisse; les cotisations des autres leur ont été restituées.

3. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU LIEUTENANT DE POLICE.  
— 24 février 1819.

Je ne puis approuver la détermination qui a été prise dans cette circonstance. Toute coalition d'ouvriers tendant à faire hausser le taux des salaires est un délit prévu par le Code pénal; il doit être dénoncé aux tribunaux, et l'autorité administrative, qui est chargée de le faire constater, n'a le droit ni de transiger sur la peine encourue, ni d'appliquer des amendes au profit des pauvres.

[Le même texte est adressé le même jour au préfet du Rhône.]

F<sup>7</sup> 9787. 18.

98. Paris et Gentilly.

1. LE PRÉFET DE POLICE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
26 janvier 1819.

A la fin de novembre, fermentation parmi les ouvriers en calicot du faubourg Saint-Marcel. Ils essaient de débaucher les ouvriers des fabriques Chereau et Chenotin. Le 30 novembre, ils pénètrent dans ces fabriques, au nombre de 40 à 50, et forcent les ouvriers à partir; le lendemain, malgré les menaces, la moitié de ces ouvriers reviennent au travail. L'origine de la coalition est dans le fait que ces ouvriers travaillent à un prix réduit. 5 mandats, 5 arrestations.

F<sup>7</sup> 9787. 20.

2. BULLETIN DE POLICE. — 27 janvier 1819.

Il s'était manifesté, au mois de novembre dernier, quelque fermentation parmi les ouvriers en calicot du faubourg Saint-Marcel. Après diverses tentatives infruc-

tueuses pour détourner de leurs travaux les ouvriers de deux fabricants de la Glacière, commune de Gentilly, ils se sont rendus dans leurs ateliers au nombre d'une centaine, dans la journée du 30 du même mois, et les ont forcés d'en sortir, avec menaces de les tuer, s'ils y rentraient. Le but était de faire augmenter les prix, ce qui a été prouvé par une enquête. Cinq des principaux moteurs de ce mouvement ont été arrêtés et remis au procureur du roi.

F<sup>r</sup> 3791

## 99. Roanne.

### I. PROJET DE CAISSE DE SECOURS DES MARINIERS. — 27 janvier 1819.

A Monsieur le maire de la ville de Roanne,

Monsieur le maire,

Les soussignés, tous mariniers du port de Roanne, domiciliés en la même ville et la commune de Parigny, au lieu dit du Coteau de Roanne, ont l'honneur de vous exposer qu'il existe beaucoup d'anciens mariniers sur le port de cette ville qui, au bout de leur carrière, et après avoir beaucoup travaillé, ont éprouvé des malheurs qui leur ont enlevé tous les moyens d'existence ; que d'autres, moins avancés en âge, ne peuvent cependant, par le fait d'accidents, pourvoir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Le désir qu'éprouvent tous les mariniers valides et en état de travailler, de venir au secours de ceux qui se trouvent dans cette malheureuse position leur a suggéré la pensée de l'établissement d'une bourse commune formée d'une petite retenue sur le salaire de chaque marinier dans ses voyages, et dont le produit serait uniquement consacré à la pieuse destination de soulager les mariniers âgés, infirmes ou malades, leurs veuves et leurs enfants.

Un tel dessein ne peut que recevoir, Monsieur le maire, votre approbation, dès qu'il tend au soulagement d'une portion intéressante de vos administrés. Mais pour parvenir à le réaliser, il est indispensable que tous les marinières valides obtiennent la permission de se réunir, pour arrêter entre eux le mode de l'établissement de cette caisse commune, les moyens d'en faire les fonds, la nomination d'un caissier, le mode de distribution des secours, etc.

En conséquence, les soussignés vous supplient, Monsieur le maire, d'autoriser ou de faire autoriser, par qui de droit, les mariniers du port de Roanne à se réunir aux jour et heure qui leur seront indiqués, sous la présidence de la personne notable qu'il plaira désigner, à l'effet de délibérer sur toutes les questions relatives à l'établissement de la caisse de secours dont il s'agit.

La caisse sera formée d'une rétribution qui sera payée au moyen d'une retenue faite à chaque marinier et par chaque voyage, savoir :

2 fr.	aux hommes de 1 <sup>re</sup> classe.		
1 fr. 50	—	2 <sup>e</sup>	—
1 fr.	—	3 <sup>e</sup>	—

La caisse sera confiée à l'un des marins qui sera désigné par les syndics dont il sera parlé ci-après.

Il sera nommé des syndics au nombre de cinq, auxquels le caissier rendra ses comptes annuellement par recettes et dépenses.

Les syndics ainsi que le caissier seront nommés chaque année par une assemblée de mariniers désignés par l'autorité municipale, mais ils pourront être réélus indéfiniment. Le caissier rendra ses comptes à cette assemblée.

Aucune somme ne sera payée par le caissier que sur un mandat signé de trois syndics au moins.

Il sera établi une commission de quinze membres pris dans les différents quartiers occupés par les mariniens, laquelle sera nommée par le maire. Les membres de cette commission seront spécialement chargés de visiter les malades et infirmes et de rendre compte aux syndics de leurs besoins.

2. CERTIFICAT DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE — 8 mars 1819.

Je soussigné [Ramel] certifie que dans l'assemblée des ouvriers mariniens tenue le 27 janvier 1819, dans une des salles de la mairie et présidée par moi, en exécution de l'arrêté de M. le maire du 7 dudit mois de janvier<sup>1</sup>, les articles ci-dessus ont été délibérés et arrêtés, sauf rédaction, et qu'étant tombé malade immédiatement après et le 29 janvier, je n'ai pu m'occuper de la rédaction desdits articles.

3. LE SYNDIC DES MARINS DE ROANNE AU MAIRE. — 13 mars 1819.

.... Il y a longtemps que les ouvriers mariniens ont fait des réunions pour fixer les prix et même arrêter les expéditions, mais jamais ils n'en avaient fait de plus fortes et de mieux soutenues que depuis quelques mois ; c'est au point que, dans ce moment, les maîtres ne sont plus libres de faire partir tels ou tels nombres de bateaux que le besoin de leur commerce l'exige ; il faut, avant, que les mariniens consultent un certain nombre d'entre eux qu'ils se sont choisis et qu'ils appellent *syndics* ; ensuite ils viennent dire ou qu'il n'y a pas assez d'eau, ou bien qu'ils veulent tel prix. D'après cela, parlez à un, vous parlez à tous. Si quelques mariniens braves et honnêtes (et il en est) s'avi-

1. Cet arrêté manque

sent d'*endramer* <sup>1</sup> une équipe, aussitôt une foule se porte sur le quai et les force de mettre l'ancre à terre, en les menaçant d'une punition. Alors, ces mariniers paisibles descendent à terre et n'osent plus se risquer de nouveau ; ou bien, si quelque marinier ne leur plaît pas, quoique classé cependant, ils le font sortir des bateaux sous le prétexte que son père n'était pas marinier. Alors, l'équipe reste, ou si elle part, ils mettent à la place de celui qu'ils ont sorti un homme de leur choix. Je pourrais citer dix traits de cette nature, mais je me contenterai des deux suivants.

Il y a quelque temps que M. Labarre avait mis dans une équipe un nommé Gauchet-Perraut qui étant un de ceux qui ne plaisaient pas, les autres mariniers de cette même équipe laissèrent les bateaux à une demi-lieue d'ici et aimèrent mieux perdre leur voyage.

Lors de l'avant-dernière crue, tous les mattres, voulant expédier ce qu'ils avaient au port, se mirent en devoir de louer des mariniers ; mais ceux-ci, trouvant que la flotte n'était pas assez forte, ne voulurent pas partir, alléguant pour motif qu'il n'y avait pas assez d'eau ; cependant, on leur prouva qu'il y en avait suffisamment et que les petites rivières d'en bas donnaient, puisqu'on baissait alors à Digoin à vingt-huit pouces. On les décida pourtant à sortir quelques couplages du port, mais ils ne voulurent pas en avoir le démenti ; ils laissèrent tous les bateaux à une petite lieue au-dessous de Roanne et s'en revinrent. Les mattres sentant alors que l'encombrement allait devenir considérable et même très dangereux, et voulant éviter les accidents, ils convinrent de n'expédier aucun bateau de Saint-Rambert avant que ceux qui étaient à Roanne ne fussent partis. Depuis, la dernière crue est arrivée, et les

1. En rapport sans doute avec *dran*, drosse de basse vergue

mariniers, ne voyant point descendre de bateaux de Saint-Rambert, ont fait mille conjectures et se sont tous entêtés à ne partir qu'à tel prix. Ils ont d'abord demandé, et cela unanimement, 200 fr. ; ensuite ils sont venus à 180, 170 et 160 fr. Les maîtres ne voulaient pas d'abord expédier à ce prix, attendu qu'ils se voyaient constitués en une perte certaine et considérable ; mais, craignant que ce mouvement ne devint le prétexte de quelques scènes tumultueuses, ils ont mieux aimé faire des sacrifices et se sont décidés à faire partir tout ce qu'ils avaient à 150 et 155 fr. pour les hommes du devant des couplages, 190 fr. pour les soutiers, et 100, 110 et 120 fr. pour les hommes de la coue <sup>1</sup>.

Ce qui a donné lieu aux mariniers d'avoir un accord si parfait entre eux (cet accord est tel qu'ils l'ont absolument la loi sur le port), c'est une caisse qu'ils ont formée, dans laquelle chacun d'eux verse une somme prise sur son voyage, qui est graduée sur le genre de travail que chacun d'eux fait dans les bateaux. Dans le principe, ils avaient arrêté que le soutier donnerait 2 fr., l'homme de devant 1 fr. 50, et l'homme de la coue 1 fr. ; mais, dans les dernières expéditions, ils ont fait donner 4 fr. aux soutiers, 3 fr. aux hommes du devant et 2 fr. aux hommes de la coue, ce qui est vraiment une concussion dont beaucoup d'entre eux gémissent. L'établissement de cette caisse leur a servi de prétexte pour se réunir et pour se choisir un certain nombre de syndics, dont ils ont formé leur conseil et d'après lequel ils règlent toutes leurs démarches. Il serait donc très à souhaiter que cette caisse fût anéantie, attendu qu'elle leur sert de prétexte pour opérer des réunions où ils peuvent délibérer tout à leur aise et prendre

<sup>1</sup> C'est-à-dire de la queue, de la poupe.

des résolutions dont les suites pourraient devenir fâcheuses.

Ce que je dis ici a été à la veille de se réaliser sur le port, dimanche dernier ; et sans votre présence, Monsieur le maire, je ne sais trop ce qui en serait résulté. Dans une réunion qui a eu lieu chez Dissard, aubergiste, rue Mably, les syndics firent venir tous les mariniers les uns après les autres, et là, après leur avoir fait lever la main devant un christ, leur firent prêter serment de se soumettre à toutes les décisions de leur conseil.

Je ne vous entretiendrai plus que de quelques abus que je crois devoir vous signaler et qui viennent de prendre naissance dans les réunions dont je viens de parler. Un ouvrier marinier n'est pas, maintenant, libre de donner un coup de main à un maître, comme cela se pratiquait jadis. S'il le fait, il faut que ce soit moyennant salaire, parce qu'alors il est obligé de verser dans la caisse la moitié du produit de son travail ; autrement, il lui serait infligé une amende, qu'il serait tenu de payer. Si un maître veut employer un ouvrier à préparer quelques agrès de marine, ce dernier ne le peut faire qu'en versant à la caisse la moitié de ses journées. Il y aurait bien d'autres abus à citer, mais le détail en serait trop long.

Un tel état de choses ne peut subsister, car si un corps d'ouvriers aussi nombreux que celui de la marine de Roanne n'était pas réprimé dans les écarts auxquels il se livre, que deviendrait le commerce des charbons, le seul de notre pays, qui fait subsister une population sur tous les ports de la Loire, dont le calcul ne peut guère se faire ? Ce commerce doit être libre, il doit être favorisé et protégé ; s'il est entravé, le trésor public en souffre et la prospérité nationale s'en ressent. Il est donc du plus grand intérêt de mettre un frein à ce désordre, qui commence à

se propager sur tous les ports de la Loire, et qui finirait par gagner toutes les autres classes d'ouvriers. Tous les amis du bon ordre et de la prospérité nationale doivent désirer que ce torrent, dont le terme ne peut se prévoir, soit arrêté dans sa source.

B. ROCHARD.

4. LE MAIRE AUX MARINIERS PÉTITIONNAIRES. — 15 mars 1819.

Je m'empresse de vous prévenir que les propositions faites par vous et quelques autres mariniers devant M. Ramel, adjoint délégué par moi pour vous entendre, d'après la lettre de M. le sous-prefet, en date du 5 janvier, m'ont été remises depuis peu de jours ; le rapport n'a pu être fait plus tôt à cause de la maladie de M. Ramel, et je le mettrai incessamment sous les yeux de l'autorité supérieure. Cependant, si j'en crois des assertions multipliées, une caisse aurait déjà été formée et des levées de deniers effectuées ; il est de mon devoir de vous observer que le roi lui-même s'est interdit par la Charte le droit d'ordonner aucune contribution, sous quelque prétexte que ce soit, et que toute imposition levée sur des Français doit être autorisée par une loi<sup>1</sup> ; c'est ce que j'ai eu l'honneur de vous expliquer de vive voix, en recevant votre pétition, et que je vous répète ici officiellement, afin que personne ne tombe en faute par ignorance, et qu'il n'y ait pas lieu de la part du gouvernement à des poursuites en concussion, qu'il serait hors de mon pouvoir d'arrêter.

L'intérêt que je porte à mes administrés m'oblige à vous donner cet avis paternel, que je vous prie de regarder comme une preuve de l'attachement et de la parfaite considération avec laquelle....

1 Art 48 de la Charte (*Bulletin des lois*, 17, n° 133, p. 204)



5. DÉCLARATION DU BUREAU DE BIENFAISANCE DE ROANNE.  
— S. d.

Le bureau de bienfaisance de la ville de Roanne, voulant seconder les désirs louables manifestés par un grand nombre de mariniers pour secourir les malades, infirmes ou indigents des ouvriers de la marine, au moyen d'une rétribution volontaire, déclare que, sauf l'approbation de M. le préfet, il ne voit pas d'inconvénient à adopter les articles suivants additionnels à son règlement :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les fonds provenant des dons volontaires des mariniers seront employés exclusivement à secourir les individus de la marine, à qui les infirmités, l'âge, des accidents ou d'autres besoins du moment y donneraient des droits.

Art. 2. — Les fonds seront versés à la caisse du bureau de bienfaisance, et le surplus présumé des besoins courants sera versé à la caisse de service pour y porter intérêt.

Art. 3. — Il y aura un receveur des dons volontaires, qui les inscrira sur un registre coté et paraphé par le maire, et qui en fera le versement à la caisse du bureau de bienfaisance ; le receveur sera nommé par le maire et pris parmi les mariniers.

Art. 4. — Il y aura un distributeur, lequel retirera les fonds accordés sur la demande des commissaires ci-après désignés de la caisse du bureau de bienfaisance, et cela d'après un mandat de M. le maire. Le distributeur aura un registre coté et paraphé par le maire, où seront inscrites toutes les sommes accordées pour secours. Le registre sera sous la surveillance immédiate des commissaires et du maire. Le distributeur sera nommé par le maire et choisi parmi les ouvriers mariniers.

Art. 5. — Il y aura cinq commissaires assesseurs du bureau de bienfaisance, choisis parmi les ouvriers mariniens, nommés par le maire et renouvelés par cinquième tous les ans sur une liste triple, présentée par eux. Les fonctions des commissaires sont : 1° d'arrêter l'état des secours à distribuer ; 2° de faire la demande des mandats délivrés sur le caissier du bureau de bienfaisance ; 3° de débattre et arrêter tous les trois mois, devant le bureau de bienfaisance, l'état des fonds appartenant aux mariniens, et cela d'après les récépissés du receveur et les mandats délivrés au distributeur par M. le maire ou le membre du bureau délégué à cet effet.

6. LES PATRONS MARINIERS AU PRÉFET DE LA LOIRE. —  
11 [?] mars 1819.

Plainte contre les mariniens auteurs de délits contre la liberté du travail. Les mariniens reçoivent les ordres de *syndics* pour imposer aux patrons certaines conditions de travail et autoriser le départ des convois 1.

7. LE PRÉFET DE LA LOIRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 22 mars 1819.

L'informe de la coalition. Il a écrit au procureur pour faire appliquer les articles 414-416 du Code pénal.

8. LE MAIRE DE ROANNE AU MÊME. — 24 mars 1819.

Les mariniens, familles comprises, sont au nombre de 1.500. Ils sont exposés à la concurrence des mariniens des autres communes, d'où baisse des salaires. Le nombre des exclusions, pour raison de filiation, est au plus de 8. Les ouvriers sont charitables : un d'eux, devenu fou, envoyé aux Anticailles de Lyon, est pensionné par ses camarades (150 fr. par quartier). Mais ils ont commis des délits contre la liberté du travail.

1. On trouve dans le même dossier une seconde plainte analogue non datée.

9. LES PATRONS DE ROANNE A LEUR AGENT A PARIS I. —  
27 mai 1819.

Exposent les troubles de Roanne afin d'agir sur les députés et le ministre.

10. LE PRÉFET DE LA LOIRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 27 mai 1819.

Le 24, les mariniers de Roanne ont provoqué ceux de Saint-Rambert et de Saint-Just-sur-Loire, à propos d'un convoi qui devait partir du pont de Roanne.

Bien que ces débats ne fussent pas du ressort de l'administration, puisqu'ils se rattachaient à des transactions de commerce qui doivent être librement consenties de part et d'autre, cependant, comme ils avaient donné lieu à des récriminations, à des menaces, et même à une sorte de fermentation qui devaient provoquer toute la surveillance de l'autorité, j'avais écrit déjà à M. le sous-préfet de Roanne et à M. le procureur du roi pour leur signaler, chacun en ce qui concernait ses attributions, les griefs dont les partis intéressés s'accusaient réciproquement, lorsque je reçus de V. E., en date du 26 avril dernier, une lettre qui me transmettait la plainte qui lui avait été adressée par les marchands de charbon de Roanne et de Saint-Just-sur-Loire contre les mariniers de cette première ville.

11. LE MÊME AU MÊME. — 29 mai 1819.

La plainte déposée a le tort de faire planer des soupçons sur le maire et un des adjoints, comme instigateurs du mouvement. Il demande un rapport au sous-préfet sur la conduite de ces fonctionnaires. La fermentation continue d'ailleurs.

Dans cette occurrence, j'ai recommandé à M. le sous-préfet de Roanne de se concerter avec M. le procureur du roi et M. le maire, relativement aux mesures que les

circonstances pourraient réclamer, et, dans le cas où les voies de conciliation et de représentation seraient inefficaces, de m'adresser une demande écrite et motivée, d'après laquelle je pourrais provoquer l'envoi et le concours de la force armée, bien que l'initiative à cet égard puisse me paraître inutile, si les commandants militaires, ainsi qu'ils l'ont avancé dans des circonstances antérieures, ont le droit de la faire mouvoir et de l'envoyer en garnison dans les villes, sans l'intervention de l'autorité civile.

12. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE LA LOIRE.  
— 8 juin 1819.

Il faut de l'énergie.

Vous manifestez la crainte que vos démarches envers cet officier général [le maréchal de camp commandant le département du Rhône <sup>1</sup>] ne soient infructueuses. Cette opinion, monsieur, est dénuée de fondement. L'autorité militaire a sans doute le droit de placer les troupes où elle le juge avantageux. C'est au ministre de la guerre qu'il appartient de prescrire à ce sujet les dispositions nécessaires ; mais le commandant d'un département est tenu de déférer aux réquisitions de l'autorité administrative, quand il s'agit d'employer les forces dont il dispose à rétablir ou maintenir l'ordre dans les lieux où il est troublé. L'administration doit observer, toutefois, qu'elle n'a rien à lui ordonner sur les moyens d'exécution. Lorsque les administrateurs et les chefs militaires sont également animés du désir du bien public, tout concourt à ce but, et les difficultés disparaissent.

13. LE PRÉFET DE LA LOIRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 11 juin 1819.

Le calme reparait : les marinières ont traité à l'amiable et à

1. Baron de Romeuf.

des prix différents avec les expéditeurs français; ils sont partis pour profiter de la crue de la Loire.

14. LE SOUS-PRÉFET DE ROANNE AU PRÉFET DE LA LOIRE.  
— 14 juin 1819.

« D'après les allégations des maîtres », l'association secrète des compagnons avait pour but d'élever le prix de la main-d'œuvre, en empêchant l'embauchage d'ouvriers étrangers et le départ isolé des bateaux; d'après celles des ouvriers, les maîtres « avaient fait des conventions ensuite desquelles aucun d'eux ne pourrait expédier des charbons à un prix au-dessus de celui convenu entre eux, avec un dédit de 1 000 fr. en faveur de tous, payable par celui qui n'observerait pas la condition ». Plusieurs réunions, sans doute, ont été tenues par les mariniers; l'une, autorisée, le 5 janvier 1819, par le précédent sous-préfet, « pour délibérer et dresser le projet de règlement » d'une caisse de secours en faveur des non-travailleurs et des pauvres, a été présidée par l'ex-adjoint Ramel, mais il n'y a pas à en tirer argument contre ce fonctionnaire, qui a été accusé à tort, ainsi que le maire, de favoriser le mouvement. En tout cas, on ne sait pas laquelle des deux associations est antérieure à l'autre, et il n'est pas sûr que l'association des mariniers existe, car on n'a pu désigner ses syndics, ni leurs actes. De même pour celle des patrons. Quant à la question des salaires, les éléments suivants avaient été colligés par le sous-préfet. En 1818, le prix de la main-d'œuvre pour conduire un bateau était, par ouvrier, de 70, 90, 100, 110 et 120 fr.; depuis novembre 1818, les ouvriers ont demandé 140, 150, 170, 180, 200, et les patrons accordé 120, 130, 150, 160, 170. Au dernier voyage (30-31 mai), les prix étaient de 160 à 170, 140 à 150, 90 à 100. D'ailleurs, les soutiers gagnent plus que les ouvriers du devant, et ceux-là plus que ceux de la queue. Mais les patrons, voulant diminuer leurs frais de main-d'œuvre, ont voulu faire venir des mariniers de Pouilly-sous-Charlieu et d'Ygrande. Les compagnons s'y sont opposés par des mesures de violence contre les patrons et les ouvriers étrangers, violences que poursuit d'ailleurs le procureur royal. De cette situation le trésor est victime. Les patrons assurent qu'il a perdu 50 000 fr. Sans doute, du 1<sup>er</sup> novembre 1817 au

1<sup>er</sup> mai 1818, 2.044 bateaux sont entrés à Roanne, au lieu de 1 729 du 1<sup>er</sup> novembre 1818 au 1<sup>er</sup> mai 1819. Mais ce déficit n'est-il pas imputable également aux patrons, qui ne veulent pas augmenter de cinq centimes les salaires habituels ? Les extractions de Saint-Étienne, les crues de la Loire ont, elles aussi, une répercussion sur le mouvement de la batellerie. Les salaires ne peuvent donc demeurer constants. En tout cas, « il est naturel que les maîtres fassent quelques bénéfices, mais non pas un monopole sur la main-d'œuvre ». Actuellement, les ouvriers veulent partir à grandes eaux et par flotte, ce que ne veulent pas les patrons, à moins que les patrons n'assurent le voyage jusqu'à Briare et n'accordent aux ouvriers la faculté de *léger* (alléger) en route. Lors de la dernière crue, certains patrons ont consenti au légissage et leurs bateaux sont partis.

[A cette lettre sont jointes les pièces annexes (n<sup>os</sup> 1 à 5); d'après les divers rapports du maire, marquis de Jardy, l'association des patrons a été réelle.]

15. LE PRÉFET DE LA LOIRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

— 16 juin 1819.

Il expédie le dossier et ajoute les réflexions suivantes :

Les marchands de charbon demandent que l'autorité leur garantisse la liberté de leur commerce. Rien de plus juste ; mais a-t-elle le droit de prononcer sur les prétentions respectives, et les ouvriers, les compagnons marinières ne seraient-ils pas fondés à réclamer la même liberté, si elle intervenait pour régler des salaires qui doivent être librement débattus ? Si des coalitions, interdites par les lois, ont pour but de les faire hausser ou baisser indûment, les tribunaux ne sont-ils pas institués pour connaître de ces délits, qui sont prévus par le Code pénal, et c'est, en effet, dans cette vue que je me suis empressé d'écrire, dès les premiers instants de mon retour, à M. le procureur du roi.... Du moment où l'ordre est troublé, l'administration doit se présenter pour le protéger et le

défendre, mais doit-elle également s'immiscer dans des discussions d'intérêts qui lui sont étrangers, à moins que ce ne soit à titre d'arbitrage réclamé spontanément par les parties et pour les amener plus promptement à une conciliation qu'elles solliciteraient elles-mêmes ? En agir autrement, ne serait-ce point de sa part encourir plus justement le reproche d'entraver la liberté du commerce, en établissant des tarifs et forçant à des transactions qui doivent être respectivement volontaires ?

16. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE LA LOIRE.  
— 16 juin 1819.

S'appuyant sur la dénonciation patronale du 27 mai, il s'étonne que la plainte déposée contre les mariniers, voulant constituer une corporation, leur ait été communiquée par le maire, qui est incapable de les mater ; de fait, ils menacent d'enlever de prison ceux de leurs camarades qui pourraient être arrêtés et effraient les témoins. Il ne faut pas céder : « les corporations ne sont point reconnues, le commerce est libre ». Il faut blâmer le sous-préfet, qui a communiqué au maire la lettre ministérielle, et blâmer également le maire.

17. LE CAPITAINE COMMANDANT LA COMPAGNIE DE GENDARMERIE DE MONTRISON AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 25 juin 1819.

Le 22 au soir, rassemblement considérable de fils de mariniers de quinze à seize ans au bas de Roanne, sur la rive droite ; ils ont assailli à coups de pierre les mariniers de Pouilly-les-Feurs qui conduisaient des bateaux de charbon, dont plusieurs ont dû être abandonnés. La fermentation est grave, les 10 gendarmes sont insuffisants.

18. L'AVOCAT GÉNÉRAL FAISANT FONCTION DE PROCUREUR GÉNÉRAL A LYON AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 25 juin 1819.

Des poursuites sont prescrites ; mais ni l'autorité locale, ni

la police ne secondent la justice, à laquelle on n'a pas transmis de procès-verbaux.

19. LE PRÉFET DE LA LOIRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

— 27 juin 1819.

Les fils de mariniers avaient de douze à quinze ans. Dès qu'il aura reçu des autorités locales les avis motivés nécessaires, il requerra l'autorité militaire, qui n'a pris aucune mesure.

20. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE LA LOIRE.

— 29 juin 1819.

Il est fort difficile de décider qui apporte de l'excès dans ses prétentions quant aux prix, ni comment l'autorité pourrait y intervenir. Il y a certains services dont le pouvoir municipal se permet de taxer les salaires pour le bon ordre de la voie publique où ils s'exercent, mais il s'agirait ici d'un travail qui se continue fort loin au delà des limites du territoire de ce pouvoir municipal, et qui est fort d'ailleurs en concurrence avec les autres riverains de la Loire ; on ne saurait appliquer ici l'exemple des tarifs usités parmi les portefaix et autres gens de peine.

Les moyens employés par les deux partis semblent avoir été de former des coalitions opposées. L'autorité locale, qui connaît et cite la loi pénale à cet égard, ne doute pas du fait. mais elle estime que les preuves manquent. Il est difficile de ne pas croire qu'à cet égard elle use de quelque indulgence. Si l'on retrouve le calme, si les désordres ne recommencent pas, si un parti n'opprime pas l'autre, on peut applaudir à cette tolérance du passé. Mais si les tumultes qui ont éclaté. d'après ce qu'annoncent les pièces qui me sont soumises, viennent à recommencer, ou que l'action de ces coalitions continuât à se



faire sentir, il n'est pas à croire que des démarches aussi publiques fussent difficiles à prouver.

Les entrepreneurs semblent être convenus qu'ils ont opposé aux démarches des ouvriers des délibérations et des engagements entre eux avec clause pénale. C'est un mauvais recours même pour la défense; et ils doivent bien faire attention qu'on ne saurait punir seule la coalition des mariniers, si eux-mêmes offraient un tel sujet de récriminations.

Quant à un syndicat secret des ouvriers, à des assemblées sous la religion du serment, à une caisse de sûreté, à une contribution qu'ils s'imposent, dit-on, de leur autorité privée, et dont plusieurs d'entre eux semblent gémir de se trouver passibles malgré eux, ce sont en effet des choses excessivement blâmables qu'il faut s'attacher à détruire. La vigilance paternelle des magistrats, la menace au besoin, et enfin des poursuites doivent dissoudre cette dangereuse association. S'il devenait nécessaire d'en fournir la preuve, trop de membres y sont liés pour que cette preuve fût difficile. Ceux des mariniers qui ont demandé à leur entrepreneur la faculté d'aller se munir de la permission de leurs prétendus syndics ne pourraient cacher la vérité à la justice. Mais ce n'est pas encore là ce dont il s'agit, et il faut tout faire pour n'avoir pas besoin d'y recourir.

Je remarque un fait dénoncé comme fréquent, et qui seul autoriserait des condamnations en dommages-intérêts, c'est lorsque des mariniers loués pour un voyage abordent les bateaux à quelques lieues du départ, et reviennent à Roanne sans motif, car on est tenu d'achever non seulement un engagement pris, mais même un ouvrage commencé.

Une caisse d'épargne entre les mariniers ne saurait être

le prétexte de contributions forcées, ni même volontaires, mais non patentes. Si l'arrangement offert par le bureau de bienfaisance ne suffit pas au besoin, on peut sans difficulté faire un plan spécial de société de prévoyance. Mais, suivant ce qui se pratique dans les institutions de ce genre, qui existent en grand nombre dans plusieurs lieux et professions, cette association doit être approuvée par vous sur mon autorisation. Ce serait donc une affaire à traiter et à me soumettre à part. Cette mesure ne doit d'ailleurs être ni forcée ni destinée à entretenir les ouvriers valides, quand il leur plaît de se coaliser pour refuser leur travail.

Parmi les clauses que les marinières réclament, j'en ai remarqué deux particulièrement :

1<sup>o</sup> Ils s'opposent à ce que les étrangers puissent travailler à Roanne. Ils n'ont pas ce droit : c'est à eux à s'assurer la préférence par des conditions raisonnables, comme c'est aux entrepreneurs à la leur donner dans leur propre intérêt ; l'autorité doit le faire comprendre à ceux-ci, mais sans faire ceder les lois devant les prétentions des autres. On voit jusqu'où elles pourraient aller, puisque même entre gens du pays, on s'aviserait d'exclure ceux qui ne sont pas bateliers de père en fils. La distinction des hommes non classés est plus juste. Mais c'est à l'administration de la marine de réclamer ceux qui se dévouent à la navigation ; et les marinières plus anciens n'ont pas qualité pour s'y opposer.

2<sup>o</sup> Les marinières veulent empêcher de naviguer autrement qu'en grand convoi. Cela me paraît contraire à la liberté et aux approvisionnements du commerce. Je vous prie cependant de me donner votre avis particulier sur ce qui peut justifier cette pratique. Je conçois aussi que les marinières veuillent s'assurer la faculté de *légir*, c'est-à-dire d'achever le voyage même aux eaux basses, moyen-

nant le versement des cargaisons sur des allèges, tandis que les entrepreneurs redoutent cette obligation qui les constitue en frais. Mais il semble encore que c'est là une des clauses d'un contrat qui doit être librement débattu. Il s'agit que la discussion ne soit pas appuyée par des coalitions illégales.

En me résumant, je vous prie d'employer tous vos soins pour obtenir que l'économie excessive des entrepreneurs, en faisant une loi trop sévère, ne serve pas de prétexte aux manœuvres imprudentes et déréglées des ouvriers. Je vous recommande de tenir fermement la main envers ceux-ci, pour assurer le bon ordre à l'exécution des lois ; si M. le maire de Roanne estime qu'on peut donner à leur profession un règlement de police, dans les limites de l'autorité municipale, et que vous le jugiez à propos, vous pouvez l'inviter à s'en occuper. Quand vous m'aurez donné connaissance de son projet, je le ferai examiner, et s'il y a lieu, je vous autoriserai à l'approuver.

21. LE MÊME AU MÊME. — 2 juillet 1819

Demande des renseignements complémentaires.

22. LE PRÉFET DE LA LOIRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 2 juillet 1819.

Sur lettre du maire de Roanne du 1<sup>er</sup>, fait une réquisition de la force armée (détachement de la légion des Hautes-Alpes stationné à Montbrison), en raison du jugement qui sera rendu le 5.

23. LE MÊME AU MÊME. — 7 juillet 1819.

Le colonel de la légion des Hautes-Alpes a envoyé à Roanne une compagnie d'élite. Le jugement a été rendu dans le plus grand calme, quoique l'auditoire fût très nombreux. D'après le rapport du maire, dont copie est jointe, 2 prévenus ont été

condamnés à deux mois de prison et 100 fr. d'amende, 2 à un mois et 50 fr., tous solidairement aux frais; 2 ont été acquittés.

Quelques jours avant, il avait reçu un acte de soumission de quelques mariniers, au nom de tous les autres, reconnaissant leurs torts, c'est-à-dire l'existence d'une caisse, mais non la coalition, et promettant une conduite conforme au bon ordre.

24. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE LA LOIRE.  
— 16 juillet 1819

Accusé de réception. Il espère qu'on poursuivra maintenant les auteurs des derniers excès, et insiste sur la nécessité d'obliger les bateliers de Roanne à souffrir la concurrence <sup>1</sup>.

25. PROCÈS-VERBAL DE LA REMISE DE LA CAISSE AU MAIRE.  
— 20 juillet 1819.

Par-devant nous, marquis de Tardy, maire de la ville de Roanne, se sont présentés, en vertu de notre lettre, à la date d'hier, les sieurs Simonin Étienne, Cristin Pierre, et autres mariniers de cette ville, lesquels nous ont dit que, pour obéir aux ordres qui leur ont été intimés par l'autorité, ils venaient remettre entre nos mains les registres des recettes et dépenses et les fonds appartenant à une caisse de secours mutuels qui avait été établie entre les mariniers de cette ville, et pour laquelle il n'y avait pas eu d'approbation ni de règlement émanés du gouvernement; en conséquence, jusqu'à ce qu'il ait plu au roi de donner lesdites approbation et règlement, nous avons retiré entre nos mains lesdits registres, que nous avons sur-le-champ mis sous bande et ficelés; il nous a été remis aussi une somme de 1.200 fr. provenant de ladite caisse, laquelle somme a par nous sur-le-champ été remise à

1. Cf. Bulletin de police du 14 juillet, qui fait le récit de l'affaire, Arch. nat., F<sup>7</sup> 3791.

M. Rochard, receveur du bureau de bienfaisance, qui en fera recette et en demeurera chargé.

De tout qu'il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par nous, ainsi que par MM. Rochard, Simonin et Cristin.

26. LE PRÉFET DE LA LOIRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 23 juillet 1819.

D'après le maire,

Ce projet de faire baisser les prix de transport et les salaires des mariniens tenait à un plan plus vaste, concerté entre le commerce de Roanne et le commerce de Saint-Étienne, dans la vue de faire tomber les charbons de terre de Valenciennes et du Bourbonnais, en livrant à un prix inférieur ou du moins égal les charbons de terre de ce département, dont la qualité est supérieure, et qu'à cet effet les négociants de charbon de ces deux villes avaient consenti à des sacrifices, qu'ils avaient voulu faire partager aux mariniens, en leur accordant des conditions moins favorables.

Le préfet a eu des conférences avec les négociants et les mariniens et croit pouvoir les concilier. Il a obtenu des mariniens le dépôt, dans les vingt-quatre heures, au bureau de bienfaisance, de la caisse de secours, jusqu'à la décision de l'autorité supérieure. D'accord avec le maire et le député Populle <sup>1</sup>, il a rédigé un projet de règlement d'une caisse de secours, discuté et approuvé par les délégués du corps des mariniens.

Il a obtenu enfin que les condamnés du 5 juillet se constitueraient prisonniers, sans attendre l'écoulement des délais d'appel.

<sup>1</sup> François Populle (1777-1848), député de Roanne de 1814 à 1826.

## 27. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE LA LOIRE.

— 14 août 1819.

Le félicite de son action, mais l'engage à veiller à l'exécution de la loi contre les coalitions, et autorise le départ de la troupe.

Le projet de caisse de secours envoyé <sup>1</sup> sera examiné à la direction générale de l'administration départementale et communale.

F<sup>7</sup> 9787. 1.

## 100. Tarare.

BULLETIN DE POLICE. — 9 février 1819.

Il s'était manifesté [le 4] quelque fermentation parmi les ouvriers des manufactures de coton de Tarare. On donnait pour principal motif l'introduction frauduleuse de marchandises suisses ou anglaises, qu'on attribuait plus particulièrement à trois maisons de commerce suisses, qui se trouvent précisément les plus riches établies à Lyon. Il paraît que ces ouvriers avaient été excités par d'autres manufacturiers de Tarare, qui ont souffert des saisies de la part des douanes. Du reste, le mouvement n'a pas eu de suites, et cette commune est aujourd'hui aussi calme qu'on peut le désirer. La gendarmerie met toujours dans son service beaucoup de zèle et d'activité.

F<sup>7</sup> 3791.

## 101. Saint-Étienne

LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 9 février 1819.

Il annonce la rentrée en France de Joseph Boirayon, ouvrier en velours de soie, qui veut aller travailler à Saint-Étienne, ayant cessé de vouloir travailler en Espagne, où il semble avoir été trompé sur les conditions du travail <sup>2</sup>.

F<sup>7</sup> 9796

1 Ce projet manque au dossier.

2. La déclaration de cet ouvrier, transmise au préfet du Rhône, fut envoyée par ce dernier au ministre de l'intérieur le 17 février 1819

## 102. Arles.

BULLETIN DE POLICE. — 10 février 1819.

Des compagnons du devoir, tanneurs et cordonniers, réunis le 2 février à Arles <sup>1</sup>, au nombre de quarante-cinq, pour faire la conduite de quelques-uns de leurs camarades, ont eu entre eux une querelle très grave, qui s'est renouvelée deux fois. Cinq cents personnes ont été témoins de leurs excès, et la tranquillité publique a été réellement compromise sur ce point. Les coups de pierre et de bâton volaient de toutes parts; on croit cependant qu'il n'y a eu qu'une femme de blessée. Heureusement, un commissaire de police s'est trouvé près du lieu de la scène, et, à l'aide des préposés des douanes, il a fait conduire en prison trois des plus furieux. Ce n'est pas la première fois que de semblables désordres ont été commis à Arles, et les habitants, qui en sont fatigués, annoncent qu'ils repousseront les assaillants à coups de fusil. Un rapport a été adressé à l'administration à ce sujet, et on a lieu de croire que des mesures seront prises à l'avenir pour empêcher les ouvriers de se réunir en association que les lois n'approuvent point, et de se livrer à des excès aussi répréhensibles.

F<sup>7</sup> 3791

## 103. Rancié.

I. ROUZAUD, NÉGOCIANT A TOULOUSE, AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 20 février 1819.

Rappelle une pétition de la commune de Sem, du 1<sup>er</sup> septembre 1818, contre les « vexations » du préfet de l'Ariège <sup>2</sup>.

1. Le texte manuscrit porte Arens.

2 Cette pétition, qui fut transmise le 22 décembre 1818 par le ministre de l'intérieur au directeur général des ponts et chaussées et des mines, est restée dans les papiers de cette direction (F<sup>14</sup> bis 7926)

Proteste de nouveau contre la suppression, de fait, du maire de Sem, au nom des communes de Sem, Goulhier et Olbier.

2. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSEES ET DES MINES. — 5 mars 1819.

Transmet la précédente pétition et rappelle que l'état provisoire de Sem devrait cesser, si « la question de la propriété de la mine de Rancié tardait à être jugée ».

3. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSEES ET DES MINES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 18 mars 1819.

Considère comme toujours valables les motifs de l'arrêté préfectoral du 22 février 1818, qui a installé le maire de Vicdessos comme administrateur provisoire de Sem. Il ajoute :

Quant aux reproches adressés à l'ancienne administration, M. l'ingénieur en chef des mines assure que cette administration était très paternelle. Les changements demandés au règlement n'ont d'autre but, d'après la conduite des mineurs dans beaucoup de circonstances, que le désir de l'impunité<sup>1</sup>.

1. Il s'agit du règlement du 14 mars 1816, dont un exemplaire imprimé est joint. Ce règlement avait été précédé par un règlement provisoire du 10 messidor an XIII, approuvé par le ministre de l'intérieur le 5 vendémiaire an XIV (29 juin 1805), dont le contenu a passé, en partie, dans le suivant. Le règlement de 1816 porte, à l'art. 1<sup>er</sup>, que « la direction immédiate des travaux, ainsi que la police des mines, continuera à être confiée à quatre conducteurs temporaires, dits *jurats*, pris dans le corps des mineurs ». Son titre 1<sup>er</sup> concerne la nomination annuelle des jurats (par le préfet sur une liste double établie par les maires des huit communes, à raison d'un pour Goulhier et pour Olbier et de deux pour Sem, parmi les mineurs qui ont au moins trois années consécutives de travail); le titre II, les attributions des jurats (direction et surveillance des travaux sous l'inspection de l'ingénieur des mines du département et le contrôle du maire de Sem, procès-verbaux des contraventions, visite annuelle des mines; fixation du poids des charges journalières à extraire, du prix



En général, il règne parmi ces mineurs un esprit d'insubordination bien prononcé et dont les effets ont compromis plus d'une fois l'activité des forges nombreuses qu'alimentent les mines de Rancié; je ne pense pas qu'il y ait lieu à faire droit à leurs plaintes, sans s'exposer à voir de nouvelles mutineries. M. le préfet et M. l'ingénieur en chef des mines assurent que le seul moyen de maintenir la tranquillité parmi ces ouvriers turbulents est la réunion de Sem à Vicdessos.

Pour la propriété de la mine, elle est à l'État, les mineurs devant être considérés comme usufruitiers par usage immémorial, mais la question n'est pas encore juridiquement tranchée <sup>1</sup>.

F<sup>2</sup> : 1216.

#### 104. Mortagne.

I. LE PRÉFET DE L'ORNE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 27 février 1819.

Le 12 février, insurrection d'ouvriers pour briser les métiers à la manufacture des tissus de coton de Mortagne. L'autorité et la gendarmerie ont rétabli l'ordre. 2 arrestations.

2. LE MÊME AU MÊME. — 10 mars 1819.

Cause de l'insurrection : « défense que leur avait faite le directeur d'employer le feu à éplucher la toile, préparation qui a lieu ordinairement à la main ». Plusieurs ouvriers

du minerai, de la composition des équipes; droit de punir par l'exclusion des mines de 8 jours à 6 mois, sous réserve de l'approbation du préfet; tenue du contrôle des ouvriers et des registres de décisions et procès-verbaux), le titre III, le traitement des jurats (payes par les mineurs a raison de 0 fr. 05 centimes par 4 charges extraites, plus 1 franc pour toute dénonciation de contravention; interdiction aux jurats d'extraire à leur profit du minerai); le titre IV, leur suspension et destitution (par arrêté préfectoral); le titre V contient enfin les dispositions générales

1. Elle ne le fut que par l'ordonnance du 19 septembre 1821, déclarant les 18 communes de la vallée de Vicdessos maintenues dans la concession

déclarent qu'ils vont aller travailler ailleurs. Le directeur déclare qu'ils doivent faire d'abord leurs pièces d'adieux. Mise en liberté des ouvriers arrêtés par ordonnance de la chambre du conseil du 18 février.

F<sup>7</sup> 9787. 12.

### 105. Lyon.

#### 1. LE LIEUTENANT DE POLICE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 1<sup>er</sup> mars 1819.

Le 27, il a été informé que le lendemain dimanche aurait lieu aux Brotteaux une réunion d'ouvriers tullistes pour obtenir l'augmentation des salaires <sup>1</sup> et le renvoi des étrangers et des apprentis. On a fait doubler le poste au Pont Morand ; patrouilles. Des cartes de réunion ont été distribuées. Des précautions sont prises, à cause des incidents de Vienne.

F<sup>7</sup> 9787. 18.

#### 2. LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU RHÔNE AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 4 mars 1819.

Le 28 février, réunion de 200 ouvriers tullistes aux Brotteaux, puis division en groupes de 20, pour porter des pétitions à l'effet d'obtenir un relèvement de salaires. Ces ouvriers agissent avec beaucoup de circonspection, sans tumulte : on ne peut appliquer l'article 415 du Code pénal.

BB<sup>12</sup> 989 C 3/4849.

#### 3. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU LIEUTENANT DE POLICE. — 10 mars 1819.

Accusé de réception. Des tentatives sont faites pour embaucher pour la Russie de bons ouvriers en broché.

F<sup>7</sup> 9787. 18.

1. Ces salaires avaient été fixés par un arrêté du maire du 29 décembre 1817, approuvé le 3 janvier 1818, qui remettait en vigueur, à la demande de 16 fabricants et sur la délibération du conseil des prud'hommes, les tarifs du 10 frimaire an XI et du 18 juin 1811 (*Associations professionnelles*, t. II, p. 242-243).

4. LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU RHÔNE AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 12 mars 1819.

Le calme continue.

BB<sup>18</sup> 989 C 3/4849.

5. LE LIEUTENANT DE POLICE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 12 mars 1819.

La réunion des ouvriers n'a pas compris plus de 20 individus, bien que 200 ouvriers fussent venus. On devait établir le texte d'une pétition demandant : un apprenti par maître au plus ; pas de femmes ; seulement des ouvriers de Lyon ; police des métiers faite par les ouvriers ; cette police imposée aux ouvriers des maîtres qui travaillent ou font travailler hors de la ville ; fixation du prix des flottes <sup>1</sup>. Le commissaire de police de la métropole l'a de plus informé qu'il y a dans chaque quartier un comité en relation avec les commissaires de la réunion, qui exige un règlement définitif des obligations réciproques des maîtres et des ouvriers et la suppression de toute espèce de mécanique. Une pétition a été présentée dans ce sens par quatre ouvriers commissaires ; ils ont été l'objet d'interrogatoires. Malgré la défense, il y a eu une réunion le 7. L'affaire est renvoyée au ministère public.

6. LE MINISTRE DE LA JUSTICE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 19 mars 1819.

Le procureur n'a pas cru devoir poursuivre, car il n'y a pas de délit. Mais il faudra empêcher un nouveau rassemblement, dangereux à cause de l'organisation des ouvriers et au moment d'une stagnation générale du commerce à Lyon.

F<sup>7</sup> 9787. 18.

7. LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU RHÔNE AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 30 mars 1819.

Lui adresse le rapport du commissaire de police du 4 mars 1819.

BB<sup>18</sup> 989 C 3/4849.

1. Paquet ou echeveau de soie, d'après le *Dictionnaire de Trevoux*.

8. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DU RHÔNE. —  
30 mars 1819.

Il faudra que le maire agisse désormais autrement.

Des rassemblements de ce genre peuvent avoir de grands inconvénients dans une ville manufacturière telle que Lyon. Ils tendent presque toujours à influencer sur le taux des salaires ou à provoquer des règlements incompatibles avec le libre exercice de l'industrie, et ils sont d'un exemple dangereux pour les autres classes d'ouvriers. Ils n'ont, d'ailleurs, aucun but d'utilité réelle, attendu que les maîtres et fabricants peuvent aisément, sans employer ce moyen, présenter soit à l'administration, soit à la chambre de commerce, toutes les observations qu'ils jugent convenables dans l'intérêt de leur industrie; ils sont, en outre, en opposition avec les dispositions de nos lois, qui ont supprimé les corporations, défendu les associations de plus de vingt personnes et prohibé les coalitions des maîtres, ainsi que celles des ouvriers.

9 LE LIEUTENANT DE POLICE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 10 avril 1819.

Il avait pensé à tort à une connivence entre les ouvriers de Vienne et ceux de Lyon.

F<sup>7</sup> 9787. 18.

106. Granville.

1. LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE CAEN AU MINISTRE DE LA  
JUSTICE. — 17 mars 1819.

Quinze armateurs du port de Granville pour la pêche de la morue <sup>1</sup> se sont réunis, le 15 du mois dernier, sous

1. Un texte général concernant la pêche avait été, trois ans auparavant, publié; c'est l'ordonnance du 14 août 1816 (cf. *Moniteur universel*, 25 août 1816).

la présidence d'un de ces armateurs, vice-président de la chambre de commerce, et en l'absence, qui ne fut que de quatre jours, du maire de Granville, qui est président-né de cette chambre, et prirent entre eux une sorte d'arrêté en forme de déclaration <sup>1</sup>, par lequel ils ont apporté —

<sup>1</sup> Voici le texte imprimé de cette déclaration.

« Les armateurs de Granville soussignés, considérant qu'un mode clair et précis pour établir les droits des marins employes a la pêche a la morue et engagés au cinquieme est devenu d'autant plus nécessaire que divers usages se sont établis sur cette place, considérant qu'en réponse a un projet de règlement soumis en 1817 à S E le ministre de la marine, il fut répondu que l'autorité ne pouvait intervenir et qu'il n'appartenait qu'aux parties intéressées d'établir des conventions, considérant que le moyen le plus certain de répondre aux vues du gouvernement, qui désire la prospérité de cette branche de commerce, est d'offrir aux armateurs et aux marins une perspective telle que les uns trouvent avantage a continuer les armements, et les autres une recompense proportionnée à leurs travaux: déclarent que les chartes-parties qu'ils ouvriront dorénavant pour la pêche a la morue seront calquées sur le règlement de 1743, avec les modifications qui résulteront des clauses et conditions suivantes.

« Art. 1<sup>er</sup> — La pêche complete est fixée comme suit : Terre-Neuve, 40 quintaux morue seche, ou 4 000 demi-kilogrammes; Saint-Pierre et Miquelon, idem; Le Banc, 60 quintaux morue verte, ou 6 000 demi-kilogrammes pour chaque homme de l'équipage.

« Art. 2. — Le montant du produit net de la pêche sera divisé par *cinquiemes*, dont *quatre* pour l'armateur et *un* pour l'équipage qui y participera d'après la règle suivante, en raison des lots ou portions de lots promis a chaque homme.

« Art. 3. — Lorsque la pêche sera complete, le cinquieme du produit net reviendra a l'équipage, mais lorsque la pêche ne sera pas complete, la portion revenant a l'équipage sur le cinquieme sera proportionnelle avec ladite pêche, ainsi que cela a lieu pour les pratiques.

« Art. 4. — Le produit des passages de pelletats, de morues, d'huile et autres objets pris a fret sera ajouté au produit de la pêche, afin de faire participer l'équipage à ces profits, comme aussi les pratiques, chapeaux et encouragements; les passages des produits de la pêche, des pelletats et ustensiles feront partie des frais généraux.

« Art. 5 — Le cinquieme du produit net du fret du navire qui, ayant été en décharge, aura été affrété au retour, appartiendra à l'équipage qui aura suivi la destination du bâtiment; de plus, une gratification prélevée sur tous les produits de la pêche sera accordée dans la proportion suivante a chaque matelot, novice ou mousse, lorsque le voyage sera au dela de Gibraltar. 50 fr. au maître-caplanier ou de bateau; 40 fr. à l'avant-caplanier ou de bateau; 30 fr. a l'ussas ou au novice; 20 fr. au mousse.

« Art. 6 — L'équipage du navire qui sera destiné pour les colonies rece-

sans y appeler les parties intéressées, c'est-à-dire des capitaines de navire, des seconds et des maîtres, pour y défendre les intérêts des marins qui ne peuvent être assimilés qu'à de simples manouvriers dont le salaire les nourrit, leurs femmes et leurs enfants, — des changements dont les marins se plaignent hautement, tellement que M. le maire de Granville a craint un soulèvement.

Les expéditions du port de Granville pour la pêche de la morue emploient plus de 3.000 marins de différents grades, mais pour les neuf dixièmes novices et mousses.

Les armateurs et les marins ont eu de tout temps les prétentions, les premiers, de donner des salaires trop faibles aux marins, et ceux-ci d'en exiger de trop forts des armateurs.

Il fut fait, il y a soixante-seize ans (1743), par permission du roi et en présence d'un commissaire aux classes de la marine, un règlement convenu à l'unanimité entre les armateurs de Granville, les capitaines et les officiers de navires, pour la pêche de la morue, qui établit une règle uniforme sur divers objets, et qui détermina spécialement le salaire des marins en nature, de sorte que l'augmentation progressive des valeurs n'a rien changé au sort des

vra des mois à compter du jour où ledit navire aura jete l'ancre sur une rade desdites colonies, d'après les proportions suivantes . le capitaine, de 100 a 150 fr. par mois; le second, de 60 a 100 fr.; le lieutenant et le maître, de 40 a 60 fr ; le novice et le mousse, de 10 a 25 fr. Ces mois seront à la charge de l'armateur, parce que le fret de retour sera a son profit.

« Art. 7 — La morue portée dans les colonies, tant que la prime accordée par le gouvernement continuera d'être payee, sera comptée a l'équipage pour son cinquième, d'après les comptes de livraison, sur le pied de 25 fr les 50 kilos, morue sèche, loyale et marchande

« Fait et rédigé à Granville, le 15 février 1819.

« Chaque armateur signataire du présent s'oblige sur son honneur à son exécution et consent, en cas de prévarication, à payer une somme de 5.000 fr., qui sera destinée suivant délibération.

X. »

armateurs et des marins relativement au sort de ces derniers <sup>1</sup>.

Le règlement a été suivi depuis 1743, à la satisfaction commune. Un grand nombre d'armateurs ont, pendant cette longue durée de temps, eu des succès et quelques-uns ont acquis des fortunes considérables ; les marins ont gagné, par leur travail, leur subsistance, celle de leurs femmes et de leurs enfants, sans faire des profits qui pussent exciter l'envie des armateurs et qui dussent leur inspirer raisonnablement le projet de diminuer un salaire dont le taux était éprouvé pendant une si longue suite d'années.

Cependant, les armateurs de Granville tentèrent, il y a deux ans, de réduire le salaire en nature qu'ils donnaient aux marins ; ils invitèrent les armateurs pour la pêche de la morue, des ports de Saint-Malo et de Saint-Brieuc, à se réunir à eux sous prétexte d'établir un mode uniforme dans ces trois ports, mais toujours dans le dessein de réduire le salaire des marins. Les armateurs de Granville sollicitèrent de S. E. le ministre de la marine l'autorisation de réunir les armateurs de ces trois ports pour aviser à l'établissement d'une règle uniforme <sup>2</sup>, mais ceux de Saint-Malo et de Saint-Brieuc se sont refusés à s'occuper des conventions autres que leurs anciens usages <sup>3</sup>, et ceux

1. Copie manuscrite de ce règlement du 27 mars 1743 figure dans le dossier : c'est un véritable contrat collectif de travail. Une copie manuscrite de ce texte, fournie par un des armateurs, ne porte pas la clause pénale, sans doute du fait de l'armateur lui-même, qui ne tenait pas à la subir, non plus qu'à la mettre sous les yeux du procureur général. Elle donne les noms des signataires, au nombre de 17.

2. Autorisation accordée, le 20 octobre 1817, par le ministre Mole (copie dans le dossier) ; la réunion devait se tenir à Saint-Servan. Cf. dépêche du ministre au commissaire de la marine à Saint-Servan, 20 octobre 1817.

3. Lettre du commissaire de la marine de Saint-Servan au commissaire de la marine de Granville, 28 janvier 1818 ; lettre du commissaire de la marine de Granville au maire de cette ville, 30 janvier 1818. Notons que les

de Granville sont restés seuls dans l'intention de changer les leurs <sup>1</sup>.

Il n'est pas douteux que les armateurs sont libres d'offrir aux marins des conditions quelconques, mais les marins sont libres aussi de les accepter ou de les refuser et d'en demander de plus avantageuses pour eux ; si ces conventions pouvaient être arrêtées de gré à gré entre chaque armateur et chaque homme qui monterait sur son navire ou chaque capitaine qui traiterait pour tout l'équipage, il conviendrait de ne pas s'en occuper : l'expérience avait fait reconnaître les inconvénients qu'avaient entraînés des discussions au moment du départ ; les expéditions étaient quelquefois restées au port au moment d'appareiller. Ce fut ce qui donna lieu au règlement de 1743, qui n'est pas, sans doute, obligatoire pour les armateurs ni pour les marins ; mais qui, ayant été suivi exactement, et en tout point, depuis cette époque, constate un usage ancien constamment suivi et qui servirait de règle s'il n'y avait pas d'autres conventions.

Si les marins s'étaient *coalisés* pour faire enchérir leurs salaires, ils seraient poursuivis en vertu de l'article 415 du Code pénal. Les armateurs se sont coalisés par un acte signé de tous, moins un (je parle de ceux du port de Granville), pour abaisser le salaire des marins. Ils semblent croire et ils disent qu'ils n'ont pas agi *injustement* et *abusivement* et que l'article 414 ne leur est pas applicable. Il ne s'agit pas de les poursuivre ; leur coalition constatée par écrit et sanctionnée par une obligation sur leur honneur, en cas de prévarication, de payer une somme de 5.000 fr., *qui sera destinée, suivant délibération,*

armateurs de Saint-Malo et de Saint-Brieuc basaient leur refus sur des arguments tirés de la liberté commerciale.

1. Le dossier contient l'exposé précédant le règlement proposé.



est bien un *abus*, puisqu'ils ont délibéré à eux seuls et dans leur intérêt, et une *injustice*, puisqu'ils contreviennent, sans s'être accordés avec les marins, à un usage consacré par soixante-seize ans d'exécution et déterminé dans le temps par un règlement autorisé par le roi et consenti par leurs auteurs et par les armateurs du même port. Il est vrai qu'ils représentent l'original de leur délibération, qu'il ne contient pas cette stipulation : on a lieu de croire qu'ils ont fait un nouvel original et on peut le présumer, car M. Quesnel, imprimeur à Coutances, ne l'aurait pas imprimé de son chef dans le placard dont j'ai l'honneur d'envoyer un exemplaire à Votre Grandeur <sup>1</sup>.

La pêche de la morue est une école d'apprentissage où commencent et se forment tous les marins des côtes de Normandie et de Bretagne. Le port de Granville emploie 3.000 marins à la pêche de la morue ; ces hommes ne connaissent dès leur enfance que la mer, ils n'ont pas d'autre état ni d'autres moyens pour pourvoir à leurs premiers besoins et à ceux de leurs familles, et cette nombreuse population serait réduite à la misère.

M. le maire de Granville a, par sa prudence, prévenu un soulèvement; les marins déclaraient qu'ils ne s'embarqueraient pas sous les nouvelles conditions que les armateurs leur imposent de leur seule autorité. M. le maire les a exhortés à s'enrôler, mais en leur promettant qu'il se constituerait leur défenseur et obtiendrait justice pour eux. Ils ont été dociles, mais le seront-ils au moment du départ, et si à leur retour ils sont obligés de subir la loi que les armateurs ont délibéré de leur faire, ils imputeront à M. le maire de les avoir trompés, et il serait obligé de s'éloigner de Granville. Sans la prudence de M. le

1. Voy. p. 214, n. 1.

maire, il aurait fallu envoyer de la troupe à Granville, et il paraît que M. le lieutenant général qui commande la 14<sup>e</sup> division <sup>1</sup> n'en a pas dont il puisse disposer pour cette ville.

Les armateurs de Granville prétendent qu'ils ne peuvent pas, pour la pêche de la morue, soutenir la concurrence avec ceux de Saint-Malo et de Saint-Brieuc. Voici la réponse à cette allégation : Comment ont-ils soutenu cette concurrence jusqu'à présent ? Comment la plupart d'entre eux y ont-ils gagné considérablement ? Serait-ce un moyen de rendre plus actives les expéditions du port de Granville pour la pêche de la morue, que de décourager les marins, qui éloigneraient leurs enfants de la mer ? Et cela priverait la marine royale des matelots formés par la pêche de la morue.

Votre Grandeur reconnaitra toute l'importance des suites que peut avoir la coalition des armateurs de Granville, qui n'ont pas craint de faire afficher leur déclaration, mais cependant avec la précaution de la rendre anonyme. Cette affaire paraît être plus dans les attributions de S. E. le ministre de la marine que dans celles du ministère de Votre Grandeur, à laquelle j'ai l'honneur d'envoyer toutes les pièces et copies qui m'ont été remises, tant par M. le maire de Granville que par l'un des armateurs de ce port. Si Votre Grandeur le juge utile, elle les transmettra avec cette lettre à S. E. le ministre de la marine.

On peut craindre que la docilité que beaucoup de marins ont manifestée à M. le maire de Granville ne se soutienne pas lors de l'embarquement, et que la pêche de la morue ne soit manquée cette année pour le port de Granville. Le départ a lieu annuellement du 15 au 20 avril.

3.000 marins, sans autre métier, resteraient au pays dans la misère, et deviendraient autant de bandits nuisibles à la société, et cela détruirait une branche de commerce bien utile à l'État et aux marins de la côte de Basse-Normandie.

2. LE MINISTRE DE LA MARINE AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 3 avril 1819.

J'ai l'honneur de vous renvoyer le dossier qui vous a été adressé par M. le procureur général du roi près la cour royale de Caen, et que vous avez bien voulu me communiquer.

Ce magistrat a parfaitement apprécié la conduite et les torts des armateurs de Granville qui se sont réunis pour arrêter eux-mêmes une espèce de règlement d'après lequel les marins employés à la pêche de la morue à l'île de Terre-Neuve seraient traités. Ces armateurs ont fait ce qui est défendu par l'article 414 du Code pénal en se coalisant pour abaisser les salaires des marins. Ils ont enfreint les articles du titre XIV de l'ordonnance du 31 octobre 1784 sur les classes <sup>1</sup>, lequel veut qu'une entière liberté soit laissée aux capitaines et aux gens de mer de faire entre eux telles conventions qu'ils jugeront à propos <sup>2</sup>; ils ont méconnu ce même principe de liberté réciproque qui est consacré par les articles 223 et 250 du Code de commerce <sup>3</sup>. Enfin, ils ne peuvent se dissimuler que l'acte qu'ils ont fait est contraire au droit commun, et notamment aux

1. Isambert, *op. cit.*, t. XXVII, p. 483-528

2. Art. 11 (*ibid.*, p. 515).

3. Art. 223. « Il appartient au capitaine de former l'équipage du vaisseau et de choisir et louer les matelots et autres gens de l'équipage; ce qu'il fera néanmoins de concert avec les propriétaires, lorsqu'il sera dans le lieu de leur demeure » — Art. 250: « Les conditions d'engagement du capitaine et des hommes d'équipage d'un navire sont constatées par le rôle d'équipage ou par les conventions des parties. »

articles 1108 et 1119 du Code civil sur la réalité des conventions et sur le consentement <sup>1</sup>.

Il n'avait pas été dérogé à ces règles constantes lors de la délibération prise le 27 mars 1743 entre les négociants et armateurs et les capitaines et officiers de navires du ressort des sièges d'amirauté de Granville et Coutances, et homologuée le 25 mai suivant par cette amirauté. Les intérêts respectifs furent représentés et défendus tant par les armateurs que par les capitaines et officiers de navires, et quoique l'uniformité fût établie pour les conventions entre les armateurs et les équipages des navires expédiés à la pêche de la morue, l'acquiescement des deux parties pouvait faire considérer les dispositions consignées dans la délibération de 1743 comme une collection de conventions spéciales et individuelles faites pour chaque armement.

Cette espèce de transaction s'est maintenue pendant une longue suite d'années ; mais si les armateurs ou les marins eussent voulu ne pas s'y conformer, ils en eussent été parfaitement les maîtres. les uns et les autres seraient revenus à la faculté, qui ne peut jamais être prescrite, de faire entre eux des conventions pour chaque armement. Il est à remarquer que cette délibération de 1743 n'eut lieu qu'avec la permission du roi et en présence de M. Le Tourneur, alors commissaire des classes de la marine. La même marche fut prescrite en 1817, lorsque les armateurs de Granville proposèrent un nouveau règlement : leurs demandes furent écartées, et s'ils voulaient les reproduire, ils devaient suivre les errements pratiqués en 1743 et en 1817, ils ne pouvaient s'isoler de l'administration de la

<sup>1</sup> Le premier de ces articles énumère les conditions essentielles des conventions, le second exclut les stipulations pour autrui.

marine, ils ne pouvaient eux-mêmes régler les salaires des marins employés à la pêche de la morue. Ainsi, nul doute que la conduite des armateurs de Granville n'ait été fort imprudente et ne soit répréhensible. Mais lorsque je m'en expliquai avec le commissaire chargé du service dans le sous-arrondissement de Saint-Servan <sup>1</sup>, lequel comprend le quartier de Granville, il me répondit que le vice-président de la chambre de commerce avait représenté que les armements faits à Granville ne présentaient aucun bénéfice, que le nombre en diminuait chaque année, que les armateurs ne pouvaient soutenir la concurrence avec ceux de Saint-Malo, et que, malgré la réduction qu'ils venaient d'arrêter, les salaires des marins de Granville restaient encore au-dessus de ceux des marins qui embarquaient sur les navires de Saint-Malo. Ces objections peuvent avoir quelque réalité, mais elles n'atténuent pas l'illégalité du procédé. Le même commissaire ajoutait : « Je suis loin d'approuver la démarche des armateurs qui ont signé cette convention, mais je craindrais qu'une décision contraire à leurs désirs ne les déterminât à ne pas armer pour la pêche de la morue, ce qui serait pour les marins de Granville un malheur beaucoup plus grand que la réduction de leurs salaires. »

Des ordres ont été donnés, toutefois, pour que la convention dont il s'agit fût considérée comme non avenue, et pour qu'il ne fût porté sur les rôles d'équipage que les conditions d'engagement qui seront librement consenties, en présence du commissaire de l'inscription maritime <sup>2</sup>, entre les armateurs et les équipages.

Dans cet état de choses, je crois qu'il convient de ne

<sup>1</sup> L.-F. Le Carpentier.

<sup>2</sup> Cazin.

pas exercer de poursuites contre les armateurs de Granville, mais de leur faire sentir la faute qu'ils ont commise et de leur enjoindre d'annuler leur arrêté, s'ils ne veulent pas s'exposer aux conséquences qui dérivent de leur conduite et des termes de la loi. Plus d'éclat et de sévérité pourrait, je le pense, exciter les prétentions des marins, altérer la déférence dans laquelle il est prudent de les maintenir à l'égard des armateurs, et avoir même une influence fâcheuse pour la tranquillité publique à Granville; il ne faut pas, sans doute, que les armateurs, afin de se procurer de plus grands bénéfices, abusent de la situation des marins, et, dans la conjoncture présente, il est fâcheux d'avoir à observer que les armateurs n'ont pas même à colorer leur conduite du prétexte de la résistance à des demandes exagérées formées par les marins : les rapports parvenus ne constatent que leur misère; mais ces derniers doivent aussi se contenter d'un salaire raisonnable, car si les armements ne procuraient pas un gain suffisant, les expéditions se ralentiraient, ou même elles cesseraient, et les marins se verraient privés des ressources déjà trop bornées qu'ils y trouvent.

V. E. remarquera qu'en proposant les ménagements qui me semblent conseillés par les circonstances, je ne crois pas cependant que le gouvernement doive garder le silence sur un acte imprudent, illégal, et qui pourrait avoir des conséquences graves, s'il n'était promptement frappé d'improbation; il est même d'autant plus urgent que le blâme encouru par les armateurs de Granville soit exprimé, que j'apprends que, le 5 février, onze armateurs de Dieppe ont pris un semblable arrêté. Je remets à V. E. l'exemplaire<sup>3</sup> qui m'a été adressé, afin qu'elle puisse, si elle le juge convenable, le dénoncer immédiatement à M. le procureur général près la cour royale de Rouen, et le charger

d'en requérir la suppression. La faute de ces armateurs est absolument celle commise à Granville, et je remarque avec surprise dans l'imprimé ci-joint que MM. Frédéric et Georges Le Griel frères y sont désignés comme stipulant *pour la communauté des armateurs* : par une telle expression, ces armateurs feraient supposer l'existence d'une corporation exerçant des droits et agissant avec une indépendance qui ne peuvent être reconnus <sup>1</sup>.

1 « Règlement pour la pêche de la morue sur le grand banc de Terre-Neuve, avec des cordes .

« Art 1. — Les armateurs fourniront leurs navires entièrement gréés, munis en suffisance de vivres et d'objets de pêche. Les pertes et avaries, jusqu'à l'embarquement du sel, seront pour leur compte particulier.

« Art 2 — Le sel nécessaire à la pêche étant embarqué a bord du navire, et le capitaine étant muni de ses expéditions, les frais de sortie et les pertes d'ustensiles de pêche, câbles, ancres, canots, avirons et autres objets dépendant de l'armement seront considérés comme avaries communes, ainsi que celles arrivées au greement et au corps du navire. Il en sera de même pour les frais de relâches postérieures à l'embarquement du sel.

« Art. 3 — Les avances seront consenties entre l'armateur, le capitaine et l'équipage, et portées sur le rôle. Elles seront regardées comme pot-de-vin et sans répétition sur le produit du voyage. Elles sont, pour l'année 1819 seulement, fixées de la manière suivante : au capitaine, 300 fr., plus 100 fr de gratification pour ses peines et soins à l'armement jusqu'à la mise dehors du navire, et indemnité de nourriture pour tous bâtiments gréés en trois-mâts, brick et goelette, et 50 fr. seulement pour ceux gréés en bateau, dogre et flambart; au second, 120 fr. s'il n'est pas saleur, et dans le cas où il serait second et saleur, 140 fr., au saleur, 100 fr.; aux matelots, 80 fr., au novice à 3/4 de lot, 60 fr.; audit novice à 2/3, 54 fr.; au mousse, 40 fr.

« Art. 4. — Les avances payées, l'armateur sera libre de faire prendre au navire son sel dans le port d'armement ou tout autre, à sa convenance, sans que l'équipage puisse demander une indemnité, ni l'armateur une réduction.

« Art. 5. — Indépendamment des lots stipulés sur le rôle d'équipage, il sera, au retour, alloué les pratiques suivantes à titre d'encouragement : au capitaine, le tiers du produit des huiles rapportées jusqu'à la concurrence de trois barriques, et 10 %. sur ce qui excédera ce nombre, sous la condition que les diverses espèces d'huiles ne seront pas mélangées, le produit d'un baril de Langres jusqu'à la concurrence de 20.000 morues, et un quart de baril par chaque 5 000 morues excédant cette quantité, 10 % sur le produit des rogues, et 250 kilos de morues par chaque cargaison; au second, la moitié des pratiques allouées au capitaine, s'il est second

## L'administration de la marine à Granville et à Dieppe repoussera entièrement les arrêtés pris par les armateurs

et saleur, et, dans le cas où il ne remplirait pas les deux fonctions, la somme résultant de cette moitié se partagera avec le marin embarqué en cette qualité de saleur, dans la proportion suivante :  $\frac{2}{3}$  au second,  $\frac{1}{3}$  au saleur. Les différentes sommes résultant des pratiques ci-dessus seront, comme d'usage, portées en dépenses au chapitre des avaries communes.

« Art. 6 — Seront réputées avaries communes les barillages qui auront servi à contenir le produit de la pêche, soit en morues, huiles, rogues ou autres abatus. Il en sera de même pour la différence entre le prix du sel des marais français et les sels blancs de Saint-Ubes ou autres, provenant de l'étranger.

« Art. 7 — Lorsque les armateurs croiront convenable pour l'intérêt commun de faire opérer le retour du navire dans un autre port que celui de l'armement, toutes les dépenses (y compris les vivres du bord et autres fournis à l'équipage) qui auront lieu jusqu'à la mise à terre de l'entière cargaison, seront classées dans la catégorie des avaries communes; dans le cas où, après la décharge opérée, le navire relèverait pour retourner à son port de désarmement, les dépenses qu'il pourrait faire continueraient à être classées dans la même catégorie. Si le bâtiment trouve un fret en retour, le produit en sera porté en recette au profit de la communauté et le capitaine aura un chapeau de 5 % sur ledit fret.

« Art. 8 — Si l'équipage exigeait d'être payé du montant du voyage au lieu de la vente, il lui serait fait une retenue pour garantir sa part des avaries et dépenses qui pourraient avoir lieu jusqu'à la remise du navire au port de désarmement.

« Art. 9. — Le navire arrivé dans son port de désarmement, les frais de dégréement et la mise d'icelui en magasin seront au compte de la communauté.

« Art. 10. — Après la déduction de toutes les avaries, y compris la commission de vente de l'armateur à 4 % sur le produit brut de la cargaison, le surplus, ou produit net, sera partagé par cinquièmes, dont quatre pour l'armateur et un pour l'équipage, lequel sera divisé en autant de lots qu'il y aura de têtes à bord; plus un second pour le capitaine. La différence en bonification de masse servira à l'armateur pour compléter les suppléments qu'il consentira, suivant l'usage, en faveur du capitaine, second, saleur, ou de tout autre qu'il aurait intérêt, pour le bien commun, à encourager.

« Art. 11. — Le navire amarré à quai, les voiles serrées et la pompe franche, l'équipage sera congédié; cependant il sera préféré pour travailler au désarmement, mise à terre de la cargaison et le jet à la mer du sel immonde. Ses journées seront payées au cours de la place et les dépenses résultant de ces diverses opérations seront portées au chapitre des avaries communes.

« Art. 12. — Il sera délivré à l'armateur 12 poignées de morues de choix, dites de present, pour faire tel usage qu'il croira convenable.

« Art. 13. — Le présent règlement n'aura lieu que pour l'année 1819 seule-



de ces deux ports; elle les considérera comme non avenus, elle ne les admettra point comme règle pouvant établir les droits des uns et des autres, et elle n'agira que conformément aux articles 9, 10 et 11 du titre XIV de l'ordonnance du 31 octobre 1784, d'après lesquels : 1° les capitaines doivent présenter les conventions faites par eux avec les gens de mer qu'ils ont engagés, sans que le commissaire de la marine puisse exercer aucune autorité à cet égard; 2° ces conventions doivent être portées sur le livre de bord, lues en présence des gens de l'équipage et portées sur leurs livrets; 3° s'il y a contestation sur les

ment. Il sera revu au mois de janvier 1820, en assemblée générale de tous les armateurs, pour y faire telle augmentation ou réduction que l'expérience aura démontrée nécessaire et indispensable, attendu que quelques armateurs ont insisté pour qu'il fût passé en avaries communes divers articles que la majorité n'a pas cru devoir, quant à présent, accueillir favorablement, à cause de l'état vraiment malheureux dans lequel les équipages se trouvent réduits par suite des circonstances pénibles qui affligent notre pays

« Art. 14 — Les contestations qui pourraient survenir entre l'armateur et l'équipage seront jugées par 4 arbitres du choix des parties, dont 2 pris parmi les armateurs et 2 parmi les capitaines, lesquels s'adjoindront, en cas de désaccord, telle ou telle personne qu'ils croiront à propos; lesquels jugeront souverainement sur les points en litige.

« Art. 15 — Le présent sera imprimé au nombre de 200 exemplaires, pour être distribués aux armateurs soussignés.

« Fait et signé triple, à Dieppe, le 5 février 1819, pour une expédition être déposée au bureau de la marine, une autre à la chambre de commerce, et la troisième es mains de MM. Frederic et Georges Le Griel freres, stipulant pour la communauté des armateurs »

[Signatures des chefs de 11 maisons]

« Article additionnel (*en copie conforme du commissaire de classe*). — Les armateurs soussignés, sur les représentations qui leur ont été faites par leurs capitaines, que les avances portées à 80 fr à l'art 3 du présent règlement étaient suffisantes pour les navires prenant leurs sels dans le port d'armement, mais qu'elles ne l'étaient pas pour ceux allant le chercher aux marais salants, lesdits armateurs faisant droit à leur réclamation ont consenti qu'il soit alloué une gratification de 20 fr à chaque matelot (novice et mousse dans la proportion) composant l'équipage des navires qui ne prendraient pas leur sel au port d'armement.

« Dieppe, le 1<sup>er</sup> mars 1819. »

[Mêmes signatures.]

conventions ou leur exécution, et si les commissaires ne peuvent concilier les parties, celles-ci doivent se pourvoir devant les tribunaux de commerce, qui, sous ce rapport, représentent aujourd'hui les amirautés.

Telles sont, Monsieur, les dispositions qui concernent mon département; et quant au point de criminalité, dont le jugement devrait être requis par MM. les procureurs généraux à Caen et à Rouen, je ne le conteste pas, mais je me réfère aux considérations que j'ai eu l'honneur de présenter à V. E. pour traiter les armateurs de Granville et de Dieppe avec ménagement.

3. [NOTE NON DATÉE NI SIGNÉE]

Le ministre de la justice propose le classement de l'affaire. Il est d'ailleurs sympathique aux armateurs.

BB<sup>18</sup> 990. 4902 C, 3.

**107. Paris.**

BULLETIN DE POLICE. — 18 mars 1819.

Les travaux reprennent un peu; cependant, les ouvriers en coton viennent d'éprouver une diminution de salaire qui les mécontente, mais qui n'a causé aucun trouble. Les imprimeurs sur schalls continuent à recevoir des commandes; ils occupent le double de ce qu'ils avaient d'ouvriers pendant l'hiver, et les teinturiers se disposent aussi à augmenter le nombre des leurs, pour fournir aux foires du printemps, d'après les demandes qui leur sont faites par leurs commettants.

F<sup>7</sup> 3874.

**108. Bordeaux.**

LE MAIRE DE BORDEAUX AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
19 mars 1819

Le 15 mars, au soir, combat avec cannes et compas entre

compagnons. 2 arrêtés, l'un de dix-neuf, l'autre de vingt-trois ans. Tranquillité parfaite dans la ville.

F<sup>r</sup> 9786. 20.

#### 109. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 21 mars 1819.

La surveillance habituelle sur les divers quartiers de Paris et sur les faubourgs n'a rien produit qui mérite de fixer l'attention. La classe laborieuse, particulièrement occupée de se créer des ressources, n'entre pas dans les discussions politiques; mais elle a besoin de travaux, et c'est plutôt parce qu'elle a perdu l'habitude de discourir des affaires du gouvernement que par un bon esprit qu'elle se tient tranquille. La belle saison, qui donne chaque année un surcroît de moyens d'existence aux ouvriers, leur donne actuellement l'espoir de ne pas en manquer, au moins de quelque temps; et malgré la gêne où ils sont réellement, ils ne se montrent aucunement disposés à troubler l'ordre.

F<sup>r</sup> 3874

#### 110. Paris.

I. BULLETIN DE POLICE. — 22 mars 1819.

Les sieurs Chambert, Bourdillon et C<sup>ie</sup>, fabricants de calicot, rue du Faubourg du Temple, n° 93, ont, depuis quelques jours, ainsi que plusieurs autres manufacturiers, diminué le prix de main-d'œuvre dans leurs ateliers. Cette mesure paraît avoir été nécessitée par l'absence de commandes et même par la rupture de marchés assez considérables que le défaut de débouchés et la quantité d'objets manufacturés actuellement en magasin ont depuis peu arrêtés. Cette diminution de salaire a été pour les ouvriers le motif d'une espèce de coalition; des meneurs ont voulu empêcher les ouvriers tranquilles de continuer leurs

travaux, et une trame a été coupée sur le métier sans qu'on ait pu, jusqu'à présent, connaître l'auteur de ce délit. On s'occupe de ramener l'ordre dans ces ateliers, qui emploient trois cents ouvriers <sup>1</sup>.

2. BULLETIN DE POLICE. — 30 mars 1819.

[Les ouvriers] du sieur Chambert, fabricant de calicot à Paris, qui avaient voulu quitter ses ateliers et qui avaient formé entre eux une coalition, sont rentrés dans leur devoir; mais il continue d'exister dans cette manufacture une fermentation sourde, excitée par quelques mauvais sujets, qui en ont été renvoyés. On observe leurs mouvements, et des mesures sont prises pour que ceux qui se rendraient coupables de désordres soient livrés aux tribunaux.

F<sup>1</sup> 3874.

111. Bordeaux.

BULLETIN DE POLICE. — 25 mars 1819.

Les compagnons de divers états, qui, depuis plusieurs mois, étaient demeurés fort tranquilles, ont fait une apparition soudaine le 15 de ce mois, vers neuf heures du soir, dans une rue où ils ont engagé un combat à coups de cannes et ont occasionné un attroupement considérable. Mais on est bientôt parvenu à le dissiper. Deux de ces jeunes turbulents ont été arrêtés et remis au procureur du roi.

F<sup>1</sup> 3791.

112. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 27 mars 1819.

Dans les manufactures, les ouvriers n'ont pas cessé

1. Cf. Bulletin de police du 23 mars, Arch. nat., F<sup>1</sup> 3791.

d'être occupés et leur nombre est le même ; mais les prix de main-d'œuvre ont été diminués, et pour être conservés, quelques-uns ne travaillent que la moitié ou les trois quarts de la journée.

F<sup>7</sup> 3874.

### 113. CONSEIL DES FABRIQUES. — 1<sup>er</sup> avril 1819.

L'ordre du jour appelle, conformément à la détermination prise dans la dernière séance <sup>1</sup>, la lecture d'un rapport et d'un projet de règlement sur la police du commerce, des manufactures et des ateliers, présenté par une commission spéciale que le Conseil avait précédemment chargée d'examiner les différentes questions élevées à l'occasion du rétablissement demandé des corps de marchands et des communautés d'arts et métiers <sup>2</sup>.

Après la lecture de ce travail assez étendu et dans lequel la commission s'est efforcée de faire partager au Conseil la persuasion où elle est que la législation actuelle sur cette matière est suffisante, à quelques modifications près, mais qu'il s'agit seulement de la faire connaître plus qu'elle ne l'est, et surtout d'en assurer l'exécution, un membre pense que, vu l'importance extrême de cette question, elle mérite de former l'objet d'un grand ordre du jour, ce qui, d'ailleurs, satisferait aux désirs exprimés à ce sujet par S. E. Le même membre ajoute que, pour rendre cette discussion aussi approfondie et aussi efficace qu'il est possible de l'espérer du concours des lumières de toutes les parties intéressées, il lui paraît convenable, sous tous les rapports, de faire imprimer préalablement ce travail et de le distribuer non seulement aux membres

1. Seance du 25 mars 1819. Nous ne reproduisons pas le passage du procès-verbal concernant cette détermination

2. Voy plus haut, n° 50

du Conseil présents à Paris, mais encore à ceux qui résident dans les départements, et aux chambres de commerce consultatives, afin de provoquer ainsi l'arrivée de toutes les objections et observations dont ce plan serait jugé susceptible. Cette proposition est, en outre, appuyée sur l'opinion conforme émise précédemment par S. E., relativement à l'utilité de faire participer les membres du Conseil absents de Paris aux discussions du grand ordre du jour.

Un autre membre, sans repousser l'idée de l'impression préalable, qui lui paraît, comme au préopinant, tout à fait indispensable pour que le Conseil puisse discuter, en connaissance de cause, un travail aussi long et aussi grave dans ses conséquences, combat, toutefois, la proposition de le distribuer autrement qu'aux seuls membres résidant à Paris. Il se fonde sur ce qu'un semblable envoi pourrait paraître une espèce de sanction anticipée donnée par le Conseil à un travail qu'il n'aurait pas, cependant, encore examiné. Il fait, de plus, observer que le résultat de la discussion pouvant apporter des changements considérables au projet, ou même en repousser entièrement l'application, l'envoi deviendrait, dans ce cas, ou incomplet, ou même tout à fait superflu. Ces réflexions semblent à plusieurs membres mériter d'être prises en considération.

Le même opinant présente ensuite quelques observations générales sur le fond même de la question. Suivant lui, si, comme l'indique la commission dans son rapport, les lois et règlements actuels suffisent à peu près à la répression des abus dont on se plaint, pourquoi ne se bornerait-on pas à réunir dans un recueil particulier tous ces actes pour en faire, en quelque sorte, une nouvelle promulgation qui offrirait alors le grand avantage de les porter d'une manière plus spéciale à la connaissance des négociants, manufacturiers et ouvriers qu'ils intéressent et qui,

pour la plupart, en ignorent probablement l'existence, au lieu d'y ajouter de nouvelles règles et de créer une institution dont l'établissement pourra effaroucher le commerce et l'industrie par la crainte d'entraves mises à leur développement? D'un autre côté, il est répondu, par un membre de la commission, que le but de son travail est principalement de suppléer l'inexécution actuelle des lois et règlements qu'elle considère comme la cause des abus dont on se plaint.

Quelques autres considérations sont encore alternativement présentées pour ou contre le système embrassé dans le travail de la commission. Au surplus, cette divergence d'opinions, manifestée après une lecture rapide qui n'a pas permis d'approfondir la matière, fait encore mieux sentir au Conseil la nécessité d'un examen sérieux et fait en connaissance de cause. En conséquence, la question, ramenée à ses premiers termes, est résolue affirmativement par le Conseil, qui arrête de demander à S. E. l'autorisation de faire imprimer simplement comme projet soumis à l'examen et distribuer aux seuls membres résidant à Paris le travail dont il s'agit, afin que chacun d'eux, après avoir balancé les avantages ou les inconvénients du plan, puisse, lors de la discussion, y apporter le tribut de ses lumières et de ses méditations personnelles. Alors, ce ne serait qu'après avoir subi l'épreuve de cette discussion dans le Conseil que le projet serait, s'il y avait lieu, distribué, avec l'autorisation de S. E., dans les départements.

F<sup>in</sup> 196 A.

#### 116. Rennes.

BULLETIN DE POLICE. — 7 avril 1819.

Un grand nombre d'ouvriers en navires s'est rassemblé à Saint-Malo, le 29 mars, pour exécuter le projet qu'ils

avaient formé la veille, de ne pas travailler, si les armateurs et capitaines ne leur allouaient pas 2 fr. par jour au lieu de 1 fr. 50. Quelques ouvriers qui s'étaient rendus à bord pour travailler ont été menacés par les mutins, qui se disposaient à faire cesser les travaux et à les maltraiter. La gendarmerie, informée de ce mouvement, alla au-devant d'eux, et après d'inutiles représentations, le commandant fit arrêter sept des plus entêtés, qui ont été menés en prison. Les autres se sont retirés, et le lendemain tous se sont remis au travail. Il ne paraît pas que cette scène ait d'autres suites. Le procureur du roi est saisi de l'affaire, et va sans doute poursuivre les auteurs de cette coalition.

F<sup>7</sup> 3791.

#### 115. Cette, Givors et Saint-Étienne.

##### 1. LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE MONTPELLIER AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 17 avril 1819.

Le préfet de l'Hérault lui a transmis un procès-verbal du préfet des Pyrénées-Orientales, au sujet des manœuvres tendant à embaucher des verriers de Saint-Étienne et de Givors pour transporter en Espagne l'industrie française. L'article 417 du Code pénal s'applique au sieur Barret, commissionnaire à Cette, qui a donné des fonds.

BB<sup>18</sup> 991. C 3/4951.

##### 2. BULLETIN DE POLICE. — 26-31 juillet 1819.

Rentrée en France de deux ouvriers de Saint-Étienne, embauchés pour l'Espagne.

##### 3. BULLETIN DE POLICE. — 26-28 septembre 1819.

Rentrée en France d'un ouvrier verrier de Givors, « dans un état d'aisance qui le fait soupçonner d'être chargé de quelque agence secrète ». Il s'est dirigé sur son pays.

F<sup>7</sup> 3792



**116. Carcassonne et Limoux.****I. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE L'AUDE. —  
19 avril 1819.**

D'après une communication du baron de Neuflize, les ouvriers seraient inquiets de l'expédition d'une « grande tondeuse ». Cette machine sera transportée à Limoux, où les ouvriers sont moins nombreux et la plupart étrangers au pays. Il faut d'ailleurs surveiller les ouvriers, pour éviter le retour des événements de Vienne <sup>1</sup>.

**2. LE PRÉFET DE L'AUDE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
29 mai 1819.**

La tondeuse est en pleine activité

Les ouvriers qui ont à souffrir de ce nouvel établissement ont cédé à la persuasion.

**3. LE MÊME AU MÊME. — 8 juillet 1819.**

Le fabricant ayant abandonné sa machine, à cause de ses défauts, un autre, Mouisse, a voulu l'essayer ; protestation des pareurs, disant qu'ils préfèrent abandonner le travail plutôt que d'être renvoyés en détail : le fabricant répond qu'il ne retient personne de force De là, grand rassemblement autour de la tondeuse, menaces au fabricant. Le maire, avec la gendarmerie et 10 gardes nationaux, fait la police. On poursuivra les meneurs <sup>2</sup>.

Il envoie le procès-verbal du maire.

**4. LE MÊME AU MÊME. — 12 août 1819**

Arrestation de l'ouvrier Maurel.

F<sup>7</sup> 9786 10

<sup>1</sup> Voy plus haut, n° 95

<sup>2</sup> Memes renseignements dans un rapport du procureur general de Montpellier au ministre de la justice du 7 juillet 1819, Arch. nat., BB<sup>18</sup> 993 C 3/3141

**117. Lyon.****1. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 21 avril 1819.**

Le 4 avril, rixe dans un cabaret de la Guillotière entre des compagnons du devoir qui faisaient la conduite à un camarade. La force armée arrive, mais ne peut arrêter personne; la crosse du fusil du caporal est brisée.

**2. LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 23 avril 1819.**

Le 19 avril, rixe entre des compagnons menuisiers et tourneurs; un fabricant de chaises est blessé et arrête un de ses assaillants. Une autre rixe a lieu plus tard. 2 arrestations; 2 autres individus sont recherchés.

**3. BULLETIN DE POLICE DU LIEUTENANT DE POLICE DE LYON. — 3 mai 1819.**

Les deux inculpés sont condamnés à trois mois de prison, 16 fr. d'amende et aux frais.

**4. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 28 juillet 1819.**

Le calme dure; rien à signaler pour le 26 juillet, jour de la Sainte-Anne, patronne des menuisiers.

F<sup>1</sup> 9587. 18.

**118. Amiens.****1. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 30 avril 1819.**

De renseignements fournis par les préfets de la Somme et des Pyrénées Orientales, il semble résulter que des ouvriers en velours de coton du département de la Somme ont été engagés à aller travailler dans des manufactures de Catalogne; que l'embauchage a été effectué par les sieurs Olivier,

négociant à Bourg-Madame, Maquel, son neveu, garde du corps <sup>1</sup>. Arimont, propriétaire d'hôtel garni à Paris, rue Gît-le-Cœur Mais l'affaire n'est pas grave.

Je crois bien qu'il n'y a pas là de délit caractérisé et qu'on ne peut y voir qu'une spéculation particulière, à la vérité peu patriotique, mais dont les suites ne sauraient être bien dangereuses pour nos fabriques. En général, nos ouvriers n'aiment pas bien à s'expatrier, surtout pour aller en Espagne. Celui dont il est ici question en donne la preuve, puisqu'il est rentré en France, dès qu'il a su qu'on voulait l'envoyer au delà des Pyrénées.

BB<sup>18</sup> 991 C 3/4981

2. LE PRÉFET DE LA SOMME AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 10 mai 1819.

Annonce le retour d'Espagne de Coquillard, ouvrier embauché par Maquel et Olivier.

A l'occasion de cet embauchage présumé d'ouvriers, M. le maire [d'Amiens] me demande des instructions à la fin de savoir si la police peut refuser des certificats pour l'obtention de passeports aux ouvriers de la fabrique qui ne justifieront pas qu'ils sont demandés dans la ville pour laquelle ils sollicitent un passeport. Il me fait connaître qu'un commissaire de police a déjà refusé un certificat à un ouvrier teinturier qui demandait un passeport pour Chantilly, disant qu'il allait y travailler, *sans vouloir déclarer qui l'appelait*.

Je ne pense pas que ce refus de certificat soit fondé. Il me semble que tout ouvrier est libre de quitter la ville où il travaille et d'aller travailler dans une autre ville (de l'intérieur, bien entendu), et qu'il doit obtenir sans difficulté un passeport pour s'y rendre. C'est à la police à

<sup>1</sup> Antérieurement compromis Voy plus haut, n° 82

tâcher de s'assurer si l'ouvrier n'a point été embauché pour un pays étranger. Si elle avait quelques soupçons à cet égard, elle doit me les faire connaître et m'envoyer le signalement de l'individu, afin que je puisse appeler l'attention de V. E. sur cet individu et la mettre à même de le faire surveiller.

3. LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 14 juin 1819.

Annonce le retour d'Espagne de Fontaine, ouvrier embauché par Maquel et Olivier.

4. LE MAIRE DE BOURG-MADAME AU PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 21 juin 1819.

[Récit long et compliqué de ces manœuvres, qui sont parfaitement caractérisées dans le bulletin de police des Pyrénées-Orientales du 30 octobre 1818]

5. LE PRÉFET DE LA SOMME AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 12 juillet 1819.

De la procédure Maquel-Olivier résulte que 21 mull-jenny, placés dans 32 caisses, sont actuellement dans les environs de Toulouse pour être dirigés vers l'Espagne.

6. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 9 juin 1820.

Il a été délivré des passeports pour Amiens à des ouvriers français revenus d'Espagne.

7. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE LA SOMME. — 20 juillet 1820.

Lui communique les renseignements et l'état adressés par le colonel de la 14<sup>e</sup> légion et lui demande l'état de la procédure contre Olivier et Maquel.

## 8. LE PRÉFET DE LA SOMME AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 3 août 1820.

Le jugement dans l'affaire Olivier a été rendu le 26 juillet ; Olivier n'a été condamné qu'au paiement des frais, car il a pu prouver qu'il n'avait installé à Ripoll qu'un simulacre de fabrique, permettant l'écoulement, pendant plus d'une année, d'une immense quantité d'étoffes françaises ; ces étoffes passaient facilement, grâce à la présence d'un des principaux employés de la douane espagnole qui avait des intérêts dans l'affaire ; on coupait l'estampille d'Amiens, mise, après entente, de certaine façon, et on la remplaçait par l'estampille espagnole. Cela a duré jusqu'en avril ; tout a été découvert, et les ouvriers français ont dû rentrer. Olivier a pu invoquer le témoignage de deux de ces ouvriers, et le paiement à lui fait par la douane française d'une prime pour passage d'étoffes en Espagne.

F<sup>r</sup> 9796

## 119. Département de la Haute-Saône.

## LE PRÉFET DE L'AUDE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 7 mai 1819.

Le 20 avril, la gendarmerie de Narbonne a arrêté 8 ouvriers verriers de la Haute-Saône qui se disposaient à rentrer en Espagne sous la conduite de l'Espagnol Salom <sup>1</sup>. On a donné à ces ouvriers des passeports avec itinéraire obligé pour la Haute-Saône. Le préfet envoie copie d'une lettre d'un ouvrier employé à la verrerie de Reus-de-Mer <sup>2</sup> et des interrogatoires subis par ces ouvriers. Salom a été expulsé.

F<sup>r</sup> 9796.

1. Il est question de Salom dans un Bulletin de police des Pyrénées-Orientales, du 2 janvier 1819 : cet Espagnol venait d'être expulsé de Perpignan. Il revint quelque temps après en France pour servir encore de guide à des ouvriers français (Bulletin des 23 et 30 avril 1819, Arch. nat., F<sup>r</sup> 3791)

2. Sur cette affaire, voy. plus haut, p. 163. Cette lettre caractérise assez bien les procédés moraux d'embauchage employés. La voici :

« Reus-de-Mer, le 24 janvier 1819

« Bonjour, mon cher ami, tu vas être bien étonné de recevoir une lettre datée d'Espagne, c'est-à-dire que, quand je dis Espagne, je me trompe. Il

## 120. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 9 mai 1819.

Malgré la beauté du temps, beaucoup d'ouvriers en ma-

vaut infiniment mieux que je me serve d'une expression plus *ad hoc*, en vous disant que je me crois dans un nouveau monde qui n'est qu'a une journée de la frontière de France Le ciel y est toujours beau, il y fait un temps superbe, enfin, mon cher ami, je ne trouverai pas d'expression pour te peindre même imparfaitement la beauté de ce pays Les femmes y sont belles, le vin excellent, le poisson délicieux, en un mot, je suis enchanté de l'engagement que j'ai contracté, qui est le même que celui dont je vais te proposer ci-dessous Les propriétaires des verreries de Reus sont les meilleurs hommes du monde. Je n'en ai jamais vu de meilleurs Ils jouissent d'une fortune colossale. Je crois qu'il ne manque à mon bonheur que ta présence, et j'espère que tu ne m'en priveras pas. Voici le moyen que j'ai employé pour me la procurer. Comme on est à construire un second four, j'ai parlé de toi à ces messieurs, qui m'ont dit de te faire venir tout de suite et d'amener avec toi Jean-Baptiste Viller, etendeur Dans le cas où il ne se trouverait pas à la maison, prie sa mère d'aller le chercher et fais-lui part de la présente. Voici les engagements : on donne, savoir : 1 fr. par lieue pour le voyage, et 150 fr par mois pendant le travail et 4 fr. par jour à four mort. Je te prie aussi de dire à Thomas Cremiere et à son frere le Moine que j'ai obtenu pour eux chacun une place pour le nouveau four On voulait en faire venir de Givors. Ces messieurs m'ont promis de ne faire aucune démarche sans avoir reçu de vous une réponse positive de oui ou non. Voici les engagements des verriers : comme toi, 1 fr. par lieue et 15 sols par paquet de verre et 4 fr. par jour à four mort Je pense que vous ne refuserez pas ces propositions avantageuses. France Grinaire se joint à moi pour vous engager à céder à mes prières. Vous pouvez vous mettre en route aussitôt la présente reçue, sans aucune crainte Vous vous présenterez à Lyon, Grande-rue Merciere, chez MM Coulombet et Bernard, qui vous compteront de l'argent pour faire votre route, et de là, vous vous dirigerez sur Cette, port de mer assez joli; là, vous vous présenterez chez Barret, qui vous en donnera également pour continuer votre route. Il vous donnera également un guide espagnol pour vous conduire. Je vous observe qu'il faut prendre des passeports pour Cette et prendre la qualification de charron, ou chaudronnier, ou scieur de long, et que le plus grand secret soit observé dans tout ce que je te dis. Grinaire vous prie d'amener son fils aîné avec vous, et, dans le cas où quelqu'un de vous n'accepterait pas ces propositions, ce que je ne crois pas, si tu connaissais quelque bon enfant, tu peux lui promettre avec sécurité ce que j'ai le plaisir de t'annoncer Je crois qu'il est inutile que je te dise que nos fours sont très commodes et construits sur le même plan de ceux de Givors Tu travailleras avec moi dans l'ancien four. Un autre service de toi, c'est que tu veuilles bien témoigner

çonnerie et de terrassiers manquent d'ouvrage<sup>1</sup>; leur nombre est augmenté par l'arrivée de ceux qui, ne trouvant pas de travail dans les départements, viennent à Paris, où ils espèrent être employés à de grands travaux publics.

On attribue à plusieurs causes ce défaut d'ouvrage qui fait souffrir la classe ouvrière; les principales semblent être la stagnation du commerce, qui oblige les capitalistes et les riches négociants à restreindre leurs dépenses, et le poids des charges publiques, ainsi que la cherté des mains-d'œuvre, qui forcent les propriétaires à ne faire que les réparations et les dépenses nécessaires.

Quoique les ouvriers, en général, paraissent souffrir de cette langueur du commerce et des travaux, ils sont paisibles et ne manifestent ni mécontentement, ni mauvais esprit. Chacun sait combien les dernières années ont été coûteuses à la France; le peuple s'étonne même, à présent, de n'avoir pas souffert davantage, et généralement on espère des changements favorables au commerce, à la propriété et aux classes industrielles.

F<sup>r</sup> 3874.

mes respects à notre bonne (*sic*) et à notre famille Nous nous portons tous bien et nous sommes très contents. Dans le cas où ma malle serait arrivée, tu voudras bien avoir la complaisance de m'apporter des mouchoirs blancs et le tablier de taffetas de ma femme. Le pays dont je te parle est situé sur le bord de la mer. Il n'y a jamais d'hiver; en été, il y fait frais par rapport à la mer. Je te quitte de peur de t'ennuyer et t'embrasse de tout cœur.

« Ton ami,

Jean-Claude Py. »

[Un *post-scriptum* concerne les moyens à employer pour faire parvenir en Catalogne les lettres de France.]

1. Les chiffres d'embauchage donnent, pour le 3 mai, « un assez bon nombre » sur 400; le 4, 1/3 sur 400; le 5, peu sur 400; le 6, « un assez bon nombre sur 200 », le 7, de même sur 300; le 8, peu sur 400, et la fin de mai est également lourde (Arch. nat., F<sup>r</sup> 3874).

## 121. Caen.

I. LE PRÉFET DU CALVADOS AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 18 mai 1819.

Lui transmet, pour approbation, son arrêté du 13 avril 1819.

Vu diverses plaintes qui nous ont été adressées sur le peu de soin qu'apportent dans la conduite de leurs travaux les exploitants d'un grand nombre de carrières à découvert; vu le rapport de M. l'ingénieur en chef dans le 4<sup>e</sup> arrondissement minéralogique, en date du 6 avril courant;

Considérant qu'il est urgent de prévenir les accidents que l'état des carrières pourrait occasionner, en appliquant à ce genre d'exploitation, autant que le comportent les localités, les dispositions réglementaires adoptées pour cet objet par le gouvernement pour les départements de la Savoie et de la Seine-Inférieure<sup>1</sup>;

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les propriétaires des carrières dont l'exploitation se fait à découvert seront tenus de couper les terres en retraits par banquettes ou talus suffisants pour empêcher l'éboulement des masses supérieures. La pente ou l'angle à donner aux talus ne pourra être moindre de 45 degrés et sera plus considérable, si la nature du terrain l'exige.

Art. 2. — L'exploitation ne pourra être poursuivie qu'à la distance de 10 mètres des édifices et constructions quelconques.

Art. 3. — Il sera ouvert un fossé d'un à deux mètres de profondeur et d'autant de largeur au-dessus de l'exploitation, en rejetant le déblai sur le bord du terrain du côté

1. Règlement rendu exécutoire par décret du 22 mars 1813.



des travaux, pour y former une berge ou rempart destiné à prévenir les accidents et à détourner les eaux. Lorsque la nature du terrain ne permettra pas d'ouvrir ce fossé, il sera remplacé par un mur en maçonnerie ou par une balustrade en bois d'un mètre et demi de hauteur.

Art. 4 — Les dispositions de l'article précédent seront applicables aux carrières à ciel ouvert qui ont cessé d'être en exploitation et dont les travaux présentent des escarpements dangereux.

Art. 5. — Les mesures prescrites ci-dessus devront être exécutées dans le délai de quatre mois, à partir de la date du présent.

Art. 6. — En cas de contravention, les poursuites seront dirigées contre les propriétaires des terrains où seront situées les carrières dans lesquelles les délits auront été commis, conformément au titre X de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, minières et carrières <sup>1</sup>.

Art. 7. — MM. les sous-préfets et MM. les maires sont chargés spécialement de l'exécution dudit arrêté, qui sera inséré au Recueil des actes de la préfecture.

[L'arrêté est transmis, le 3 juin, au directeur général des ponts et chaussées et des mines.]

2. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET  
DES MINES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 26 juin  
1819.

Approbation, conforme à la section I, titre VIII, de la loi du 21 avril 1810 <sup>2</sup> : « Le préfet a le droit de régler les conditions [des carrières à ciel ouvert] sous le point de vue de la sûreté des ouvriers et des moyens de prévenir les accidents. » L'approbation ministérielle était même inutile.

F<sup>2</sup> : 1216.

1. *Bulletin des lois*, 285, n° 5401, p. 355-374. Le titre X concerne la « police et la juridiction relatives aux mines ».

2 Section relative aux carrières et tourbières

**122. Lyon.****1. LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MINISTRE DE LA POLICE. — 31 mai 1819.**

Le 29 mai, coalition d'ouvriers paveurs, qui décident de se réunir le dimanche 30 à Villeurbane. Ordre est donné d'arrêter les 5 meneurs. La coalition est motivée par le désir de ne pas travailler chez l'entrepreneur de pavages Chatard. De fait, nul rassemblement à Villeurbane <sup>1</sup>.

**2. LE MÊME AU MÊME. — 2 juin 1819.**

Le rassemblement projeté a eu lieu à la Guillotière. La réunion s'est terminée par une collecte qui a produit 100 fr.

**3. LE MÊME AU MÊME. — 17 juin 1819.**

Confidentiel : le procureur du roi n'a pas l'intention de donner suite à l'affaire.

Fr 9787 18

**123. Bordeaux.****BULLETIN DE POLICE. — 5-6 juin 1819.**

Un rassemblement de compagnons a parcouru la ville dimanche 30 mai, pour faire la conduite à quelques-uns d'entre eux qui la quittaient. L'autorité locale, craignant le retour des désordres qui sont la suite ordinaire de ces attroupements, leur ordonna de se séparer et éprouva de la résistance. La garde fut appelée et parvint à arrêter trois des plus mutins, qui ont été remis à la justice et qu'il paraît nécessaire de punir sévèrement pour servir d'exemple.

Fr 3791

1. Cf Bulletin de police, 10 juin 1819, Arch. nat., Fr 3791.

**124. Perpignan.**

BULLETIN DE POLICE. — 14 juin 1819.

Rentrée, le 4 juin, de deux ouvriers embauchés en Espagne.

F<sup>r</sup> 3791.

**125. Châlons.**

BULLETIN DE POLICE — 17 juin 1819.

Rixe, le 10 juin, entre ouvriers de diverses professions; l'un gravement blessé; 7 arrestations.

F<sup>r</sup> 3791.

**126. Rennes.**

BULLETIN DE POLICE. — 18 juin 1819.

Dans les villes, les ouvriers sont malheureux; les riches propriétaires ne font pas travailler et dépensent peu. Mais ces ouvriers sont surveillés et tout ce qui se passerait parmi eux serait facilement connu.

F<sup>r</sup> 3791.

**127. Paris.**

BULLETIN DE POLICE. — 20 juin 1819.

Les fabriques de mégisserie sont assez actives, et les ouvriers cherchent à faire augmenter leurs salaires. On observe leurs démarches à cet égard, dans l'intérêt du bon ordre. Jusqu'à présent ils sont restés paisibles.

F<sup>r</sup> 3874

**128. Marseille.**

BULLETIN DE POLICE. — 24 juin 1819.

....D'autres réunions d'ouvriers tailleurs, dans le but de faire interdire le travail aux Allemands, qui s'accommodent de conditions plus favorables aux maîtres, ont été également dispersées sans désordre [le 16 juin].

F<sup>r</sup> 3791.

**129. Angers.**

1. LE PROCUREUR GÉNÉRAL D'ANGERS AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 25 juin 1819.

Annonce une coalition des ouvriers ardoisiers.

2. LE MINISTRE DE LA JUSTICE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 14 juillet 1819.

Lui communique cette nouvelle.

3. NOTE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE — 19 juillet 1819.

Le projet de règlement renvoyé du ministère au directeur des ponts et chaussées, puis à l'ingénieur en chef des mines <sup>1</sup>. Celui-ci fait un nouveau projet, qui a été renvoyé au préfet de Maine-et-Loire.

4. LE PROCUREUR GÉNÉRAL D'ANGERS AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 19 juillet 1819.

Aussitôt mon arrivée à Angers, je me suis occupé de prendre connaissance de l'affaire des ouvriers des carrières d'ardoises, dont la situation, telle qu'elle m'avait été annoncée être, avait déterminé mon départ de Paris. L'interruption des travaux depuis le 7 de ce mois, quatorze cents ouvriers persistant à ne pas retourner aux carrières et voulant faire la loi à la justice elle-même, à raison des mandats décernés et mis à exécution contre quelques-uns de leurs camarades, tel est l'aspect inquiétant sous lequel la chose se présentait d'abord. Mais, Mgr, il y a lieu d'espérer que tout va rentrer dans l'ordre; dès samedi, une partie de ces ouvriers se rendit aux carrières et y reprit le travail; ce nombre s'est accru aujourd'hui, et peut-être, sous deux jours, ne manquera-t-il aux travaux de l'ardoise que ceux de ces ouvriers qui, ne

<sup>1</sup> Voy. plus haut, n° 80.

voulant pas rester depuis le 7 sans rien faire, ont été chercher dans les campagnes des environs de l'occupation à la récolte des foins, qu'ils ne peuvent maintenant quitter sans remplir leurs engagements.

Il paraît, Mgr, d'après tous les détails que j'ai recueillis, que les torts ne sont pas en entier du côté des ouvriers; il y a eu de l'indiscrétion de la part des maîtres ou régisseurs des carrières.

Enfin, j'ai conclu, de quelques renseignements, qu'on pourrait même soupçonner, avec assez de fondement, quelques propriétaires, chargés d'une quantité immense d'ardoises, d'avoir fomenté et entretenu le mécontentement des ouvriers, afin que l'interruption des travaux aux carrières amène une hausse subite dans le prix de l'ardoise ouvrée; on m'a cité un particulier faisant le commerce comme ayant, depuis douze jours, gagné, dit-on, 30.000 fr., par la hausse que les troubles des carrières ont occasionnée soit dans la recherche, soit, par une conséquence nécessaire, dans le prix vénal de l'ardoise; mais on n'a contre cet individu que des soupçons, et c'est celui qui, depuis le 7, a montré plus de rigueur et a crié le plus haut contre la coalition des ouvriers.

Ceux d'entre ces derniers qui avaient été arrêtés avaient présenté requête au tribunal de police correctionnel pour être mis en liberté en fournissant caution; le tribunal leur a refusé cette faculté; ils se sont pourvus, par appel de ce refus, à la Cour royale; on a prétendu que, si le tribunal avait adopté la mise en liberté moyennant caution la pacification projetée par la première personne des autorités d'Angers<sup>1</sup> eût eu du succès et que les ouvriers eussent recommencé leurs travaux de suite; il est pos

1. Le préfet

sible que cela fût arrivé ; mais, en général, les tribunaux me semblent bien agir en montrant, dans de pareilles circonstances, une fermeté plutôt disposée à la rigueur qu'à l'indulgence, car ce dernier parti, celui de l'indulgence, enhardit souvent les mauvais sujets à exiger de plus en plus.

Quoi qu'il en soit, les ouvriers poursuivis ont adressé à M. le procureur du roi une plainte contre les commissaires et les régisseurs des carrières, comme s'étant eux mêmes coalisés pour opérer une diminution dans le prix du travail.

Mais il m'a paru, Mgr, que cette plainte, rédigée depuis que le tribunal a refusé d'admettre à cautionnement les ouvriers arrêtés, n'est qu'une récrimination ; en effet, quand les premières autorités d'Angers se réunirent, à l'occasion de l'abandon subit des travaux, et entreprirent de ramener les ouvriers à la subordination, ils ne firent entendre aucune plainte sur la diminution des prix du travail ; ils n'objectèrent que des reproches vagues sur ce que les propriétaires n'avaient plus aucun égard aux anciens usages des carrières favorables aux ouvriers.

Il est nécessaire que V. G. sache que, de temps très reculés, les ouvriers des carrières ont une espèce de police et de discipline qu'ils prétendirent, il y a un an, avoir été violées par les maîtres et le directeur, dans une délibération prise par ceux-ci, portant qu'aucun ouvrier ne pourrait quitter la carrière où il était employé sans une permission du directeur de cette carrière. A cette époque, les ouvriers cessèrent tous de travailler ; M. le préfet ayant pris connaissance des plaintes des uns et des autres, conjointement avec le procureur du roi, prit un arrêté par lequel, au lieu d'exiger la *permission* du directeur de la carrière pour qu'un ouvrier quittât cette carrière, il fut

dit que l'ouvrier serait seulement tenu d'avoir un *certificat* de l'accomplissement de son engagement envers les propriétaires de cette carrière et de sa parfaite libération<sup>1</sup>. Les ouvriers persistaient, cependant, dans la cessation de tout travail; il y eut, en conséquence, des [pour]suites de commencées, en vertu de l'article 415 du Code pénal; mais, la veille de l'audience, tout s'est pacifié, par l'ordre qu'on donna de faire afficher dans la carrière la modification apportée par M. le préfet à la délibération des directeurs des carrières. Les travaux ont continué sans qu'il se soit élevé aucun signe d'humeur et de mécontentement chez les ouvriers, jusqu'au 7 de ce mois.

Peut-être, Mgr, pour vous faire connaître l'occasion de ce nouveau trouble, dois-je vous parler du régime des carrières.

On y distingue deux classes d'ouvriers : *ouvriers d'en haut*, *ouvriers d'en bas*. Les derniers sont au fond des carrières et extraient la pierre du rocher ou de la veine gypseuse dont elle fait partie; les premiers travaillent à la superficie et donnent à cette pierre la forme sous laquelle on l'emploie pour la toiture des maisons.

Les *ouvriers d'en bas* sont un assemblage de toute espèce d'individus, de gens grossiers; il y a même parmi eux des forçats libérés. Mais, Mgr, il en est autrement des ouvriers d'en haut : ce sont généralement d'honnêtes artisans dont les demeures sont ou à Angers, dans les faubourgs, ou dans les villages des environs. Beaucoup d'entre ces *ouvriers d'en haut* ont de l'aisance; leur plus ancien usage est que, pour être admis à leurs travaux, il faut être fils de maître ou adopté pour élève par tous les ouvriers de la même carrière. Ces hommes laborieux ont

1. Voy. plus haut, p. 153.

de la moralité et inspirent de la confiance ; ils regardent encore comme un de leurs *privilèges* (c'est ainsi qu'ils nomment cet usage) d'être nécessairement *individuellement* admis à la carrière qu'ils choisissent, quand ils se sont libérés vers celle où ils travaillaient jusque-là ; cet usage peut avoir pris sa source dans le fait que le partage du travail *d'en haut* entre un plus grand ou un plus petit nombre d'ouvriers ne peut porter de préjudice aux propriétaires, car il est aussi reconnu comme un droit essentiel de la propriété de ceux-ci d'être les maîtres de n'extraire du fond de la carrière que la quantité de pierres qu'ils jugent à propos pour la porter à la superficie ; or, comme les ouvriers d'en haut sont payés à raison du millier d'ardoises préparées, le salaire se partage entre le nombre d'ouvriers existant à la superficie, sur quoi ceux-ci sont en général toujours d'accord.

C'est dans ce dernier usage, Mgr, que les ouvriers ont voulu prendre le motif de leur insubordination et de leur coalition du 7 de ce mois. Deux ouvriers, porteurs de certificats de libération envers la carrière où ils travaillaient, se sont successivement présentés sur deux carrières voisines et y ont demandé de l'ouvrage ; ils ont été repoussés par les directeurs de ces deux carrières ; ces directeurs ont prétendu qu'ils en avaient l'ordre des propriétaires. Les ouvriers existant déjà à ces carrières ont partagé *leur tâche* avec les nouveaux venus ; les directeurs ont fait défendre ce partage et ont insisté sur la retraite des deux nouveaux arrivés. Les ouvriers ont prétendu voir dans cette mesure un plan concerté entre les propriétaires pour attacher forcément à chaque carrière les ouvriers qui ont commencé à y travailler, puisque, disent-ils, si on repousse des autres carrières les ouvriers libérés envers les premières, on les met dans une espèce de servage, ne pou-



vant supposer qu'ils puissent prendre d'autres métiers.

Je transmets à V. G. le raisonnement sur lequel les ouvriers d'en haut de toutes les carrières d'ardoises ont tout à coup cessé de travailler et déserté ces carrières le 7 de ce mois, à raison du petit événement que je viens de vous exposer.

Je vous ai d'abord, Mgr, parlé du jugement qui avait rejeté la demande en liberté, sous cautionnement, des ouvriers arrêtés. D'après les poursuites dirigées en vertu de l'article 415 du Code pénal, de l'appel relevé par eux à la Cour royale et de la plainte qu'ils avaient présentée contre les commissaires et directeurs des carrières de coalition pour la baisse du salaire, l'avocat défenseur de ces ouvriers m'est venu trouver aussitôt qu'il a su mon arrivée ; il a mis beaucoup de chaleur à soutenir ses nombreux clients et à tout attribuer aux propriétaires ou au moins aux régisseurs des carrières. Il semblait m'annoncer que la condition de la reprise du travail et du rétablissement de l'ordre aux carrières serait la poursuite contre les directeurs de ces carrières sur la dénonciation, en forme de plainte, des ouvriers arrêtés.

J'ai cru devoir lui répondre que la justice ne reconnaissait pas de condition pour le rétablissement du bon ordre, que le fait de la coalition des ouvriers, pour désertier les travaux et les abandonner depuis le 7, était notoire, que ce fait caractérisait un délit défini par la loi ; que des motifs plausibles avaient porté à considérer les individus arrêtés comme auteurs et moteurs de cette coalition et de l'abandon des carrières par tous les ouvriers d'en haut ; que dans leurs premiers interrogatoires, ils n'avaient élevé aucune objection contre la baisse du prix du travail ; que leur plainte actuelle sur ce point ne semblait être qu'une récrimination ; mais que, quand il y aurait lieu de penser

que quelques indiscretions cupides seraient à imputer aux propriétaires ou régisseurs des carrières, outre qu'un caractère spécial d'*injustice* et d'*abus* était exigé dans la baisse du prix par l'article 414 du Code pénal, pour qu'il y eût délit dans la résolution de baisser le prix de la main-d'œuvre, je n'autoriserais aucune recherche à ce sujet pendant que les ouvriers seraient en rébellion ; que ceux-ci devaient commencer par obéir à la loi en retournant aux différentes carrières où ils travaillaient avant le 7 du mois ; j'ai cru, Mgr, pouvoir ajouter à l'avocat lui-même qu'il était de son devoir d'exiger cette subordination des ouvriers avant de leur continuer ses conseils et que c'était inutilement qu'on ferait entrevoir les abus auxquels cette foule désœuvrée pouvait se porter ; que la justice serait d'autant plus inflexible qu'elle apercevrait davantage de pareilles dispositions.

Cet avocat, après avoir eu une nouvelle conférence avec M. le premier président en sortant de chez moi, paraît avoir réussi à ramener ses nombreux clients à la raison, puisque, dès le samedi soir, une grande partie était allée reprendre les travaux aux carrières et qu'une plus grande quantité s'y est réunie aujourd'hui.

Mais je ne dois pas aussi taire à V. G. qu'il y a vraiment eu de la part des propriétaires et des régisseurs un désir trop marqué de s'assurer une espèce de pouvoir absolu sur les ouvriers, soit quant au mode du service dans les différentes carrières, soit quant au taux du salaire ; enfin, il y a déjà plusieurs jours que les ouvriers eussent effectivement recommencé leurs travaux d'après les conseils de M. le premier président et de M. le préfet, si, en arrivant aux carrières, ils n'avaient trouvé des étrangers appelés par les régisseurs avec des circonstances peu propres à la conciliation. Voilà, Mgr, tous les

détails que j'ai recueillis et quel est l'état actuel des choses touchant cette coalition des ouvriers d'en haut des carrières d'ardoises ; on n'a pas manqué de s'emparer de cette circonstance pour tâcher de faire naître non seulement des inquiétudes hors de proportion avec le fait en lui-même, mais encore des méfiances plus étendues et étrangères à une *boutade* d'artisans, qu'on rendra toujours dociles en alliant la fermeté et l'équité.

Mais V. G. conclura sans doute de tout ce que j'ai l'honneur de lui exposer de cette affaire qu'on ne saurait mettre trop tôt en vigueur le projet de règlement dont M. le conseiller d'État, directeur général des ponts et chaussées, mines, etc., m'a parlé à cette occasion. Les lois de septembre 1791 et du 22 germinal an XI paraissent laisser trop d'influence à d'anciens usages sur lesquels les intéressés ne sont pas toujours d'accord, et qu'on invoque respectivement d'une manière peu ordonnée dans ces exploitations qui nécessitent la réunion de tant de bras. Un règlement bien précis éviterait ces occasions de querelles entre les propriétaires et les régisseurs des mines et carrières d'une part et les ouvriers d'une autre part.

Quoi qu'il en soit, le tribunal de première instance peut, quand il le jugera bon, entendre sans inconvénient le rapport sur les ouvriers détenus comme cause du désordre qui a eu lieu dans les carrières d'Angers. J'ai pensé que, dans l'état, il n'y avait pas lieu à instruire sur la plainte de ceux-ci contre les régisseurs, à moins que les plaignants ne se déclarassent parties civiles.

5. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 20 juillet 1819.

Lui communique le rapport du préfet de Maine-et-Loire du 7, sur les causes des troubles. Le 8 ou 9 juin, le régisseur de

la carrière de la Fresnaie a refusé 3 ouvriers « d'en haut » de la Papeterie ; introduits par un ouvrier, ils ont été expulsés par une réunion d'ouvriers, ce qui a déterminé l'abandon du travail par les ouvriers d'en haut. La plainte des propriétaires des carrières de la Fresnaie ne sera sans doute pas suivie d'effet, car le procureur du roi et le maire d'Angers sont hostiles aux patrons. Le résultat, c'est le manque de travail pour les ouvriers « d'en bas » et les gens de journée.

6. LE MINISTRE DE LA JUSTICE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 27 août 1819.

Lui communique le rapport du procureur général du 19 juillet et insiste sur la nécessité d'un règlement.

BB<sup>18</sup> 992. C 3/5107.

7. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES. — 11 septembre 1819.

Transmet un rapport du procureur général d'Angers, transmis par le ministre de la justice, sur la suspension des travaux aux carrières d'Angers et sollicite l'envoi du règlement projeté.

F21 1219.

### 130. Lyon.

1. LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 28 juin 1819.

Le 25 juin, troubles à la Guillotière et au pont du Temple : c'est à la Saint-Jean d'été et d'hiver : qu'on reçoit les compagnons. Rixes entre compagnons forgerons et compagnons maréchaux : le commissaire de police doit céder devant l'hostilité des gens des faubourgs. 2 arrestations.

2. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MÊME. — 1<sup>er</sup> juillet 1819.

Le 27 juin, rixe entre ouvriers chapeliers ; l'un grièvement blessé. 1 arrestation.

1. 24 juin et 27 decembre.

3. LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MÊME. —  
7 juillet 1819.

Le 5 juillet, rixe entre ouvriers cordonniers; 12 arrestations à l'entrée du faubourg de Vaise.

4. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MÊME. — 9 juillet 1819.  
Rapport général sur ces événements.

5. LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MÊME. —  
22 juillet 1819.

Le 29, jugement sur la dernière affaire : 3 prévenus condamnés à deux mois de prison et 25 fr d'amende, 3 à un mois de prison et 16 fr., 6 acquittés.

6. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MÊME. — 24 juillet 1819.  
Mêmes renseignements.

F<sup>7</sup> 9787 18

**131. Marseille.**

LE PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 2 juillet 1819.

Le 27 juin, à sept heures du soir, rixe sur la place de la Comédie entre ouvriers cordonniers, compagnons et non ; plusieurs blessés à coups de pierres. La garde nationale dissipe l'attroupement. Plusieurs arrestations le lendemain.

Il paraîtrait, d'après les rapports qui me sont parvenus, qu'il existe une certaine jalousie entre les ouvriers cordonniers qui font partie d'une association de bienfaisance sous la direction de l'administration des secours publics et les ouvriers de la même profession qui n'en font pas partie, et que c'est là la cause de la querelle survenue entre eux.

F<sup>7</sup> 9788 12.

**132. Anduze.**

1. LE PRÉFET DU GARD AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
2 juillet 1819.

Dans la nuit du 27 au 28 juin, des compagnons du devoir, catholiques et protestants, se rassemblent devant l'auberge de l'Orange, et, sous le prétexte de reprendre un chapeau, laissé par un de leurs camarades, pénètrent de vive force dans l'auberge pour s'emparer du compagnon maçon Pierre Blanc, de Montpellier ; les aubergistes sont battus, les vitres et la vaisselle brisées. 3 individus arrêtés et envoyés à la prison d'Alais. — Le préfet a écrit au procureur général pour « l'engager à provoquer la sévérité du tribunal ».

2. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DU GARD. —  
17 juillet 1819

Approbation complète.

3. LE PRÉFET DU GARD AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
22 juillet 1819.

Devant le tribunal d'Alais, le procureur du roi a requis quinze mois de prison : 2 prévenus condamnés à six mois, le troisième à trois jours. Pourtant l'agression a causé trois morts : la femme de l'aubergiste, une de ses filles, qui a eu une révolution de lait, une autre fille, qui a eu une fausse couche. Mauvais tribunal ; mauvais commissaire de police d'Anduze, qui a prévenu la révocation par sa démission.

4. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DU GARD. —  
9 août 1819.

Espère que le ministère public fera appel *a minima*.

F<sup>1</sup> 9786. 19.

**133. Limoux.**

- LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'HÉRAULT. — 7 juillet  
1819.

Un nombre considérable d'ouvriers pareurs de draps,

à Limoux (Aude), prétendant qu'on n'avait pas fait droit à leur demande en destruction d'une machine à tondre les draps, s'est transporté devant l'atelier et, sous le prétexte qu'ils n'avaient plus d'ouvrage, ces individus ont assailli le propriétaire de cette mécanique, l'ont menacé d'entrer si on ne la détruisait pas à l'instant.

La gendarmerie et la garde nationale ont eu peine à rétablir l'ordre. Un meneur est en fuite.

BB18 993. C 3/5141.

#### 134. Lyon.

I. LE PROCUREUR DU RHÔNE AU MINISTRE DE LA JUSTICE.  
— 9 juillet 1819.

Le 4 juillet, rixe entre des compagnons du devoir et d'autres compagnons. 12 arrestations.

2. LE MÊME AU MÊME. — 15 octobre 1819.  
6 condamnations.

BB18 993 C 3/5153

#### 135. Marseille.

LE PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 9 juillet 1819.

Le 26 juin, rixe entre 4 ouvriers tailleurs et une bande de compagnons. Les coupables ont échappé.

F7 9786. 12.

#### 136. Marseille.

BULLETIN DE POLICE. — 10-11 juillet 1819.  
Rixe, le 27 juin, entre ouvriers cordonniers.

F7 3791.

#### 137. Anduze.

BULLETIN DE POLICE. — 11 juillet 1819.  
Rixe, le 27 juin, entre compagnons maçons.

F7 3791.

## 138. Marseille.

BULLETIN DE POLICE. — 15 juillet 1819.

Trois garçons tailleurs qui accompagnaient, à onze heures du soir [le 3], un de leurs camarades partant pour Bordeaux, ont été interpellés par un individu qu'ils ont rencontré armé d'un bâton, de donner un signe de compagnonnage. Sur leur réponse qu'ils n'appartenaient à aucune de ces sociétés, l'inconnu, d'un coup de sifflet, a attiré neuf à dix hommes, qui sont accourus dans des intentions menaçantes. Des préposés de l'octroi, qui ont voulu calmer le tumulte, ont été forcés de se retirer. La justice informe sur cet événement.

P<sup>r</sup> 3791.

## 139. Roubaix.

I LE CAPITAINE COMMANDANT LA GENDARMERIE DU NORD  
AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 16 juillet 1819.

Le 14 juillet, à l'heure de la sortie des ateliers de tissage 1, rassemblement de quatre à cinq cents ouvriers dispersés facilement. Le 15 au soir, nouveau rassemblement, dispersé par l'arrivée de 2 gendarmes avec un brigadier : un ouvrier hollandais blessé d'un coup de pierre. Esprit de sédition répandu à Mouvaux, Croix, Wasquehal, Wattrelos. Aujourd'hui 16, la gendarmerie patrouillera. Mais on craint surtout pour les 19 et 20, parce qu'on ne travaille pas et qu'on boit les dimanche et lundi. Il serait bon qu'on transférât la brigade de gendarmerie de Lannoy à Roubaix.

2. LE MÊME AU MÊME. — 18 juillet 1819.

Rien le 16. Ont été arrêtés 3 ouvriers ayant joué un rôle

1. Les tisseurs de Roubaix étaient, à cette date, organisés en quatre mutuelles : celles de Saint-Paul, Saint-Vaast, Saint-Alexis et Saint-Étienne. Entre 1821 et 1829, six autres mutuelles seront formées : celles de Saint-Vincent de Paul, Saint-Sébastien, Saint-Pierre, Saint-Jacques, Saint-Arnould, Saint-Jean (*Associations professionnelles ouvrières*, t II, p. 373-376).



un peu marquant, un Belge en contravention, un homme ayant frappé ce Belge, un autre ayant protesté contre l'arrestation; les 2 derniers mis en liberté par le commissaire de police, malgré le lieutenant de gendarmerie. — Le 17, patrouilles à Wattrelos et dans des communes proches de la frontière : tout est tranquille. « Mais tous les gens de bien sont inquiets sur le coup qu'on disait monté pour le dimanche et lundi, les ouvriers de Roubaix avaient excité ceux des communes rurales et leur avaient envoyé des as de cœur en signe de ralliement et comme invitation à ceux qui avaient du cœur de se trouver le dimanche à Roubaix pour se réunir à eux et faire main basse sur les Flamands » — Il a demandé des renforts au lieutenant général commandant la division 1, qui lui a envoyé 20 chasseurs à cheval; il part avec eux et 15 gendarmes. Le préfet a fait requérir par le maire la garde nationale. Le procureur du roi se rend à Roubaix <sup>2</sup>

F<sup>7</sup> 9787 11.

### 3. BULLETIN DE POLICE — 19 juillet 1819.

Un rassemblement de quatre à cinq cents personnes de Roubaix s'est formé dans cette ville le 14 de ce mois, sur les neuf heures du soir, menaçant d'attaquer les ouvriers étrangers employés dans les ateliers; on est parvenu à le dissiper. Le lendemain, un nouvel attroupement a aussi été dispersé par trois gendarmes; un seul ouvrier a été blessé d'un coup de pierre en fuyant. Ces rassemblements ont pour but de chasser les ouvriers des Pays-Bas, qui viennent dans le pays chercher du travail, afin de forcer ensuite les propriétaires des manufactures d'en augmenter le salaire. Cet esprit de mutinerie se répand dans les environs, dont presque tous les habitants sont ouvriers.

De nouveaux mouvements étaient annoncés pour le 16. Des mesures de précaution ont été prises, et on doit en

1. Sixième division, commandée par le marquis de Jumilhac.

2. Cf. un rapport analogue du procureur général du Nord au ministre de la justice, 19 juillet 1819, BB<sup>18</sup> 993 C 3/5167.

attendre le succès. On est à la recherche des instigateurs. Il serait nécessaire de transférer à Roubaix la brigade de Lannoy; les habitants, qui le désirent vivement, offrent de faire les frais de leur logement, et la population toujours croissante de cette ville aurait grand besoin d'avoir auprès d'elle un poste de gendarmerie pour le maintien de l'ordre.

F<sup>7</sup> 391.

4 LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU NORD AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 20 juillet 1819.

Aucun événement le 18. Les mesures prises pourront être abandonnées. On ne poursuivra pas.

BB<sup>18</sup> 993 C 3/5107.

5. LE CAPITAINE COMMANDANT LA GENDARMERIE DU NORD AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR — 20 juillet 1819.

Journée du dimanche tranquille; dispersion des rassemblements, où on s'injurie et se provoque; 3 arrestations. De même le 19, où les ouvriers ont travaillé plus que d'habitude; quelques rassemblements le soir : 3 arrestations. Grâce aux mesures prises, le conflit a été évité entre les 3.000 Belges et la population du pays, y compris les femmes et les enfants. Les manufacturiers tiennent aux travailleurs étrangers. « Ce sont, disent-ils, les meilleurs ouvriers et qui font des ouvrages que les ouvriers français ne veulent ni ne peuvent faire. » On patrouillera désormais sérieusement le dimanche et le lundi.

F<sup>7</sup> 9787. 11

6. LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU NORD AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 21 juillet 1819.

Quelques rixes entre les 3.000 Flamands et les 7.000 à 8 000 Français. Il serait bon de transférer ou de créer une brigade de gendarmerie à Roubaix.

BB<sup>18</sup> 993. C 3/5107.

7. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DU NORD. — 23 juillet 1819.

Demande de renseignements. Le ministre paraît assez hos-

tile aux « étrangers qui viennent ôter aux ouvriers du pays dans leur propre commune les moyens d'existence ».

8. LE PRÉFET DU NORD AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
23 juillet 1819.

Rapport conforme aux rapports de gendarmerie. Il n'y a pas d'alarmes à concevoir.

F<sup>7</sup> 9787 11

9. BULLETIN DE POLICE. — 24 juillet 1819.

Les mesures prises pour arrêter ces désordres ont été accueillies par tous les hommes paisibles et ont eu le succès qu'on en attendait. Cependant, le dimanche 18, malgré la présence de la gendarmerie, plusieurs groupes se sont formés, et, dans la soirée, des injures et des provocations se sont fait entendre; les patrouilles y ont mis fin, et tout s'est borné à quelques coups donnés de part et d'autre. Le lendemain, les ouvriers ont travaillé plus qu'à l'ordinaire; les injures ayant recommencé le soir, les gendarmes ont de nouveau rétabli l'ordre. Six individus ont été arrêtés dans les deux journées et conduits devant le procureur du roi; mais on annonce que beaucoup d'ouvriers flamands, effrayés des menaces dont ils se voient l'objet, ont pris le parti de se retirer dans leur pays, au grand mécontentement des manufacturiers, qui les regrettent pour leur activité et leur intelligence. La gendarmerie redouble d'efforts pour le maintien de la tranquillité.

F<sup>7</sup> 3791

10. LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU NORD. — 26 juillet 1819.  
Les étrangers et les Français se sont rapprochés.

BB<sup>18</sup> 993 C 3/5167.

11. LE PRÉFET DU NORD AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
3 août 1819.

Il expose les raisons du conflit.

Depuis longtemps, l'on tisse à Roubaix des étoffes qui sont demandées dans divers départements. Les fabricants ont senti le besoin d'établir des filatures. C'est avec le coton filé qu'ils fabriquent leurs étoffes. Ils ont attiré des ouvriers flamands qui savent filer le coton. L'industrie de ces étrangers, loin de nuire à celle des ouvriers de la ville qui ne sont occupés qu'au tissage, leur est, au contraire, utile, puisque, si les filatures chômaient, les fabriques de tissage chômeraient également.

Cette vérité n'a eu besoin que d'être expliquée aux habitants pour rétablir l'harmonie entre eux et les ouvriers étrangers, d'autant plus que ceux-ci ne sont point tisserands. Du reste, il est certain que l'affluence d'ouvriers tisserands et filateurs a dû rendre les loyers plus chers et augmenter le prix des subsistances dans cette ville industrielle. M. le maire me déclare, à ce sujet, qu'il n'y a pas d'ouvriers sans travail, que le prix de la journée et de la main-d'œuvre a baissé, mais que l'ouvrier peut vivre sans privation.

La brigade de gendarmerie a été transférée de Lannoy à Roubaix.

12. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DU NORD. —  
13 août 1819.

Approbation de ce transfert.

F<sup>7</sup> 9787. 11.

#### 140. Lyon-Bordeaux.

1. BULLETIN DE POLICE. — 26-31 juillet 1819.

Les compagnons menuisiers, dits du devoir, avaient demandé la permission de faire célébrer une messe de Sainte-Anne <sup>1</sup>, leur patronne; mais ils voulaient s'y rendre en

1. 25 ou 26 juillet

corps et avec un tambour ; on leur a seulement permis de s'y rendre individuellement. Ils se sont conformés, et hier dimanche, la messe a eu lieu dans l'église des Cordeliers.

La police, qui les observait, a remarqué qu'ils portaient un bouquet uniforme, composé comme suit : un œillet rouge, touffe d'immortelles jaunes, touffe d'immortelles rouges, et, au milieu, une branche de myrte. Un des compagnons-chefs avait à sa boutonnière trois rubans longs d'un mètre environ, larges comme la main et tricolores.

On a pensé que la combinaison des bouquets était trop savante pour appartenir à de simples ouvriers, mais bien à quelque instigation venant de plus haut. En conséquence, les principaux vont être interrogés et livrés aux tribunaux, seulement pour le fait de la réunion, qu'ils ont portée au delà de celle permise.

On a fait à peu près les mêmes tentatives à Bordeaux. Deux portefaix ivres ont été arrêtés avec des médaillons à l'effigie de Napoléon. Les gens sensés gémissent de ces méprisables manœuvres.

F<sup>7</sup> 391.

## 2 LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 27 juillet 1819.

Le 26, arrestation, par le commissaire de police de la Halle aux blés, de 2 ouvriers menuisiers. A l'occasion de la Sainte-Anne, les patrons, le préfet et le maire avaient interdit toute réunion et tout cortège pour se rendre en corps à l'église, en raison de l'hostilité entre dévorants et gavots ; les ouvriers ont circulé dans la ville et les faubourgs, beaucoup dans des fiacres. De nombreuses patrouilles ont exercé la surveillance. Nulle couleur politique, en dépit des attributs portés : un ouvrier, comme beaucoup d'autres, avait à la boutonnière trois larges rubans aux trois couleurs ; un autre, un bouquet composé d'une immortelle jaune, d'une immortelle rouge, d'un œillet rouge, d'une branche de myrte, le tout orné d'un ruban aux trois couleurs.

**3. LE LIEUTENANT DE POLICE AU MÊME. — 2 août 1819.**

Les 2 prévenus sont déchargés. Le préfet demande l'avis du ministre.

F<sup>r</sup> 9587. 18

**4. BULLETIN DE POLICE — 9-11 août 1819.**

....Deux ont été arrêtés et mis à la disposition du procureur du roi. L'autorité judiciaire a relâché ces imprudents et n'a pas voulu voir de delit dans un assemblage de couleurs.

F<sup>r</sup> 3791.

**141. Paris.****BULLETIN DE POLICE. — 26 juillet 1819.**

Les garçons chapeliers se sont réunis hier pour une fête d'usage <sup>1</sup>. Ils se sont rendus à l'église Saint-Merry, où ils ont entendu l'office. Ils ont ensuite parcouru plusieurs quartiers avec de la musique. Cette promenade a été assez bruyante, mais en résultat il n'y a pas eu de désordre.

F<sup>r</sup> 3874.

**142. Paris-Lyon.****1. LE PRÉFET DE L'ARIÈGE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 26 juillet 1819.**

De Lyon et de Paris, par Tarascon, beaucoup d'ouvriers en velours de coton se dirigent vers la Cerdagne, avec, sans doute, l'intention de passer en Espagne. Il demande des instructions et prévient les autorités locales, les douanes et le préfet des Pyrénées-Orientales.

**2. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE L'ARIÈGE.  
— 9 août 1819.**

On ne peut prendre envers ces individus d'autre mesure

1. La Sainte-Anne.

que de les faire rétrograder dans l'intérieur, quand ils ont manifesté leur intention d'une manière non équivoque; et cette mesure ne peut guère être mise à exécution que dans les départements frontières, où la plus grande surveillance est recommandée.

F<sup>7</sup> 9796.

#### 143. Amiens.

##### 1. LE PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 30 juillet 1819.

On a découvert et saisi les mull-jenny annoncées chez l'agent de change Dovry, pour la maison Barrera et C<sup>ie</sup> de Ripoll 1.

##### 2. NOTE DE LA 5<sup>e</sup> DIVISION DE L'INTÉRIEUR AU MINISTÈRE. — 5 août 1819.

L'affaire d'embauchage a été déferée à la fin de mai par l'administration à la justice et les poursuites ont commencé à Amiens.

##### 3. LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 9 août 1819.

Il rapatrie comme indigent un ouvrier embauché par Barrera.

##### 4. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 3 septembre 1819.

Barrera va arriver prochainement pour faire des démarches tendant à lever les obstacles qui s'opposent à l'expédition des mécaniques saisies.

##### 5. LE PRÉFET DE LA SOMME AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 2 décembre 1819.

Barrera a présenté un mémoire au préfet tendant à obtenir

1. Le 6 août, le même préfet adressait au ministre de l'intérieur copie du procès-verbal de saisie. Le 7 août, le préfet de la Somme envoyait les mêmes renseignements au ministre, et le 13, la copie du même procès-verbal.

la mainlevée de la saisie effectuée. Le procureur du roi consent à la mainlevée, à condition que les caisses contenant des objets de mercerie et de quincaillerie soient vendues à Toulouse. Faut-il accorder cette mainlevée avant l'issue de l'instruction contre Maquel et Ollivier ?

6. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE LA SOMME.  
— 15 décembre 1819.

L'avis du procureur royal est à suivre.

7. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. —  
7 avril 1820.

La mainlevée a été accordée aux conditions précitées.

8. LE COLONEL DE LA 14<sup>e</sup> LÉGION AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 6 juin 1820.

Le lieutenant de gendarmerie de Céret signale le retour de 8 ouvriers français embauchés en 1818-1819 à Paris et Amiens pour Olot <sup>1</sup>. Ils ont été bien payés et traités, mais quittent le pays à cause de la révolution qui va ruiner le pays <sup>2</sup>. Ils étaient passés en Espagne par Puycerda et la vallée d'Aix.

#### 144. Lyon.

1. LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 4 août 1819.

Coalition d'ouvriers chapeliers depuis le 2 août.

2. LE MÊME AU MÊME — 6 août 1819.

Rappelle la coalition de 1817 <sup>3</sup>, bien terminée, mais qui a eu comme conséquences l'organisation par plusieurs fabricants

1. Province de Gerone

2. La révolution espagnole commença au début de l'année, sous la direction de don Rafaél de Riego, et se précipita au mois de mars, quand Ferdinand VII, forcé par des émeutes, eut, le 7, convoqué les Cortès.

3. Voy. plus haut, n° 52.



du foulage hors de la ville, et la constitution d'une société ouvrière, comprenant actuellement 360 membres, qui versent 75 centimes par quinzaine, soit en tout 540 fr. par mois. Cette caisse peut être dangereuse en cas de coalition, et faciliter la grève. Les chapeaux « ballons mi-ours », dont le prix a été fixé par l'ordonnance du 12 novembre 1817 à 1 fr. 75, sont beaucoup moins bien travaillés ; d'ailleurs, le prix est tombé à 1 fr. 60 ; et même 3 ou 4 fabricants, ne pouvant supporter la concurrence, ont encore baissé les prix. De là, grève, le 31 juillet, des ouvriers de la maison Derussy ; le 1<sup>er</sup> août, réunion des ouvriers, qui prononcent l'interdiction des maisons où l'on ne paiera pas 1 fr. 75 ; le 2, grève dans 2 nouvelles maisons. Parmi les fouteurs, il a été convenu que les ateliers où l'on ne paierait pas 35 sous au lieu de 32, seraient abandonnés le lundi suivant, et ils ont refusé aux fabricants de fabriquer d'autres chapeaux que des « demi-ours ». Le maire, après entrevue avec les prud'hommes, a décidé de faire réimprimer l'ordonnance de 1817 avec des détails plus clairs, et a fait arrêter 2 ouvriers. Très probablement les appropriateurs ne feront pas coalition.

### 3. LE MÊME AU MÊME. — 9 août 1819.

Le 8, ordonnance du maire renouvelant celle du 12 novembre 1817.

### 4. LE MÊME AU MÊME. — 10 août 1819.

Mise en liberté des 2 ouvriers arrêtés, sur réclamation des maîtres chapeliers, et parce que les fouteurs sont restés dans le devoir.

### 5 LA 5<sup>e</sup> DIVISION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR A LA 3<sup>e</sup> DIVISION. — 11 août 1819.

Demande avis sur la tarification ordonnée par le maire.

### 6. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 12 août 1819.

Fin de la coalition. Mise en liberté de 2 ouvriers.

7 LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU LIEUTENANT DE POLICE DE LYON. — 16 août 1819.

Accusé de réception du rapport du 10 août.

Il y a peut-être des inconvénients graves à ne pas laisser à la libre concurrence le soin de fixer le prix de la main-d'œuvre. Le règlement du maire, relatif aux ouvriers chapeliers, ne saurait s'accorder ni avec les vrais principes de l'économie politique ni avec ceux de notre législation.

8. AVIS DE M. FAUCHAT, CHEF DE LA 3<sup>e</sup> DIVISION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, SUR LES TARIFS MUNICIPAUX. — 23 août 1819.

Les arrêtés du 12 messidor an VIII, art. 27 <sup>1</sup>, et du 5 brumaire an IX, art. 23 <sup>2</sup>, mettent au nombre des attributions de la police municipale le maintien des taxes légalement faites et publiées; la loi du 22 juillet 1791, titre I, art. 30 <sup>3</sup>, ne prévoit que celle du pain et de la viande de boucherie. Elle défend de l'étendre à d'autres denrées, nulle part elle ne parle de taxer les salaires. Ils furent compris comme les denrées dans les lois sur le maximum <sup>4</sup>. Quand cette législature (*sic*) révolutionnaire fut abolie, les salaires demeurèrent libres, et c'est une induction raisonnable à tirer de la loi de 1791 qu'il n'est pas légal de les fixer.

Il est vrai que la police municipale s'étendant sur la sûreté et le bon ordre de *la voie publique*, les hommes de

<sup>1</sup> Arrête qui détermine les fonctions du préfet de police (*Bulletin des lois*, 33, n° 214, p. 7).

<sup>2</sup> Arrête qui détermine les fonctions des commissaires généraux de police (*Bulletin des lois*, 50, n° 373, p. 64).

<sup>3</sup> Décret du 10 juillet, sanctionne le 22, sur la police municipale et correctionnelle (*Collection Baudouin*, juillet 1791, p. 223).

<sup>4</sup> La principale loi du maximum général est celle du 23 septembre 1793. La législation du maximum fut abolie le 4 nivôse an III. Cf. Levasseur, *op. cit.*, t. I, p. 207.

ne, voituriers de place, et autres semblables qui viennent y offrir leur service au public, avec le consentement de l'autorité, ont généralement leurs salaires tarifés, et que l'on croit nécessaire pour la commodité publique et pour éviter des querelles dans la rue. C'est une sorte de transaction consentie pour ceux qui, sous cette condition, obtiennent de stationner sur la place.

Mais le comité de l'intérieur et du commerce<sup>1</sup>, qui tolère ces taxes sous cet aspect, n'a jamais admis qu'on pût s'immiscer en ce qui se passe dans les ateliers ou se charger de faire la loi aux manufacturiers ou aux ouvriers. C'est une véritable entreprise sur la liberté individuelle et sur la propriété du travail. Je ne doute pas qu'il ne faille remettre ces deux classes à la nécessité de se concerter et que le magistrat ne doive s'en tenir au Code pénal, qui réprime ces manœuvres respectives (*sic*) et surtout les violences.

9 LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 21 septembre 1819.

Conformément à la lettre que V. E. m'a fait l'honneur de m'écrire le 16 août, en réponse à mes rapports des 4 et 10 dudit mois, relatifs aux ouvriers chapeliers, j'ai celui de vous en faire part des observations que j'ai été à portée de vous faire, au sujet des dispositions contenues dans sa lettre précitée.

Avant la Révolution, il n'y avait point de tarif de main-d'œuvre à l'égard des ouvriers fumeurs chapeliers. Ceux-ci gagnaient communément 36 à 40 sols par jour : la différence consistait dans le plus ou le moins d'habileté de l'ouvrier, et la qualité des matières employées pour la fabrication des chapeaux ; alors, les ouvriers fumeurs travaillaient douze heures par jour, et tous les jours de la

<sup>1</sup> Au Conseil d'État

semaine. On m'a assuré que la mesure du tarif a été établie par M. Fay-Sathonay, premier maire unique à Lyon. J'ai fait rechercher inutilement ce tarif. Je m'arrête à ceux qui ont successivement paru le 22 octobre, 3 et 13 novembre et 5 août dernier.

Un arrêté du Directoire exécutif, en date du 23 messidor an V, autorisait l'établissement d'un tarif pour assurer les droits des ouvriers chapeliers et leur juste salaire <sup>1</sup>.

Parmi les ordonnances de police de Lyon, il en existe une sous la date du 29 décembre 1817, rendue par M. le maire, feu M. le comte de Fargues, laquelle règle par un tarif y annexé le salaire des ouvriers fabricants d'étoffes de soie en tous genres <sup>2</sup>.

J'ai dit qu'avant la Révolution il n'y avait pas de tarif, et cependant le commerce de fabrication de chapeaux était florissant à Lyon; les ouvriers qui gagnaient alors 36 à 40 sols par jour, gagnent aujourd'hui jusqu'à 3 fr. 50, et au lieu de travailler la semaine entière et douze heures par jour, comme autrefois, la plupart d'entre eux ne s'occupent que quatre jours par semaine et huit heures seulement par jour : ils passent le reste de la semaine à fréquenter les cabarets et lieux publics. Ces mêmes ouvriers, qui gagnent 3 fr. 50 par jour, pourraient, s'ils le voulaient, retirer 5 fr. en remplissant la journée par le travail; s'ils s'occupaient la semaine entière, ils recevraient donc 30 fr. au lieu de 14. Il paraît prouvé qu'un ouvrier d'une habileté ordinaire peut souler au moins trois chapeaux par jour, dans les qualités dont les prix des façons excèdent 1 fr. 50, et qu'il est possible d'en faire un plus grand nombre dans les qualités inférieures; mais ces mêmes ouvriers sont convenus entre eux de ne pas faire plus de deux chapeaux

<sup>1</sup> Schmidt, *op cit.*, n°107

<sup>2</sup> Pour tous ces textes, voy plus haut, n° 52.

chacun par jour, afin que tous soient occupés, et que le plus habile n'enlève pas le travail à celui qui l'est moins : est à observer que le grand nombre d'ouvriers n'est pas en proportion avec l'état actuel de la fabrication.

Les ouvriers ont établi des distinctions dans la désignation des ateliers : ils nomment les uns fabriques en règle, et les autres fabriques non en règle. Les fabriques dites en règle sont les plus importantes pour la fortune des fabricants, le nombre des ouvriers et la qualité des chapeaux. Les fabriques dites non en règle sont en seconde ligne et plus nombreuses : on me rapporte que les fabricants de cette classe ne paient pas de patente ; ils ont leurs ateliers à des étages plus ou moins élevés ; c'est assez généralement là que l'ouvrier infidèle trouve facilement à vendre les matières qu'il a dérobées ; c'est là où sont reçus ceux qui sont éconduits des autres ateliers : ils travaillent à rabais des prix courants et tarifés. Les ouvriers appellent fabriques en règle celles où ils établissent des compagnons, indiquent la manière dont les chapeaux seront faits, le degré de perfection de la main-d'œuvre, fixent le nombre de chapeaux auquel doit se borner chaque ouvrier par jour ; l'ouvrier étranger à la ville ne peut être admis sans payer une rétribution ; l'apprenti est obligé de payer ce qu'ils appellent le déjaune ; c'est là, enfin, où les ouvriers imposent des amendes dont ils sont eux-mêmes les arbitres et à défaut du paiement desquelles ils interdisent le travail, jusqu'à ce que l'ouvrier ait payé l'amende qui lui a été infligée.

Il est des hommes versés dans la partie de la fabrication des chapeaux qui pensent que, si l'ouvrier était libre de faire autant de chapeaux qu'il le pourrait et de perfectionner son ouvrage, le prix des façons diminuerait nécessairement, et il en résulterait un profit réel pour le fabricant

ainsi que pour l'ouvrier; de plus encore, que les fabricants de Lyon, sous le rapport des prix, pourraient rivaliser avec ceux des départements.

Depuis la création d'un tarif à Lyon et la tolérance des abus introduits parmi les ouvriers chapeliers, les manufacturiers ont porté leur industrie hors de la ville; des ateliers de fumeurs ont été introduits dans les faubourgs et dans diverses communes du département. Là, le fabricant fait confectionner des chapeaux avec une économie de plus d'un tiers, sous le rapport de la différence dans les prix de main-d'œuvre, et indépendamment de la diminution des charges locales qui sont assez considérables, si l'on compare celles de Lyon à celles qu'on paie dans les communes rurales.

Je crois que l'on peut considérer l'existence d'un tarif comme préjudiciable à l'ouvrier, par la raison qu'il est facile au négociant de l'éluder. Lorsqu'il n'y a pas de demande de chapeaux ou que le manufacturier peut les faire fabriquer hors de la ville, il peut dire à l'ouvrier qu'il n'a pas besoin de telle ou telle qualité, tandis que, s'il n'existait pas de tarif, ce manufacturier, alors même qu'il n'aurait pas de commande, occuperait l'ouvrier, si le prix de la façon pouvait être débattu. Le manufacturier est sujet à des pertes, soit par suite de fausses spéculations, soit par la mauvaise foi de ses débiteurs et l'avarie de ses marchandises, soit enfin par le changement de mode dans le forme des chapeaux, tandis que l'ouvrier n'a aucune chance des pertes à courir, puisqu'il reçoit son salaire à la fin de chaque semaine....

D'après ces explications, V. E. décidera dans sa sagesse si les règlements de M. le maire relatifs aux ouvriers chapeliers peuvent s'accorder avec les vrais principes de l'économie politique et ceux de notre législation actuelle....

En tout état de choses, je pense que, si des changements sont jugés nécessaires, ils doivent être effectués avec ménagement : des innovations trop promptes pourraient entraîner des inconvénients.

10. LE MÊME AU MÊME. — 25 octobre 1819.

Une nouvelle coalition d'ouvriers chapeliers s'est déclarée depuis peu <sup>1</sup>.

11. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MÊME. — 29 octobre 1819.

Les grévistes reçoivent 9 fr. par semaine de leurs camarades, menacés et battus ; 3 dénonciations <sup>2</sup>.

F<sup>7</sup> 9787. 18

145. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 5 août 1819.

Les fabriques de coton sont, pour la plupart, en souffrance. On s'occupe de la diminution du nombre des ouvriers et du prix des salaires. Néanmoins, on n'a pas remarqué d'agitation parmi les ouvriers.

Les manufactures de porcelaine, de faïence, de papiers peints sont à peu près dans la même situation.

Des ouvriers ont été renvoyés, et le prix des journées a été réduit pour les autres.

La chapellerie se soutient, mais les ouvriers continuent de faire la loi aux petits fabricants.

F<sup>7</sup> 3874.

1. Cf. Bulletin de police du 28-30 octobre, Arch. nat., F<sup>7</sup> 3792

2. D'après les *Associations professionnelles ouvrières*, t. II, p. 542, le 21 octobre 1819, le préfet du Rhône avait communiqué au maire une réclamation de trois fabricants se plaignant d'une grève de leurs ouvriers et de l'illégalité du tarif. Appelé à fournir des explications, le préfet écrivit le 3 novembre au ministre de l'intérieur que la tarification, loin d'être illégale, était nécessaire.

## 146. Agen.

## I. LE PREMIER PRÉSIDENT DE LA COUR D'AGEN AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 21 août 1819.

Le 15, des compagnons armés de bâtons ont battu les ouvriers paisibles. Un conseiller a demandé une réunion des chambres pour aviser : cette réunion s'est tenue le 17.

## 2. LE MÊME AU MÊME. — 13 octobre 1819.

L'origine des troubles vient du refus des charpentiers, menuisiers, serruriers, de recevoir les cordonniers et les boulangers dans le compagnonnage, comme non susceptibles de faire des chefs-d'œuvre. Les coupables sont en fuite.

BB<sup>18</sup> 994 C 3/5227.

## 147. CONSEIL DES MANUFACTURES. — 2 septembre 1819.

....La séance se termine par la distribution à chacun des membres présents :

....2° De deux rapports imprimés par ordre de S. E. et contenant la proposition faite par une commission spéciale du Conseil d'un projet de règlement soumis à sa discussion, sur les moyens d'assurer l'exécution des lois et règlements relatifs à la police des manufactures et ateliers <sup>1</sup>.

F<sup>12\*</sup> 196.

## 148. Sedan.

I. DÉCLARATION DES « DILIGENCES ET MALLES <sup>2</sup> ». — 6 septembre 1819.

Agitation parmi les ouvriers drapiers, à cause de la diminution des salaires par les nouveaux fabricants ; essai d'agitation chez les ouvriers des anciens. Arrêté du maire, auquel réplique une manifestation des ouvriers.

<sup>1</sup> Nous n'avons malheureusement pas retrouvé cet imprimé.

<sup>2</sup> Cette administration, plus connue sous le nom de *Messageries*, avait un caractère officieux et rendait des services de police au gouvernement.



2. ARTICLE DU « PILOTE ». — 9 septembre 1819.  
L'autorité locale a manqué de prévoyance et de mesure.

3. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DES ARDENNES.  
— 13 septembre 1819.  
Demande des renseignements.

4. LE PRÉFET DES ARDENNES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 16 septembre 1819.

L'affaire est sans importance : cessation de travail après diminution de salaire, accord entre patrons et ouvriers, et reprise du travail.

Il est dans l'ordre que le fabricant soit libre de fixer le prix qu'il lui convient d'accorder à ses ouvriers ; il l'est aussi que ceux-ci puissent accepter ou refuser le prix qui leur est offert, selon qu'il leur convient ou ne leur convient pas ; tant qu'il n'y a pas coalition de la part des uns ou des autres, il n'y a pas délit, et dès lors l'autorité n'est pas dans le cas d'intervenir. Elle ne le pourrait souvent sans donner à ces discussions particulières l'importance qu'elles n'ont pas, qu'il est essentiel d'empêcher qu'elles n'acquièrent ; mais elle veille dans l'ombre.

5. LE MÊME AU MÊME. — 22 septembre 1819.

Il est allé à Sedan, et a trouvé les esprits en « parfait accord ».

F<sup>7</sup> 9786 6.

149. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 22 septembre 1819.

Ce matin, le nombre des ouvriers a été plus considérable sur la place de Grève que les jours précédents 1. Ils

1 Le 16, on en embauche « un petit nombre » sur 300 ; le 18, un tiers sur 400 ; le 19, un peu sur 400 ; le 20, « tres peu » sur 200 ; le 21, 100 sur 500 ; le 22, très peu sur 600, le 23, tres peu sur 400 ; et la moyenne des offres sera jusqu'à la fin du mois de 300

étaient au moins six cents sur les deux places, et très peu ont trouvé de l'ouvrage.

Leurs plaintes et leur mécontentement ont paru plus vifs que de coutume. Ils ont manifesté de vives inquiétudes pour l'avenir : n'ayant pas, disent-ils, travaillé dans la belle saison, comment vivront-ils dans la mauvaise?

On a peine à concilier ces plaintes avec l'activité des travaux de construction dans la capitale <sup>1</sup>, et surtout avec la peine, souvent inutile, qu'on prend pour empêcher les travaux de maçonnerie les dimanches et fêtes. Au surplus, ces plaintes n'ont nullement troublé le bon ordre.

F<sup>7</sup> 3874.

#### 150. Givors, Rive-de-Gier et Saint-Étienne.

1. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
6 octobre 1819.

Les manœuvres d'embauchage continuent à Givors, Rive-de-Gier et Saint-Étienne <sup>2</sup>.

2. LE MÊME AU MÊME. — 27 novembre 1819.

Rerly, mis en liberté, a recommencé ses tentatives d'embauchage à Givors.

3. LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU MÊME. —  
27 novembre 1819.

Rerly a été arrêté à Barcelone sur l'ordre du consul de France, avec un ouvrier verrier, se rendant avec lui sans passeport régulier à la verrerie Grasselli.

4. BULLETIN DE POLICE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES. —  
10 décembre 1819.

Au lieu d'être rapatriés par mer, Rerly et son compagnon

<sup>1</sup> En particulier, construction du ministère des finances, rue de Rivoli, de l'Odéon; refecton des voûtes du Palais de justice; clôture du cimetière Montparnasse, demolition des constructions entourant les Thermes de Julien, etc. (*Moniteur universel*, septembre 1819, *passim*)

<sup>2</sup> Voy plus haut, n<sup>o</sup> 90 et 115.

le seront par terre avec une escorte espagnole, évidemment pour faciliter leur évasion.

5. LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 22 et 24 décembre 1819.

Annnonce la fuite des deux Français et leur arrivée à la fabrique Grasselli.

6 LE PRÉFET DU RHÔNE AU MÊME. — 29 janvier 1820.

Un mandat d'arrêt contre Rerly a été adressé aux préfets des départements frontières.

F<sup>7</sup> 9796

151. Bordeaux.

1. LE MAIRE DE BORDEAUX AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 13 octobre 1819.

Rixe le 11 octobre ; 1 mort ; 3 arrestations.

2. LE PRÉFET DE LA GIRONDE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 20 octobre 1819.

Rapport conforme à celui du maire de Bordeaux.

F<sup>7</sup> 9786. 20.

3. BULLETIN DE POLICE. — 21-23 octobre 1819.

Cinq à six ouvriers, sortant d'une maison de cette ville, le 11 octobre, sur les dix heures du soir, ont été tout à coup assaillis et renversés par un grand nombre d'autres ouvriers qui s'étaient placés en embuscade sur leur passage. Les secours ont été prompts, mais l'un des premiers est mort peu après de ses blessures. D'autres ont été grièvement maltraités à coups de bâton. Trois individus soupçonnés ont été arrêtés. On est sur la trace d'un quatrième, présenté comme le chef de ce guet-apens.

F<sup>7</sup> 3792.

**152. CONSEIL DES MANUFACTURES. — 28 octobre 1819.**

Le secrétaire donne lecture d'une réclamation formée par les ouvriers tondeurs de la fabrique de Sedan, relativement à une réduction prononcée par l'autorité locale dans le taux de leurs salaires. S. E. invite le Conseil à lui donner son avis sur cette réclamation; elle est, en conséquence, renvoyée à l'examen préalable de la commission des laines, qui en fera l'objet d'un rapport <sup>1</sup>.

F11<sup>a</sup> 198.**153. Lyon.**

**1. LE PROCUREUR GÉNÉRAL AU MINISTRE DE LA JUSTICE**  
— 1<sup>er</sup> novembre 1819.

15 à 20 ouvriers chapeliers débauchent d'autres ouvriers par menaces et voies de fait. Plusieurs sont poursuivis en correctionnelle.

**2. LE MÊME AU MÊME. — 19 décembre 1819**

Par jugement du 17 décembre, 5 prévenus condamnés à un mois de prison.

BB1<sup>s</sup> 995. C 3/536o.**154. Rive-de-Gier.**

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 6 novembre 1819.**

....Je désire beaucoup que V. E. puisse accorder quelques sommes cette année sur le fonds de bienfaisance [à la caisse des mineurs] : ce secours serait du plus grand intérêt pour la prospérité, je dirai même pour l'existence de cet utile établissement qui périlclite chaque jour faute

1. On ne revient plus sur la question que dans la séance du 16 décembre 1819, où l'on annonce que le rapport viendra à la prochaine séance [23 décembre].

d'encouragement; s'il lui était impossible de déférer, à ma demande, je la prie d'accorder à M. le préfet, pour 1819, la même autorisation qui lui avait été accordée pour venir au secours de la caisse sur les centimes additionnels.

F2 1219

### 155. Marseille.

#### 1. BULLETIN DE POLICE. — 7-10 novembre 1819.

Une rixe ayant eu lieu à Marseille [le 29 octobre] entre un ouvrier forgeron et trois garçons boulangers, ceux-ci persuadèrent à une centaine de leurs camarades qu'ils ne devaient pas laisser impunis des propos insultants qu'ils imputaient aux forgerons. Un rendez-vous général fut donné en conséquence, pour le 26, à une heure après midi, sur le Cours et dans le quartier Saint-Victor. La police s'occupa d'abord d'avertir les individus qui devaient être attaqués; mais à son arrivée, on était déjà aux prises. Une rixe générale était engagée entre les garçons boulangers et les habitants d'une partie de la ville neuve, presque toute peuplée d'ouvriers de la marine. On s'empara d'un des principaux agresseurs, ce qui mit fin au combat <sup>1</sup>.

F7 3792.

#### 2. LE LIEUTENANT DE POLICE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 6 décembre 1819.

Le boulanger arrêté condamné à dix jours de détention et aux frais.

F7 9786. 12.

1. Cf des rapports conformes du lieutenant de police et du préfet des Bouches-du-Rhône au ministre de l'intérieur, 29 et 30 octobre 1819, Arch. nat., F7 9786. 12.

**156. Clamecy.**

LE PRÉFET DE LA NIÈVRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 12 novembre 1819.

Adresse copie d'un rapport du 26 octobre du commissaire de police de Clamecy, concernant la bannière de la confrérie de Saint-Crépin, faite pour la naissance du prince impérial, rouge, avec une aigle peinte et l'inscription suivante en lettres blanches :

*Naissance du roi de Rome Corporation de Saint-Crépin*

Vous avez, augustes époux,  
Mis le comble à notre espérance  
Recueillez les vœux que vous  
Formez (*sic*) toute la France

La bannière a été saisie, les porteurs déferés à la justice.

F<sup>1</sup> 9787 10.

**157. Saint-Quentin.**

1. LE PRÉFET DE L'AISNE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
15 novembre 1819.

Le 8, arrestation de J.-L. Carlier, fileur à Saint-Quentin, prévenu de tentative de soulèvement parmi les ouvriers de la manufacture Faillet.

2. LE MÊME AU MÊME. — 29 novembre 1819.

Le sous-préfet de Saint-Quentin l'informe de la mise en liberté de Carlier : charges insuffisantes, d'après l'article 415 du Code pénal.

F<sup>1</sup> 9788. 3.

**158. Bordeaux.**

1. BULLETIN DE POLICE. — 29 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1819.

Une rixe meurtrière a répandu l'alarme, le 21 au soir, dans le quartier de Saint-Genès, à Bordeaux. Environ quarante ouvriers, réunis dans une auberge, se sont provoqués et livré combat. Sept cavaliers qui faisaient la ronde

dans le faubourg se sont aussitôt portés sur les lieux, où ils se sont vus assaillis à coups de pierres. Cinq d'entre eux ont été obligés de se servir de leurs sabres pour se dégager; les deux autres ont eu aussi beaucoup de peine à éviter les coups qui leur étaient portés. L'un d'eux a perdu son manteau, qui lui a été volé. Cependant, ils sont parvenus à saisir quatre des plus forcenés et à les conduire en prison, malgré la foule de leurs complices. Trois autres, signalés comme ayant pris une part active à cet événement, sont en fuite, et la justice est à leur recherche. Le procureur du roi informe contre les coupables : on espère qu'ils seront sévèrement punis.

2. BULLETIN DE POLICE. — 24 mars 1820.

Sept jeunes gens ayant fait partie d'un rassemblement de plus de quarante ouvriers de divers métiers, qui, par un combat meurtrier, répandirent l'alarme dans un faubourg de Bordeaux, au mois de novembre dernier, assaillirent les gendarmes à coups de pierres et les maltraitèrent grièvement, avaient été traduits à la cour d'assises, et leur condamnation ne paraissait pas douteuse. Cependant, ils ont été acquittés, le 15 de ce mois, au grand scandale du public, qui en accusait hautement l'institution du jury....

F<sup>7</sup> 3792.

159. Sainte-Colombe 1.

BULLETIN DE POLICE. — 29 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1819.

Une rixe s'est élevée, le 15 novembre, entre des ouvriers à Sainte-Colombe. Trois d'entre eux ont été grièvement blessés à coups de compas : deux ont été transportés à l'hôpital. La querelle a pris naissance dans un cabaret,

1 Rhône.

où des compagnons du devoir s'étaient arrêtés, en revenant de conduire quelques-uns de leurs camarades. Ils se permirent d'insulter d'autres ouvriers qui s'y trouvaient. L'aubergiste fit sortir les agresseurs, qui attendirent leurs adversaires sur la place et les attaquèrent. Informé de cet événement, le maire s'est rendu sur les lieux, avec le brigadier de gendarmerie, et leurs efforts ont réprimé le désordre. Deux des plus coupables ont été remis au procureur du roi.

F<sup>7</sup> 3792**160. Angers.**

BULLETIN DE POLICE. — 29 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1819.

Une rixe s'est élevée à Saumur, le 23, dans la soirée, entre des ouvriers tanneurs et des cordon niers. Deux personnes ont été blessées, et il paraît même qu'il a été tiré un coup de pistolet. La justice recueille des informations.

F<sup>7</sup> 3792.**161. Paris.**

BULLETIN DE POLICE. — 8 décembre 1819.

Dans les faubourgs, les ouvriers en coton ont éprouvé une baisse dans le prix de leurs journées. Quelques-uns avaient quitté l'ouvrage en refusant de subir la diminution qui leur était proposée et que les fabricants se trouvaient forcés de leur faire subir par la stagnation des affaires et le défaut de vente depuis quinze jours; mais ces ouvriers n'ont pas tardé à reconnaître que, pour conserver des moyens d'existence, ils devaient faire des sacrifices, et ils sont retournés à leurs métiers. Tout s'est passé avec beaucoup de modération entre les maîtres et les ouvriers, dans la discussion de leurs intérêts.

F<sup>7</sup> 3874



## 162. CONSEIL DES MANUFACTURES. — 9 décembre 1819.

Le secrétaire donne ensuite lecture d'observations directement adressées au Conseil par M. Rocheblave d'Alais, l'un de ses membres, et qui ont pour objet de signaler les abus qui se commettent dans le filage à l'ouvraison des soies et d'indiquer les règlements qu'il lui paraît convenable d'adopter pour réprimer ces abus et en prévenir le retour.

Quelques membres, tout en rendant justice aux vues louables qui animent l'auteur du mémoire pour l'intérêt d'une fabrication aussi précieuse, expriment en même temps la crainte que les mesures proposées ne tendissent à nous ramener insensiblement au système réglementaire et ne fissent naître des gênes et des entraves qui paralyseraient bientôt l'essor de l'industrie.

Un autre membre, qui ne partage pas ces craintes, appuie les propositions du mémoire et pense que des règlements pourraient être très utiles et combinés de manière à ramener tout à la fois dans le commerce de la préparation des soies la confiance détruite par les abus dont il est question, et à ne point entraver cependant les spéculations des négociants ni les procédés des manufacturiers. Le même membre s'appuie aussi dans son opinion de l'exemple du Piémont, qui possède des règlements de cette espèce, et où le filage et l'ouvraison des soies ont acquis une supériorité qui les fait rechercher de nos fabricants <sup>1</sup>, tandis que nous avons tous les moyens d'atteindre cette même supériorité pour nos soies; il offre de se procurer auprès de ses correspondants en Piémont

1. Cf. G. Prato, *La vita economica in Piemonte a mezzo il secolo XVIII*. Turin, 1908, in-4, p. 216 sqq.

une copie de ces règlements pour éclairer l'opinion du Conseil sur cette matière.

Le Conseil, appréciant tout l'intérêt que présente une discussion de cette importance, à laquelle d'ailleurs il n'est point préparé, prononce le renvoi à sa commission des soies du mémoire de M. Rocheblave d'Alais pour lui en faire préalablement le rapport.

F<sup>11</sup>\* 196.

#### 163. Bordeaux.

LE MAIRE DE BORDEAUX AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
20 décembre 1819

Rixe le 18 décembre; 5 arrestations.

F<sup>1</sup> 9786 20.

#### 164. Anduze.

I. LE LIEUTENANT DE GENDARMERIE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 17 janvier 1820.

Le 14 janvier, à huit heures du matin, 25 ouvriers d'Alais, dits dévorants, se sont rendus à Anduze, où s'étaient réunis d'autres ouvriers; ils ont parcouru la ville en chantant et en lançant des propos injurieux contre les gavots; ils étaient tous armés de bâtons et d'outils. L'autorité locale a empêché avec peine une rixe <sup>1</sup>.

2. LE PRÉFET DU GARD AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
20 janvier 1820.

Les ouvriers d'Alais étaient au nombre de 35. Il faudrait jusqu'à nouvel ordre une compagnie de gendarmerie à Anduze.

F<sup>1</sup> 9787. 19

#### 165. Évreux.

BULLETIN DE POLICE. — 20-26 janvier 1820.

Un différend qui s'est élevé pour l'usage des eaux à Louviers, entre M. Ternaux et la veuve Lemaitre, fabri-

1. Cf Bulletin de police des 27-29 janvier, Arch. nat., F<sup>1</sup> 3792.

cants, a été sur le point de troubler la tranquillité publique. Les ouvriers de la veuve Lemaitre se sont rassemblés par ses ordres [le 18 mars] et ont essayé de détruire une conduite d'eau qui gêne l'action de son usine, et ceux de M. Ternaux, excités par son fondé de pouvoir, se sont aussi réunis pour s'y opposer. Ils se sont livrés à quelques excès, et ont porté l'insolence jusqu'à déclarer à M. le procureur du roi qu'ils allaient les continuer. La garde nationale et la gendarmerie ont dissipé ces rassemblements, et on a obtenu du fondé de pouvoir de M. Ternaux le renvoi de ses ouvriers, et même le rétablissement de ce qu'ils ont détruit. Les ouvriers de la veuve Lemaitre sont aussi rentrés dans le devoir.

F<sup>7</sup> 3792.

#### 166. Bordeaux.

I. LE PRÉFET DE LA GIRONDE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 24 janvier 1820.

Les travaux du pont emploient un grand nombre de tailleurs de pierre. Ces ouvriers sont divisés entre eux en deux corporations connues sous le nom de passants et d'étrangers, de compagnons et de gaveaux, de loups et de chiens. Une haine très vive règne entre ces deux corporations. Quoique les uns et les autres fussent indistinctement employés au pont, leur animosité n'avait pas éclaté par la prudence et par la fermeté des surveillants. Mais le 22, quelques désordres eurent lieu dans le bourg de la Bastide, dans lequel est situé le chantier du pont où ces ouvriers travaillent. Le 23, jour de dimanche, les désordres recommencèrent et les ouvriers s'attaquèrent avec fureur. M. le maire ne put parvenir à les faire cesser, et il fut contraint de requérir la gendarmerie de Bordeaux. Deux ouvriers arrêtés et conduits en prison furent enle-

vés par leurs compagnons à une troupe trop faible pour résister à une attaque impétueuse. On porta à l'hôpital plusieurs hommes très grièvement blessés.

Ce matin, à onze heures, une troupe de 30 à 40 tailleurs de pierre de la corporation des passants est entrée dans le chantier du port et a assailli d'autres ouvriers de la corporation rivale. Un combat acharné a commencé, que les efforts de l'ingénieur n'ont pu empêcher et qui n'a pris fin que par la fuite des vaincus. On ne saurait se faire une idée de la rage et de la barbarie de ces hommes qui, armés de barres de fer, de pierres, de haches, frappaient à terre les malheureux qui étaient tombés sous leurs premiers coups. Un fanatisme terrible autant qu'absurde les animait. Quatre hommes sont blessés.

La gendarmerie et un détachement de la garnison sont accourus et ont poursuivi ces misérables, qui à leur vue se sont répandus de divers côtés.

Averti à l'instant même, je me suis rendu dans le chantier, et, pour mettre fin à ces désordres, j'ai pris sur-le-champ un arrêté que j'ai fait afficher, par lequel je chasse des ateliers 75 tailleurs de pierre qui ont tous plus ou moins pris part aux désordres. J'ai ensuite établi un corps de garde dans le chantier, et j'ai obtenu un détachement de la garnison de Bordeaux. J'ai en même temps chargé M. le maire de la Bastide de faire une enquête, et j'ai écrit à M. le procureur général pour provoquer les poursuites les plus vigoureuses.

Ces mesures et surtout l'expulsion de 75 maçons ont produit un bon effet sur les autres ouvriers, et j'espère qu'ils ne suivront pas l'exemple qui leur a été donné.

J'ai souvent eu l'occasion de vous entretenir des compagnons et des excès auxquels ils se livrent. Je crois que ces hommes doivent fixer l'attention du gouvernement.

Réunis en corporations auxquelles ils tiennent par le sentiment d'un absurde fanatisme, ils pourraient devenir de terribles instruments dans les mains des factieux. Leur audace croît chaque jour, parce que leur nombre augmente rapidement, depuis que la conscription ne les moissonne plus; la législation leur assure presque l'impunité, et s'ils commettent des crimes, l'union qui règne entre eux prive la justice de leurs témoignages, comme la crainte qu'ils inspirent éloigne les témoignages étrangers. Je pense donc qu'il y a lieu d'examiner sérieusement les mesures à prendre, non pour dissoudre une association qui a résisté à la Révolution, mais pour la régler et pour contenir ceux qui la forment.

2. LE MAIRE DE BORDEAUX AU MÊME. — 29 janvier 1820.

Rapport conforme <sup>1</sup>.

3. LE PRÉFET DE LA GIRONDE AU MÊME. — 9 mars 1820.

4 maçons ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel, 3 remis en liberté.

4. LE MÊME AU MÊME. — 31 mars 1820.

Par jugement du 29, 3 prévenus condamnés à 2 ans de prison et 50 fr. d'amende, un à un an de prison et 25 fr. d'amende.

F<sup>7</sup> 9786. 20.

167. CONSEIL DU COMMERCE. — 25 janvier 1820.

Il est fait lecture d'une lettre en date du 15 du courant, par laquelle M. le ministre d'État préfet de police transmet au Conseil deux exemplaires d'une instruction et d'une circulaire <sup>2</sup> qui ont pour objet d'assurer l'exécu-

1. Cf. Bulletin de police du 30 janvier au 9 février, Arch. nat., F<sup>7</sup> 3792.

2. Cette circulaire ne figure pas dans le *Recueil officiel* de 1882.

tion des nouvelles mesures prescrites pour le mode de dévidage et d'enveloppe des cotons filés de fabrique française <sup>1</sup>. Le Conseil arrête la mention au présent procès-verbal de cette communication et invite M. le vice-président à en accuser réception, ce qui est exécuté séance tenante.

F<sup>13</sup> 193.

**168. CONSEIL DES MANUFACTURES. — 10 février 1820.**

L'ordre du jour appelle la lecture du rapport que présente M. Bellangé, au nom de la commission des soies, sur un projet de règlement proposé par le conseil des prud'hommes et la chambre de commerce de Lyon, pour prescrire un mode uniforme de dévidage des soies destinées à la fabrication des tulles. Les considérations développées dans ce rapport, qui a pour but de dévoiler et de prévenir les fraudes que se permettent certains fabricants, au détriment des ouvriers, dans la livraison des soies de cette nature, tendent à faire donner à ce règlement, pris par l'autorité locale, mais qui est méconnu par les tribunaux, la sanction législative, afin de le rendre applicable à toutes les localités où se moulinent les soies avec lesquelles le tulle se fabrique.

Il est également fait lecture d'une lettre en date du 4 de ce mois, par laquelle S. E., en transmettant des observations qui lui ont été adressées à l'appui de ce projet par M. Bonnard, fabricant à Lyon, fait pressentir qu'Elle ne croit pas cette proposition de règlement susceptible de faire la matière d'une loi.

La discussion s'engage sur les conclusions de ce rapport. Quelques membres y entrevoient des inconvénients et redoutent la difficulté d'obtenir, à ce sujet, une dispo-

1. Ordonnances des 26 mai, 16 juin et 1<sup>er</sup> décembre 1819

sition législative. Ils pensent qu'une ordonnance royale suffirait pour établir le nouveau régime à introduire dans la livraison des flottes ou écheveaux de soie. D'autres membres, et notamment M. le rapporteur, persistent à croire qu'en cas de contestation portée devant les tribunaux, ceux-ci continueraient à absoudre les délinquants, en prétextant l'absence d'une loi spéciale dont ils puissent faire l'application, et ils infèrent de ce qui a eu lieu à cet égard la nécessité reconnue par les fabricants, le conseil des prud'hommes et la chambre de commerce de Lyon d'obtenir une loi qui détermine la longueur des flottes et écheveaux de soie.

Diverses considérations sont successivement présentées pour ou contre la proposition.

Un membre, en précisant l'état de la question, cite, comme pouvant y être applicable, l'exemple des contestations analogues élevées relativement au tissage des étoffes de coton, entre quelques fabricants et ouvriers. L'usage général avait fixé la main-d'œuvre de ce tissage à raison d'un prix déterminé par pièce, soit 10 fr., ce qui mettait l'aune à 50 centimes. Les pièces tiraient alors communément 20 aunes. Cependant, cette longueur ayant été portée à 22, 24, 26, et même jusqu'à 28 aunes, il en résultait que l'ouvrier payé sur l'ancien taux de la pièce était réellement lésé, puisque, au lieu de recevoir 11, 12 et 13 fr., en raison du nombre d'aunes, [il] ne touchait que 10 fr. pour la pièce. Portées devant les tribunaux, ces contestations ont été jugées alternativement en faveur du fabricant, lorsque son marché avec l'ouvrier portait le prix convenu pour la pièce, et en faveur de l'ouvrier, si le prix était stipulé à l'aune. De cette jurisprudence adoptée par les tribunaux il est résulté, suivant l'opinant, que les ouvriers ont été tout naturellement avertis qu'il était

de leur intérêt de stipuler à l'avance le prix de leur main-d'œuvre, d'après la quantité réelle des matières premières qui leur étaient livrées par le fabricant. Le même membre exprime le désir qu'au lieu de prendre relativement aux soies une disposition législative, difficile peut-être à obtenir, ou de rendre une ordonnance dont l'application pourrait être contestée, on se bornât à inviter l'autorité locale et les fabricants honnêtes à la publication d'un avis ou d'une instruction qui aurait pour but de faire connaître aux ouvriers employés à la fabrication du tulle qu'à l'avenir il serait de leur intérêt de convenir du taux de leur salaire, non en raison du nombre d'écheveaux ou flottes de soie qui leur seraient livrés, mais bien sur la longueur effective de ces flottes ou écheveaux qui, en cas d'absence de stipulation préalable, seraient toujours censées être de 5 ou de 10.000 mètres.

Un autre membre pense que l'on pourrait examiner si la mesure à intervenir ne serait pas susceptible de se rattacher à l'exécution des règlements relatifs au livret, dont les ouvriers doivent être pourvus aux termes de la loi.

Le Conseil, frappé de ces diverses considérations, invite M. le rapporteur à vouloir bien envisager la question sous ces nouveaux points de vue, et à rédiger en ce sens le rapport qu'il présentera à une prochaine séance.

F<sup>13</sup> 196.

## 169. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 26 février 1820.

Une coalition d'ouvriers maroquiniers s'est formée pour obtenir d'un fabricant des salaires plus élevés. Le fabricant a consenti à leurs demandes, et cette faiblesse peut les enhardir à devenir bientôt plus exigeants. Le commissaire de police du faubourg Saint-Marcel a ins-



truit néanmoins cette affaire, et on y donnera la suite convenable, afin d'éviter que les ouvriers n'élèvent bientôt d'autres injustes prétentions.

F<sup>r</sup> 38<sup>7</sup>/<sub>4</sub>

#### 170. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 7 mars 1820.

Plusieurs rapports intérieurs ont fait mention de la détresse qu'éprouvent plusieurs espèces d'ouvriers de ce faubourg [Saint-Antoine] par suite de la stagnation du commerce.

Un nouveau rapport plus détaillé contient à ce sujet des renseignements qui semblent annoncer que la misère augmente avec le mauvais état de quelques branches du commerce industriel. Les ouvriers qui souffrent le plus et qui sont aussi les plus nombreux dans ce quartier sont les gaziers. Dans ces ateliers, beaucoup de femmes et d'enfants étaient occupés et se trouvent aujourd'hui dans la plus profonde misère. Quelques bons de soupe et des secours des bureaux de charité soulagent les plus malheureux, mais un grand nombre manquent de feu et de vêtements.

Les tisserands sont peu occupés, les ouvriers en papier peint sont presque tous sans ouvrage.

Enfin, excepté les ferblantiers et les tôliers, la plupart des ouvriers de ce faubourg sont malheureux, tristes, et souffrent plus encore par le retour d'un froid rigoureux.

Toutefois, ces ouvriers et ces familles indigentes sont paisibles dans leur misère. Ils désirent que le gouvernement soit instruit de leur situation et qu'ils puissent trouver du travail et quelques ressources par le moyen d'ateliers de charité ou chez les fabricants de gaze et de coton.

Il est remarquable qu'au moment où la malveillance s'agite de tant de manières, cette classe d'ouvriers reste paisible, et dans ces dernières circonstances <sup>1</sup>, loin de manifester un mauvais esprit et du mécontentement, a au contraire paru animée des meilleurs sentiments.

F<sup>7</sup> 3874.

#### 171. Paris.

LE PRÉFET DE POLICE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. —  
13 mars 1820.

Des rapports qui me sont parvenus annoncent que les ouvriers et marchands bijoutiers se plaignent de la stagnation de ce genre de commerce, qui est presque anéanti dans ce moment, et que beaucoup de ces ouvriers se proposent de passer à l'étranger.

Suivant les mêmes rapports, les fabricants de calicots ne dissimulent pas que, si l'état de langueur dans lequel se trouvent leurs manufactures se prolongeait, le défaut de capitaux les forcerait à réduire encore le nombre de leurs ouvriers.

F<sup>12</sup> 95140.

#### 172. Lyon.

I. LE COLONEL COMMANDANT LA 19<sup>e</sup> LÉGION DE GENDARMERIE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 4 avril 1820.

Le 3 avril, sur la grande route de Lyon à Vienne, près du faubourg de la Guillotière, rixe, à l'occasion du lundi de Pâques, entre compagnons de différents états, dont les uns faisaient la conduite. La brigade de gendarmerie, aidée des habitants des faubourgs, en arrête quinze <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> L'assassinat du duc de Berry, le 13 février.

<sup>2</sup> Cf. Bulletin de police, 8-10 avril, Arch. nat., F<sup>7</sup> 3792 : la rixe a eu lieu entre cordonniers et charrons.

2. LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU MÊME.  
25 avril 1820.

Un ouvrier, qui avait des pistolets sur lui, condamné à 1 mois de prison, 16 fr. d'amende et aux dépens; les autres m en liberté, faute de témoins à charge.

F<sup>7</sup> 9787. 18.

173. Lyon.

BULLETIN DE POLICE. — 8-10 avril 1820.

Les fabricants craignent que les derniers événements d'Espagne <sup>1</sup> ne déterminent une certaine quantité de leurs ouvriers à passer dans ce royaume, dans l'espérance de trouver des ressources que la France ne leur offre pas à ce moment.

F<sup>7</sup> 3792.

174. Blanzv.

1. LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 10 avril 1820.

A la fin de mars, coalition pour obtenir augmentation de salaires. Le gérant de la mine, Godin, adjoint au maire Blanzv, a donné aux ouvriers lecture des articles de la loi. sieur Chagot, concessionnaire, a dénoncé le délit au procureur royal et désigné 3 meneurs.

2. LE MÊME AU MÊME. — 1<sup>er</sup> mai 1820.

Les ouvriers ont repris le travail; pas de poursuites.

F<sup>7</sup> 9787. 19

175. Marseille.

1. LE PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE AU DIRECTEUR L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 15 avril 1820

Le 6, 40 compagnons cordonniers, réunis sur la place

1. Allusion au développement de la révolution en Espagne. La révolutionnaire, qui gouverna du 9 mars au 9 juillet 1820, prit un certain nombre de mesures de nature révolutionnaire.

Grand-Théâtre, se sont jetés sur le cordonnier non compagnon Sicard, qui a témoigné contre eux dans un procès correctionnel; il a été menacé d'un coup de tranchet; une arrestation <sup>1</sup>.

2. LE MÊME AU MÊME. — 13 mai 1820.

Le prévenu condamné à quatre mois de détention, 16 fr. d'amende et 80 fr. de dommages-intérêts.

F<sup>r</sup> 9786. 12

176. Chartres.

LE PRÉFET D'EURE-ET-LOIR AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 18 avril 1820.

Le 16, dimanche, querelles et batteries entre cordonniers et menuisiers au jardin de Tivoli.

F<sup>r</sup> 9786. 18.

177. Paris.

1. BULLETIN DE POLICE. — 25 avril 1820.

Le sieur Chevalier, fabricant de calicots, rue de Charenton, a cessé ses travaux et fermé ses ateliers le 22 de ce mois; environ 150 ouvriers qui y étaient occupés se sont trouvés tout à coup sans ressources. La fermeture de cette fabrique a paru produire une sensation fâcheuse dans le faubourg Saint-Antoine. Cependant, les ouvriers n'ont point manifesté de dispositions contraires au bon ordre.

2. BULLETIN DE POLICE. — 26 avril 1820.

Hier soir, un rassemblement d'ouvriers a eu lieu rue de Charenton, n° 102, à la porte du sieur Chevalier, fabricant filateur. Le but de ce rassemblement ou coalition était d'empêcher quelques tisserands de travailler,

1. Cf. Bulletin de police du 27 avril, Arch. nat.. F<sup>r</sup> 3792.

s'ils n'étaient payés à un plus haut prix. Ces ouvriers se proposaient de se rassembler aujourd'hui en plus grand nombre. Des mesures ont été prescrites pour prévenir tout désordre et arrêter au besoin les perturbateurs.

3. BULLETIN DE POLICE. — 27 avril 1820.

Les ouvriers qui avaient projeté de faire du bruit hier à la fabrique du sieur Chevalier, rue de Charenton, n° 102, n'ont point paru. Les mesures prises pour réprimer tout désordre de leur part ont prévenu leur dessein.

4. BULLETIN DE POLICE. — 28 avril 1820.

La fabrique de coton du sieur Chevalier a été surveillée. Les ouvriers ne s'y sont point présentés pour y faire tapage; mais j'apprends que ces fabricants consentent à faire une augmentation d'un sol, et il est à craindre que les ouvriers des autres fabriques ne veuillent aussi réclamer la même augmentation.

F<sup>r</sup> 3875.

178. Lyon.

1. LE LIEUTENANT DE POLICE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 25 avril 1820.

Dans une rixe, le 13 février, un compagnon a donné un coup de couteau dans les reins à un passant : condamné à un an de prison et 16 fr. d'amende.

2. LE PRÉFET DU RHÔNE AU MÊME. — 27 avril 1820.

Rapport conforme.

F<sup>r</sup> 9787. 18.

179. Charenton.

LE COLONEL COMMANDANT LA 1<sup>re</sup> LÉGION AU DIRECTEUR  
DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 5 mai 1820.

Coalition de maçons, « pour n'accepter d'ouvrage qu'autant

que le prix de la journée leur paraîtrait avantageux ». Il faut prendre des précautions, au moment où « l'augmentation du prix du pain rend la classe peu fortunée plus facile à irriter ». La gendarmerie surveille.

F<sup>1</sup> 9787. 20.

## 180. Bordeaux.

### 1. LE MAIRE DE BORDEAUX AU DIRECTEUR DE LA POLICE. — 5 mai 1820.

Les scieurs de long de l'atelier Cavalier se sont coalisés pour faire hausser leurs salaires. On a arrêté 5 ouvriers, qu'on a remis en liberté <sup>1</sup>.

### 2. LE MÊME AU MÊME. — 14 juin 1820.

Le tribunal correctionnel a infligé trois mois de prison au « principal moteur », quinze jours à 6 autres, plus les frais.

F<sup>1</sup> 9788. 20.

## 181. Rouen.

### 1. LE PRÉFET DE LA SEINE-INFÉRIEURE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 8 mai 1820.

Le 24 avril, délibération de 80 ouvriers environ de la manufacture Talon sur les salaires; envoi de deux commissaires pour demander de l'augmentation; défense, avec menaces, aux autres ouvriers de travailler avant que l'augmentation ait été obtenue. Pas de conciliation possible. Des poursuites seront exercées.

F<sup>1</sup> 9787. 23.

### 2. BULLETIN DE POLICE. — 14-15 mai 1820.

....Le maire, après avoir vainement essayé, de concert avec le propriétaire, de ramener par la persuasion ces hommes égarés, a déferé ce délit à la justice; il est prévu par le Code pénal. L'autorité administrative a pris

1. Cf. Bulletin de police des 14-15 mai, Arch. nat., F<sup>1</sup> 3793.

de son côté des mesures pour prévenir tout nouveau désordre et dissiper les craintes que pourrait faire naître ce mouvement dans une ville manufacturière.

F<sup>7</sup> 3793.

## 182. Avignon.

1. LE PRÉFET DE VAUCLUSE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 1<sup>er</sup> juin 1820.

Le 28 mai, rixe entre compagnons du devoir ; un maître serrurier, qui emportait un blessé, est lui-même grièvement blessé. 5 arrestations. On poursuivra sévèrement.

2. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE VAUCLUSE.  
— 14 juin 1820.

Approbation.

F<sup>7</sup> 9787. 26

## 183. Aumetz.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR — 7 juin 1820.

Propose d'approuver l'arrêté du préfet de la Moselle sur le mode d'extraction à suivre aux mines de fer d'Aumetz, pour remédier aux abus qui ont lieu et qui ont occasionné la mort d'un des mineurs 1.

[Approuvé le 17 et envoyé le 19 juin ]

F<sup>2</sup> 1 1220.

## 184. Libourne.

LE COLONEL COMMANDANT LA 10<sup>e</sup> LÉGION DE GENDARMERIE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 20 juin 1820.

120 ouvriers employés au pont de Libourne cessent de travailler le 13, et se répandent dans la ville. Sur arrêté du maire, 5 arrestations. Le travail est repris.

F<sup>7</sup> 9787 20.

1. L'arrêté manque

**185. Marseille.**

- I. LE COLONEL COMMANDANT LA GENDARMERIE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 29 juillet 1820.

Le 27 juillet, à neuf heures du soir, rixe entre ouvriers menuisiers dévorants, venant de la baignade à Endoume, et compagnons de la liberté, embusqués sur le chemin au nombre de 40; plusieurs blessés, dont 2 grièvement, de coups de compas, de pierres et de bâton. On ne sait rien sur les agresseurs.

2. LE PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE AU MÊME. — 1<sup>er</sup> août 1820.

Les dévorants, en sortant de la guinguette, avaient loué un joueur de violon, qui marchait devant eux <sup>1</sup>.

F<sup>7</sup> 9586. 12.

**186. Chartres.**

- LE PRÉFET D'EURE-ET-LOIR AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 8 août 1820.

Le 5 août, le maire de Chartres a été instruit de l'arrivée d'un compagnon boulanger, Davoust la Terreur, avec l'intention d'organiser à Chartres le compagnonnage. D'après les renseignements obtenus, cette organisation aurait pour but : 1<sup>o</sup> de faire changer les ouvriers de boutique à volonté; 2<sup>o</sup> de fixer les salaires; 3<sup>o</sup> d'« empêcher les ouvriers boulangers arrivant à Chartres d'y séjourner et les forcer de quitter la ville au moyen d'une somme de 3 fr. qui leur était donnée, à peine d'être battus »; 4<sup>o</sup> d'interdire les boutiques, sous menace de coups, à ceux qui travailleraient malgré la défense; 5<sup>o</sup> de placer les ouvriers par l'intermédiaire du premier compagnon, moyennant rétribution. Il y a eu commencement d'exécution, et le maire a fait conduire à la maison d'arrêt Davoust, qui, paraît-il, a déjà opéré à Orléans.

1. Cf. Bulletin de police du 7 août 1820, Arch. nat., F<sup>7</sup> 3793.



2. LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE  
AU PRÉFET D'EURE-ET-LOIR. — 18 août 1820.

Approbation.

3. LE PRÉFET D'EURE-ET-LOIR AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 15 septembre 1820.

Davoust n'a pas été condamné. A sa sortie de prison, il a quitté la ville. Sa tentative n'a eu aucun succès.

F<sup>7</sup> 9786 18.

187. Angoulême.

1. LE PRÉFET DE LA CHARENTE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 15 août 1820.

J'ai l'honneur de vous informer qu'à l'instant même (il est cinq heures de l'après-midi) des gendarmes requis par la police s'étant trouvés dans l'obligation rigoureuse de se défendre contre un nombre considérable de compagnons cordonniers qui étaient en rébellion ouverte contre les agents de la police qui les avaient sommés, au nom de la loi, de se dissoudre, l'un d'eux, contraint pour se soustraire aux coups mortels de bâton de ces mutins, a tiré un coup de pistolet qui, selon toute probabilité, sera mortel.

J'aurai l'honneur de vous adresser, par le plus prochain courrier, un rapport plus circonstancié.

2. LE COMMISSAIRE DE POLICE D'ANGOULÊME AU MAIRE  
D'ANGOULÊME. — 16 août 1820.

Hier, vers les trois heures après midi, je fus prévenu par MM. Martal et Édouard, agents de police, qu'une trentaine de garçons cordonniers parcouraient la ville en chantant, la plupart armés de bâtons, et qu'ils se dirigeaient du côté de la promenade du cours d'Artois. Je sortis aussitôt de chez moi et je me rencontrai précisé-

ment au-devant de ces ouvriers, qui avaient à leurs boutonnières des rubans bleus et rouges, signes de compagnonnage. Ils descendaient l'escalier qui conduit à la porte du secours. Je les arrêtai et leur demandai de quel droit ils chantaient, pourquoi ils étaient ainsi attroupés et s'ils savaient bien que la loi défendait de pareils rassemblements ; en conséquence, je les sommai, au nom de la loi, de se retirer et de faire disparaître leurs rubans que je regardais comme des signes de ralliement. Ils me répondirent par des huées. Au même instant, je saisis un des plus mutins et je voulus le faire conduire en prison ; mais les camarades qui m'entouraient l'arrachèrent presque de mes mains. Un d'entre eux, surtout, avait un air menaçant et aurait sans doute frappé d'un bâton qu'il tenait à la main le sieur Édouard, s'il n'eût lâché un ouvrier qu'il avait aussi saisi au collet. Lorsque je vis que l'affaire prenait un caractère de rébellion et que ces ouvriers, malgré la sommation que je leur faisais, persistaient à ne point se séparer, j'ordonnai à M. Édouard d'aller chercher la gendarmerie, ce qu'il fit à l'instant. Pendant cet intervalle de temps, ces compagnons partaient en chantant de nouveau et se dirigeant du côté de Saint-Martin.

Quelques moments après, un brigadier et deux gendarmes à pied arrivèrent ; je leur donnai l'ordre, ainsi qu'aux deux agents, de suivre à la piste ces ouvriers et surtout de tâcher d'en prendre trois ou quatre, afin que je pusse les dénoncer au procureur du roi. J'étais bien pénétré que, lorsqu'ils reverraient la police, accompagnée de la force armée, ils se disperseraient, et qu'on en saisirait au moins deux, que je me proposais de faire punir pour servir d'exemple aux autres.

Il résulte du rapport par écrit qui m'a été fait par les

agents de police qu'ils se sont mis, avec les trois gendarmes, à la poursuite de ces compagnons, qu'ils ont trouvés réunis chez un nommé Abriat, cabaretier, demeurant à Saint-Martin.

Ils sont entrés dans la maison et ont sommé ces ouvriers, au nom de la loi, de se retirer et de les suivre. Les ouvriers ont répondu qu'ils étaient à boire et qu'ils ne repartiraient point, accompagnant le refus d'obéir par des injures et en criant : « *A mort !* »

Dans le même instant, plusieurs d'entre eux se permirent de vouloir les colleter, en leur disant : « Qui êtes-vous ? » Aussitôt le brigadier en arrêta un et le fit sortir de l'appartement. Quelques ouvriers ôtèrent de force leur camarade des mains de la gendarmerie et fermèrent de clef les portes pour leur faire un mauvais parti. Leur projet ne réussit pas en ce qu'ils sautèrent la rivière par une porte-croisée, en faisant suivre de force l'un d'eux. Lorsqu'ils s'aperçurent que, malgré leur résistance, on entraînait un de leurs camarades, ils sortirent tous de la maison, se mirent à les poursuivre en menaçant toujours et frappant même la gendarmerie et en criant à mort. Parmi la foule, ils ont aperçu une femme qui criait : « Frappez la gendarmerie », mais elle est restée inconnue. Les agents, s'apercevant que le danger augmentait, conseillèrent aux gendarmes de se retirer pour aller chercher d'autre force, ce qu'ils firent effectivement, mais le nommé Côte, habitant de ce faubourg, qui s'était déjà aperçu du danger qu'ils couraient, les avait précédés d'un quart d'heure et avait prévenu le maréchal des logis de la gendarmerie de ce qui se passait.

Lorsqu'ils arrivèrent à la prison de Saint-Pierre, ils aperçurent le maréchal des logis, avec plusieurs gendarmes qui venaient à leur secours ; ces derniers virent bien

que leurs camarades d'armes avaient été frappés. Ils se réunirent tous et cherchèrent de nouveau à arrêter ces ouvriers. A cet effet, ils descendirent audit lieu de Saint-Martin pour tâcher de les cerner. Ils prirent des routes différentes et lesdits agents de police, avec un gendarme, longèrent la rivière jusqu'à la grande route de Bordeaux, pour voir s'ils n'en rencontraient pas. Ce fut là qu'ils apprirent, par des habitants de la campagne, qu'un garçon cordonnier venait d'être tué d'un coup de pistolet. Après s'être assurés du fait, ils sont accourus chez moi pour me prévenir de ce qui venait de se passer. Aussitôt je me suis transporté sur les lieux, où j'ai trouvé M. le procureur du roi qui rédigeait le procès-verbal de l'événement qui venait d'avoir lieu. Six de ces ouvriers ont été arrêtés et conduits en prison. Un d'entre eux avait reçu un coup de sabre sur l'épaule et a été conduit à l'hôpital.

D'après les renseignements que j'ai recueillis sur la mort de l'individu nommé Louis Canut, dit Bosseron, garçon cordonnier, âgé d'environ vingt ans, il paraît que deux gendarmes, descendant dans la rue Saint-Auzanne, arrivèrent près de la maison de M. Deval, ingénieur, où se trouvaient rassemblés plusieurs ouvriers armés de pierres et de bâtons. Aussitôt qu'ils virent les deux gendarmes Boguet et Mazereau, ils lancèrent sur eux des pierres en criant : « A mort ! à mort ! » Boguet en saisit un par le collet, et dans cet instant ils se jetèrent sur lui pour retirer de ses mains leur camarade. Canut fut le plus téméraire, il s'approcha le plus près et lança une pierre qui, passant près de la tête de Boguet, fut frapper la lame du sabre de Mazereau, qu'il avait tiré du fourreau pour se mettre en défense. Le gendarme Boguet, se voyant maltraité de la sorte, allongea un coup de plat de sabre

audit Canut, qui porta de taillant et lui fit une légère blessure. Malgré tout, Canut s'acharna à lancer de nouveau des pierres et une entre autres frisa l'épaule de Mazereau qui, indigné d'un tel traitement, et se voyant assailli de tous côtés, tira un coup de pistolet à Canut, lequel fut atteint dans le côté gauche et alla tomber mort à quarante pas de lui, d'où il venait de recevoir le coup.

*P.-S.* — Je dois vous observer, M. le maire, que depuis longtemps ces ouvriers, malgré la surveillance de la police, ne cessaient de troubler l'ordre public en se répandant pendant la nuit dans les rues, armés de bâtons, toujours attroupés et cherchant dispute aux autres corps d'état. J'ai même reçu, différentes fois, des plaintes contre eux sur des insultes qu'ils ont faites à quelques habitants. Tout récemment encore, dans le faubourg de Saint-Pierre, ils ont fracassé les contrevents de plusieurs maisons, ce qui me détermina, et d'après votre avis, à faire publier une ordonnance qui défend à tous les ouvriers de se réunir plus de trois et surtout de ne pas sortir avec des armes offensives. Mais vous voyez qu'au mépris des lois et règlements ces garçons cordonniers ont donné des preuves d'insubordination et qu'il était bien temps, dans l'intérêt général, d'arrêter de semblables délits.

3. LE CAPITAINE COMMANDANT LA GENDARMERIE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. —  
16 août 1820.

J'ai l'honneur de vous rendre compte que dans la journée d'hier 15, vers deux heures de l'après-midi, des garçons cordonniers, réunis au nombre de 30 à 40, se sont promenés dans la ville d'Angoulême ayant au bras des rubans que l'on m'a dit être de la couleur tricolore et en criant, les uns : « Vive le roi ! » les autres : « Vive la

nation ! » Aussitôt que la police eut connaissance de cette réunion, elle se porta sur les pas de ces garçons cordonniers et, les ayant atteints, ils furent sommés par le commissaire de police de se retirer et de cesser ces scènes scandaleuses, mais au lieu d'obéir à cette sommation, ils se répandirent en menaces et en injures. Voyant que l'on ne pouvait rien obtenir d'eux par la persuasion, un agent de police vint à la caserne réclamer le secours de la gendarmerie, dans l'espoir que sa présence mettrait fin à ces désordres, mais l'arrivée des gendarmes ne fit que les irriter davantage, et au lieu de se soumettre aux nouveaux ordres de la police, ils s'insurgèrent et frappèrent à outrance, avec des bâtons, les agents de police et les 4 gendarmes qui s'y trouvaient.

Indigné d'une pareille résistance, le commissaire de police ayant requis une force plus considérable, tous les gendarmes présents à la résidence se portèrent, toujours avec la police, au lieu du désordre, où, à leur approche, les garçons cordonniers se sauvèrent dans les jardins et se formèrent ensuite en criant à *la mort*, la police et les gendarmes qu'ils menaçaient toujours de leurs bâtons et auxquels ils lancèrent des pierres dont plusieurs gendarmes furent atteints et blessés (*sic*).

Étant parvenus à les disperser, on se mit à leur poursuite et une bande de sept de ces hommes étant sur le point d'être atteinte dans le faubourg Saint-Auxonne par trois gendarmes, se retournèrent (*sic*) et après les épithètes les plus outrageantes, ils s'écrièrent qu'ils ne se rendraient pas et en répétant le cri à *la mort*. Ils lancèrent des pierres aux 3 gendarmes; c'est alors qu'un de ces derniers, ne maîtrisant pas assez sa vivacité, tira un coup de pistolet sur un des assaillants qui tomba raide mort.

Quittant alors le point où j'étais avec d'autres gendar-

mes qui poursuivaient les autres assaillants, je me précipitamment à l'endroit d'où le coup était parti, et malgré la douleur que me fit éprouver le triste événement j'eus, d'un autre côté, la satisfaction d'apprendre, par quelques honnêtes gens qui se trouvaient présents à cette affaire, que le gendarme avait toujours été dans ses devoirs et que ce n'est qu'à la suite de la rébellion prolongée de ces cordonniers qu'il a fait usage de ses armes.

J'envoyai chercher sur-le-champ M. le procureur royal, qui se rendit, avec le lieutenant de gendarmerie, sur les lieux et qui, d'après les informations prises et la constatation par un officier de santé, ordonna l'enlèvement du corps. Le magistrat mit également en état de détention 12 des garçons cordonniers qui venaient d'être arrêtés et amenés devant lui.

Craignant la fermentation qu'avait pu faire naître dans les esprits échauffés des garçons cordonniers d'une partie de la population du faubourg, l'événement fâcheux qui venait de se passer, je fis seller les chevaux et je fis faire des patrouilles pour maintenir la tranquillité, qui depuis n'a pas été un seul instant troublée.

La justice s'occupe de cette affaire et dirige des poursuites contre les hommes qui ont déjà, à plusieurs reprises, exécuté de pareils désordres.

#### 4. LE PRÉFET DE LA CHARENTE AU MÊME. — 18 août 1830.

Envoi du rapport du commissaire de police. Les opposants à Angoulême, disent que l'affaire est purement politique qu'on a sévi seulement parce que les ouvriers avaient des brassards tricolores. Le coup de sabre donné par le gendarme Boguet est peu grave; le cordonnier sera bientôt guéri. L'insurrection se poursuit « afin de faire rentrer dans le devoir cette classe d'hommes continuellement en rébellion pour jouir d'une liberté effrénée ».

5, M. DU PLANIER LA SABLÈRE <sup>1</sup> AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 19 août 1820.

M. Beauséjour, membre de la Chambre des députés, dans laquelle il siège, dit-on, du côté gauche, et domicilié à Saintes, est dans cette ville depuis six jours <sup>2</sup>. Il est logé chez un nommé Thounet, pharmacien, et l'un de ces hommes qui ont acquis une triste célébrité dans le temps de la Terreur. M. Beauséjour a donné à dîner à plusieurs personnes à l'hôtel appelé de la *Table Royale*, et a vu, à ce qu'il paraît, beaucoup de monde. Deux jours après l'arrivée de ce député, il s'est passé quelque chose d'étrange, que je suis loin pourtant d'attribuer à sa présence et que je vais avoir l'honneur de vous raconter.

Mardi dernier, 15 du mois d'août et le jour de l'Assomption de la Vierge, trente garçons cordonniers, parmi lesquels on remarquait un nouveau compagnon qu'ils avaient reçu dans la matinée, ont parcouru dans la soirée plusieurs rues de la ville d'Angoulême en chantant, ce que le gouvernement défend avec juste raison. La police a fait tout ce qu'elle a pu pour engager ces têtes folles, qui avaient probablement trop bu, à se retirer ; toutes les représentations que l'on a pu faire ont été inutiles, et les agents de cette même police, après s'être exposés à des dangers réels, ont été obligés d'avoir recours à la force publique.

C'est dans le faubourg de Saint-Pierre, où ces garçons cordonniers s'étaient rendus, qu'ils ont été atteints par la gendarmerie.

On peut dire, à la louange de cette arme, qu'elle s'est

<sup>1</sup> Ancien ingénieur en chef du département de la Creuse.

<sup>2</sup> Beauséjour fut député de la Charente-Inférieure dans la session 1819-1820 et siégea dans les rangs de l'opposition libérale.



conduite avec la plus insigne prudence, et que ce n'est qu'après que l'un des gendarmes a été grièvement blessé qu'elle a été dans la nécessité de déployer la force. L'un de ces fous a été tué, un autre a été blessé, et ce ridicule attroupement a été dissipé. La gendarmerie a poursuivi les fuyards et en a arrêté plusieurs qui ont été conduits en prison.

Au surplus, la tranquillité publique n'a pas été troublée pendant un seul instant. J'ai oublié de dire que le garçon cordonnier, reçu compagnon, portait au bras deux larges rubans, l'un couleur de rose et l'autre bleu pâle.

6. LE COLONEL COMMANDANT LA 10<sup>e</sup> LÉGION DE GENDARMERIE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 20 août 1820.

Le 15 août, réquisition de la gendarmerie d'Angoulême pour dissiper un attroupement de 30 à 40 garçons cordonniers ayant au bras des rubans « qu'on dit être tricolores » ; coups de pierres et de bâton aux gendarmes, dont l'un a tué un des assaillants d'un coup de pistolet. 12 arrestations ; le gendarme a été arrêté.

7. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE LA CHARENTE. — 26 août 1820.

Vous m'avez rendu compte, par vos lettres du 15 et 18 de ce mois, des circonstances d'un délit de rébellion que des ouvriers cordonniers ont commis dans la ville d'Angoulême et qui a coûté la vie à l'un d'eux.

Douze de ces perturbateurs étant arrêtés, on doit croire que les tribunaux donneront un exemple de justice sévère bien nécessaire, pour mettre un terme aux fréquents désordres de cette nature ; je vous invite à me faire connaître l'issue de l'information judiciaire.

Quoique le sieur Dubois, commissaire de police, paraisse

avoir mis d'abord de l'empressement à dissiper le rassemblement qu'avaient formé les compagnons cordonniers, on ne voit pas pourquoi, ayant appelé la gendarmerie, il n'est pas allé avec elle pour diriger son action et contribuer ainsi au rétablissement de l'ordre. S'il s'était présenté aux perturbateurs revêtu des marques de sa qualité et à la tête de la force armée, peut-être eût-il empêché la mort de l'individu qui a péri dans cette circonstance. Je vous invite à examiner, sous ce rapport, la conduite du commissaire de police et à vouloir bien me faire part de vos observations.

8. LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE  
AU CAPITAINE COMMANDANT LA GENDARMERIE DE LA  
CHARENTE. — 26 août 1820.

L'arrestation de douze de ces perturbateurs et la procédure qui s'instruit paraissent assurer la répression de ce désordre. Un exemple de justice sévère est nécessaire pour mettre un terme aux excès fréquents dont se rendent coupables les compagnons ouvriers; on doit l'attendre des tribunaux.

Un individu a péri dans la circonstance dont il est question et un autre a été blessé. J'aime à croire que les gendarmes Boguet et Mazereau se sont trouvés dans la nécessité de se servir de leurs armes. Je vous invite néanmoins à examiner scrupuleusement leur conduite et à vous assurer s'ils ne méritent aucun reproche.

9. LE PRÉFET DE LA CHARENTE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 30 août 1820.

Il couvre le commissaire de police, à qui il était reproché « de n'avoir pas dirigé l'action de la gendarmerie dans l'engagement qu'elle a eu avec les compagnons ouvriers ».

## 188. Angers.

1. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET  
DES MINES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 28 août 1820.

Envoie un rapport au roi, un projet d'ordonnance et un projet de règlement pour les ardoisières d'Angers.

## 2. RAPPORT AU ROI. — 6 septembre 1820.

...Il existe dans les communes d'Angers, de Trélazé et Saint-Barthélemy six carrières distinctes qui sont toutes exploitées à ciel ouvert. L'ensemble de ces exploitations occupe environ 900 ouvriers de diverses classes, notamment ceux dits d'en bas et ceux d'en haut, sans compter les voituriers, forgerons, tonneliers et autres qui travaillent pour ces établissements, mais hors l'enceinte des carrières. L'extraction s'élève, année commune, à 60.000 milliers de pièces, dont  $\frac{3}{5}$  fabriquées en carré et  $\frac{2}{5}$  de gros noir et en poil taché, au prix moyen de 20 fr. par millier; le produit brut peut s'élever à 1.200.000 fr.

D'après l'examen du projet de règlement proposé par l'ingénieur des mines, le Conseil général [des mines] a jugé qu'il ne pouvait être admissible en son entier, parce qu'il consacre des moyens qui excèdent les limites de la surveillance relative aux carrières à ciel ouvert, et d'ailleurs ce projet de règlement n'étant présenté dans la forme, c'est-à-dire par le préfet, il a pensé: 1° qu'il convenait de renvoyer à ce magistrat toutes les pièces, en l'invitant à adresser au ministre un projet de règlement dans les limites et dans la forme indiquée en l'avis du Conseil général; 2° d'inviter le préfet à entendre les divers intéressés, soit entrepreneurs de carrières, soit chefs d'ateliers ou ouvriers, à les concilier si faire se peut, à indiquer aux entrepreneurs le mode des sociétés anonymes, s'il

paraît leur convenir et dans ce cas à soumettre leurs statuts à l'approbation du gouvernement, dans tous les cas à prendre l'avis de l'ingénieur en chef des mines et à ne comprendre dans le règlement à proposer que des objets d'ordre public, conformément aux lois existantes.

Le préfet a envoyé un nouveau règlement, qui a été examiné par le Conseil général des mines, et approuvé par le directeur, en même temps que le projet d'ordonnance joint 1.

3. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 23 décembre 1820.

Rappelle la nécessité de statuer sur l'affaire des carrières d'Angers, pour lesquelles il a adressé, le 28 août 1820, un rapport au roi et un projet d'ordonnance.

4. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE L'INTÉRIEUR. — 31 janvier 1820.

Rappelle l'envoi des pièces précitées, fait le 6 septembre 1820.

5. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 7 mai 1821.

Lettre réitérative.

6. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE L'INTÉRIEUR. — 23 mai 1821.

Lettre réitérative.

F<sup>s</sup> 1 1219.

189. Paris.

1. BULLETIN DE POLICE. — 8 septembre 1820.

Les ouvriers manœuvres ont pour la plupart refusé de

1 Il manque.

l'ouvrage, attendu la modicité du salaire; ils demandaient 2 fr. 25 au lieu de 2 fr. Ils ont préféré ne pas travailler, ce qui n'annonce pas qu'ils soient dans la détresse, mais cette inaction volontaire n'est pas favorable au bon ordre.

2. BULLETIN DE POLICE. — 13 septembre 1820.

[Les manœuvres] persistent à ne pas vouloir prendre [d'occupation] avant d'avoir obtenu une augmentation de 25 cent. sur le prix des journées. Ils ont cependant été paisibles et l'on n'a entendu de leur part aucun mauvais propos.

F<sup>r</sup> 38<sup>7</sup>/<sub>5</sub>.

190. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 12 septembre 1820.

Des garçons boulangers du quartier Feydeau avaient tenté de former une coalition pour obtenir une augmentation de salaire. Ils ont été prévenus qu'aux termes de la loi ils allaient être arrêtés, s'ils ne se séparaient pas aussitôt. Ils se sont effectivement séparés, et il n'y a pas eu d'arrestation.

F<sup>r</sup> 38<sup>7</sup>/<sub>5</sub>

191. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 19 septembre 1820.

Hier, les agents ont surveillé quelques ouvriers ferblantiers qui devaient se réunir à la porte Saint-Martin, afin de faire augmenter le prix de leurs journées. Ils se sont réunis sur la place du Marché Saint-Martin, ils ont été invités de se retirer paisiblement; ils se sont aussitôt conformés à l'invitation; la surveillance est néanmoins continuée.

F<sup>r</sup> 38<sup>7</sup>/<sub>5</sub>.

**192. Paris.**

TARENNE-LAVAL AU PRÉFET DE POLICE. — 2 et 6 octobre 1820

A l'occasion de la naissance du duc de Bordeaux il demande la place de directeur général d'un bureau de placement dont il expose le plan.

F<sup>12</sup> 512

**193. Saint-Germain-en-Laye.**

BULLETIN DE POLICE. — 10 octobre 1820.

Il s'est formé, le 3 de ce mois, vers sept heures du soir, sur une des places de Saint-Germain, un rassemblement de cinquante à soixante ouvriers maçons, qui prétendaient s'être réunis pour attendre des maîtres et trouver du travail. Sur l'invitation d'un maréchal des logis, ils se sont séparés. On avait été prévenu qu'une rixe devait s'engager entre eux et les cavaliers d'équipage de la compagnie de Luxembourg <sup>1</sup>. Après huit heures, environ quarante à cinquante de ces derniers ont parcouru la ville, armés de bâtons, et ont insulté quelques personnes. Le maréchal des logis, averti par une patrouille, s'est rendu sur les lieux, et les a engagés à se retirer. Quelques-uns ont laissé tomber leurs bâtons, mais d'autres ont manifesté l'intention de continuer leur course nocturne. Le nommé Sachet, qui paraissait le plus furieux, a été arrêté et, malgré la tentative faite pour le délivrer, il a été remis au général Lepotre, qui est survenu, accompagné de quelques officiers. Les gendarmes avaient été obligés de tirer le sabre pour leur défense, mais aucun coup n'a été porté.

F<sup>7</sup> 3793.

1. De la garde royale.

194. Lyon.

BULLETIN DE POLICE. — 26-29 octobre 1820.

Un rassemblement de douze à quinze ouvriers s'est formé, le 14, au faubourg de Vaise; ils se sont révoltés contre la gendarmerie qui voulait le dissiper. Le nommé Durand, l'un d'eux, arrêté par les gendarmes, fut arraché de leurs mains. Trois des plus mutins ont été saisis et mis à la disposition de M. le procureur du roi. Il paraît que cet attroupement a eu pour cause une coalition dans le but de faire augmenter les salaires.

F<sup>r</sup> 3793

195. Écully.

LE PRÉFET DU RHÔNE AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 20 octobre 1820.

Rixe à Écully entre 1 ferblantier et 1 mousselinier; rébellion contre la gendarmerie.

F<sup>r</sup> 9787. 18.

196. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 4 novembre 1820.

Il résulte des rapports de plusieurs commissaires de police que l'augmentation du prix du pain a fait tenir d'assez mauvais propos parmi les artisans et petits marchands des quartiers populeux. Parmi les ouvriers qui travaillent chez eux pour le compte des fabricants, il en est aussi qui montrent de mauvaises dispositions. Cette partie de la population qui lutte sans cesse avec l'indigence est en proie à la plus déplorable corruption; l'ignorance la plus complète de tous devoirs et la plus profonde immoralité rendent cette classe dangereuse pour le bon ordre et la tranquillité publique; la plus constante

surveillance est nécessaire à l'égard d'individus nombreux et auxquels la malveillance est toujours prête à s'adresser pour exciter du désordre.

F<sup>7</sup> 3875.

### 197. Lyon.

LE LIEUTENANT DE POLICE DE LYON AU PRÉFET DU RHÔNE.  
— 6 novembre 1820.

Le 31 octobre, on a entendu chanter une chanson renfermant le mot « république ». C'est une chanson de compagnonnage, ancienne et non politique. [En voici un couplet :]

Vas-t'en, vas-t'en, maudit devoirant,  
Dedans la ville d'Orléans,  
A Orléans ta république,  
Tu trouveras toute ta clique,  
Tu trouveras tes devoirans,  
Que nous faisons battre aux champs.

F<sup>7</sup> 9787 18.

### 198. Tours.

LE PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 22 novembre 1820.

Il se plaint de la « tiédeur et indulgence du tribunal correctionnel de Tours » pour les désordres du compagnonnage. Le 19, rixe entre 3 menuisiers, d'un côté, et 2 charpentiers et 1 tailleur, de l'autre. Le 20, tapage nocturne chez un aubergiste par un compagnon boulanger et un autre, secrétaire de compagnonnage. On a saisi sur eux un « arrêté » mettant en interdit une boutique de boulangerie, les règlements, la correspondance concernant cette coalition, les serments et les rubans. L'un d'eux, emmené à la prison, crie : « Vive l'empereur des Français ! Vive le grand Napoléon ! Il reviendra bientôt ! »

F<sup>7</sup> 9788 22.

1. Cf Bulletin de police, 28-29 novembre 1820, Arch. nat., F<sup>7</sup> 3793



## 199. Rancié.

I. LE PRÉFET DE L'ARIÈGE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 24 novembre 1820.

Les mineurs de Rancié, souvent insubordonnés, ont besoin de punitions sévères pour les contenir dans le devoir ; les jurats leur infligent celle de l'exclusion des mines momentanément, mais lors des révoltes qui ont eu lieu depuis quelques années et dans des circonstances graves, dix mineurs avaient été exclus indéfiniment des mines par des arrêtés du préfet. L'insubordination des chefs de famille avait réduit des femmes, des enfants à la plus affreuse misère. Toujours occupé d'une population de mineurs qui font toute la richesse de mon département, j'ai cru pouvoir allier à ma sévérité ordinaire vis-à-vis des coupables un acte de clémence à la naissance de Mgr le duc de Bordeaux, et j'ai pris un arrêté pour autoriser la rentrée des mineurs exclus, les chefs exceptés <sup>1</sup>. J'ai l'honneur de l'envoyer à V. E. Je désire qu'elle apprécie le motif d'humanité qui a dirigé ma conduite. J'ai saisi avec d'autant plus d'empressement cette occasion que les mineurs en masse sont attachés à l'auguste maison des Bourbons et que j'ai voulu, par cet acte de bonté, que rien ne manquât au bonheur qu'ils éprouvaient en apprenant que la race de nos rois allait se perpétuer dans le fils de S. A. R. Mgr le duc de Berry.

2. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE L'ARIÈGE.  
— 26 décembre 1820.

Approuve l'arrêté pris.

F<sup>o</sup> 1 1216.

1. L'arrêté est joint.

**200. Marseille.**

1. LE PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 29 novembre 1820.

Le 21 novembre, un gendarme est assailli par des compagnons cordonniers réunis sur la place du Grand-Théâtre; il veut arrêter ses agresseurs, il est frappé; il est dégagé par l'intervention de la gendarmerie. 2 arrestations.

2. LE MÊME AU MÊME. — 29 décembre 1820.

Les prévenus condamnés le 19 par le tribunal correctionnel à 2 ans de prison, 50 fr. d'amende, 200 fr. de dommages-intérêts.

F<sup>7</sup> 9780. 12.

**201. Nantes.**

BULLETIN DE POLICE. — 13-14 décembre 1820.

On remarque, depuis quelque temps, que l'esprit de corps, parmi les ouvriers dits compagnons, prend une nouvelle force. Les querelles et les désordres qui en résultent exigent la plus grande surveillance.

F<sup>7</sup> 3793

**202. Arles.**

1. LE PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 11 décembre 1820.

Il fait part d'une lettre du sous-préfet d'Arles, du 29 novembre, l'informant d'une coalition des matelots d'Arles, mécontents de leurs salaires, et réclamant une élévation du prix du nolis et le doublement du fret. Il a donné ordre de poursuivre selon l'article 415 du Code pénal. Le sous-préfet, quelques jours après, a fait mander les meneurs, qui ont « promis de laisser à chacun la faculté de travailler au prix qu'il jugera lui convenir, et de se conformer aux ordres de l'autorité ». Mais le délit n'en ayant pas moins existé, le préfet a ordonné

316 LE RÉGIME DE L'INDUSTRIE DE 1814 A 1830.

des poursuites, et le procureur général a pris des mesures pour découvrir les principaux auteurs de la coalition.

2. LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE  
AU PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE. — 25 décembre  
1820

Approbation.

F<sup>r</sup> 9786. 12.

203. Paris.

1. BULLETIN DE POLICE. — 15 décembre 1820.

Les ouvriers chapeliers s'étaient montrés remuants, ces jours derniers ; ils ont été observés de près et sont rentrés dans l'ordre. Leur coalition n'avait d'autre but que leurs intérêts particuliers.

2. BULLETIN DE POLICE. — 23 décembre 1820.

Quelques ouvriers déjà signalés et surveillés s'étant livrés à de nouveaux mouvements qui semblaient annoncer une coalition contre les chefs d'ateliers, le commissaire de police du quartier Saint-Avoye en a fait arrêter plusieurs qu'il a remis en liberté après les avoir sévèrement réprimandés et avertis qu'à la première faute pareille il procéderait contre eux suivant toute la rigueur des lois.

F<sup>r</sup> 3875.

204. Lyon.

LE PRÉFET DU RHÔNE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION  
DÉPARTEMENTALE. — 16 décembre 1820.

Rixe dans un cabaret de Vaise entre chapeliers du devoir et autres. Nouvelle rixe le 13 : 1 compagnon laissé pour mort, 1 arrestation.

F<sup>r</sup> 9787. 18.

## 205. Bordeaux.

1. LE MAIRE DE BORDEAUX AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 29 décembre 1820.

Réunion tumultueuse de compagnons contre le sieur Henry pour faire augmenter leurs salaires. Arrestation de 3 compagnons : Manceau dit Quimper, Legendre dit Tourangeau, Delay dit Nivernais.

2. LE MÊME AU MÊME. — 30 décembre 1820.

Réunion illicite d'ouvriers cordonniers dans la nuit du 26. Le maire l'empêche.

F<sup>7</sup> 9786 20.

## 206. Abbeville.

1. LE PRÉFET DE LA SOMME AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 6 janvier 1821.

D'après une lettre d'un commissaire de police d'Abbeville, Steingre, souffleur de verre de la verrerie de Choisy-le-Roi, chercherait à embaucher les ouvriers de la verrerie Boyer, faubourg Thuisson <sup>1</sup>. On surveillera cet individu.

2. LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE AU PRÉFET DE POLICE. — 18 janvier 1821.

Transmet les renseignements donnés par le préfet de la Somme.

3. LE PRÉFET DE POLICE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 19 février 1821.

Le sous-préfet n'a pu donner que peu de renseignements sur Steingre, nouveau venu à Choisy-le-Roi. Ce serait à l'instigation de son patron Gimblaux qu'il serait allé à Abbeville faire des propositions d'embauchage aux ouvriers de Thuisson.

F<sup>7</sup> 9796

<sup>1</sup> Cette lettre est jointe.

**207. Paris.**

BULLETIN DE POLICE. — 19 janvier 1821.

Quelques ouvriers ferblantiers ont quitté leurs ateliers par suite de discussions avec les maîtres sur les prix de main-d'œuvre ou de journées. Ils ne se sont cependant portés, jusqu'à présent, à aucun acte répréhensible. On les surveille.

F<sup>7</sup> 3875**208. Belesta.**

I. LE PRÉFET DE L'ARIÈGE AU DIRECTEUR DE LA POLICE.  
— 19 janvier 1821.

Au début de décembre, projet de coalition des scieurs de long, pour obtenir 25 centimes par charge de planches au lieu de 15; un meneur, Antoine Labau, a reçu à titre de récompense une lettre de change de 300 fr. souscrite par ses compagnons. Un procès-verbal a été transmis au tribunal de Foix. Déjà des ouvriers ont redemandé du travail à l'ancien taux.

2. LE MÊME AU MÊME. — 27 janvier 1821.

Échec définitif de la coalition.

F<sup>7</sup> 9786. 7**209. Marseille.**

LE PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 22 janvier 1821.

Vous avez daigné approuver, le 14 décembre dernier, les dispositions de l'arrêté sur la police des mines que j'avais eu l'honneur de soumettre à M. le directeur général des ponts et chaussées et des mines.

Cet arrêté, basé sur l'acte du gouvernement du 3 janvier 1813, porte, article 10, qu'il sera proposé à V. E. la nomination d'un chirurgien ambulant qui devra parcou-

rir chaque exploitation pour être à portée de soigner les ouvriers malades, en exécution de l'article 16 du décret du 3 janvier précité.

J'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de V. E. la nomination du sieur Reinaud Joseph-Honoré-Symphorien, pour exercer cette place.

F<sup>2</sup> 1 1216

## 210. Montpellier.

LE PRÉFET DE L'HÉRAULT AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 25 janvier 1821.

Arrestation d'un gavot, qui a blessé un compagnon du devoir le 21 janvier, à onze heures et demie du soir, dans une rixe entre deux bandes.

F<sup>7</sup> 9786. 19

## 211. Perpignan.

I. LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 29 janvier 1821.

A l'occasion de l'installation à Barcelone d'un établissement de construction de machines, le consul de France <sup>1</sup> fait observer qu'un assez grand nombre de Français s'est rendu dans la capitale de cette province [la Catalogne] pour exercer diverses professions, et qu'au moyen des facilités que donne le nouveau système d'administration, il arrive que la plupart se dispense de se faire reconnaître à son consulat. Il en résulte des inconvénients assez graves que cet agent diplomatique ne cesse de représenter; mais les autorités du pays n'y font pas toujours droit et protègent au contraire ceux qu'elles croient utiles à l'industrie de la province.

1. C'était toujours de Gasville.

M. le consul pense qu'il serait à propos de refuser des passeports aux personnes qui appartiennent à nos manufactures ou qui exercent des arts industriels dont les lois défendent l'introduction à l'étranger. Il croit aussi qu'il serait nécessaire, toutes les fois qu'un passeport à l'étranger est délivré, d'y mentionner l'obligation de se présenter au consulat de France dans les villes où il en existe, lorsqu'un voyageur français y est appelé.

Il me semble que cette dernière précaution pourrait être considérée comme restrictive des droits des voyageurs et serait d'ailleurs très difficile à observer, si ceux-ci n'y étaient portés de leur propre gré. Quant aux premières réflexions, les mesures qui en sont l'objet sont toutes prévues par les règlements existants. Vous jugerez qu'il peut suffire, s'il n'y a point lieu à quelque nouvelle disposition, d'en recommander l'entière exécution.

L'expérience a d'ailleurs justifié jusqu'à présent, en ce qui concerne la Catalogne, que les individus qui peuvent servir les intérêts de cette province y sont admis sans passeport par des routes détournées et en employant les moyens propres à déjouer toute surveillance à la frontière.

2. NOTE DU CHEF DE LA 5<sup>e</sup> AU CHEF DE LA 3<sup>e</sup> DIVISION DE L'INTÉRIEUR. — S. d.

Il semble difficile de concilier les dispositions [de cette lettre] avec les principes du régime constitutionnel. D'ailleurs, refuser à un ouvrier la faculté d'aller exercer son industrie à l'étranger, quand il ne peut le faire dans son pays, c'est contracter l'obligation de l'occuper dans les temps où une moindre demande de produits manufacturés laisse une partie des manufactures dans l'inactivité.

3. NOTE DU CHEF DE LA 3<sup>e</sup> AU CHEF DE LA 5<sup>e</sup> DIVISION  
DE L'INTÉRIEUR. — S. d.

Avis conforme.

F<sup>r</sup> 9796

## 212. Paris.

BULLETIN DE POLICE. — 3 février 1821 <sup>1</sup>.

Les ouvriers orfèvres, employés dans les fabriques de couverts, paraissent avoir l'intention de se coaliser pour faire augmenter le prix des journées, quoique les moins adroits de ces ouvriers gagnent 5 fr. par jour et que quelques-uns soient payés à raison de 10 et même de 12 fr. On les surveille.

F<sup>r</sup> 3875.

## 213. Paris.

1. BULLETIN DE POLICE. — 6 février 1821.

Rassemblement de 50 ouvriers environ vers sept heures au Pont-au-Change pour aller vers la Grève.

Ces ouvriers ne se trouvaient ainsi réunis que parce que, a-t-on dit, M. Dufour, entrepreneur de bâtiments, qui les employait, ayant voulu les faire travailler le soir plus tard que de coutume, sans augmenter le prix de la journée, ils avaient tous ensemble quitté leurs travaux pour *faire grève* <sup>2</sup>. Des ordres sont donnés pour que ces ouvriers, qui ne se sont d'ailleurs portés à aucun excès, soient exactement surveillés.

F<sup>r</sup> 38752. LE PRÉFET DE POLICE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION  
DÉPARTEMENTALE. — 6 février 1821.

Lundi dernier, à sept heures du soir, sur les quais de la

<sup>1</sup> 1820 ms.<sup>2</sup> *Sic* ms.



Mégisserie et de la Grève, réunion assez considérable d'ouvriers munis de leurs outils et criant : 50 environ, revenant de l'atelier du sieur Dufour, entrepreneur de construction, rue de Rivoli, qui voulait augmenter les journées, mais non les salaires ; ils ont crié parce qu'ils étaient ivres, et sont rentrés chez eux avec calme.

F<sup>7</sup> 9787 20.

#### 214. Paris.

NOTE NON SIGNÉE. — 8 février 1821.

On cherche à exciter les ouvriers tonneliers, garçons des marchands de vin de la Rapée et de Bercy ; ils ont des réunions tous les soirs.

F<sup>7</sup> 9787. 20

#### 215. Saint-Ouen.

1. LE COLONEL DE LA 1<sup>re</sup> LÉGION DE GENDARMERIE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 11 février 1821.

Coalition d'une trentaine de tailleurs de pierre employés aux travaux du château de Saint-Ouen 1, pour faire augmenter leurs salaires et avoir une heure, au lieu d'une demi-heure, pour le repas. On recherche les meneurs 2.

2 LE PRÉFET DE POLICE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 7 mars 1821.

On n'a pu poursuivre les meneurs.

F<sup>7</sup> 9787 20

#### 216. Grenoble.

LE PRÉFET DE L'ISÈRE AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 19 février 1821.

Les corporations d'ouvriers offrent un autre moyen de

1. Louis XVIII, qui avait signé dans ce château sa fameuse ordonnance du 2 mai 1814, le fit reconstruire, de 1817 à 1823.

2. Cf. Bulletin de police, 11 février 1821, Arch. nat., F<sup>7</sup> 3875.

s'attacher des partisans, que la faction libérale n'a pas laissé échapper. Ces corporations salarient des médecins, qui nécessairement acquièrent une assez grande influence sur les individus qu'ils soignent. Le comité libéral, en se chargeant de cette dépense, a fait renvoyer les médecins qui ne lui convenaient pas, et les a remplacés par des hommes qui lui sont dévoués. Deux corporations seules ont échappé à ce genre de surprise, parce qu'averti à temps j'ai engagé les médecins à déclarer qu'ils renonçaient à leurs émoluments, dont je leur tiens compte sur les fonds que vous avez mis à ma disposition.

F<sup>7</sup> 4305.

## 217. Vannes.

### 1. LE PRÉFET DU MORBIHAN AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

— 27 février 1821.

Depuis 2 mois, grands travaux au port, occupant un nombre considérable d'ouvriers indigents; puis coalition, « par la malveillance », pour obtenir l'augmentation des salaires; arrestation de 6 meneurs, et aujourd'hui rentrée au travail de 100 ouvriers 1.

### 2. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DU MORBIHAN.

— 10 mars 1821.

Approbation.

F<sup>7</sup> 9787. 9.

## 218. Paris.

### BULLETIN DE POLICE. — 23 mars 1821.

Les rixes qui ont eu lieu depuis quelques jours entre les ouvriers nouvellement arrivés et les anciens maçons prennent un caractère plus grave. Il s'en est encore élevé

1. Cf. Bulletin de police, 7-8 mars 1821, Arch nat, F<sup>7</sup> 3794, qui attribue la coalition à la malveillance.

ce matin sur la place de Grève, et un de ces derniers, qui s'était porté à des voies de fait et qui de ses outils avait frappé à la figure et blessé son adversaire, a été arrêté. Les querelles qu'ils se font entre eux ont pour cause la facilité que mettent les nouveaux ouvriers à prendre de l'ouvrage à un prix de journée très modique, et il serait à craindre qu'il n'en résultât une coalition de la part de ceux qui veulent les forcer à élever ces prix. Des mesures sont prises pour maintenir ces ouvriers, s'ils essayaient de se porter à quelques excès.

F<sup>r</sup> 3875

219. I. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 31 mars 1821.

L'article 19, titre V, de la loi du 22 germinal an XI (1803), relative aux manufactures, fabriques et ateliers, attribue « au préfet de police à Paris, aux commissaires généraux de police, dans les villes où il y en a d'établis, et, dans les autres lieux, au maire ou à l'un des adjoints, la connaissance de toutes les affaires de simple police, entre les ouvriers et apprentis, les manufacturiers, fabricants et artisans ». Le même article porte « que ces autorités prononceront sans appel les peines applicables aux divers cas, selon le Code de police municipale ; qu'elles pourront, si l'affaire est du ressort des tribunaux de police correctionnelle ou criminelle, ordonner l'arrestation provisoire des prévenus, et les faire traduire devant le magistrat de sûreté ».

Postérieurement à la publication de cette loi, on a élevé la question de savoir par qui devraient être mises à exécution les décisions que les maires ou leurs adjoints seraient dans le cas de prononcer, en vertu de l'attribution que leur avait donnée l'article précité : telle fut la diffi-

culté sur l'objet de laquelle le département de l'intérieur jugea devoir, plusieurs fois, dans le cours des années 1804, 1805 et 1808, consulter le département de la justice.

Je vois, par les documents déposés au Bureau des arts et manufactures de mon ministère, qu'à la vérité cette question ne paraît jamais avoir été décidée, mais que néanmoins, dès l'année 1804, le ministre de la justice avait soumis au gouvernement un rapport sur l'exécution de la loi du 22 germinal an XI. Je trouve même, au nombre des pièces rassemblées à ce sujet, une copie dudit rapport<sup>1</sup>, ainsi que du projet d'arrêté dont il était accompagné; on y a joint une observation de laquelle il résulte qu'aucune décision n'est intervenue à cet égard.

1 Voici ce rapport, adressé au Premier Consul :

« L'exécution de la loi du 22 germinal dernier, concernant les manufactures, arts et métiers, présente, par rapport à la juridiction qu'elle donne au préfet de police de Paris, aux commissaires généraux de police et aux maires et adjoints, quelques difficultés sur lesquelles je crois devoir attirer votre attention

« L'article 19 de cette loi porte..

« Que doit-on entendre en cette matière par affaires de simple police ? Et quelles formes de procéder et de juger devra-t-on suivre ?

« Sur la première question, il me semble que la loi du 22 germinal dernier n'ayant établi aucune exception au principe consacré par les articles 153 et 600 du Code des délits et des peines, on ne peut, en cette matière comme en toute autre, entendre par *affaires de simple police* que celles qui ne donnent lieu qu'à une peine qui n'excède ni la valeur de 3 journées de travail ni 3 jours d'emprisonnement. Ainsi, comme dans tous les cas prévus par la loi du 22 germinal, les peines qu'elle prononce excèdent ce taux, le préfet de police de Paris, les commissaires généraux de police, les maires et adjoints ne sont point appelés à connaître des contraventions à ses dispositions; l'attribution qui leur est donnée par cette loi paraît devoir se borner à juger les délits résultant entre ouvriers, apprentis, fabricants et manufacturiers d'injures verbales, de rixes, de voies de faits et violences légères, tels que ces délits sont spécifiés par l'article 80 du Code des délits et des peines.

« Mais la deuxième question présente plus de difficultés, surtout par rapport aux maires et adjoints des campagnes. Aucune disposition de la loi du 22 germinal ne détermine le mode de procédure devant les maires et adjoints qu'elle investit du pouvoir de juger les affaires de simple police entre ouvriers et fabricants. Suivra-t-on les formes judiciaires, ou procé-

Sans chercher ici à démêler les motifs qui se sont opposés, dans le temps, à ce qu'on donnât, sur la loi relative aux manufactures, les explications demandées, je me bornerai à expliquer aujourd'hui le vœu que V. E. veuille bien se faire rendre compte de l'état des choses, et provoquer, s'il y a lieu, soit une loi qui supplée au défaut de développement de la première, soit au moins une ordonnance interprétative de ses dispositions.

dera-t-on par voie administrative ? Les maires et adjoints prononceront-ils sur les dommages-intérêts des parties ? Leurs décisions seront-elles susceptibles d'être attaquées par la voie de cassation ?

« Si l'on considère l'attribution donnée aux maires et adjoints comme le rétablissement, en cette matière, du tribunal de police municipale que la loi du 22 juillet 1791 avait créé, il est clair que les formes judiciaires doivent être suivies ; car alors le maire ou l'adjoint composerait le tribunal de simple police municipale, comme le juge de paix ou l'un de ses suppléants compose le tribunal de simple police ; et il faudrait procéder devant le maire ou l'adjoint comme on procède devant le juge de paix ou son suppléant, suivant les règles prescrites par le titre I<sup>er</sup>, livre II, du Code des délits et des peines. En conséquence, il faudrait pour chaque délit ou une citation ou la comparution contradictoire des parties ; une audience publique, une instruction à l'audience ; des conclusions du ministère public, un jugement en forme, qui contiendrait les motifs de la décision et les dispositions de la loi appliquée. Il conviendrait pour cela qu'il y eût dans chaque commune un lieu convenable pour servir d'auditoire et de dépôt des pièces de procédure et des minutes des jugements. Le secrétaire de la mairie servirait de greffier, et l'adjoint du maire remplirait les fonctions de ministère public. Dans cette hypothèse, point de doute que le maire, qui composerait un véritable tribunal, ne pût prononcer sur les dommages-intérêts des parties ; point de doute non plus que ses décisions, qui seraient de véritables jugements, ne fussent susceptibles d'être attaquées par la voie de cassation, que la loi du 22 germinal semble même avoir réservée en n'interdisant que la voie de l'appel.

« Mais entre-t-il bien dans les vues du gouvernement, dans l'esprit de la loi du 22 germinal, que la décision des affaires de simple police concernant les ouvriers et les fabricants soit environnée de toutes les formes judiciaires ? Je ne le pense pas.

« Le but du gouvernement en faisant attribuer, par la loi du 22 germinal, aux maires et adjoints le pouvoir de juger ces sortes d'affaires a été, ainsi qu'il le fait connaître dans l'exposé des motifs de cette loi, de remettre entre les mains des officiers municipaux une espèce de pouvoir domestique qui les investit seuls, à l'exclusion des tribunaux de police, de l'autorité nécessaire pour régler les différends entre les ouvriers mêmes et entre eux et ceux qui les emploient, de manière à ce que les

La demande que je vous adresse est particulièrement motivée sur une circonstance qui s'est présentée, il y a peu de temps : le directeur d'une manufacture établie à Mortagne s'était plaint au maire de cette ville de l'un de ses ouvriers, qui, contre sa défense expresse et au mépris des règlements intérieurs de la maison, avait fait la faute de s'absenter des ateliers, pendant plusieurs jours, et même, à ce premier sujet de mécontentement, avait

affaires considérées comme discussions de famille en conservent le caractère et soient décidées par une autorité presque paternelle, sans les formes plus ou moins dispendieuses que suivent les procédures devant les tribunaux.

« Ce but serait entièrement manqué si l'on considérait chaque maire ou adjoint comme institué par la loi du 22 germinal en tribunal de police municipale, si on l'astreignait à rendre ses décisions avec toute la régularité des jugements des tribunaux et si l'on assujettissait les parties à suivre les formes lentes et dispendieuses de la justice.

« De quelle utilité, d'ailleurs, pourrait être, dans cette hypothèse, l'attribution donnée aux maires et adjoints ? Il semble qu'au lieu de servir la chose publique, de favoriser les arts, les manufactures, on n'aurait fait qu'embarrasser et entraver la marche de la justice ; car s'il faut suivre, devant les maires, les mêmes formes que devant les juges de paix, il était plus avantageux de laisser à ceux-ci la connaissance des affaires dont il s'agit. Les tribunaux qu'ils composent sont tout formes ; ils ont leur greffier, leur auditoire, leur greffe, ils sont familiarisés avec les formes qu'ils doivent suivre, les parties trouvent facilement près d'eux et de leurs greffiers les instructions dont ils peuvent avoir besoin, et il serait très difficile de rencontrer tout cela dans les maires de certaines communes.

« Je pense donc que la loi du 22 germinal, en attribuant aux maires et adjoints la connaissance des affaires de simple police entre les ouvriers et les fabricants, a voulu en même temps dégager la décision de ces affaires de toutes les formes judiciaires et qu'ainsi ces maires et adjoints doivent les juger par voie administrative. C'est en jugeant ainsi administrativement que, suivant les intentions du gouvernement et le vœu des législateurs, ils exerceront une autorité vraiment paternelle ; les discussions qui s'engageront devant eux n'auront point l'éclat ni l'apreté des débats judiciaires ; ce seront des discussions de famille ; leurs discussions seront à l'abri des attaques de la chicane, puisqu'elles seront dispensées de toutes formalités ; elles seront aussi moins onéreuses aux parties, puisque la dispense des formes sera une exemption de frais. Mais en jugeant administrativement, les maires et adjoints pourront-ils prononcer sur les dommages-intérêts des parties ? Ce qui pourrait en faire douter, c'est cette disposition de l'article 19 de la loi du 22 germinal, qui porte « qu'ils prononceront les peines applicables aux divers cas ». Il semblerait qu'ils n'ont d'attribution que pour prononcer les peines. Cependant, comme l'inten-

joint ensuite des insultes. En examinant les dispositions de la loi du 22 germinal an XI et après avoir pesé le délit imputé, le maire s'est cru compétent pour prononcer; il a fait en conséquence au délinquant l'application des peines de simple police, et il a rendu un jugement qui le condamnait à 24 heures de prison; mais à peine l'ouvrier a-t-il été incarcéré que M. le procureur du roi de l'arrondissement est intervenu et a ordonné sa mise en liberté, sous le motif que la loi dont le maire s'est autorisé se trouve abrogée et que les tribunaux seuls sont juges d'une telle nature de délits.

tion des législateurs a été de donner aux maires et adjoints les moyens d'éteindre entièrement les débats qui pourraient s'élever entre les ouvriers et les fabricants, et que d'ailleurs les dommages-intérêts font partie de la réparation du délit, je crois qu'en même temps qu'ils appliqueront les peines, ils devront statuer sur les dommages-intérêts, s'il en est demandé.

« Quant au recours en cassation, il ne pourrait, dans cette deuxième hypothèse, avoir lieu. Les décisions étant purement administratives et dégagées de toutes les formes judiciaires, les actes qui les contiendraient ne pourraient être réformés, en cas d'exces et d'abus de pouvoir, que par l'autorité administrative supérieure.

« Une dernière difficulté qu'il importe de prévenir est de savoir comment on pourra juger des délits de simple police par voie administrative. La marche la plus simple en ce cas sera la plus convenable. Le maire instruit soit par une dénonciation écrite ou verbale, soit de toute autre manière, qu'un délit de simple police a été commis par un ouvrier envers un autre ouvrier ou envers le fabricant qui l'emploie, ou par celui-ci envers un ouvrier, fait donner aux deux parties des avertissements de se présenter devant lui à jour et heure fixes. Au jour déterminé, il dresse procès-verbal de la comparution ou non-comparution des parties, de leurs dires respectifs, s'ils en font. Il entend, s'il y a lieu, les témoins amenés ou indiqués; et il prononce ensuite, sans formalités, sans frais, soit la peine encourue, soit l'absolution du prévenu, et les dommages-intérêts, s'il en est demandé. C'est une autorité vraiment paternelle qui agit, un tribunal vraiment domestique qui prononce. Il n'y a point d'huisier, point de citations, point de frais d'enregistrement et de timbre. Le délinquant est puni, mais il n'est point humilié, agri par l'emploi des formes judiciaires; il n'est pas surtout écrasé par la multiplicité des frais, et la réconciliation si nécessaire entre gens qui doivent continuer de vivre ensemble est plus facile et plus sûre.

« Je vous propose, en conséquence, Citoyen Consul, le projet d'arrêté ci-joint. » (Arch. nat., BB<sup>18</sup> 1004.)

Je ne puis m'empêcher de faire observer qu'à mon avis on ne saurait, sans inconvénients, soustraire la connaissance d'affaires si peu importantes à l'autorité toute paternelle de l'administration municipale pour les soumettre aux formalités lentes et dispendieuses des tribunaux ordinaires.

Quoi qu'il en soit, le maire de Mortagne demande maintenant à connaître la loi qui a retiré aux maires la police des manufactures et leur juridiction dans les affaires de simple police.

Je ne serai en mesure, Monsieur, de répondre d'une manière satisfaisante à la question de ce fonctionnaire, qu'après que V. E. aura bien voulu me faire part, à ce sujet, de tous les éclaircissements convenables.

2. LE MINISTRE DE LA JUSTICE AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — 4 juillet 1821.

Les termes dans lesquels l'article 19 est conçu n'indiquent pas suffisamment que le législateur ait eu l'intention de rétablir la juridiction de police municipale telle qu'elle avait été organisée par la loi du 22 juillet 1791<sup>1</sup>; on ne trouve d'ailleurs, dans la première partie de cette loi (celle qui a spécialement pour objet la police municipale), aucune disposition particulière qui ait rapport à la police intérieure des manufactures et ateliers. Il est plus vraisemblable que la loi du 22 germinal an XI avait voulu seulement conférer aux maires une sorte d'autorité paternelle propre à maintenir habituellement le bon ordre et la subordination dans les ateliers, sans qu'il fût nécessaire de recourir à l'autorité des tribunaux, et qu'à cet effet on jugea convenable d'autoriser les maires à pro-

1. Décret du 19 juillet 1791, sanctionne le 22, sur la police municipale et correctionnelle, titre I<sup>er</sup> (*Collection Baudouin*, juillet 1791, p. 216 et suiv.).



noncer, par voie de police administrative et sans s'astreindre aux formes judiciaires, les peines de simple police qu'auraient pu encourir les ouvriers ou apprentis pour raison d'injures, voies de fait ou violences légères commises soit entre eux, soit envers les maîtres qui les emploient et réciproquement. L'article 19 de la loi de germinal an XI, entendu dans ce sens, aurait créé une exception au droit commun et dérogé implicitement aux règles établies par le Code de brumaire an IV <sup>1</sup>; pour le jugement des contraventions de police, on ne reconnaissait sous l'empire de ce Code qu'une seule espèce de tribunaux de police : ils étaient tenus par le juge de paix du canton, assisté de deux assesseurs. Postérieurement, les assesseurs furent supprimés et les juges de paix connurent seuls des matières de simple police. Ce n'est que par le Code d'instruction criminelle de 1808 que la juridiction des maires a été rétablie en partie, mais seulement dans les communes qui ne sont pas chef-lieu de canton, et l'article 166, qui détermine leur compétence relativement à certaines contraventions commises dans l'étendue de leur commune, leur interdit expressément la connaissance des contraventions attribuées exclusivement aux juges de paix par l'article 139 <sup>2</sup>. Or, les injures verbales sont au nombre des matières réservées par cet article aux juges de paix, et si les maires considérés comme juges de police ne peuvent aujourd'hui connaître de cette espèce de contraventions, assez fréquente entre les ouvriers ou apprentis et les chefs des manufactures ou ateliers, je ne

1. Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV (*Collection Baudouin*, brumaire an IV, p. 111 et suivantes) Cf. l'art 5 (*Dispositions préliminaires*) : [L'action publique] « est exercée... par des fonctionnaires spécialement établis à cet effet. »

2. Livre II, titre I<sup>er</sup>, chap. 1<sup>er</sup>, § 1 et 2

vois pas de quelle utilité pourrait être l'attribution particulière qui leur a été faite par la loi de germinal an XI.

Au reste, la disposition isolée de cette loi obscure par elle-même n'ayant été confirmée par aucune loi postérieure ni par aucun acte du gouvernement propre à en assurer l'exécution, quoique la proposition en ait été faite dans le temps et ait été soumise au Conseil d'État, qui, sans doute, n'a pas jugé à propos d'y donner suite, je pense qu'elle peut être considérée comme implicitement abrogée par le Code d'instruction criminelle, ou du moins que les maires ne peuvent aujourd'hui connaître des contraventions dont il s'agit que comme juges de police en se renfermant dans les limites tracées par le nouveau Code et en suivant les formes qu'il a établies pour les tribunaux de police.

BB<sup>18</sup> 1004 3 C/6131

220. CONSEIL DES MANUFACTURES. — 5 avril 1821.

*Rapport de la commission des toiles* <sup>1</sup>. — Vous avez renvoyé, Messieurs, à l'examen de votre commission des toiles deux mémoires de la chambre consultative des manufactures de Valenciennes et Cambrai. Ces mémoires ont pour objet d'obtenir, entre autres dispositions :

1° L'approbation d'un projet de règlement sur la fabrication des batistes, linons et gazes...

Nous avons donné toute notre attention au projet de règlement proposé et nous y répondons par les observations suivantes :

Ce projet, qui a pour objet de régulariser par des règlements la fabrication des batistes, linons et gazes, quoique ayant réuni, dit-on, l'assentiment des deux villes de

1. MM. d'Ocagne, Calenge, Bellangé. Le rapport est daté du 21 mars 1821.

Cambrai et de Valenciennes, paraît au contraire à votre commission une mesure peu utile à la prospérité du commerce et très défavorable à la liberté industrielle de ces deux villes. Cette mesure n'offrirait que de fâcheux résultats, car un pas de plus, et les corporations et les maîtrises seraient demandées de nouveau. Il est reconnu que pour pouvoir innover, faire des essais, simplifier, corriger de vieilles habitudes, perfectionner les produits industriels, le commerce veut être libre et indépendant. D'ailleurs, le projet qui tend à proposer d'assujettir la fabrication à des mesures déterminées n'est nullement en harmonie avec les lois existantes, qui n'autorisent rien de semblable; au contraire, l'article 2 de l'arrêté pris par S. E. le ministre de l'intérieur à la date du 28 mars 1812, pour l'exécution du décret du 12 février précédent <sup>1</sup>, porte que le mesurage des étoffes et des toiles pourra se faire avec une mesure égale à 12 décimètres, laquelle prendra le nom d'aune. Il résulte de là bien évidemment que l'usage d'une telle aune est simplement facultatif, que, dès lors, rien ne s'oppose à ce qu'on se serve de mètre pour mesure. Aucune loi spéciale n'ayant statué sur la longueur du pli de la toile ni sur le mode de pliage, il est par cela même permis au fabricant comme au marchand de combiner la longueur des plis dans les proportions soit du mètre, soit de l'aune usuelle, suivant qu'il convient le mieux à ses besoins ou à son commerce. D'après ces principes et les réflexions qui en sont la conséquence, nous ne pensons pas qu'il y ait lieu d'approuver le projet de règlement proposé.

F12\* 196

1. Décret concernant les poids et mesures (*Bulletin des lois*, 421, n° 7691, p. 166-167) L'article 2 porte « Notre ministre de l'intérieur fera confectionner, pour l'usage du commerce, des instruments de pesage et mesurage qui présentent, soit les fractions, soit les multiples desdites unités

224. CONSEIL DES MANUFACTURES — 24 avril 1821.

M. le vice-président annonce que l'objet de la réunion extraordinaire de ce jour est de s'occuper de la demande qui vient d'être reproduite auprès des Chambres <sup>1</sup> pour le rétablissement des corps de marchands et des communautés d'arts et métiers. Il ajoute que la commission centrale, composée de MM. les présidents de chacune des autres commissions du Conseil, s'est réunie à cet effet, a discuté cette question et a préparé un projet de délibération qui va être soumis au Conseil.

Il lui est en conséquence fait lecture de ce travail qui donne lieu à différentes considérations présentées par plusieurs membres, tant sur le fond que sur la rédaction.

Après les divers changements nécessités par ces observations, le projet de cette délibération est définitivement arrêté à l'unanimité, dans les termes suivants et signé séance tenante par tous les membres présents :

« Le Conseil général des manufactures établi près le ministère de l'intérieur a pris connaissance de la pétition qui vient d'être adressée aux Chambres et dans laquelle quelques marchands de Paris, se disant les délégués des marchands et artisans de la capitale, reproduisent une requête déjà présentée pour solliciter le rétablissement des corps de marchands et des communautés d'arts et métiers.

« Relativement à la forme, le Conseil relèvera d'abord l'inconvenance d'une demande rédigée par un avocat pour

le plus en usage dans le commerce, et accommodés au besoin du peuple »

<sup>1</sup> Voy. pour l'opposition de la chambre de commerce de Paris, le *Moniteur universel*, 24 mars 1821, p. 398, contenant sa protestation du 14, signée par Pillet-Will, le baron Davillier, François Delessert et Odier.

quelques individus qui se donnent à eux-mêmes une mission qu'ils prétendent indûment avoir reçue et sur l'objet de laquelle les véritables commettants n'ont pas pu être et n'ont pas en effet été consultés. Cette délégation est même si peu justifiée, que ce motif a paru suffisant à la Cour des pairs pour écarter la pétition par l'ordre du jour, dans la séance du 3 avril dernier <sup>1</sup>.

« Il est de plus assez remarquable qu'en préconisant l'utilité des corporations et en sollicitant leur rétablissement, sous le prétexte plus spécieux que fondé de l'avantage du commerce et de l'industrie, on évite de faire parvenir cette demande par l'intermédiaire des seules institutions actuelles reconnues par le gouvernement et qui ont été spécialement créées pour être auprès de l'autorité les organes et les interprètes des vœux comme des besoins de deux branches aussi précieuses de la richesse publique. La chambre de commerce de Paris n'est point, comme on le suppose à tort, un conseil de commerce sans caractère, désigné par la préfecture. *Elle est instituée légalement, choisie par ses pairs*, et elle se recrute successivement de manufacturiers et négociants distingués par leurs lumières. L'opinion unanime que cette chambre a manifestée à différentes époques sur l'objet de la requête dont il s'agit fait d'autant plus d'honneur aux principes qui dirigent ses membres, que, pris individuellement, ils gagneraient sans doute au rétablissement des corporations dont il est probable qu'ils deviendraient les chefs; mais ils savent faire le sacrifice d'avantages personnels momentanés à l'intérêt permanent bien entendu des classes laborieuses de la société.

« Au fond, quand bien même cette chambre et toutes

celles du royaume se réuniraient aux pétitionnaires pour demander les jurandes et maîtrises, il n'en demeurerait pas moins constant, pour tout homme impartial et véritablement instruit en matière de commerce et de manufacture, que le prétexte du bien public dont se couvre la pétition ne cache réellement que le désir de créer un monopole odieux, profitable à quelques individus au détriment des masses industrielles.

« Le Conseil général des manufactures a aussi débattu cette question dans plusieurs circonstances, notamment en 1818 <sup>1</sup>, et il était resté convaincu, à l'unanimité moins un seul de ses membres, que cette ancienne institution, réprouvée par les esprits justes, antérieurement même à la Révolution, ne saurait être rétablie sans faire perdre à notre industrie les immenses avantages obtenus avec la liberté dont elle a joui depuis trente ans. Le Conseil persiste aujourd'hui unanimement dans la même opinion, persuadé qu'en éteignant toute émulation, nous rétrograderions vers l'enfance des manufactures, à la grande satisfaction de nos rivaux, qui sont si directement intéressés pour recueillir le fruit de nos erreurs qu'une telle insistance dans cette demande pourrait bien n'être qu'une suggestion de leur industrie jalouse.

« Le témoignage des faits est irrécusable. Nos progrès dans tous les genres de fabrication, depuis que l'industrie est délivrée de ses entraves, en disent plus contre les corporations que toutes les déceptions de l'intérêt, de la paresse et de la vanité ne peuvent prouver en faveur de leur rétablissement.

« Le seul motif plausible que l'on puisse alléguer repose uniquement sur la nécessité de réprimer ou de prévenir

<sup>1</sup> Voy p. 333, n. 1

quelques abus qui se sont introduits dans l'exercice des professions commerciales et industrielles.

« Le Conseil, persuadé que la législation actuelle, exécutée strictement, suffirait à l'entière répression des abus vrais ou supposés contre lesquels on se récrie, ne peut voir sans effroi, pour l'existence à venir de nos manufactures et pour la fortune publique, invoquer comme une garantie la création des jurandes et maîtrises. »

Le Conseil arrête que la délibération ci-dessous, signée de tous les membres présents, sera adressée à S. E. le ministre de l'intérieur par M. le vice-président <sup>1</sup>.

F<sup>12</sup>\* 196.

222. I. CONSEIL DU COMMERCE. — 27 avril 1821.

Un membre appelle son attention sur les démarches qui se renouvellent auprès des Chambres pour solliciter le rétablissement des corps de marchands et des communautés d'arts et métiers. Il pense que cette question est assez grave et intéresse trop le commerce en général pour que le Conseil y demeure étranger et ne manifeste point son opinion à ce sujet, ainsi que l'a fait la chambre de commerce de Paris, dont il paraît que l'exemple a déjà été suivi par le Conseil général des manufactures. Le même membre croit devoir communiquer à cette occasion l'extrait d'une lettre du Havre, en date du 21 de ce mois, de laquelle il résulte que les ouvriers calfats, ne trouvant pas le prix de leurs journées assez élevé à 3 fr. et voulant le porter à 3 fr. 50, se sont établis en espèce de

1. Ce texte, depuis : « Le Conseil général des manufactures établi... », est reproduit dans la brochure éditée par le ministère et intitulée : *Délibérations des Conseils généraux du commerce et des manufactures, établis près du ministère de l'intérieur, sur le rétablissement demandé des corps de marchands et des communautés d'arts et métiers*, s 1 n. d., in-18, p 33-37, dont on trouvera un exemplaire dans Arch. nat., AD XI 65

corporation, ont rédigé des statuts, nommé des syndics et formé un bureau, où le commerce aurait été tenu d'aller chercher des ouvriers et de prendre ceux qui lui auraient été donnés. Ces prétendus statuts, ayant été dénoncés au procureur du roi pour en poursuivre les auteurs comme coupables du délit de coalition d'ouvriers, ont été promptement annulés et la journée de travail rétablie à 3 fr.

Différentes considérations générales sont présentées par plusieurs membres dans l'intérêt bien entendu de l'industrie, qui ne pourrait que souffrir du rétablissement demandé.

Un membre fait sentir combien, dans l'état actuel des choses, il y aurait de difficultés, pour ne pas dire même d'impossibilité à former en corporations diverses professions industrielles. Il prend, à cet égard, pour exemple la classe des filateurs, qui maintenant réunissent presque tous, dans leurs établissements de filature, les ateliers de menuiserie, serrurerie, etc., nécessaires à la confection des machines. Il ajoute que cette hypothèse se présentant aussi dans beaucoup d'autres genres d'industrie, où les fabricants sont à la fois tisserands, fileurs, apprêteurs, etc., on ne saurait plus à quelle classe il faudrait agréger de préférence leur industrie principale, en leur interdisant l'exercice de toutes les autres. Le même membre pense donc que les prétentions élevées pour le retour des corporations échoueront constamment contre l'impossibilité d'en présenter un bon système susceptible d'être mis à exécution.

Un autre membre rappelle les obstacles et les entraves de tous genres qui ont failli empêcher l'établissement à Paris de la fabrication des papiers de tenture, qui est maintenant portée à un si haut degré de perfection et dont les produits se répandent avec tant d'avantage dans



toute l'Europe. Les premiers propagateurs de cette industrie nouvelle alors étaient forcés de créer et fabriquer eux-mêmes leurs outils et leurs machines, mais, comme les corporations existaient encore, ils étaient arrêtés à chaque pas par les syndics des corps autorisés à regarder toute découverte industrielle comme un empiétement sur leurs privilèges. La liberté rendue au génie inventif a pu seule donner à l'industrie cet élan et cette impulsion dont la France a jusqu'ici retiré des résultats si précieux et qui ne peuvent plus être comprimés sans tarir l'une des sources les plus abondantes de la richesse publique.

Un troisième opinant envisage la question sous le point de vue moral des liens d'affection qui se sont formés depuis trente ans entre les maîtres et les ouvriers et qui ont eu pour résultat que, dans bien des circonstances difficiles, les propriétaires de grands établissements n'ont pas renvoyé leurs ouvriers, lorsque les travaux venaient à diminuer. Il pense que les corporations, en se rétablissant pour les maîtres comme pour les ouvriers, rompraient ces liens et ces rapports établis sur des intérêts mutuels, que diviserait nécessairement les prétentions de corps inhérentes à toutes les associations.

Quoi qu'il en soit, au surplus, de ces diverses considérations, le Conseil, persuadé que, dans une question aussi importante, son avis ne peut être improvisé, arrête à l'unanimité qu'une commission spéciale, composée séance tenante de MM. F. Delessert, J. Lefebvre et Pillet-Will, lui présentera un projet de délibération qui sera ultérieurement discuté et mis ensuite sous les yeux de S. E. le ministre de l'intérieur.

2. CONSEIL DU COMMERCE. — 18 mai 1821.

...Au nom de la commission spéciale nommée dans la séance du 27 avril dernier, M. Pillet-Will présente le rapport sur le rétablissement demandé des corps de marchands et des communautés d'arts et métiers <sup>1</sup>.

Au nom de la même commission, M. Lefebvre donne lecture d'un projet de délibération à prendre par le Conseil et qui offre le résumé des principes et des considérations développés dans ce rapport.

Après la lecture de ces pièces, M. le vice-président <sup>2</sup> invite ceux des membres qui auraient des objections ou des observations à présenter à prendre la parole.

Un membre, qui ne partage pas entièrement l'avis de la commission, demande à motiver son opinion. Suivant lui,

1. Des 1817, Pillet-Will avait produit une *Réponse au mémoire de M. Levacher-Duplessis* (s. l. [Paris, Didot], s. d., in-8, 68 p. : Cf. un exemplaire aux Archives nationales, AD XI 65), où il rappelle les critiques faites contre le système corporatif par Vital Roux, en 1805, dans un rapport imprimé par ordre de la chambre de commerce de Paris, et par J.-B. Say dans un cours inédit fait à l'Athénée en 1816, et dont une partie est reproduite par Pillet-Will (p. 4-10). Il s'étonne que M. Levacher-Duplessis n'ait pas publié les noms des signataires, et que, « dans un mémoire consacré, selon lui, à plaider la cause du commerce, il traite les négociants, les marchands et artisans d'une manière aussi injurieuse qu'inconvenante ». Ce sont les troubles politiques, et non la liberté commerciale, qui ont fait du mal au commerce français. Smith et J.-B. Say ont prouvé tous les avantages de la liberté. L'existence de petites fabriques disséminées dans tout le pays, l'industrie à domicile, très développée dans les campagnes, s'opposent d'autre part à la formation de nouveaux corps et communautés. L'Angleterre n'est pas soumise universellement au système des jurandes, et c'est la liberté qui a fait la richesse de Birmingham et de Manchester. Lutter contre la fraude, organiser des primes, voilà les moyens d'exciter et de développer le commerce en France. D'ailleurs, sous l'ancien régime même, les corporations ont été condamnées irrévocablement par le grand édit de 1776, dont le préambule est publié en appendice. — Contre l'opuscule de Pillet-Will, Levacher-Duplessis ne réplique que quelques mots dans l'Appendice de son *Mémoire*, où il s'en prend exclusivement à la documentation historique de son contradicteur (p. 9, n. 1)

2. Duvergié de Hauranne.

nul doute que les corporations ne peuvent être maintenant rétablies, telles qu'elles existaient autrefois et avec les abus qu'on leur reprochait; il ne croit pas que ce soit le but des personnes qui les sollicitent ou les désirent, mais, en même temps, il ne pense pas non plus que l'on doive se prononcer d'une manière aussi générale et dans un sens aussi absolu contre le retour d'institutions qui, à son avis, offraient des avantages réels et qui pourraient être aujourd'hui améliorées et dégagées des inconvénients qu'elles entraînaient pour le progrès de l'industrie. L'opinant estime que, sans privilèges pour les procédés de fabrication et sans limitation pour le nombre des individus, les corporations deviendraient utiles à la répression de quelques abus signalés dans l'état présent des choses. A cet égard, il cite l'exemple des infidélités qui se commettent dans l'emploi des matières premières et de fabrication de dorures fausses dans les fabriques de Lyon, délits qui, dans son opinion, ne peuvent être atteints par la législation actuelle, et dont l'impunité, par rapport aux dorures fausses, nous a fait perdre une branche très importante de commerce avec l'étranger. Le même membre ne trouve pas que la liberté illimitée de l'industrie ait été, comme on paraît le croire, l'unique cause de la prospérité des manufactures de Lyon, et il pense, en s'appuyant des exemples précédents, que la situation de la fabrique de Lyon elle-même justifierait plutôt l'opinion contraire.

En se reportant ensuite au passage du rapport qui considère l'institution des prud'hommes comme pouvant suppléer avec avantage les anciennes corporations, il conteste les conséquences que l'on a déduites de l'utilité des conseils de prud'hommes; il croit qu'ils n'ont pas une force suffisante pour remédier aux abus et qu'il faudrait y ajouter des dispositions législatives ou réglemen-

taires d'après les besoins ou les demandes des localités pour parvenir à leur donner le degré d'utilité dont ils manquent à présent. En définitif, l'opinant se résume en déclarant : 1<sup>o</sup> qu'il est bien éloigné de voter le rétablissement des anciennes corporations et surtout par une mesure générale ; 2<sup>o</sup> qu'il serait disposé à adhérer aux vues présentées dans le rapport et la délibération, si le Conseil croyait devoir s'y exprimer d'une manière moins tranchante contre le retour des corporations mal définies dans son idée, afin de ne point exaspérer les opinions contraires et de ne pas repousser entièrement l'examen du rétablissement partiel de ces institutions, lorsqu'elles seraient demandées par les parties intéressées et jugées utiles par le gouvernement. Il annonce qu'avec ces modifications à l'avis à émettre par le Conseil, il obtiendrait son assentiment.

Un autre membre demande à réfuter ces observations. Sans contester l'exactitude de celles relatives aux abus signalés dans la fabrique de Lyon, il explique toutefois comment la dissémination actuelle des ouvriers sur une grande étendue de territoire peut faciliter à ceux qui se rendent coupables de vols les moyens d'échapper aux peines qu'ils devraient encourir. Mais il remarque en même temps que, le régime dont on demande le retour ne pouvant s'appliquer aux ouvriers isolés répandus dans les campagnes, les mêmes délits pourront également se reproduire sous le système des corporations. Il pense qu'on atteindrait plus facilement ce but en donnant plus d'extension et de force à l'institution des conseils de prud'hommes. Quoi qu'il en soit, l'opinant abandonne comme tout à fait secondaire l'examen de cette question, qui lui paraît rentrer d'ailleurs dans les attributions du Conseil des manufactures, et il est d'avis que celui du commerce,

appelé à se prononcer sur la question générale, doit en principe se prononcer contre le rétablissement des anciennes corporations, puisque ce sont elles qui forment l'objet de la demande soumise à la délibération. A cet égard, il remarque avec plaisir que l'orateur, dont il essaie de réfuter quelques arguments, reconnaît lui-même au fond le danger et l'impossibilité actuelle de tenter ce rétablissement tel qu'il est sollicité par les signataires du mémoire distribué aux Chambres.

L'opinant ne croit point au surplus devoir laisser sans réponse les réflexions présentées sur la situation actuelle de la fabrique de Lyon comparée à ce qu'elle était autrefois. Suivant lui, si, dans l'enfance des manufactures de cette ville, il fut nécessaire et utile de donner des règlements particuliers et des limites aux procédés de fabrication, pour diriger des ouvriers encore inexpérimentés et inhabiles, cette mesure, justifiée par les circonstances, pouvait l'être aussi par la considération suivante, savoir qu'alors la fabrique de soierie était pour l'Europe presque exclusivement concentrée à Lyon et n'avait à redouter aucune concurrence au dehors. Mais depuis trente ans, et surtout aujourd'hui que l'étranger nous offre tant de rivaux en ce genre, si ces mêmes règlements eussent été maintenus, nul doute que notre industrie ne fût restée stationnaire et n'eût même rétrogradé, au lieu d'acquérir, comme elle l'a fait dans cet espace de temps, une supériorité et une prospérité incontestables.

M. le vice-président consulte le Conseil sur la question de savoir s'il comprendra dans l'énoncé de son opinion l'idée émise sur le perfectionnement à demander des dispositions qui régissent maintenant les conseils de prud'hommes.

Plusieurs membres s'y opposent, en faisant observer

que cet examen appartient essentiellement au Conseil des manufactures ; qu'il est convenable d'ailleurs de le laisser provoquer par les localités intéressées ; qu'il n'est pas possible d'improviser de telles dispositions loin de ces mêmes intérêts ; qu'enfin il serait sans utilité actuelle de soulever une question de cette nature, puisqu'il ne s'agit en ce moment que de se prononcer pour l'affirmative ou la négative sur le rétablissement demandé des corps de marchands et des communautés d'arts et métiers.

A l'unanimité moins une voix, le rapport et la délibération sont adoptés ; on décide d'en faire demander l'impression et la distribution à la Chambre des pairs, à la Chambre des députés et aux chambres de commerce.

### 3 RAPPORT AU CONSEIL DES FABRIQUES.

Messieurs, il y a quelques années, un mémoire sur le rétablissement des corporations et sous le titre de *Requête au Roi* fut publié et affiché avec profusion dans tout Paris ; on devait croire qu'il n'en serait plus question ; cependant, ce mémoire vient d'être tout nouvellement distribué aux deux Chambres. Des tentatives plus sérieuses ont été faites dans celle des députés.

Le Conseil général des manufactures et la chambre de commerce de Paris ont pris une délibération à ce sujet, et, vu son importance, vous avez chargé une commission de vous faire un rapport sur la même question.

Sans titre, sans qualité, on parle au nom du commerce, et vous savez, Messieurs, que le commerce est généralement opposé aux corporations comme destructives de l'industrie : nous aurons à démontrer que cette opposition est fondée.

Vous devez bien penser que nous ne retracerons point ce que cet écrit a d'injurieux pour le commerce ; le dégoût

que nous éprouverions vaincrait la volonté que nous aurions de le faire : que répondre d'ailleurs à ceux qui attestent que « les professions industrielles et commerciales sont livrées à la plus honteuse licence ; qu'elles ne connaissent plus ni frein, ni règle, ni police ; que le commerce d'improbité seul prospère ; enfin, que les vingt-cinq années qui viennent de s'écouler ont vu plus de banqueroutes frauduleuses que les deux siècles qui les ont précédées ? » De telles assertions sont indignes d'être réfutées et nous les laissons pour ce qu'elles valent <sup>1</sup>.

Pour motiver le rétablissement des corporations, on vous a dit que « les grandes manufactures peuvent seules élever à une haute prospérité l'industrie d'une nation ; que cette industrie est écrasée par la concurrence ; qu'elle est surchargée d'artisans et de marchands de toutes professions qui ne peuvent plus subsister ; que la France est inondée d'une quantité de marchandises dont les prix s'avilissent et qu'une consommation qui décroît tous les jours ne peut absorber ».

Il faut être bien étranger aux changements qui se sont opérés pour ignorer qu'aujourd'hui la France est couverte d'établissements dont les produits, de plus en plus perfectionnés par la liberté de l'industrie, se vendent avec profit et sont, pour ainsi dire, insuffisants aux besoins de la consommation et aux exportations qui, chaque année, augmentent et nous enrichissent de tout ce que la main-d'œuvre ajoute aux matières premières.

La douane pourrait donner des notions exactes sur l'impôt annuel que nous paient les besoins, le luxe et la mode

<sup>1</sup> Le texte de la *Requête* de Levacher-Duplessis, p 5, est ici légèrement modifié par le rapporteur.

de l'étranger. Le Conseil général des manufactures dirait que les artisans sont partout occupés, qu'ils vivent de leur travail, remplissent leurs devoirs, élèvent et font instruire leurs enfants; que nulle part il n'existe d'encombrement de produits qui en avilisse les prix.

Ne voyons pas avec un sentiment de crainte se multiplier le nombre des producteurs : ils sont utiles et jamais dangereux pour l'État. La concurrence excite le zèle, anime le génie et enfante les decouvertes. Avec elle, tout monopole est impossible, et les consommateurs sont garantis contre tout bénéfice exorbitant. Si, dans ce grand mouvement d'actions et de volontés libres, quelque entreprise malheureuse ou imprudente vient attrister nos regards, rien du moins n'est perdu pour l'expérience.

On sait ce que les institutions peuvent sur les hommes : une nation libre, fière de son commerce et de son industrie, rendait le monde tributaire de ses produits; elle avait su acquérir l'art de beaucoup produire et de produire avec économie <sup>1</sup>. La raison et la nécessité avaient vaincu chez elle d'anciens et orgueilleux préjugés et frayé une nouvelle route à travers de vieilles habitudes : elle fondait son monopole sur l'allure embarrassée des autres nations, qui ne comprenaient pas ou comprenaient mal que le commerce et l'industrie pour fleurir veulent être libres et honorés.

Une autre nation, longtemps tributaire elle-même, consommant beaucoup, produisant peu, payant chèrement les obstacles qui s'opposaient à ses succès, a cependant rompu les entraves qui gênaient sa marche industrielle; elle a prouvé que désormais les Français cultivant le champ de l'industrie entreraient dans le partage des

1 L'Angleterre.



fruits et que le préjugé qui accordait une préférence exclusive aux produits anglais avait perdu toute influence, du moment où l'on était parvenu à fabriquer aussi bien.

Les avantages inappréciables autant qu'inespérés de ce grand changement doivent être essentiellement attribués à la liberté illimitée du commerce et de l'industrie, qui n'est point, qui ne fut jamais ni licence, ni désordre : elle sert à expliquer le problème de l'étendue de nos ressources, et comment il se fait qu'après tant de revers, de sacrifices et de charges immenses, l'État reste assez riche pour supporter sans s'affaiblir le vote annuel d'un budget de 800 millions de francs <sup>1</sup>.

Mais l'agriculture, sous le rapport des améliorations dont elle est susceptible, est-elle donc sans aucune espèce d'analogie avec l'industrie proprement dite ? Cependant, on ne s'est point encore avisé de former des corporations de cultivateurs, de laboureurs et de vigneron, encore moins de les astreindre à des règlements sur la manière de cultiver leurs champs, d'ensemencer leurs terres et de planter leurs vignes.

Homblières, près de Saint-Quentin, n'était remarquable que par une abbaye, propriétaire, pour ainsi dire, de tout le territoire <sup>2</sup>. L'industrie de ce village était inaperçue; elle consistait principalement à fabriquer quelques toiles grossières; le nombre des pauvres était considérable. On compte maintenant, à Homblières, une filature de coton, des fabriques de schalls façon cachemire, de gaze, de soie, de toile de mode en coton, de mousseline,

1. Cf *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, t. XXIV, p. 593 et suiv., XXXI, 315 et 389, XXXIII, 256 et suiv. Le budget des dépenses s'élevait exactement à 882 235 274 fr

2 Abbaye de Bénédictins, anciennement au diocèse de Noyon, fondée en 650.

de toile gommée pour shakos, de linons brochés en coton et divers autres objets propres aux colonies espagnoles et à Saint-Domingue. Tous ces établissements prospèrent et rivalisent d'efforts et de zèle; ils répandent l'aisance parmi les habitants, les champs sont mieux cultivés et les pauvres ont disparu.

Que de villes, villages et hameaux ressemblent à Homblières ! Qui pourrait parcourir l'Alsace, la Picardie, la Flandre, les montagnes de Tarare, la Normandie, sans être frappé d'admiration ! Tout y est mouvement, on y voit une multitude de fabricants cultivateurs qui, durant les mauvaises saisons, trouvent l'emploi d'un temps qui, sans cela, serait passé dans l'oisiveté et peut-être dans le vice.

Cependant, c'est au nom de la morale qu'on propose de rétablir les corporations qui livreraient à la misère cette classe nombreuse de producteurs. La morale n'a rien qui la lie aux jurandes et aux maîtrises; elle leur est opposée par le droit et le besoin que chacun a de vivre de son travail sans nuire à autrui.

Ne nous reportons pas au temps où l'industrie attendait de la munificence ou du caprice d'un syndic le moment de se faire connaître. Craignons que des entraves mises à la liberté industrielle ne nous privent de quelque ingénieuse découverte qui irait enrichir les peuples qui nous avoisinent. Les corporations ont été un empêchement à la prospérité de l'Espagne; ne perdons pas de vue qu'en les y supprimant on vient de nous préparer des rivaux déjà protégés par des lois prohibitives.

Mais, nous dira-t-on, vous nous parlez des anciennes corporations, ce n'est pas de celles-là qu'il s'agit : où avez-vous appris d'ailleurs qu'elles fussent exclusives ? *Jamais dans les corporations le nombre ne fut limité.*

Expliquons-nous. De deux choses l'une : ou l'on entend

que l'industrie reste à la portée de tous ; alors, il faut renoncer à jamais au système des grandes manufactures inaccessibles au plus grand nombre ; ou bien il faut adopter le système des grandes manufactures, et alors il n'est pas vrai de dire que chacun pourra s'y agréger, car on n'ignore pas qu'elles resteraient l'apanage exclusif de ceux qui les possèdent ou qui seraient assez riches ou assez protégés pour les acquérir. Dans cette hypothèse, il faudrait bien que le nombre fût limité ; il le serait de fait, sinon par l'institution, du moins par l'intérêt de la corporation même ; or, limiter, c'est ne pas admettre ; ne pas admettre, c'est exclure ; voilà le principe des nouvelles comme des anciennes corporations.

Dans l'autre hypothèse, les producteurs exercent leur industrie librement, selon leurs facultés, leur penchant, leur génie et les convenances locales ; ils ont un guide excellent, le meilleur, le plus sûr de tous, l'intérêt. Ce guide suffira pour qu'ils triomphent des difficultés, et tous leurs efforts tendront constamment à produire le plus et le mieux possible. Voilà le vrai système qui, de tous les industriels, ne forme qu'une même et grande corporation, la seule conforme aux principes et aux droits naturels, la seule qui convienne à l'état de notre civilisation, telle que nous la connaissons et telle que nous la désirerions, si déjà elle n'existait pas. Cette liberté accordée à chacun protège également les grands comme les petits établissements ; tous sont utiles et concourent au succès.

On nous cite l'Angleterre, où souvent il est question de corporations : on se trompe en généralisant ; leur existence n'y est que locale. Les villes les plus florissantes sont libres ; les industriels, gênés par les règlements de Londres, allèrent s'établir dans les provinces où les corps de métiers n'existaient pas ; c'est l'origine de la prospé-

rité de Birmingham, Manchester, Sheffield et autres villes qui n'étaient que des bourgades et qui, par leurs richesses et leur population, se sont élevées au-dessus de celles d'York, Canterbury et Bristol <sup>1</sup>.

Les premières tentatives pour les mécaniques à filer le coton furent faites par un simple ouvrier qui parvint à filer plusieurs fils à la fois. Arkwright <sup>2</sup>, alors perruquier, eut connaissance de cette ingénieuse découverte. Il consacra tout son temps à lui donner le degré de perfection qu'il n'atteignit qu'en 1780. Il fit successivement construire des machines à filer au moyen des bénéfices que lui avaient procurés ses essais, tout imparfaits qu'ils étaient. Si Arkwright, au lieu d'être perruquier à Manchester, l'eût été dans une ville soumise à des corporations, nul doute qu'au lieu de contribuer si puissamment à la prospérité de son pays, d'avoir produit de si grands changements dans l'industrie et acquis une fortune immense et bien légitime, il eût été forcé de ne jamais sortir de sa profession.

Nous trouvons dans Smith <sup>3</sup> : « Les causes de la prospérité de l'industrie, dans la Grande-Bretagne, sont cette liberté de commerce, qui, malgré nos restrictions, est pourtant égale et peut-être supérieure à celle dont on jouit dans quelque partie du monde que ce soit. »

Les règlements dont parle Smith sont une tache à la liberté industrielle de l'Angleterre. Le ministère, sous le règne de Georges II <sup>4</sup>, essaya de les abolir à Londres;

1 Cf P. Mantoux, *La révolution industrielle au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1906, in-8, 3<sup>e</sup> partie, chap. 1<sup>er</sup>.

2. Arkwright (1732-1792), barbier à Bolton, inventa en 1768 une machine à tisser, le *waterframe*, et installa, en 1771, une importante fabrique.

3. Dans la *Richesse des nations* d'Adam Smith (1723-1790), parue en anglais en 1776, traduite en français dès 1779 et connue surtout par la traduction de Garnier (Paris, 1802, in-8).

4 Ministère Pitt-Devonshire sous Georges II (1727-1760)

il ne fut point assez fort pour réussir. Les vieilles routines comme les faux systèmes ont des racines profondes qui trop souvent résistent aux plus habiles combinaisons.

Dans la carrière des restrictions où l'on voudrait nous ramener, le premier pas est le plus important; il détruirait le principe de la liberté commerciale et industrielle; l'esprit des corporations ferait le reste.

Un homme étranger au commerce et à l'industrie conçoit le projet de leur rétablissement. Il rédige une requête qu'il propose à la signature de marchands et artisans et veut que cette pièce exprime le vœu du commerce. *2.000 marchands et artisans de la ville de Paris connaissent mieux*, dit-il, *que qui que ce soit les désordres qui affligent leurs professions*. Nous savons aussi comment et pourquoi on a trouvé des signataires; nous ne nous en étonnons point; il aura été facile de leur faire comprendre toute l'utilité pour eux de la réussite d'un tel projet; c'est un grand attrait d'entrevoir moins de concurrence. Être d'une corporation dont on espère limiter le nombre, prévoir qu'on écartera les plus industriels, pressentir qu'on ne fabriquera pas mieux, mais qu'on vendra plus cher, sont des motifs déterminants.

Nous opposons à ces signataires intéressés et inconnus des autorités plus recommandables et plus indépendantes, plus dignes d'inspirer la confiance et de prononcer sur le véritable état des choses. Ces autorités sont les chefs de nos principaux établissements manufacturiers. Cependant ces chefs, sans trop d'ambition, pourraient prétendre à la dignité du « syndicat »; sans nul doute, ils seraient les premiers de l'ordre. Mais avant tout, ils sont zélés pour la prospérité de leur pays; leur intérêt privé leur demande des corporations, l'amour du bien public les leur fait repousser.

Les progrès de notre industrie sont d'une évidence qui frappe tous les regards. Les étrangers qui parcourent la France témoignent, chaque jour, leur étonnement et leur admiration. N'y aurait-il donc pas une sorte de honte à un Français de les méconnaître, de les contester? Ne prouverait-il pas par là qu'absorbé par d'autres idées, peu touché de nos améliorations, il n'en aurait que des notions imparfaites, ou bien que, producteur arriéré, la marche trop rapide pour lui de notre industrie l'aurait laissé embarrassé dans l'ornière de la routine? La seule ville de Lyon, par exemple, comptait autrefois au plus quinze à seize mille métiers de soieries, et on la disait la ville la plus florissante du royaume; aujourd'hui, elle en compte au moins vingt-quatre mille, et cette augmentation est à peine aperçue au milieu du mouvement général. A Avignon, ces métiers ont augmenté dans la même proportion <sup>1</sup>: les fabriques de Tarare, avant la Révolution, n'existaient pas; elles rivalisent aujourd'hui avec l'Angleterre et l'Inde <sup>2</sup>.

La filature du coton, de la laine, du lin et du chanvre à la mécanique, le perfectionnement du tissage, la plupart des grands établissements formés à cet effet depuis trente ans, réunissant les ateliers de diverses professions nécessaires pour confectionner les outils et les machines,

<sup>1</sup> On tissait également à Avignon des étoffes de soie (florences, velours, moires)

<sup>2</sup> O. Simonet, fils d'un marchand toilier, introduit en 1756 l'industrie de la mousseline, qu'il avait étudiée en Suisse. A sa famille est due l'introduction des cotons filés suisses (1788) et des broderies au crochet (1788). En 1792, un prisonnier de guerre irlandais, Jean Monan, apporte à Tarare la navette volante; puis c'est en 1807 le grillage au four, en 1808, le blanchiment selon la méthode Berthollet et le lavage mécanique; de 1810 à 1812, les brochés, les percales à jour, les zéphyrs et le régulateur appliqué au tissage, en 1818, le flambage au gaz des étoffes claires, en 1822, les apprêts (P. Joanne, *Dictionnaire géographique et administratif de la France*, t. VII, Paris, 1905, in-fol., p. 4774)

eussent, dès le principe, été paralysés par l'existence des corporations séparées de chaque état; elles n'auraient certainement pas permis que ces diverses professions fussent réunies dans une seule et même entreprise. Les communautés de Paris seulement dépensaient annuellement de 800.000 fr. à un million à plaider, les tailleurs, par exemple, contre les fripiers, pour établir la ligne de démarcation entre un habit tout fait et un vieil habit, les sergers et teinturiers contre des fabricants qui, sans leur participation, s'étaient permis d'inventer d'excellentes étoffes de laine, fil et coton, et des préparations nouvelles pour les couleurs bon teint, ainsi que cela a été dispendieusement jugé par le parlement de Rennes. Toutes ces contestations entre des communautés sans cesse aux prises pour le maintien de ce qu'elles appelaient leurs droits et privilèges avaient souvent fait proposer l'érection de tribunaux spéciaux chargés d'en connaître.

Que d'obstacles n'a pas rencontrés le premier fabricant de papiers de tenture <sup>1</sup>, si perfectionnés actuellement, et objet d'un commerce d'exportation considérable, pour introduire les nouveaux procédés avant la suppression des maîtrises, parce qu'il était lui-même obligé de créer et confectionner les outils ou ustensiles nécessaires à son entreprise, et que chaque profession analogue l'arrêtait à chaque pas, comme empiétant sur ses privilèges! Mais écoutons-le parler lui-même <sup>2</sup> :

« Je n'avais pas songé aux tracasseries de la jalousie et au despotisme des communautés. Je ne tardai pas à en

1. Réveillon — Cf A. Tuetey, *Repertoire general des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Revolution française*, t I, Paris, 1890, in-8, p 3 sqq., et son *Introduction*; voy. *Musee retrospectif de la classe 68, Papiers peints, a l'Exposition de 1900*, s L, n d, in-8, p 58 sq

2. *Exposé justificatif pour le sieur Reveillon, entrepreneur de la manufacture royale de papiers peints, faubourg Saint-Antoine*, s l, n d, in-4

éprouver l'animosité ou l'humeur. Plusieurs corps prétendirent tour à tour que j'envahissais leurs droits, et il se trouvait toujours que, soit une partie de ma manufacture, soit une autre, était une usurpation; le moindre outil que j'imaginai ou que j'employais n'était plus à moi : c'était l'outil d'une manufacture; la moindre idée que j'exécutais était un vol fait aux imprimeurs, aux graveurs, aux tapissiers, etc. Des administrateurs éclairés me débarrassèrent de ces entraves; je continuai à perfectionner mes ouvrages; mes nouveaux succès excitèrent encore la jalousie. Un règlement parut, qui était destructeur de l'industrie et me faisait un tort irréparable. Ces magistrats furent bientôt désabusés; ils visitèrent ma manufacture; le règlement fut supprimé. Pour me mettre une bonne fois à l'abri des persécutions, j'obtins pour mon établissement le titre de manufacture royale. »

Ce titre était sollicité et accordé comme un abri contre les tracasseries et les vexations de tous genres auxquelles était exposé celui qui se livrait à des procédés nouveaux ou qui cherchait à introduire dans sa patrie une industrie étrangère. Nous n'ajouterons rien à cette citation; vous connaissez l'époque où parut le mémoire justificatif de Réveillon; ce qu'il disait alors pourrait se dire d'une infinité d'articles nouvellement répandus dans le commerce, et que l'esprit de routine, d'ignorance et de paresse, inhérent aux corporations, eût étouffés à leur naissance.

La fabrication du plaqué, par exemple, qui a fait tant de progrès en France depuis plusieurs années et surtout à Paris<sup>1</sup>, n'aurait point échappé à la surveillance rivale et intéressée des syndics de l'orfèvrerie.

1. Le *Répertoire de commerce de Paris*, de Deffandre, Paris, 1829, in-8.  
LES PATRONS, LES OUVRIERS ET L'ÉTAT — T. I. 23



Quel bouleversement n'éprouveraient pas les fortunes manufacturières, si on rétablissait aujourd'hui des classifications séparées d'industries diverses dont l'existence et le succès ont tenu précisément et tiennent encore à la faculté de concentrer dans une même entreprise plusieurs moyens ou procédés différents? Qu'importe à la société qu'un bon constructeur de machines devienne en même temps, s'il en a le talent, son propre serrurier, ou plutôt tous ses efforts ne tendront-ils pas à favoriser la masse des consommateurs? Laissons donc chacun libre de produire avec le moins de temps et le moins d'argent possible.

Les conquêtes, si précieuses pour les arts, faites par la chimie moderne et son application à tant de produits nouveaux ou perfectionnés, tels que les sodes factices, les aluns, les miniums, les céruses et les divers acides, eussent été totalement perdues pour nous, si leurs inventeurs ou fabricants eussent été obligés de se pourvoir d'une maîtrise avant de se livrer à des essais et des expériences coûteuses et multipliées <sup>1</sup>.

Toutes les innovations dues aux sciences et aux arts mécaniques dans la filature, le tissage, les apprêts et blanchiments, dans la construction des outils et machines, dans la préparation des cuirs et peaux, dans la fabrication des verres et cristaux, dans l'emploi des métaux <sup>2</sup>, seraient restées enfouies sous le régime des maîtrises, parce que l'intérêt de leurs chefs était, comme il le sera

mentionne, p. 678-680, 119 plaqueurs ou fabricants de doublé à Paris; la plupart sont établis au Marais

1. Alfred Picard, *Le bilan d'un siècle (1801-1900)*, t. V, *Industries chimiques, industries diverses, économie sociale*, Paris, 1908, in-4, chap. 1<sup>re</sup>.

2. Id., *ibid.*, t. IV, p. 181 sq., pour la filature et le tissage; t. II, p. 1 sq., pour la mécanique industrielle; t. V, p. 109 sq., pour la mégisserie; t. IV, p. 54 sq., pour la sidérurgie.

toujours, ou de repousser un ouvrier ingénieux, dont la concurrence les forcerait à sortir de leurs habitudes, ou de profiter à son détriment du fruit de ses travaux et de ses découvertes, que le droit de surveillance dans son atelier les mettrait à même de copier.

En vain chercherait-on à colorer le rétablissement des corporations du prétexte spécieux de réprimer quelques abus dans l'exercice des professions commerciales et industrielles : les dangers de cette innovation sont bien autrement imminents pour les intérêts particuliers et la richesse publique.

Qu'on fasse exécuter les lois et les règles actuelles sur les contrats d'apprentissage, sur les livrets des ouvriers, sur les coalitions de ces derniers contre les maîtres ou de ceux-ci contre les ouvriers pour faire hausser ou baisser arbitrairement le prix des salaires, sur l'application des marques particulières de chaque fabricant, enfin sur la poursuite, comme faux public, des marques imitées ou contrefaites, et l'on sera tout étonné de trouver dans la législation actuelle des remèdes suffisants au mal dont on se plaint, sans risquer de compromettre l'existence même des fabriques, ou de les forcer à rester stationnaires, quand toutes celles qui nous entourent tendraient journellement à s'accroître et se perfectionner. Enfin ne vaudrait-il pas mieux, plutôt que de créer des corporations pour avoir des syndicats, se servir des institutions qui existent déjà dans beaucoup de villes de manufactures, nous voulons dire les conseils de prud'hommes ? Dans bien des localités, on apprécie de plus en plus leur utilité : ils ont rendu des services importants et réels à l'industrie. Ces institutions n'offrent point les dangers attachés aux jurandes et maîtrises et présentent, au contraire, les avantages qu'on peut attendre d'une réunion

de fabricants éclairés, appelés par la loi à devenir les conciliateurs, et, au besoin, les juges des différends et contestations entre les ouvriers et les maîtres.

Les professions qui, actuellement, reconnaissent des syndicats, soit à Paris, soit dans quelques autres villes, ne peuvent servir de motif et moins encore d'exemple pour en appliquer à toutes. En admettant, ce qui est toutefois très contestable, l'utilité des syndicats qui ont été établis, cette mesure de tolérance seulement, puisqu'elle est en contradiction manifeste avec nos lois, pourrait tout au plus être justifiée, jusqu'à un certain point, par la raison que ces professions intéressent la sûreté publique; du moins, on a dû le voir ainsi, parce qu'elles s'exerçaient sur des marchandises d'approvisionnement, en subsistances ou en combustibles; encore convient-il d'observer qu'elles ne constituent réellement pas l'exercice d'une branche d'industrie dans son acception rigoureuse. En effet, on ne considère certainement pas comme des fabricants les boulangers, les bouchers, les charcutiers, les marchands ou porteurs de charbon, les marchands de vins ou de bois, tous autorisés ou provoqués à se constituer en bureau par la police qui croit trouver, dans cette réunion, des moyens plus faciles et plus commodes d'exercer son influence administrative <sup>1</sup>.

Cependant, n'a-t-on pas vu dernièrement au Havre les calfats, trouvant que leurs journées n'étaient pas assez chèrement payées à 3 fr. et voulant les porter à 3 fr. 50, imaginer de s'établir en corporation, rédiger des statuts, nommer des syndicats et former un bureau où l'on aurait été tenu d'aller chercher des ouvriers et de prendre ceux que l'on aurait bien voulu accorder <sup>2</sup>. On a trouvé la chose

1. Voy. plus haut, p. 8, n. 1.

2. Nous n'avons pas retrouvé le dossier de cette affaire.

assez sérieuse pour en informer le procureur du roi. Les prétendus statuts ont été promptement annulés, et la journée de travail rétablie à 3 fr.

Les calfats du Havre avaient sans doute ouï dire qu'il s'agissait de rétablir les corporations; ils auront trouvé tout naturel de nous en faire goûter les prémices. Qu'on y prenne garde; ce fait est important; il jette une clarté nouvelle sur l'esprit qui animerait ces sortes d'associations qu'on voudrait reconstituer.

Les scènes tumultueuses, les révoltes d'ouvriers, assez fréquentes autrefois, ne se renouvellent plus depuis le libre exercice de toutes les professions.

Nous ne nous sommes pas proposé d'examiner la question sous son point de vue politique; nous aurions pu, sans cela, démontrer que cette division systématique de la classe, devenue si nombreuse, des industriels et des ouvriers, sous la direction immédiate de chefs de leur choix, ne serait pas sans danger pour la tranquillité publique, qui, dans certaines circonstances, pourrait n'être point assez protégée par l'action de la police contre une force réelle qu'on aurait créée. Nous nous sommes limités aux considérations qui sont particulières à l'industrie et nous ne saurions mieux suppléer à l'insuffisance de notre exposé qu'en transcrivant ici quelques passages du préambule de l'édit de 1776 <sup>1</sup>. Cet édit, remarquable par des vues profondes, par la force du raisonnement et la connaissance des vrais principes, justifié par l'expérience de nos perfectionnements et de nos découvertes, donne à la suppression des corporations et de leurs nombreux privilèges les mêmes motifs qui s'opposent aujourd'hui à leur rétablissement.

1. Édit portant suppression des jurandes, de février 1776 (Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XXIII, p. 370 sqq.)

« Nous devons à tous nos sujets de leur assurer la jouissance pleine et entière de tous leurs droits ; nous devons surtout cette protection à cette classe d'hommes qui, n'ayant de propriété que leur travail et leur industrie, ont d'autant plus le besoin et le droit d'employer, dans toute son étendue, la seule ressource qu'ils aient pour subsister.

« Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes.

« Nous ne serons point arrêtés dans cet acte de justice par la crainte qu'une foule d'artisans n'usent de la liberté rendue pour exercer le métier qu'ils ignorent et que le public ne soit inondé d'ouvrages mal fabriqués. La liberté n'a point produit ces fâcheux effets dans les lieux où elle est établie depuis longtemps ; les ouvriers des faubourgs et autres lieux non privilégiés ne travaillent pas moins bien que ceux de l'intérieur de Paris. Tout le monde sait d'ailleurs combien la police des jurandes, quant à ce qui concerne la perfection des ouvrages, est illusoire et que, tous les membres des communautés étant portés par l'esprit de corps à se soutenir les uns les autres, un particulier qui se plaint se voit presque toujours condamné et se lasse de poursuivre de tribunaux en tribunaux une justice plus dispendieuse que l'objet de sa plainte.

« Ceux qui connaissent la marche du commerce savent aussi que toute entreprise importante de trafic ou d'industrie exige le concours de deux sortes d'hommes, d'entrepreneurs, qui font les avances des matières premières, des ustensiles nécessaires à chaque commerce, et de

simples ouvriers qui travaillent pour le compte des premiers, moyennant un salaire convenu. Telle est la véritable origine de la distinction entre les entrepreneurs ou maîtres et les ouvriers ou compagnons, laquelle est fondée sur la nature des choses et ne dépend point de l'institution arbitraire des jurandes. Certainement ceux qui emploient dans un commerce leurs capitaux ont le plus grand intérêt à ne confier leurs matières qu'à de bons ouvriers, et l'on ne doit pas craindre qu'ils en prennent au hasard de mauvais, qui gâteraient la marchandise et rebuteraient les acheteurs ; on doit présumer aussi que les entrepreneurs ne mettront pas leur fortune dans un commerce qu'ils ne connaîtront pas assez pour être en état de choisir de bons ouvriers et de surveiller leur travail. Nous ne craignons donc point que la suppression des apprentissages, des compagnonnages et des chefs-d'œuvre expose le public à être mal servi.

« Dans les lieux où le commerce est le plus libre, le nombre des marchands et des ouvriers est nécessairement proportionné aux besoins, c'est-à-dire à la consommation ; il ne passera point cette proportion dans les lieux où la liberté sera rendue. »

Nous engageons les partisans des corporations à lire et à méditer cet édit donné sous la monarchie ; ils y trouveront, légalement constatés, les dangers et les maux que nous signalons aujourd'hui. A quoi servirait l'expérience, si on la consultait pour ne pas se laisser diriger par ses leçons ?

En vous soumettant cet exposé des faits, nous n'avons point cherché à porter la conviction dans vos esprits, cette tâche était inutile : vous vous êtes prononcés sur le principe en manifestant à l'unanimité dans une de vos précédentes séances votre opposition au rétablissement

des communautés d'arts et métiers. Votre but, en nommant une commission, a été qu'elle vous présentât, dans un rapport, le résumé des principaux motifs sur lesquels votre délibération se trouverait fondée.

Nous devons toutefois ajouter que nous ne saurions concevoir de craintes sérieuses sur le rétablissement des corporations, en voyant la chambre de commerce de Paris et, plus particulièrement, le Conseil général des manufactures, juge éclairé et compétent dans la matière, unanimes et convaincus, ainsi que vous l'avez été, Messieurs, qu'elles tariraient l'une des plus précieuses sources de la richesse nationale.

#### 4. DÉLIBÉRATION DU CONSEIL DU COMMERCE.

Le Conseil général du commerce, ayant chargé une commission spéciale de lui faire un rapport au sujet d'une pétition adressée aux Chambres, dont les signataires demandent le rétablissement des corps de marchands et des communautés d'arts et métiers, adoptant les motifs et les conclusions de ce rapport, reconnaît que le rétablissement demandé serait également contraire à la justice et à l'intérêt public.

La justice ne permet pas que la faculté de travailler soit refusée à qui que ce soit. Subordonner à des conditions de privilège le droit d'exercer une profession industrielle, c'est en exclure presque entièrement les hommes qui n'ont que leur travail pour subsister; c'est les réduire le plus souvent à chercher dans le vice des moyens d'existence.

On ne saurait, sans détruire l'émulation, ériger l'industrie en privilège, ni lui tracer des règles d'exploitation sans l'arrêter dans sa marche. Tel serait l'effet des communautés; elles entraîneraient nécessairement des limita-

tions, et dans le nombre de ceux auxquels chaque espèce d'industrie serait permise, et dans les procédés que devrait employer chaque profession. C'est ce qui existait autrefois, et l'on sait combien cet état de choses a opposé d'obstacles au progrès des arts. Les faits rappelés par la commission en sont la preuve incontestable. Le Conseil a remarqué particulièrement ceux qu'elle a puisés dans le mémoire justificatif de Réveillon, mémoire dont l'auteur, victime de la Révolution, ne peut être suspect de partialité en faveur des idées qu'elle a fait prévaloir.

Le Conseil a été frappé plus vivement encore des citations extraites de l'édit de 1776. La sagesse et la prévoyance de cet édit sont d'autant plus admirables qu'on ne pouvait encore que soupçonner les effets d'une entière liberté de l'industrie. Ce qui n'était alors qu'une théorie a été converti en fait par une expérience de trente années. Livrée dans son intérieur à tous les genres de destruction, épuisée au dehors par des guerres gigantesques, privée des avantages que lui procuraient ses colonies <sup>1</sup>, la France est sortie de ce chaos, plus prospère et plus belle que jamais ne l'avaient vue nos ancêtres. Elle supporte encore aujourd'hui des charges dont la seule idée les eût épouvantés. Qui a pu lui créer ces ressources nouvelles et inconnues? C'est le travail, le travail libre d'entraves et excité par la concurrence.

Le travail agricole a eu, sans doute, une grande part à ce prodige; mais le travail industriel n'y a pas moins puissamment contribué; ils se sont prêté un mutuel appui, surtout depuis l'époque où des institutions constitutionnelles leur ont inspiré une entière sécurité. C'est de l'année 1814 que datent les plus grands développe-

1. Cf. Ch. Schefer, *La France moderne et le problème colonial*, t. I, Paris, 1907, in-8.



ments de l'industrie. Dans les années antérieures, quoique sa liberté fût reconnue par les lois, elle ne cessa d'être comprimée par la présence de l'arbitraire ; elle en a été affranchie par la sagesse du roi.

Source de richesses, le travail est encore l'une des meilleures sauvegardes des mœurs et de la paix publique. On ne saurait assez s'étonner des attaques dont il est devenu l'objet. Les faits répondent aux déclamations qu'on s'est permises sur les prétendus désordres auxquels le commerce serait livré.

Le Conseil est convaincu et il atteste :

Qu'à aucune époque, le commerce de la France n'a été plus honorable qu'il ne l'est aujourd'hui, par la bonne foi qui règne généralement dans les transactions ;

Que, jamais, le nombre des procès en matières commerciales n'a été moins grand <sup>1</sup> ;

Que jamais, et dans aucun pays, il n'y a eu moins de faillites en proportion du nombre des commerçants <sup>2</sup> ;

Que les marchandises françaises jouissent, en général, de la réputation la mieux méritée pour leur bonne qualité, leur bonne fabrication, l'exactitude des aunages, mesures et quantités. Aussi, l'exportation en augmente-t-elle chaque année, tandis que l'importation en France des articles étrangers va sans cesse en diminuant <sup>3</sup>.

1 Il aurait été possible de vérifier cette assertion si les relevés des affaires prud'homales eussent été complets (Arch. nat., F<sup>12</sup> 932-935). — Le premier volume du *Compte général de l'administration de la justice civile*, paru en 1831, ne contient de renseignements, retrospectifs, globaux et incomplets, que pour les années 1821 à 1830.

2. Les documents conservés aux Archives nationales, qui concernent les faillites (F<sup>12</sup> 887A-874), ne donnent que des indications inutilisables pour la période de la Restauration.

3. Voici les nombres en francs données par la *Statistique de la France, Commerce extérieur*, 1838 (Commerce special) :

Le Conseil n'accuse les intentions de personne, mais il doit dire que la vérité n'a point été respectée dans le titre que prennent les pétitionnaires. Ils s'annoncent pour être *les délégués des marchands et artisans de la ville de Paris* : non seulement les marchands et artisans ne se sont point réunis pour donner un pareil mandat ; mais encore, et malgré l'acharnement avec lequel, depuis quatre années, on poursuit cette entreprise, le nombre de ceux que l'on a séduits par la perspective d'un privilège ne s'élève pas au vingtième du nombre des patentés de la ville de Paris.

Le Conseil arrête que le rapport de sa commission sera adressé immédiatement à S. E. le ministre de l'intérieur, ainsi que la présente délibération signée de tous les membres présents, et ont signé : MM. Duvergier de Hauranne, vice-président, Hottinger, F. Delessert, Humann, Pillet-Will, Simon, J.-J. Outrequin, E. Lafond, J.-Ch. Davillier, Seillières fils aîné, Soullier, Dumunier-Fombrune, F. Cottier, Alexandre Gouin, Delaroche, Odier, L. Perrée, Seillière, J. Lefebvre, Balguerie-Stuttenberg, D. Mottet, conseiller du roi et président de la chambre de commerce de Lyon.

5. CONSEIL DU COMMERCE. — 15 juin 1821.

Il est ensuite donné lecture....

2° D'une seconde lettre en date du 7 du courant, par

	IMPORTATIONS	TOTAL	EXPORTATIONS
	TOTAL		PRODUITS MANUFACTURÉS
1815	199.467.661	422 447.776	264.081 292
1816	242.698 753	547.706 317	414.041 826
1817	332 374 523	464.049.389	363 499 849
1818	335 574 488	502 284 083	367.244 036
1819	294.548.286	460.232 224	314 946 664
1820	335 009 566	543.112 774	381.561.183
1821	355.591 857	450 788 843	323 662 246

laquelle S. E. prévient le Conseil qu'elle l'autorise à faire imprimer le rapport et la délibération par lui adoptés sur a demande tendante au rétablissement des corps de marchands et des communautés d'arts et métiers.

Le Conseil arrête la mention au présent procès-verbal de ses remerciements pour les deux décisions transmises par S. E.

Il charge en même temps le secrétaire du soin de suivre l'impression du rapport et de la délibération précitées, ainsi que de celle prise sur le même objet par le Conseil général des manufactures, que S. E. annonce aussi avoir autorisée, pour être publiée conjointement <sup>1</sup>.

Quant au mode de distribution de ces écrits, S. E. s'en rapportant à ce sujet au Conseil sur la manière dont il jugera à propos de faire circuler les observations qu'il a cru utile de rendre publiques, il est décidé que cette impression sera tirée au nombre d'exemplaires suffisant pour être distribuée à la Chambre des pairs, à celle des députés, au Conseil d'État, aux chambres de commerce, aux chambres consultatives des arts et métiers, ainsi qu'à chacun des membres des deux Conseils généraux des manufactures et du commerce.

F<sup>12</sup>\* 193 bis.

#### 6. CONSEIL DES FABRIQUES. — 24 mai 1821.

Dans la seconde lettre, S. E. accuse réception et remercie le Conseil de l'envoi de sa délibération relative à la pétition présentée aux Chambres pour demander le rétablissement des corps de marchands et des communautés d'arts et métiers.

F<sup>12</sup>\* 196

1. Dans *Deliberations des Conseils generaux*, etc, p 3-32 (Arch. nat. AD XI 65).

**223. Gignac <sup>1</sup>-Lodève.****I. LE SOUS-PRÉFET DE LODÈVE AU PRÉFET DE L'HÉRAULT.**

— 5 mai 1821.

Je m'empresse de vous informer qu'aujourd'hui, vers les onze heures et demie du matin, une réunion d'ouvriers s'est portée à l'atelier de M. Faulquier Étienne, situé à un demi-quart de lieue de Lodève, a enfoncé la porte d'un local où était enfermée la machine appelée tondeuse, en a extrait deux caisses qui ont été éventrées sur la place, les pièces qu'elles contenaient brisées et jetées dans la rivière qui borde l'atelier.

Malgré toutes les précautions que j'avais prises à l'arrivée de M. de Montolieu (*sic*), agent du propriétaire de cette machine, malgré mes instances réitérées auprès de M. Faulquier, qui se tenait dans un système d'incertitude et d'hésitation, de prendre vite un parti, je n'ai pas pu prévenir cette entreprise, dont M. Faulquier ne m'a communiqué le soupçon que lorsqu'elle était consommée. Rien hier n'avait fait présumer qu'il dût y avoir un mouvement. Néanmoins, un rassemblement eut lieu le soir, vers neuf heures et demie, près de l'auberge où était logé M. de Montolieu; M. le lieutenant de la gendarmerie, qui était avec moi à cette heure-là pour concerter les moyens de protéger le montage de cette tondeuse, dans le cas où il aurait lieu, n'a été informé comme moi de ce rassemblement que le matin vers huit heures. Des groupes se formant dans divers quartiers, d'après les rapports qui m'ont été faits, je me suis concerté avec M. le commissaire de police et M. le lieutenant de la gendarmerie pour faire des pa-

1. Commune voisine de Lodève et où se trouvait l'établissement Faulquier.

trouilles et dissiper les groupes qui paraissaient n'avoir d'autre projet que de mettre obstacle au montage de la tondeuse. Enfin, après bien des lenteurs et des hésitations, M. Faulquier se rend chez moi à dix heures et demie, ce matin, et, en présence de M. le procureur du roi et de M. le lieutenant de gendarmerie, il déclare formellement à M. de Montolieu qu'il ne consent pas à laisser monter la machine. Nous nous séparons, après avoir convenu que, nonobstant cette détermination qui paraissait devoir calmer tous les esprits, je ferais inviter par publication les ouvriers à cesser tout rassemblement et à rentrer dans leurs ateliers respectifs, ce que je me suis occupé de faire. Vers onze heures et quart, je reçois une lettre de M. le maire de la ville, qui m'annonce qu'un rassemblement d'ouvriers menace de troubler la tranquillité publique, que le commissaire de police, la gendarmerie et les gardes champêtres se sont portés sur les lieux pour dissiper ce rassemblement et qu'il reste un noyau qu'il importe de dissoudre. Au moment même, M. Faulquier vient m'annoncer que ces ouvriers sont à son atelier et commencent à exercer des actes de violence ; je me joins de suite à M. le maire, et nous nous dirigeons tous les deux, M. Faulquier nous ayant quittés, vers la manufacture de ce dernier, précédés du commissaire de police, d'une partie de la brigade et des gardes champêtres pour user auprès de cette populace mutinée du langage de la douceur et de la persuasion, seules armes que le court espace de temps qui s'était écoulé entre le moment où les craintes ont commencé à paraître fondées jusqu'alors nous permettait d'employer ; mais, après avoir parcouru la moitié de la distance, nous apprenons par un agent de M. Faulquier qui se dirigeait vers la ville, que le délit était consommé et que le rassemblement était entièrement dis-

sipé. J'ai détaché de suite un gendarme vers MM. les juge d'instruction et procureur du roi pour les prier de venir sur-le-champ recueillir toutes les preuves du délit et les renseignements qui doivent faire découvrir les coupables, ce que ces magistrats s'occupent de faire en ce moment.

J'aurai l'honneur de vous instruire ultérieurement du résultat de l'information. En attendant, tout est rentré dans le calme et dans l'ordre. Au cas où des arrestations pourraient faire craindre encore quelque mouvement, je me concerterai avec MM. le procureur du roi et le juge d'instruction pour le réprimer.

*P.-S.* — J'apprends à l'instant que des arrestations nombreuses seront indispensables, et après m'être concerté avec le procureur du roi et le lieutenant de gendarmerie, la lieutenance se réunira demain à Lodeve pour maintenir l'ordre. Un gendarme restera néanmoins à Gignac pour faciliter la correspondance avec le chef-lieu <sup>1</sup>.

2. LE LIEUTENANT DE GENDARMERIE DE LODÈVE AU MINISTRE DE LA GUERRE — 5 mai 1821.

Le rassemblement (200 ouvriers environ) a commencé à huit heures, sur le pont de l'Ergue, et s'est dissipé en partie sur son invitation. L'autre rassemblement s'est fait sans que l'on s'en soit douté. Les auteurs de l'effraction ont pris la fuite.

3. LE PRÉFET DE L'HÉRAULT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE ET DE LA POLICE.  
— 6 mai 1821.

Communique le rapport du sous-préfet et annonce le départ pour Lodève de 50 hommes de ligne.

1. Cf Bulletin de police du 17 mai, Arch. nat., F<sup>7</sup> 3794.

Quant à la tondeuse même, cette machine étant malheureusement détruite, il ne peut pas être question de la rétablir en ce moment, mais dans les instructions que j'ai envoyées sur-le-champ au sous-préfet de Lodève, je lui ai bien recommandé de faire connaître dans la ville que tout fabricant qui voudrait faire venir une tondeuse trouverait dans les autorités du département protection entière et qu'on en protégerait l'établissement de toutes les forces qui seraient nécessaires, fallût-il envoyer deux cents hommes à Lodève. Pour cela, je n'hésiterais pas non plus à y aller moi-même, d'abord à cause de la tondeuse que le gouvernement me recommande de protéger, mais aussi parce que je trouve très mauvais politiquement de reculer devant le peuple ; je désire donc vivement qu'il se trouve un autre fabricant qui fasse venir une tondeuse, qui hésite moins que celui-ci à la faire monter, et je vous réponds qu'elle sera bientôt en activité et que le peuple de Lodève s'y fera comme celui de plusieurs autres villes de fabriques.

4. M. DE MONTAULIEU, AGENT DE L'ENTREPRISE POUPART  
DE NEUFLIZE, A. SEVENE ET J. COLLIER 1. — 7 mai 1821.

.... Lors de l'arrivée de la transversale à Lodève, la classe ouvrière, dite des pareurs <sup>2</sup>, s'ameuta et fut en attroupement trouver M. le maire pour le prier de dire à M. Faulquier de ne pas monter une machine qui allait leur[s] ôter leur pain et réduire leur famille à la dernière misère. M. le maire s'apitoya sur leur sort, leur[s] dit qu'il les plaignait et leur[s] donna l'imprudent con-

1 Entreprise de nouvelles machines à tondre les draps, 24, rue Notre-Dame des Victoires

2 Ouvriers chargés d'aplanir le drap en dirigeant les brins de la laine d'un même côté.

eil de venir trouver M. Faulquier et de lui faire la même prière. Le conseil fut suivi et l'attroupement se dirigea, à neuf heures du soir, sur l'établissement de M. Faulquier, s'arrêta à la porte et lui envoya une députation de quatre ouvriers qui lui fit la même prière et l'accompagna, dit-on, de menaces d'incendie et d'assassinat. M. Faulquier eu[t] peur, promi[t] tout ce qu'on voulu[t] et l'attroupement se dissipa.

Il avait demandé au préfet d'être protégé, et en avait reçu une réponse favorable : « le gouvernement ayant pris sous sa protection les nouvelles tondeuses, il désirait les voir propager » ; de fait, il en avait reçu une lettre pour le lieutenant de gendarmerie de Lodève. Arrivé à Lodève le 3 mai, il informa le lendemain de son arrivée M. Faulquier qui lui écrivit sur l'impossibilité de monter les machines devant l'exaspération des ouvriers ; c'est alors qu'il alla trouver le sous-préfet et le lieutenant de gendarmerie, pour leur demander de forcer les ouvriers à respecter les machines ; M. Faulquier refusa de venir trouver le sous-préfet et ne parut pas au rendez-vous qu'il avait fixé à M. de Montaulieu. A neuf heures du soir, M. de Montaulieu voulut aller chez M. Faulquier, quand son hôte le prévint que les ouvriers étaient menaçants : une députation de deux ouvriers lui apprit qu'il serait massacré avec son aide si les machines étaient montées.

Le lendemain matin, 5 mai, au moment de se rendre chez le juge d'instruction, l'officier de gendarmerie qui vient le chercher est informé que les ouvriers ne se sont pas rendus à leur travail. Chez le sous-préfet, de Montaulieu trouve Faulquier qui refuse de laisser monter la tondeuse. L'attroupement des ouvriers est cependant dissipé, mais pour se reformer à la fabrique Faulquier, où les ouvriers, ayant forcé la porte du magasin, brisent trois caisses de la tondeuse : le dommage déclaré par de Montaulieu au juge d'instruction est de 4.500 fr. <sup>1</sup>.

F<sup>7</sup> 9785 21.

1 Communiquée au ministre le 14 mai



5. LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE MONTPELLIER AU MINISTRE  
DE LA JUSTICE. — 13 mai 1821.

Résume l'affaire. 2 arrestations, 12 mandats lancés. Le procureur général va ordonner la translation des prisonniers, dont la sûreté est menacée.

BB<sup>48</sup> 1005. C 3/6198

6. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU PRÉFET DE L'HÉRAULT.  
— 18 mai 1821.

Il s'étonne que les autorités locales n'aient pas pris les mesures nécessaires pour empêcher le bris de la machine.

7. LE PRÉFET DE L'HÉRAULT AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.  
— 26 mai 1821.

Il demande des explications au sous-préfet, mais dès maintenant, il peut assurer que l'auteur responsable de l'affaire de Lodève, c'est le fabricant Faulquier, contre qui il y a une déposition assez fâcheuse. Le fabricant veut poursuivre la ville de Lodève, en vertu de la loi du 10 vendémiaire an IV<sup>1</sup> ; mais « comment la ville de Lodève pourrait-elle répondre d'un délit qui s'est passé à un demi-quart de lieue hors de son enceinte ? » M. Faulquier veut pourtant faire venir une seconde machine, et le préfet est disposé à envoyer à Lodève 200 hommes s'il le faut ; les 50 qui y sont déjà ont fait le plus grand effet sur les ouvriers, qui avaient l'intention de délivrer leurs camarades arrêtés. 10 mandats sont lancés, 40 ouvriers en fuite. Dans l'ensemble, on est calme, on commence à comprendre « qu'on ne pourrait renoncer à employer à Lodève les machines, sans s'y vouer à une infériorité commerciale qui en éloignerait les commandes, et qu'en définitive il est dans l'intérêt des ouvriers même de Lodève que la tondeuse y soit établie ».

<sup>1</sup> Décret sur la police intérieure de chaque commune de la république, titre IV, art. 2 (*Coll. Baudouin*, vendémiaire an IV, p. 75).

8. PROCÈS-VERBAL DU COMMISSAIRE DE POLICE DE LODÈVE.  
— 27 mai 1821.

Arrestation de Ramondesse et Joseph Cadiliac, prévenus d'être les auteurs du rassemblement 1.

9 LE SOUS-PRÉFET DE LODÈVE AU PRÉFET DE L'HÉRAULT.  
— 2 juin 1821.

Récit de l'affaire conforme à celui de M. de Montaulieu. Les rassemblements ne devaient pas être ignorés de M. Faulquier qui a préparé, en quelque sorte, le bris de la tondeuse, et n'a appelé l'autorité que pour « marquer sa participation » et quand les auteurs ne pouvaient être aperçus. Deux notes de police jointes sont dans ce sens 2.

10. PROCÈS-VERBAL DE LA GENDARMERIE DE LODÈVE. —  
8 juin 1821.

Aujourd'hui, 8 juin 1821, vers les 10 heures du matin, nous, Lhubac Pierre, gendarme à la résidence de Lodève (Hérault), Teissier Germain et Sabatier Alexandre, gendarmes à la résidence de Clermont (Hérault), en vertu des ordres de M. le chevalier Maugain, lieutenant de gendarmerie royale à la résidence de Lodève, nous nous sommes transportés auprès de la mécanique de M. Faulquier Étienne, à l'effet de bloquer ladite mécanique en attendant notre lieutenant, la brigade de Lodève et M. le commissaire de police de ladite ville, pour mettre à exécution deux mandats d'arrêt, dont un en date du 29 mai dernier et l'autre du 5 juin 1821, décernés par M. Jean-Baptiste Belloc, juge d'instruction du tribunal civil de Lodève, contre 23 ouvriers en drap

1 Communiqué par le préfet de l'Hérault au ministre de l'intérieur le 8 juin.

2. Communiqué par le préfet de l'Hérault au ministre de l'intérieur le 7 juin.

employés dans ladite mécanique du sieur Faulquier, mais avant d'arriver à ladite mécanique nous avons aperçu une vingtaine de ces ouvriers qui ont quitté leurs ateliers pour se sauver au travers de la rivière et sur les montagnes; nous nous sommes de suite mis à leur poursuite, et, comme la plus grande partie ont gravi les montagnes, il nous a été impossible de pouvoir y aller avec nos chevaux. Nous sommes seulement parvenus à arrêter le nommé Guiral Alexis, tondeur de draps, porté sur l'un des mandats d'arrêt, daté du 5 de ce mois, nous l'avons, en conséquence, arrêté au nom de la loi; il est sorti en même temps des mécaniques de MM. Faulquier, Rouard et Beaupillier une centaine d'ouvriers (hommes et femmes), qui ont commencé à crier après nous, prenant des pierres qu'ils nous ont jetées en nous disant : « Brigands, coquins, scélérats, canailles, vous ne l'amènerez pas! » en parlant dudit Guiral Alexis. Plusieurs ont même saisi ledit prisonnier par ses vêtements pour chercher à nous l'enlever, et d'autres ont cherché à renverser de dessus son cheval le gendarme Teissier, en lançant des pierres de tous côtés.

D'après ce, les nommés Audibert Jean et Calverac Pierre, gardes champêtres de la commune de Lodève, qui étaient en tournée, sont venus à notre secours en traversant la rivière à gué, lesquels nous ont été d'une grande utilité pour empêcher qu'on nous enlève le prisonnier. Lesdits gardes champêtres nous ont dit et assuré avoir reconnu, parmi les individus qui se sont révoltés contre nous, les nommés Trinquier, dit Boudin, tisserand de drap, Françoise Febrier et Marie Caylar, fileuses de laine, tous trois travaillant à la mécanique de M. Faulquier, qui se sont le plus mutinés pour nous enlever le prisonnier, qui nous disait d'abord se nommer Genier; nous sommes

enfin parvenus à l'arrêter et le conduire dans les prisons de Lodève, après lui avoir signifié le mandat d'arrêt décerné contre lui et lui en avoir laissé copie ; nous l'avons laissé à la charge et garde du concierge.

Tous ces faits se sont passés en présence de M. Beaupillier, fabricant, officier de la garde nationale. Au lieu d'enjoindre aux ouvriers de sa mécanique de rentrer à leur atelier, voyait faire cette rébellion avec la plus grande tranquillité, comme si cela avait eu l'air de lui faire plaisir.

10. LE PRÉFET DE L'HÉRAULT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 12 juin 1821.

L'affaire de la tondeuse, à Lodève, sans être très grave, paraît se compliquer de plus en plus par ses suites. Vous en jugerez par le procès-verbal ci-joint <sup>1</sup>. Il ne vous échappera pas que tandis que M. Faulquier, fabricant de Lodève, se plaint qu'on a détruit la tondeuse qu'il avait fait venir, et menace même d'intenter procès à la ville, pour l'en dédommager, c'est chez M. Faulquier lui-même que l'on poursuit et que l'on trouve un des ouvriers accusés d'avoir détruit cette tondeuse ; et il est clair aussi que, parmi les 20 ouvriers travaillant chez lui qui se sont sauvés en apercevant la gendarmerie, plusieurs sans doute, si ce n'est tous, étaient compromis dans cette affaire et avaient sur leur corps un des mandats d'arrêt décernés par le juge d'instruction à cette occasion. Un tel fait amène d'étranges réflexions et en fera sûrement faire à MM. les juges, d'autant qu'une déposition précédente chargeait déjà M. Faulquier.

Vous pourrez remarquer aussi la froideur de quelques fabricants de Lodève, dans une affaire où le gou-

1. Procès-verbal du 8 juin.

vernement se mêle de contrarier le peuple, en grande partie dans l'intérêt des fabricants. Un de ces fabricants, qui ont montré si peu de zèle, se trouve être un des officiers de la garde nationale, et c'est une preuve de plus qui établit combien en général, dans toute occasion sérieuse, où il s'agit de contenir le peuple, il faut peu compter sur ce corps essentiellement populaire. Précédemment, je n'avais désigné comme atteints de ce défaut que les simples gardes nationaux; mais vous voyez que les officiers ne sont pas plus solides. Sans doute, il y a des exceptions honorables, mais elles sont rares, et je me félicite toujours d'avoir, malgré les instances qu'on m'a faites, persisté à laisser à Lodève 50 soldats du 18<sup>e</sup> régiment. Je tiens du procureur général lui-même que, sans eux, on aurait peut-être eu de la peine à amener de Lodève les 9 ouvriers prévenus, que sur mes instances on a amenés ici.

M. le juge d'instruction de Lodève instruit toujours cette affaire, et même avec zèle. Mais la lenteur des formes judiciaires me fait regretter tout bas l'ancienne justice administrative, avec laquelle les préfets prévenaient et même réprimaient tant de délits, que la justice ordinaire ne peut atteindre qu'avec une lenteur excessive et quelquefois fâcheuse au bon ordre.

Je transmets des instructions au sous-préfet de Lodève, pour qu'en ce qui le concerne il fasse sentir aux fabricants l'intérêt qu'ils ont eux-mêmes à maintenir leurs ouvriers....

## 12. LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE AU PRÉFET DE L'HÉRAULT. — 13 juin 1821.

A l'occasion de la tentative des ouvriers pour délivrer leurs camarades arrêtés :

M. le lieutenant général commandant la division<sup>1</sup> ayant fait délivrer des cartouches aux 50 hommes envoyés à Lodève, qui ont reçu en même temps l'ordre de s'en servir, dans le cas où l'on ferait encore des tentatives pour forcer la porte de la prison qui leur est confiée, il serait bon que M. le maire de Lodève en informât ses administrés, dans une ordonnance de police où il leur rappellerait les dispositions de la loi relatives aux attrouplements et aux actes de rébellion<sup>2</sup>.

13. LE MÊME AU MÊME. — 20 juin 1821.

Il faut éclaircir le cas Faulquier et punir sévèrement les coupables.

14. LE MÊME AU MÊME. — 23 juin 1821.

Il lui donne conseil de requérir une force plus considérable, si besoin est<sup>3</sup>.

15. LE PRÉFET DE L'HÉRAULT AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE. — 23 août 1821.

5 prévenus ont été relâchés par décision de la cour de Montpellier. On a arrêté d'autre part un autre prévenu.

F<sup>7</sup> 9786 21.

16. LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE MONTPELLIER AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 24 août 1821.

La chambre des mises en accusation a statué sur plus de trente individus accusés, elle en a acquitté quelques-uns, renvoyé d'autres en police correctionnelle et devant les assises de l'Hérault. La plupart de ces derniers sont en fuite, mais on les recherche soigneusement<sup>4</sup>.

BB<sup>18</sup> 1005. G 3/6198.

1. Le duc de Conegliano.

2. Cf. Bulletin de police du 7 au 20 juin, Arch. nat., F<sup>7</sup> 3794

3. Loi du 27 germinal an IV (*Bulletin des lois*, 40, n° 325)

4. Cette affaire a été résumée en trois lignes par M. E. Levasseur. *op. cit.*, t. I, p. 630.

**224. Paris.**

BULLETIN DE POLICE. — 12 mai 1821.

Les ouvriers tisserands de différents ateliers des faubourgs paraissent vouloir se coaliser pour obtenir une augmentation du prix de leur travail. Deux d'entre eux, dont les tentatives et les délits avaient été constatés, ont été déferés au procureur du roi, et les autres sont observés de manière à être réprimés s'ils essayaient de se porter à quelque excès.

F<sup>r</sup> 3875.**225. Sarrancolin.**

I. M. ESTRADE, FABRICANT DE PAPIER, AU MINISTRE DE LA JUSTICE. — 13 mai 1821.

Se plaint d'un jugement du tribunal correctionnel de Tarbes. Les ouvriers de deux autres fabriques se sont coalisés au début de février pour interdire sa maison à tout ouvrier, sous peine de 50 fr. d'amende. L'amende fut appliquée à un ouvrier, et détermina le départ de son personnel, ainsi qu'un chômage de 5 mois. Il a affirmé sa fabrique, dénoncé les coupables, qui, condamnés par le tribunal correctionnel de Bagnères à 1 mois de prison et 700 fr. de dommages-intérêts, ont été acquittés en appel, tandis que M. Estrade était condamné aux dépens. Cette impunité cause des attroupements, avec tambour et drapeau blanc, des ouvriers qui l'insultent et le chansonnent.

2. LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE TARBS AU MÊME. — 26 mai 1821.

En février 1819, Estrade a diminué le salaire et la nourriture de ses ouvriers, qu'il a de plus insultés. Son atelier a été interdit, jusqu'à ce qu'il payât une amende de 150 fr. On y a laissé d'ailleurs ses ouvriers finir la besogne commencée. Le jugement est du 28 janvier. Ce sont les contradictions des témoignages qui ont causé l'acquiescement des ouvriers en appel.

BB<sup>18</sup> 1004. C 3/6121.

## 226. Carcassonne.

## 1. LE COMMANDANT DE LA GENDARMERIE DE L'AUDE AU MÊME. — 15 mai 1821.

Le fabricant Roustie a introduit il y a 10 jours une tondeuse à Carcassonne. Le 15, rassemblement de 400 hommes et 100 femmes sur le Mont-Gourzens; deux heures après, les ouvriers sont rentrés chez eux, après avoir pris la décision d'abandonner aussitôt le travail, puisque, tôt ou tard, on viendrait à les renvoyer; et pourtant, actuellement, ils ont en train des draps fabriqués pour la foire de Beaucaire.

F<sup>r</sup> 9280. 11.

## 2. BULLETIN DE POLICE. — 28 mai 1821.

Sur la première sommation, 'les ouvriers' se sont séparés; mais ils n'ont pas tardé à se rassembler de nouveau dans la campagne et sur les hauteurs de la ville, où ils ont été joints par des femmes et des enfants. De nouvelles tentatives de la part de l'autorité locale ont produit l'effet qu'on pouvait en attendre, et la nuit a été très calme. Le lendemain, les ouvriers ont refusé de travailler, et ont passé la journée à se promener. La force militaire était prête à se montrer, si son secours eût été nécessaire. Il ne s'est mêlé rien de politique à ce mécontentement d'une partie de la population ouvrière,

F<sup>r</sup> 3794.

## 3. LE PRÉFET DE L'AUDE AU DIRECTEUR DES AFFAIRES DÉPARTEMENTALES. — 16 mai 1821.

Il a eu des entrevues avec les ouvriers. « Je leur ai parlé avec fermeté, tout en leur faisant envisager que les craintes qu'ils avaient conçues de ne plus avoir de travail étaient chimériques. » Les machines sont arrivées sans encombre. Les manifestations ont été arrêtées sitôt que nées, grâce à la présence d'un régiment de chasseurs de Vaucluse. Aujourd'hui, les pareurs n'ont pas été à l'ouvrage. Rien de politique dans l'affaire.



## 4. LE MÊME AU MÊME. — 20 mai 1821.

Le 17, tout est dans l'ordre. Seulement les ouvriers ont adressé à la Chambre des députés une pétition demandant la prohibition des mécaniques. D'ailleurs, la fabrique est en excellent état, et l'introduction de 2 mécaniques ne produira qu'un effet insensible.

## 5. LE MÊME AU MÊME. — 27 mai 1821.

Le calme continue. Il y a accroissement de la production, par suite de la consommation italienne (troupes autrichiennes survenues après les troubles du Piémont <sup>1</sup>). Ce sera excellent aussi pour les agriculteurs, découragés par le bas prix des grains et la hausse des laines.

## 6. LE DIRECTEUR DES AFFAIRES DÉPARTEMENTALES AU PRÉFET DE L'AUDE. — 2 juin 1821.

Les moyens dont vous pouvez disposer pour réprimer promptement les excès me donnent tout lieu de penser que le bon ordre ne sera pas troublé. Il convient néanmoins de ne rien négliger pour dissiper les craintes des ouvriers pareurs et pour influencer favorablement sur leurs dispositions. On sait que les procédés qui économisent la main-d'œuvre n'ont pas toujours pour résultat de diminuer le nombre des ouvriers, parce qu'ils augmentent les consommations en diminuant le prix des produits. D'un autre côté, la fabrication des draps ne pourrait pas se maintenir dans une ville où l'on n'emploierait pas les moyens économiques dont on fait usage dans les autres manufactures. L'intérêt général exige d'ailleurs que les consommateurs qui forment la masse de la population puissent se procurer au moindre prix possible tous les objets dont ils ont besoin. Voilà des considérations qu'il sera utile de faire

1. Cf. C. Torta, *La rivoluzione piemontese nel 1821*, Rome, 1908, in-18, chap. vi

présenter aux ouvriers mécontents par des hommes qui aient leur confiance, en leur faisant sentir en même temps que l'autorité est bien résolue à réprimer sévèrement les écarts auxquels ils pourraient se porter.

7. LE PRÉFET DE L'AUDE AU DIRECTEUR DES AFFAIRES  
DÉPARTEMENTALES. — 10 juin 1821.

Il agit toujours par persuasion.

F<sup>r</sup> 9786 11.

227. Castres.

LE PRÉFET DU TARN AU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION  
DÉPARTEMENTALE. — 17 mai 1821.

Le 13 mai, à dix heures du matin, rassemblement d'ouvriers dans un faubourg, pour s'opposer à l'établissement d'une tondeuse mécanique ; le commissaire de police ordonne au rassemblement de se disperser : il lui est répondu qu'on se propose seulement de faire une pétition au maire pour demander la prohibition de la machine. La veille, un tondeur s'était présenté dans un atelier, avec outrages et menaces. Le sous-préfet a pris des mesures préventives : augmentation de la gendarmerie et exhortations, enregistrées dans un procès-verbal, aux maîtres-tondeurs. Ce mouvement provient du bruit qu'à Carcassonne et à Lodève on a pu briser les machines ; on essaiera de poursuivre l'auteur de ce bruit <sup>1</sup>.

F<sup>r</sup> 9797. 24

1. Cf. Bulletin de police du 28 mai, Arch. nat., F<sup>r</sup> 9794.

---

## ADDENDUM

---

### Trescol.

PROCÈS-VERBAL DE L'INGÉNIEUR DES MINES DU GARD <sup>1</sup>. —  
28 décembre 1814.

Les accidents qui surviennent dans les mines ont assez généralement pour cause l'imprévoyance des ouvriers et leur désobéissance envers le chef chargé de les diriger.

Témoin l'accident arrivé à la concession de MM. Puech et Goirand, où l'ingénieur avait conseillé l'établissement d'un puits d'aération de 14 mètres, « destiné à mettre en communication les travaux souterrains du Gardon avec ceux pratiqués supérieurement sur la veine des Trois-Roches ». Le grisou se manifesta dès le 27; deux ouvriers pénétrèrent le 28, avec leurs lampes, dans la galerie interdite par le maître mineur, d'où explosion, qui les brûla « d'une manière d'autant plus grave, qu'étant presque nus, ils n'eurent point la présence d'esprit de se coucher à plat ventre ». L'un d'eux est mort des suites de ses blessures, qui auraient été moins graves s'il n'avait exigé d'être transporté aux salles, à une heure de marche, par un grand froid.

Il résulte des faits ci-dessus exposés que cet accident ne doit pas être attribué aux concessionnaires Puech et Goirand, dont j'ai été souvent à même d'apprécier la vive sollicitude pour tout ce qui regarde la sûreté des ouvriers... Depuis lors, la galerie du barrement a été fermée d'une manière solide, et on n'y entrera qu'avec

1. Purgand, en résidence à Alais. — Copie conforme de l'ingénieur en chef Brodier, du 8 janvier 1815, transmise au directeur général des mines le 16 janvier 1815.

les précautions d'usage, parfaitement connues du maître mineur. En attendant, le percement du puits d'aérage se continue avec activité. Lorsque cet ouvrage sera achevé, il s'établira dans les salles un courant rapide qui fera disparaître les causes de danger et permettra aux ouvriers de travailler avec une entière sécurité <sup>1</sup>.

F 103281

1. Le *Moniteur universel* signale encore a Trescol, le 31 août 1817, une explosion de grisou qui tue un ouvrier et en blesse un autre

---

## ERRATA

---

P. 153, à la cote, *lire* : F<sup>a</sup> 1 1216. — P. 230, *lire* : Conseil des *manufactures*. — P. 280, n. 1, à *supprimer*, les identifications devant être faites à la table.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

AVANT-PROPOS . . . . .	VII
INTRODUCTION. . . . .	XI
Textes et analyses. . . . .	I à 379
Addendum. . . . .	380
Errata . . . . .	382
Table des matières . . . . .	383

---



## PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

En vente à la librairie A. PICARD ET FILS, rue Bonaparte, 82.

---

**Au prix de 8 fr. le volume**

*Correspondance de M. et M<sup>me</sup> de Raigecourt avec M. et M<sup>me</sup> de Bombelles (1790-1800)*, publiée par M. DE LA ROCHESTERIE, 1892. 1 vol.

*Captivité et derniers moments de Louis XVI. Récits originaux et documents officiels*, publiés par le marquis DE BEAUCOURT, 1892. 2 vol.

*Lettres de Marie-Antoinette*. Recueil des lettres authentiques publié par MM. DE LA ROCHESTERIE et DE BEAUCOURT, 1893-1896. 2 vol. T. I épuisé.

*Mémoires de Michelot Moulin sur la chouannerie normande*, publiés par le vicomte L. RIOULT DE NEUVILLE, 1893. 1 vol.

*Mémoires de famille, de l'abbé Lambert (1791-1799)*, publiés par M. GASTON DE BEAUSÉJOUR, 1894. 1 vol.

*Journal d'Adrien Duquesnoy, député du tiers-état de Bar-le-Duc (mai 1789-avril 1790)*, publié par M. R. DE CREVECOEUR, 1894. 2 vol.

*L'invasion austro-prussienne (1792-1794)*. Documents publiés par M. LEONCE PINGAUD, 1893. 1 vol. avec héliogravure et carte.

*18 fructidor*. Documents inédits publiés par M. VICTOR PIERRE, 1893. 1 vol.

*La déportation ecclésiastique sous le Directoire*. Documents inédits publiés par M. VICTOR PIERRE, 1896. 1 vol.

*Mémoires du comte Ferrand (1787-1824)*, publiés par le vicomte DE BROU, 1897. 1 vol. avec héliogravure.

*Collectes à travers l'Europe pour les prêtres français déportés en Suisse (1794-1797)*. Relation publiée par M. l'abbé JÉRÔME, 1897. 1 vol.



*Mémoires de l'abbé Baston, chanoine de Rouen*, publiés par M. l'abbé J. LOTH et M. CH. VERGER, 1897-1899. 3 vol. 4 héliogravure.

*Souvenirs du comte de Semallé, page de Louis XVI*, publiés par son petit-fils, 1898. 1 vol. avec héliogravure. *Épuisé*.

*Louis XVIII et les Cent-Jours à Gand* Recueil de documents inédits publiés par MM. E. ROMBERG et ALBERT MALET, 1898-1902. 2 vol.

*Mémoires du comte de Moré (1758-1837)*, publiés par M. GEOFFROY DE GRANDMAISON et le comte DE PONTGIBAUD, 1898. 1 vol. 5 héliogravures. *Épuisé*.

*Mémoire de Pons de l'Hérault aux puissances alliées*, publié par M. L.-G. PÉLISSIER, 1899. 1 vol. avec héliogravure.

*Correspondance de Le Coz, évêque constitutionnel d'Ille-et-Vilaine, archevêque de Besançon*, publiée par le P. ROUSSEL, 1900-1903. 2 vol. 1 héliogravure.

*Souvenirs politiques du comte de Salaberry (1821-1830)*, publiés par le comte DE SALABERRY, 1900. 2 vol. 1 héliogravure.

*Kléber et Menou en Égypte (1799-1801)*. Documents publiés par M. FRANÇOIS ROUSSEAU, 1900. 1 vol. avec carte.

*Kléber en Vendée (1793-1794)*. Documents publiés par M. H. BAGUENIER-DESORMEAUX, 1907. 1 vol. avec carte.

*Lettres de M<sup>me</sup> Reinhard à sa mère*, traduites de l'allemand et éditées par M<sup>me</sup> la baronne DE WIMPFEN, 1901. 1 vol. 2 héliogravures.

*Mémoires de Langeron. Campagnes de 1812, 1813, 1814*, publiés par L.-G. F., 1902. 1 vol. avec carte. *Épuisé*.

*Correspondance du duc d'Enghien (1801-1804), et documents sur son enlèvement et sa mort*, publiés par le comte BOULAY DE LA MEURTHE, 1904-1910. 3 vol. 3 héliogravures et 2 cartes. T. I *épuisé*.

*Correspondance du comte de La Forest, ambassadeur de France en Espagne (1808-1813)*, publiée par M. GEOFFROY DE GRANDMAISON, 1905-1911. T. I-V (avril 1808-décembre 1811), avec 2 héliogravures.

*Souvenirs du marquis de Bouillé (1769-1812)*, publiés par M. P.-L. DE KERMAINGANT, 1906-1910. 3 vol. avec 3 héliogravures. T. I *épuisé*.

*Journal politique de Charles de Lacombe, député à l'Assemblée nationale*, publié par M. l'abbé A. HÉLOT, 1907-1908. 2 vol. 2 héliogravures. T. I épuisé.

*Anecdotes historiques par le baron Honoré Duveyrier*, publiées par M. MAURICE TOURNEUX, 1907. 1 vol.

*Souvenirs d'une mission à Berlin en 1848*, par Adolphe de Circourt, publiés par M. GEORGES BOURGIN, 1908-1909. 2 vol.

*Lettres d'Alphonse d'Herbelot à Charles de Montalembert et à Léon Cornudet*, publiées par ses petits-neveux, 1908. 1 vol.

*Paris pendant la Terreur*. Rapports des agents secrets du ministère de l'intérieur, publiés par M. PIERRE CARON, 1910. T. I (août-décembre 1793).

*Les patrons, les ouvriers et l'état. Le régime de l'industrie en France de 1814 à 1830*. Recueil de textes publiés par MM. GEORGES et HUBERT BOURGIN, 1912. T. I (mai 1814-mai 1821).

#### Au prix de 4 fr. le volume

*Les Étapes d'un soldat de l'Empire (1800-1815). Souvenirs du capitaine Desbœufs*, publiés par M. CH. DESBŒUFS, 1901. 1 vol.

*Mémoire sur ma détention au Temple (1797-1799)*, par P.-Fr. de Rémusat, publié par M. VICTOR PIERRE, 1903. 1 vol. avec plan. Épuisé.

*Journal de M<sup>me</sup> de Cazenove d'Arlens, Paris-Lyon (février-avril 1803)*, publié par M. A. DE CAZENOVE, 1903. 1 vol. avec héliogravure.

*Souvenirs de mon dernier voyage à Paris (1795)*, par Henri Meister, publiés par MM. PAUL USTERI et EUGÈNE RITTER, 1910. 1 vol.

